

MEMENTO

Monsieur MARCHAL, de la part de M. BERNARD, a demandé quel était le délai de prescription applicable à l'égard du tiré en matière de chèque.

Cette question nous est posée afin de savoir combien de temps la S.N.C.F. doit maintenir les provisions pour les chèques non encore payés.

M. BERNARD s'est demandé comment il fallait concilier le 1er alinéa de l'article 52 du décret-loi du 30 octobre 1935 sur les chèques, qui parle d'une prescription de six mois pour les actions en recours contre les endosseurs, le tireur et les autres obligés, alors que, d'autre part, le dernier alinéa porte que l'action du porteur du chèque contre le tiré se prescrit par 3 ans.

Comment concilier ces deux paragraphes, alors que le 1er alinéa, par les termes "les autres obligés", paraît bien comprendre le tiré.

Il résulte des explications données dans le Code de Commerce annoté de Dalloz, T. II, p.673, n°s 34 et s. qu'une controverse s'est élevée en ce qui concerne l'interprétation du 1er alinéa, les termes "autres obligés" devant s'entendre, suivant une opinion très répandue, uniquement des personnes qui avaient signé le chèque, c'est-à-dire le tireur, les endosseurs et les avaliseurs.

Pour supprimer la controverse, le dernier alinéa a été ajouté par le décret du 24 mai 1938, qui a réglé spécialement la situation du tiré.

8 Octobre 1941.

SERVICE DU CONTENTIEUX

SECRÉTARIAT JURIDIQUE

N° 564860

Service Central :

Région : 81

OBJET DE LA CONSULTATION

affaire Granvaux - Tréfilor
SNC F. et Sonames
(litiges en Cassation)

Références :

Observations : Les pièces concernant l'aff. Wallidan ont
été retournées à M. Clairin, le 11 février 43, afin de fournir
la somme la montant des condamnations, soit 2900.1 + 449.1
Copie de l'arrêt à M. Durand et à M. Clairin le 3

D. N°

S. 64860 ; Aff. : Granvaux Tréfilor SNC F. et Sonames

- Übersetzung -

23 octobre 3

RETOUR à

X

S.J.

5648^{Co}

RBD Saarbrücken

N. : 5048 Co

SNCF c. 3011 und
Tréfilor

Iht Az. 14 18 32 Ra

h. Colombel
24-10-43

S.N.C.F. c/ Douanes

et Tréfilor

V.R. 14 Lg 32 Ra

Direction des Chemins de fer d'Empire
de Sarrebrück

Comme suite à la correspondance échangée au sujet du recouvrement des droits de douane indûment perçus sur des marchandises sarroises importées en février 1935, j'ai l'honneur de vous faire connaître que la Direction Régionale des Douanes de Nancy, à laquelle incombe la restitution des droits, vient de nous faire connaître ce qui suit :

Les recherches effectuées dans ses écritures n'ont pas permis à ses services d'aboutir à la somme principale de 901.204 frs 53; en se basant sur les relevés établis par le chemin de fer et déposés en justice, et compte tenu des perceptions qui s'y trouvaient portées deux fois, la Douane obtient un total de 854.531 frs 33 susceptible d'être remboursé à la S.N.C.F.

En vue de faire constituer le dossier de restitution, la Douane nous prie donc de lui faire parvenir, aux fins de pointage, un état reprenant, par déclaration et par bureau, le montant des sommes dont la restitution est demandée.

La somme de 901.204 frs 53 nous ayant été indiquée par votre lettre du 24 mai dernier et vos services étant, d'autre part, en possession des pièces litigieuses, je vous serais très obligé de vouloir bien me faire parvenir l'état demandé par la Douane, afin de permettre le règlement de cette affaire.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

25 OCT 1943

FW.

MW. 1 2.11.1943.

- TRADUCTION -

D. R.
R.B.D. Saarbrücken

Saarbrücken, le 10 novembre 1943.

14 Lg 32 Ra

S. N. C. F.
Service du Contentieux

P a r i s

par la H. V. D.

Objet : Perception illégale de droits de douane sur des marchandises sarroises importées en France antérieurement au 18.2.1935.
Votre lettre Bureau S.J. Dossier N° 5648 C• S.N.C.F. c/Douanes et Tréfilor - du 23.10.1943.

Nous vous transmettons en annexe copie des états récapitulatifs qui avaient été joints, à l'époque, aux demandes introduites devant les Tribunaux Cantonaux de Bouzonville (bureaux de douane de Bouzonville et Hargarten-Falk) Forbach et Sarreguemines. Ils énumèrent, dans l'ordre des déclarations et par bureau de douane, les sommes dont le remboursement a été demandé en justice. Ces états sont uniquement des copies des relevés qui avaient été établis à l'époque, par les différentes gares douanières. On ne trouve aucune autre indication plus précise dans le dossier.

De nouvelles recherches ont fait ressortir par la suite que les bureaux de douane de Bouzonville et de Sarreguemines avaient omis de mentionner différents envois et montants qui ne figuraient donc pas dans les relevés. Le paiement de ces sommes a par la suite été réclamé par 2 demandes additionnelles devant les Tribunaux Cantonaux de Bouzonville et de Forbach; les copies de ces deux demandes additionnelles sont également jointes à la présente.

- 6 -

Le relevé numérique des états susvisés et des demandes additionnelles est contenu dans notre lettre du 24.5.43 et porte sur un total de 901.204,53 frs.

signé : Dullien.

TDu

*M. Colomby
13-11-43*

13 NOV 1943

diverses demandes de monts de 100.000 frs 53.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de la haute estime distinguée.

5.648Co

V.R.: D n° 9988

Monsieur le Directeur,

1 dossier -

Comme suite à votre lettre du 20 Octobre dernier, relative au recouvrement des droits de douane indûment perçus en Février 1935 par les bureaux de Bouzonville, Hargarten-Falk, Forbach et Sarreguemines, j'ai l'honneur de vous faire parvenir la traduction d'une lettre en date du 10 Novembre courant, de la Direction des Chemins de fer de Sarrebrück, relative à la justification de la somme de 901.204 frs 53, qui avait fait l'objet de nos assignations devant les Tribunaux cantonaux de Bouzonville, Forbach et Sarreguemines.

Je joins également à cette lettre les états récapitulatifs qui l'accompagnent, ainsi que la copie des demandes additionnelles introduites devant les Tribunaux cantonaux de Forbach et de Bouzonville. Le total général de ces

Monsieur le Directeur régional
des Douanes
8, rue St-Lambert
NANCY

13 NOVEMBRE

diverses demandes se monte bien à la
somme de 901.204 frs 53.

Veuillez agréer, Monsieur le
Directeur, l'assurance de ma considé-
ration distinguée.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

Monsieur le Directeur,
Guillaumet
V.R. : 2 ne 8938

1 dossier -

Comme suite à votre lettre du
20 Octobre dernier, relative au recou-
vrement des droits de douane indûment
perçus en février 1935 par les bureaux
de Boussouville, Hargarten-Falk, Forbach
et Sarreguemines, j'ai l'honneur de vous
faire parvenir la production d'une lettre
en date du 10 Novembre courant, de la
Direction des Chemins de fer de
Sarrelouis, relative à la justification
de la somme de 901.204 frs 53, qui avait
fait l'objet de nos antérieures devant
les Tribunaux cantonaux de Boussouville,
Forbach et Sarreguemines.

Je joins également à cette lettre
les états récapitulatifs qui l'accom-
pagnent, ainsi que la copie des demandes
administratives introduites devant les
Tribunaux cantonaux de Forbach et de
Boussouville. Le total général de ces

Monsieur le Directeur régional
des Douanes
8, rue St-Lambert
LUXEMBOURG

S.G.

Direction Régionale NANCY, le 19 Novembre 1943.
des Douanes de NANCY
8, Rue Saint-Lambert

3° Division 3° Bureau

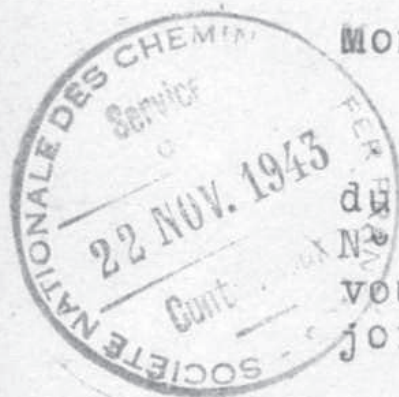
Comptabilité
et Matériel

Le Directeur Régional des Douanes
à Monsieur le Chef du Contentieux

Société Nationale des Chemins de
D.N. ¹⁰⁵⁶¹ Fer Français-
45, Rue Saint-Lazare

PARIS 9°

Monsieur le Chef du Contentieux,



Comme suite à votre lettre
du 16 novembre courant, (référence
N° S.J. 5468 Co), j'ai l'honneur de
vous retourner les documents ci-
 joints comme faisant double emploi.

En effet, la somme de
35.840^{fr} 62 à laquelle ils se rappor-
tent est déjà reprise sur le relevé
des déclarations (référence Conten-
tieux D/C 3 N° 103 111/ L) du bureau
de Forbach-gare.

Veuillez agréer, Monsieur
le Chef du Contentieux, l'assurance
de ma considération distinguée./.

901.204
SS. 8764
865.3624

h. Colombel
22-11-43

F. Paul

I.V.

Paris, le 29 FEV. 1944

S.N.C.F.

SERVICES FINANCIERS

COMPTABILITÉ GÉNÉRALE (et SUBDIVISION)

BUREAU DES COMPTES COURANTS

Monsieur le Chef du Contentieux
45, rue St Lazare
à PARIS

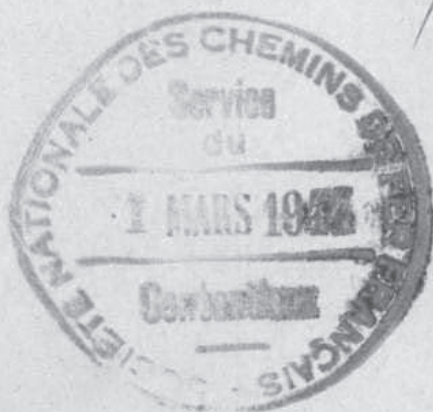
F2CGd-2 N° 1642

Objet : Crédit de 865.363 frs disponible
dans nos écritures.

L'Administration des Douanes à NANCY
nous a adressé le mandat de paiement N°4302
émis le 27 Décembre 1943 pour 865.363 frs
en remboursement de droits (Affaire N°64 bis
du 4/2/1936).

Le Service de l'Exploitation EST, à qui
nous avons proposé ce crédit, ne l'accepte
pas, mais nous fait savoir que cette affaire
a été traitée par votre Service sous les
Références "Bureau SJ dv 5648 - Objet :
S.N.C.F. contre Douanes et Tréfilor du 22/
9/1943".

Je vous serais obligé de vouloir bien
nous faire savoir le service qui vous a sou-
mis cette affaire et nous indiquer la réf-
erence sous laquelle elle vous a été trans-
mise.



/ Le Chef de la Division

Mme
M. Colombeau

9 mars 44

SJ

5648 Co

VR. F 2 CG d-2 N° 1642

Monsieur le Directeur des Services Financiers
Comptabilité Générale (Bureau des comptes courants)

Comme suite à votre lettre du 29 février 1944, relative à une somme de 865.363 fr, qui vous a été versée par la Direction régionale des Douanes à Nancy en remboursement de droits perçus à tort, j'ai l'honneur de vous faire connaître que cette somme doit recevoir l'affectation suivante:

1° - A concurrence de 857.126 francs, elle doit être versée à la Direction des Chemins de fer d'Empire de Sarrebruck, pour le compte de la Chambre de Commerce de cette ville, par l'intermédiaire de l'Office des Changes - Service de la Compensation, à Paris, en mentionnant qu'il s'agit de droits de douane perçus à tort sur des marchandises sarroises importées en février 1935 en territoire français et remboursés à la suite d'un arrêt de principe de la Cour de Cassation.

2° - Une somme de 1.432 francs, représentant des droits de douane supportés par la S.N.C.F. dans les mêmes conditions, doit être mise à la disposition de la Région de l'Est (dossier D/C 3-102.895 L de la Sous-Direction de Strasbourg).

3° - Une somme de 6.805 francs, représentant une partie des frais avancés en Cassation par la S.N.C.F. dans l'intérêt des expéditeurs sarrois, doit être également mise à la disposition de la Région de l'Est (dossier DC 3/3058 L de la Sous-Direction de Strasbourg). L'Office des Changes vous a fait savoir le 10 septembre 1943, qu'il était d'accord avec cette déduction.

LE CHEF DU CONTENTIEUX

S. J. Laurence

mars 44

è-----

SJ

5648 Co

VR. 14 Lg 32 Ra
Obj.Litige c/ Douane

Direction des Chemins de fer d'Empire
de Sarrebruck

1 annexe

Comme suite à la correspondance que nous avons échangée au sujet du recouvrement de droits de douane indûment perçus, en février 1935, au détriment d'expéditeurs sarrois, sur des marchandises expédiées de Sarre en France, j'ai l'honneur de vous faire connaître que la Direction Régionale de Nancy vient de nous verser la somme de 865.363 fr.

La somme de 901.204 fr, dont il est fait état dans votre lettre du 24 mai 1943, comprend, en effet, selon les vérifications effectuées par la Direction des Douanes de Nancy, deux fois celle de 35.840 fr; ce montant, qui a fait l'objet de la demande complémentaire ci-jointe, figurerait également dans le relevé joint à la demande principale D/C 3/103111/L portant sur un chiffre global de 292.986 fr.

D'autre part, nous nous proposons de retenir, sur les 865.363 fr susvisés, la somme de 6.805 fr représentant une partie des frais déboursés en Cassation par la S.N.C.F., dans l'intérêt des expéditeurs sarrois, conformément à l'accord que vous nous avez donné à ce sujet.

Enfin, nous déduirons également de la somme versée par la Douane, celle de 1.432 fr, qui revient à la S.N.C.F. aux termes de votre lettre du 16 juillet 1943, dernier alinéa.

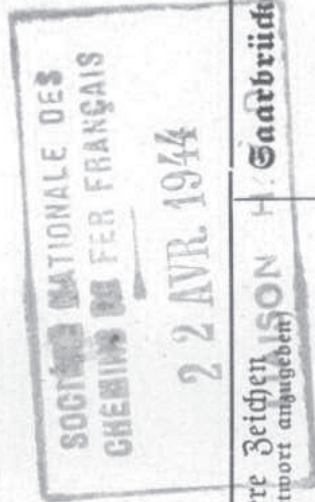
Le solde de la somme restituée par la Douane, soit 857.126 fr, vous sera versé par l'intermédiaire de l'Office des Changes, Opérations de compensation, 8 rue de la Tour des Dames à Paris, en vue de sa répartition entre les ayants droit par les soins de la Chambre de Commerce de votre ville.

LE CHEF DU CONTENTIEUX

Reichsbahndirektion Saarbrücken

Konto bei der Deutschen Verkehrsbank AG., Zweigniederlassung Saarbrücken	Gernruf: 2 92 31	Postcheckkonto der Hauptkasse: Saarbrücken Nr 77 Reichsbank-Girokonto Nr 181
---	---------------------	---

An Société Nationale des Chemins
de Fer français
Service du Contentieux
P a r i s (9e)
45, rue Saint-Lazare, 45
durch Vermittlung der HVD Paris



Ihre Nachricht vom	Ihre Zeichen -Bureau SJ Dossier	Unfere Zeichen (in der Antwort anzugeben)	20.4.1944
3.3.1944	No 5648 Co	14 Lg 32 Ra	den

Betrifft: Zollprozess SNCF c/Douane

Anbei übersenden wir Ihnen Abschrift eines Schreibens der französischen Generalzöldirektion vom 29.3.1944 und bitten, den in diesem Schreiben genannten Rückerstattungsantrag zu stellen und uns über den Erfolg des Antrages Mitteilung zu machen.

gez Karl

Beglaubigt:



Abschrift

MINISTERE DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DES DOUANES

1^o Division
N^o S/95

Paris, le 29 Mars 1944

' N O T E

pour Monsieur le R.R.Dr. EICHHORN

Objet: Perceptions douanières sur certaines marchandises sarroises
entrées en France avant le 18 fév. 1935,

Réf.: Notre entretien du 13 mars 1944.

J'ai l'honneur de faire connaître à Monsieur le Dr. EICHHORN
que les remboursements de droits prévus par la décision du
18 mai 1943 n^o 1856 concernant la Direction de Strasbourg
n'ont pu encore être effectués; les déclarants n'ayant pas
formulé de demande à cet égard.

L'Administrateur de la
1^o Division
signé: R o u x.

14 mai avril

S.J.

5648⁰⁰

Direction des Chemins de fer d'Empire
de Sarrebrück

par l'intermédiaire de la H.V.D.

PARIS.

- V. réf.: 14 Lg 32 Ra du 20-4-1944.-

Vous avez bien voulu nous communiquer copie d'une lettre de la Direction Générale des Douanes à Paris, relative au remboursement de droits avancés avant le 18 février 1935 sur des marchandises sarroises importées en France, en nous invitant à présenter une demande en ce sens à cette Administration.

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'en dehors des sommes qui ont fait l'objet des litiges tranchés par l'arrêt de principe de la Cour de Cassation en date du 5 avril 1943, et dont le versement à la Chambre de Commerce de Sarrebrück est en cours de réalisation, nous n'avons pas connaissance d'autres réclamations relatives à des droits perçus dans les mêmes

conditions.

Nous nous adressons en conséquence
à la Direction Générale des Douanes à
Paris, pour éclaircissements. Mais nous
vous serions très obligés de vouloir bien
nous donner également de votre côté les
précisions indispensables à nos recherches

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

S. J. Aureau

E.S.

ÜbersetzungS. N. C. F.
Rechtsabteilung
=

Paris, den 1. Mai 1944

Büro S.J.
Nr. 5648 C°
=*L. Clémence*

R. B. D.

S A A R B R Ü C K E N

durch Vermittlung der H.V.D. Paris

Ihre Aktenz: 14 Lg 32 Ra vom 20-4-1944.

Sie haben uns eine Abschrift eines Schreibens der Generaldirektion der Zollverwaltung in Paris übermittelt betreffend die Rückerstattung der Gebühren, die vor dem 18. Februar 1935 auf saarländische nach Frankreich eingeführte Waren ausgelegt wurden. Sie haben uns anheimgestellt einen Antrag in diesem Sinn an diese Verwaltung zu stellen.

Ich beehre mich, Ihnen mitzuteilen, dass ausser denjenigen Beträgen, die den Gegenstand von Streitfällen bildeten, die durch die grundsätzliche Entscheidung des Kassationshofes vom 5. April 1943 entschieden wurden und die z. Zt. der Handelskammer von Saarbrücken überwiesen werden, uns keine anderen Forderungen bekannt sind, die sich auf unter den gleichen Umständen erhobene Gebühren beziehen.

Wir wenden uns demnach zwecks Aufklärung an die Generaldirektion der Zollverwaltung in Paris. Wir waren Ihnen jedoch sehr verbunden, uns auch Ihrerseits die für unsere Ermittlungen erforderlichen näheren Angaben zu liefern.

Der Leiter der Rechtsabteilung

Gez: A u r e n g e

Le Colombel

1^{er} *mai*
~~avril~~

44

S.J.

5648 C°

Direction des Chemins de fer d'Empire
de Sarrebrück

par l'intermédiaire de la H.V.D.

PARIS.

- V. réf : 14 Lg 32 Ra du 20-4-1944.-

Vous avez bien voulu nous communiquer copie d'une lettre de la Direction Générale des Douanes à Paris, relative au remboursement de droits avancés avant le 18 février 1935 sur des marchandises sarroises importées en France, en nous invitant à présenter une demande en ce sens à cette Administration.

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'en dehors des sommes qui ont fait l'objet des litiges tranchés par l'arrêt de principe de la Cour de Cassation en date du 5 avril 1943, et dont le versement à la Chambre de Commerce de Sarrebrück est en cours de réalisation, nous n'avons pas connaissance d'autres réclamations relatives à des

droits perçus dans les mêmes conditions.

Nous nous adressons en conséquence à la Direction Générale des Douanes à Paris, pour éclaircissements. Mais nous vous serions très obligés de vouloir bien nous donner également de votre côté les précisions indispensables à nos recherches

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

J. J. Aureau

Mr/Mme avril 44

S.J.

5648^{C°}

Monsieur le Directeur Général,

Par lettre N° S. 9 S du 29 mars dernier, vous avez avisé M. le Dr EICHHORN que vous n'aviez pu rembourser les droits de douane prévus par décision N° 1356 du 18 mai 1943, les déclarants n'ayant pas formulé de demande à cet égard.

J'admets qu'il s'agit de droits indûment perçus sur des marchandises sarroises importées avant le 18 février 1935 par les gares de l'ex-réseau A.L. Nous n'avons cependant connaissance d'aucune réclamation relative à ces droits en dehors de celles qui ont fait l'objet de litiges introduits devant les Tribunaux cantonaux de Bouzonville, Forbach et Sarreguemines et dont le règlement vient d'être effectué par votre Direction régionale à Nancy.

Nous vous serions, en conséquence, très obligés de vouloir bien nous donner toutes précisions utiles sur la réclamation visée par M. le Dr EICHHORN, les

Direction Générale des Douanes
(1ère Division)
Palais du Louvre, Pavillon de ROHAN.

Chemins de fer allemands nous priant
d'entreprendre les démarches nécessaires
à ce sujet.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

H. Amey

U.

M.S. 23.4.44.

TRADUCTION

R.B.D. Saarbrücken

Saarbrücken, le 20-4-1944. *P*

S.N.C.F.
Service du Contentieux,
PARIS

Objet : Procès en matière de douane SNCF c/Douane
Référ. : Bureau SJ Dossier N° 5648 Co du 3-3-1944.

Nous vous adressons ci-joint copie d'une lettre de la Direction Générale des Douanes du 29-3-44 en vous demandant de présenter la demande de remboursement mentionnée dans la dite lettre et de nous tenir au courant du résultat obtenu.

signé : Karh.

Certifié
signature.

la Colombier
24-4-44
φ

W

Ba 24 AVRIL 1944.

A b s c h r i f t

die Gauwirtschaftskammer
Westmark

S a a r b r ü c k e n
Hindenburgstr. 9

Deutsche Reichsbahn
Reichsbahndirektion Saarbrücken

11.4.1944 II/g No 750

14 Lg 32 Ra

10. Mai 1944

Zollprozess.

Die SNCF, der wir Abschrift des Schreibens der französischen Generaldirektion vom 29.3.1944 übermittelt haben, teilt uns mit, daß die in diesem Schreiben erwähnten zu erstattenden Zollgebühren, für die ein besonderer Antrag notwendig sei, nicht mit den von der SNCF eingeklagten Beträgen identisch seien. Es handele sich hier um Gebühren, die seiner Zeit von anderen Versendern und Spedituren gezahlt worden seien. Der der SNCF zu erstattende Betrag würde auf Grund der Cassationsentscheidung vom 5.4.1943 und nicht auf besonderen Antrag zurückerstattet.

- 2 -

Wir stellen unter diesen Umständen anheim, durch Herrn
Dr. Eichhorn um nähere Angaben bitten zu lassen.

gez Dullien

Beglaubigt:



RBD

14 Lg 32 Ra

Abbr, den 16. Mai 1944

Abschrift obigen Schreibens

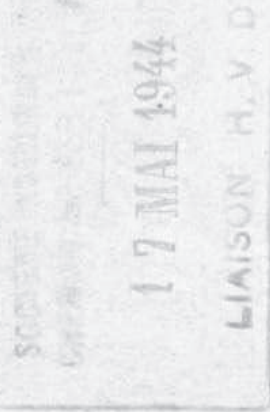
an die SNCF
Service du Contentieux
P a r i s

45, rue Saint Lazare
durch Vermittlung der HVD Paris

Betr: Büro S.J.Dr. 5648/Co.

zur gefl. Kenntnisnahme.

Dullien



D. R.

C o p i e

B.B.D. Saarbrücken

=

Le 10 Mai 1944.

Chambre de Commerce de la Marche et de la Moselle
Gauwirtschaftskammer WestmarkSAARBRÜCKEN

11.4.1944

II/g N° 750 14 Lg 32 Ra

Procès en matière douanière.

La S.N.C.F., à laquelle nous avons transmis copie de la lettre de la Direction Générale française du 29-3-1944, nous fait connaître que les droits de douane remboursables mentionnés dans cette lettre, pour lesquels une demande spéciale est nécessaire, ne sont pas identiques avec les montants réclamés par la S.N.C.F., par la voie judiciaire. Il s'agit de droits qui ont été payés en son temps par d'autres expéditeurs et commissionnaires de transport. Le montant à restituer à la S.N.C.F. serait remboursé, en vertu d'une décision de la Cour de Cassation en date du 5-4-1943 et non sur demande spéciale.

Dans ces conditions, nous vous laissons le soin de faire demander des précisions par M. le Dr. Eichhorn.

Signé: Dullien

des Douanes
RBD
14 Lg 32 Ra

Sbr, le 16 mai 1944

Copie de la lettre ci-dessus à la S.N.C.F.
Service du Contentieux

P a r i s

Ca 23 MAI 1944

ABD

par l'intermédiaire de la H.V.D. en le priant
d'en prendre connaissance.

Objet: Bureau S.J.Dr.5648/Co.

Signature

PN/GB.

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DES DOUANES

1^{re} DIVISION - 3^e BUREAU

N°

1905

CONTENTIEUX.

Objet : Affaires des marchandises sarroises.- Remboursements de droits.-

Référence : Votre lettre du 1^{er} Mai 1944. Bureau S.J.
n° 5648 C°.

Monsieur,



PARIS, le

17 JUIN 1944

Par lettre citée en référence, vous avez bien voulu me faire part d'une réclamation dont vous avez été saisi par les chemins de fer allemands, au sujet de droits de douanes qui n'ont pu encore être remboursés dans les affaires notées en titre faute de demande de la part des déclarants. Vous exposez que vous n'avez connaissance d'aucune autre action en dehors de celles qui ont fait l'objet des litiges dont le règlement vient d'être effectué par la Direction des Douanes de Nancy. Vous désiriez, en conséquence, avoir toutes précisions utiles à cet égard.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que les sommes dont le
Monsieur le Chef du Contentieux
de la Société Nationale des Chemins
de fer français
45, Rue Saint-Lazare - PARIS (IX°)

....

remboursement n'a pu encore être effectué sont relatives à des affaires auxquelles l'ex-réseau d'A.L. est resté étranger, les déclarations ayant été déposées par des transitaires.

J'ajoute qu'afin de permettre aux intéressés de formuler leur demande de remboursement, tous renseignements les concernant seront adressés par mes soins à M. le Dr EICHORN.

Agréez, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

L'Administrateur,

A handwritten signature in dark ink, appearing to be 'L. Eichorn', written over a horizontal line.

- Unterzeichnung -

23 octobre

Paris, den 23. Oktober 1935.

S.N.C.F.

Rechtsabteilung

Büro S.J.

S.J.

M.B. Saarbrücken

AZ. : 5648 C°

5648^{C°}SNC & Tréfilor
Tréfilor

Ihr Az. 14 Lg 32 Ra

S.N.C.F. c/ Douanes

et Tréfilor

Direction des Chemins de fer d'Empire

de Sarrebrück

V.R. 14 Lg 32 Ra

Comme suite à la correspondance échangée au sujet de
recouvrement des droits de douane indûment perçus sur des
marchandises sarroises importées en février 1935, j'ai l'hon-
neur de vous faire connaître que la Direction Régionale des
Douanes de Nancy, à laquelle incombe la restitution de ces
droits, vient de nous faire connaître ce qui suit :

Les recherches effectuées dans ses écritures n'ont pas
permis à ses services d'aboutir à la somme principale de
901.204 frs 53; en se basant sur les relevés établis par le
chemin de fer et déposés en justice, et compte tenu des per-
ceptions qui s'y trouvaient portées deux fois, la Douane
obtient un total de 854.531 frs 33 susceptible d'être rem-
boursé à la S.N.C.F.

En vue de faire constituer le dossier de restitution,
la Douane nous prie donc de lui faire parvenir, aux fins de
pointage, un état reprenant, par déclaration et par bureau,
le montant des sommes dont la restitution est demandée.

La somme de 901.204 frs 53 nous ayant été indiquée par
votre lettre du 24 mai dernier et vos services étant, d'autre
part, en possession des pièces litigieuses, je vous serais
très obligé de vouloir bien me faire parvenir l'état demandé
par la Douane, afin de permettre le règlement de cette affai-
re.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

FW.

MW. 23.10.1943.

- Übersetzung -

S.N.C.F.

Paris, den 23. Oktober 1943.

Rechtsabteilung

Büro S.J.

Az. : 5648 C°

RBD Saarbrücken

SNCF g. Zoll und
Tréfilor

Ihr Az. 14 Lg 32 Ra

Im Anschluss an den Briefwechsel betreffend die Einziehung der Zollgebühren, die zu Unrecht auf die im Februar 1935 eingeführten saarländischen Güter erhoben wurden, beehre ich mich, Ihnen mitzuteilen, dass die regionale Zolldirektion von Nancy, der die Rückerstattung dieser Gebühren obliegt, uns soeben folgendes mitteilte:

Die in ihren Büchern angestellten Nachforschungen haben ihren Dienststellen nicht erlaubt, die Hauptsumme von 901.204,53 frs zu errechnen; unter Zugrundelegung der von der Bahn aufgestellten und am Gericht niedergelegten Nachweisungen und unter Berücksichtigung der doppelt eingetragenen Erhebungen, gelangt die Zollverwaltung zu einer Gesamtsumme von 854.531,43 frs, die der S.N.C.F. zu erstatten wären.

Zwecks Zusammenstellung der Erstattungsakten bittet uns die Zollverwaltung, ihr zur Abstimmung eine Nachweisung zu übersenden, die, getrennt nach Anmeldung und Büros, die Beträge auflührt, deren Rückersatzung beantragt wird.

Da uns der Betrag von 901.204,53 frs mit Ihrem Schreiben vom 24. Mai d.J. angegeben wurde und da andererseits Ihre Dienststellen im Besitz der strittigen Unterlagen sind, wäre ich Ihnen sehr verbunden, mir die von der Zollverwaltung angeforderte Nachweisung zu übersenden, um die Regelung dieser Angelegenheit zu ermöglichen.

Leiter der Rechtsabteilung,

gez.: Aurenge.

Deutsche Reichsbahn Reichsbahndirektion Saarbrücken

Konto bei der Deutschen Verkehrs-Kreditbank AG., Zweigniederlassung Saarbrücken
 Fernruf: 2 92 31
 Postcheckkonto der Hauptkasse: Saarbrücken Nr 77
 Reichsbank-Girokonto Nr 181

An die
 SNCF - Service du Contentieux -

P a r i s (9^e)

rue Saint - Lazere 45

Li H.V.S

Ihre Nachricht vom	Ihre Zeichen	Unsere Zeichen (in der Antwort anzugeben)	Saarbrücken, Am Bahnhof 4,
		14 Ig 32 Ra	(18) den 17.8. 1944

Betrifft:

Prozess gegen die Zollbehörde.

Ihr Schreiben vom 3.3. 1944 - Bureau SJ Dossier No 5648 - Co -

Bezüglich der Überweisung des Betrages von 867 126, -- Frs durch das Office des Changes haben wir bisher noch keine Mitteilung erhalten.

Wir bitten Sie daher, bei dieser Dienststelle vorstellig zu werden und uns mitzuteilen, ob die Überweisung demnächst erfolgen wird.

gez Karl

Beglaubigt:



[Handwritten signature]

J.B.

NANCY le 20 octobre 1943

DIRECTION REGIONALE
DES DOUANES DE NANCY
8 Rue Saint-Lambert

3° Division

3° Bureau

Comptabilité
et Matériel

D.N° 9988

Le Directeur Régional des
Douanes à NANCY
à Monsieur le Chef du
Contentieux S.N.C.F.
45 Rue St-Lazare
PARIS 9°



Par lettre du 22 septembre dernier (référence, Bureau SJ, Dossier N° 5648 CO), vous avez bien voulu m'informer que la somme de 10.892.95 égale au montant des frais dûs par mon Administration dans l'affaire S.N.C.F. contre Douanes - Tréfilor - devait être versée à vos services financiers en même temps que la somme principale soit: 901.204 frs 53, représentant le montant des droits de Douane.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que les recherches effectuées dans les écritures n'ont pas permis à mes services d'aboutir à cette dernière somme. En se basant sur les relevés établis par votre Administration et déposés

.....

Colonel
m-10-43

.....
en justice, et compte tenu de perceptions qui s'y trouvaient dépouillées deux fois, l'on obtient un total de 854.531 frs 33 susceptible d'être remboursée à la S.N.C.F.

Avant de faire constituer le dossier de restitution, je vous serais obligé de bien vouloir me faire parvenir aux fins de pointage un état reprenant par déclaration et par bureau, le montant des sommes dont votre Administration demande la restitution.

Veuillez agréer, Monsieur le Chef du Contentieux, l'assurance de ma considération distinguée.

P. J. Anuly

S.J.
Douanes
5.648^{Co}

V.R.: F² CGd-2 n° 1642

Monsieur le Directeur
des Services Financiers
(Comptabilité Générale -
Bureau des Comptes courants)

Comme suite à votre lettre du 29 Février dernier m'avisant du versement, par la Direction des Douanes de Nancy, d'une somme de 865.363 frs, représentant le montant de droits de douane indûment perçus, j'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien me faire connaître si, en dehors de ce principal, la Douane ne vous a pas également mandaté les frais du litige, soit 10.892 frs 65 + 1.890 frs 95.

Dans l'affirmative, la régularisation de cet encaissement incomberait à la Région de l'Est (n° D.C3/3058 L de la Sous-Direction de Strasbourg).

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

J. J. J. J.

S.B.

Paris, le 9 MARS 1944

S.N.C.F.

SERVICES FINANCIERS

COMPTABILITÉ GÉNÉRALE (7^e SUBDIVISION)
BUREAU DES COMPTES COURANTS

F2CGa-2 N° 1966



Monsieur le Chef du Contentieux
45, rue Saint-Lazare
à P A R I S.

Référence: Votre lettre Bureau S.J. Douanes N° 5468 Co du 6 mars 1944.

Objet: Affaire - Direction des Douanes à Nancy.

J'ai l'honneur de vous informer que nous venons de recevoir, émis par l'Administration des Douanes à Nancy le 8 février 1944, un nouveau bon de caisse s'élevant à 9.001 Frs représentant le montant des frais avancés dans l'affaire Tréfilor.

Vous pouvez remarquer, que, contrairement aux indications fournies dans votre lettre précitée, la somme de 1.890 Frs 95 n'a pas été ajoutée à celle de 10.892,65 mais retranchée soit :

10.892,65 - 1.890,95 = 9.001,7

Conformément à vos instructions, nous faisons mettre à la disposition de la Chambre de Commerce de Sarrebrück la somme de

..... 857.126,-
et portons au crédit du Service de l'Exploitation de la Région
Est les sommes de

1.432 Frs + 6.805 Frs + 9.001 Frs soit
..... 17.238 Frs

Le Chef des Subdivisions
de la Comptabilité Générale

S.J.

Douanes c/SNCF et Tréfilor

5468^{C°}Monsieur le Directeur Régional
des Douanes

à NANCY.

(3^e Dⁿ - 3^e B^{eau} - Comptabilité et Matériel)

Nos Services financiers nous ont avisé qu'ils avaient reçu un bon de caisse émis le 8 février dernier par votre Service et se montant à 9.001 francs, en règlement des frais avancés par notre Société dans l'instance qui a donné lieu à l'arrêt de la Chambre Civile du 5 avril 1943 (Aff. Tréfilor).

Nous remarquons que vous avez déduit, lors de ce paiement, la somme de 1.890 frs 95, représentant les dépens de notre Avocat et les droits d'enregistrement en cassation.

Par lettre du 22 septembre 1943, même Numéro qu'en marge, nous avons répondu à votre note du 23 juillet précédent par laquelle vous nous demandiez des justifications au sujet de cette somme, en vous proposant de vous en faire confirmer l'exactitude par votre Avocat à la Cour

de Cassation; ceci afin d'éviter les
frais qu'entraînerait la levée de l'arrêt

Votre lettre du 20 octobre suivant
N° 9988 n'étant plus revenue sur cette
question et ayant visé le total des frais
à rembourser, soit 10.892 frs 95, nous
avons admis que vous étiez d'accord avec
notre proposition.

S'il devait en être autrement, je
vous serais obligé de me faire connaître
si vous désirez que la grosse de l'arrêt
vous soit signifiée. Les frais qui en
résulteraient devraient, dans ces condi-
tions, demeurer à votre charge.

Veuillez agréer, Monsieur le Direc-
teur, l'assurance de ma considération
distinguée.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

S. J. Aureau

FRANÇOIS CAIL

DOCTEUR EN DROIT

AVOCAT AU CONSEIL D'ÉTAT

& A LA COUR DE CASSATION

SUCCESSEUR DE SON PÈRE

77, AVENUE HENRI-MARTIN (XVI^E)

TROCADÉRO 29-12

PARIS, LE 21 Mars 1944

S.N.C.F. c/ Douanes
et Tréfilor

Cher Monsieur,

Je reçois aujourd'hui le règlement
des dépens dans cette affaire. Je m'
empresse de vous faire parvenir ci-
inclus un chèque de 1.890 frs.

Votre bien dévoué.

François Cail



*chèque remis
précisément
le 27/3*

M. le Chef du Contentieux
de la S.N.C.F.

*non ci
non ce
non B F
non CA1
EX 13
AT
CA2*

J.B.
DIRECTION REGIONALE
DES DOUANES DE NANCY
8 Rue Saint-Lambert

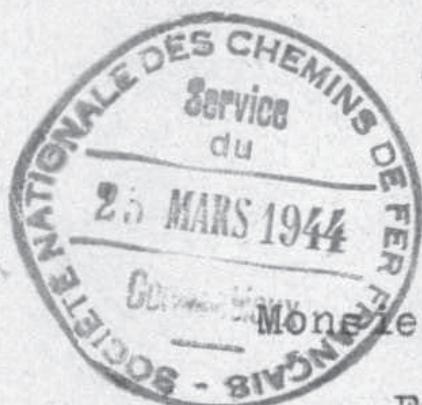
NANCY, le 22 mars 1944

3° Division 3° Bureau

Comptabilité
et Matériel

D.N° 2308. -

Le Directeur Régional des
Douanes à NANCY
à Monsieur le Chef du Conten-
tieux de la Société Nationale
des Chemins de Fer Français
45 Rue Saint-Lazare
à PARIS-9e



Monsieur le Chef de Service.

En réponse à votre lettre du
18 mars courant, (référence S.J.
N° 5468 C°), j'ai l'honneur de vous
faire connaître que la somme de
1.890 frs 95, a fait l'objet d'un
mémoire que m'a adressé M. CAIL.
Elle a été payée à cet avocat, en
même temps qu'était adressée direc-
tement à votre Administration la
somme de 9.001 due à la suite du
réglement de l'affaire Tréfilor
et S.N.C.F. contre Douanes.

Veuillez agréer, Monsieur le
Chef de Service, l'assurance de
ma considération distinguée.

P. Jany

24 mars 1944

5ème
F2 CRC 5 N° 5828
VAST
15-4-44

A LA DEUTSCHE
Reichsbahndirektion
de SARREBRUKEN

par l'intermédiaire de la
H.V.D.
29, rue de Berri
à PARIS

Objet: Droits de douane perçus à tort
par l'Administration des Douanes
à Nancy sur des marchandises sar-
roises importées, en février 1935
en territoire français et rembour-
sés à la suite d'un arrêt de prin-
cipe de la Cour de Cassation
(affaire Tréfilor).

Comme suite à une décision de notre
Service du Contentieux nous vous crédite-
rons, dans la compensation du VAST de la
lère quinzaine du mois d'avril, sous la
référence de la présente lettre, d'une
somme de francs français : 857.126,- pour
le compte de la Chambre de Commerce de
Sarrebriicken.

Au cas ou des renseignements complé-
mentaires vous seraient nécessaires au
sujet de cette opération vous voudrez bien
vous adresser à M.le Chef du Contentieux
S.N.C.F. 45 rue St-Lazare à Paris, en rap-
pelant sa lettre du 3 mars 1944, Bureau S.J
dossier N° 5648 C.F2 CGd-2 n° 1642.

Le Chef des Subdivisions
de la Comptabilité et du Contrôle des
Recettes
signé: NATALI

25 Mars

44

SJ

5468

Aff: S.N.C.F.
c/
Douanes
et Tréfilor


Monsieur le Directeur Régional
des Douanes
à N A N C Y,
(3^e Don - 3^e Beau - Comptabilité
et Matériel)

J'ai l'honneur de vous prier
de vouloir bien considérer comme nulle
et non avenue notre lettre même numéro
du 18 mars courant, relative au règle-
ment des dépens et droits dus pour la
procédure de Cassation en l'affaire citée
en marge.

Notre Avocat à la Cour de Cassa-
tion vient, en effet, de nous reverser
la somme de 1.890 fr. que vous lui aviez
mandatée en règlement de ces droits et
dépens.

Veuillez agréer, Monsieur le
Directeur, l'assurance de ma considération
distinguée.

/Le Chef du Contentieux,



D.

98 Mars

44

S.J.

5648^{Co}

Aff. S.N.C.F. c/
Douanes et
Tréfilor

Mon cher Maître,

J'ai l'honneur de vous accuser
réception de votre lettre du 21 mars
courant et du chèque de 1.890 francs qui
y était joint.

Veuillez agréer, mon cher Maître,
l'assurance de mes sentiments les plus
distingués.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

J. Arnaud

Monsieur François CAIL
Avocat au Conseil d'Etat et à la
Cour de Cassation
77, avenue Henri Martin
PARIS (16^{ème})

SOCIÉTÉ NATIONALE
DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

JF

SERVICES FINANCIERS

Paris, le 8 AVR 1944

DIVISION CENTRALE
DE LA COMPTABILITÉ GÉNÉRALE

Comptabilité et Contrôle des Recettes

21, rue de Londres,
F2 CRC 5 n° 5078
VAST

TRANSMIS

à Monsieur le Chef des
Subdivisions de la Comptabilité
Générale
(Bureau des Comptes Courants)

en le priant de vouloir bien nous donner
toutes instructions utiles, copie de la
lettre 7.V. 12. V.7 du 28 mars 1944 de la
R.B.D. de Sarrebruck répondant à notre
lettre F2 CRC 5 N° 5.828 du 24 mars 1944
et faisant suite au crédit de 857.126 francs
objet de sa facture N° 3002 du 10 mars 1944.

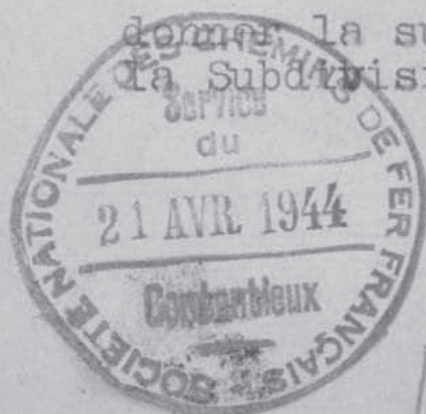
Le Chef des Subdivisions
de la Comptabilité et du Contrôle des Recettes

S.N.C.F.
S.B. SERVICES FINANCIERS
COMPTABILITÉ GÉNÉRALE (5^e SUBDIVISION)
BUREAU DES COMPTES COURANTS

Transmis à M. le Chef du Service
du Contentieux comme suite à sa lettre
"Bureau S.J. Dossier N° 5648 C.o. du 3
mars 1944"

F2 CGd-2 N° 3307

en le priant de vouloir bien
donner la suite utile à la demande de
la Subdivision du Contrôle des Recettes.



Paris, le 20 AVR 1944

Le Chef des Subdivisions

Le Leprieux
21.4.44

Munich avril 44

S.J.

5648^{C°}

1 annexe. Monsieur le Directeur des Services
Financiers

(Subdivisions de la Comptabilité et du
Contrôle des Recettes)

-(V. réf.: F 2 CRC S N° 5073 VAST
du 8 avril 1944).

J'ai l'honneur de vous retourner,
ci-jointe, la lettre du 28 mars 1944 de
la R.B.D. de Sarrebrück relative au mode
de règlement de la somme de 857.126 frs
en vous faisant connaître qu'il s'agit
de droits de douane indûment perçus sur
des marchandises sarroises introduites en
France avant le 18 février 1935.

Ces droits qui avaient été avancés
par les gares de Bouzonville, Fargarten-
Falck, Forbach et Sarreguemines, ont été
remboursés par la Douane à la S.N.C.F.,
qui doit les faire parvenir à la Chambre
de Commerce de Sarrebrück, mandataire des
expéditeurs intéressés.

Je ne vois, dans ces conditions,
aucun inconvénient à ce que la dite

Chambre de Commerce soit directement
créditée de la somme de 857.126 francs
précitée par l'intermédiaire de l'Office
des Changes, opérations de compensation
8, rue de la Tour des Dames à Paris.

Le mode de règlement par inscrip-
tion à votre Compte de compensation avec
la Reichsbank paraît, du reste, inappli-
cable en l'espèce, si l'on s'en rapporte
à la lettre de cette Administration, la
gare de Nancy n'étant pas intervenue
dans le paiement de ces droits de douane.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

J. G. Auvray

22 septembre 43

SJ

5648^{Co}S.N.C.F. c/ Douanes
et Tréfilor

Monsieur le Directeur,

VR.: 3^e Div.
os 3^e Beau
N° 7688
et 9178

Comme suite à vos lettres des 23 juillet et 15 septembre 1943 par lesquelles vous avez bien voulu me demander les justifications de M^e Cail concernant la somme de 1890^f95 (dépens en cassation et droits d'enregistrement), j'ai l'honneur de vous faire connaître ce qui suit.

Le litige n'ayant pas été poursuivi devant un Tribunal de renvoi, nous nous sommes abstenus de faire lever la grosse de l'arrêt. Afin d'éviter les frais qu'entraînerait cette formalité, nous vous serions obligés d'examiner s'il ne serait pas possible à votre Avocat auprès de la Cour de Cassation de se faire confirmer par le Greffe l'exactitude de la somme susvisée.

En ce qui concerne le montant de 10.892 fr 65, représentant les frais que vous acceptez dès maintenant de nous rembourser, il y aurait lieu de la faire parvenir, selon le mode de paiement qui vous conviendra, à nos Services Financiers, 17 rue de Londres à Paris, en même temps que la somme principale, soit 901.204 fr 53. Nous vous serions cependant obligés de vouloir bien rappeler, à l'occasion de ce versement, les références qui figurent en marge de la présente lettre et de nous donner avis du règlement.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération distinguée.

LE CHEF DU CONTENTIEUX

Signé Aureuge

Monsieur le Directeur régional
des Douanes de Nancy,
8 rue Saint-Lambert à Nancy.

S.G.
DIRECTION REGIONALE
DES DOUANES DE NANCY
8, Rue Saint-Lambert

NANCY, le 23 juil. 1943.

3^o Division
3^o Bureau

Comptabilité
et Matériel

D.N^o 7688.

Le Directeur Régional Intérimaire
à Monsieur le Chef du Contentieux
de la Société Nationale des Chemins
de Fer Français
45, Rue Saint-Lazare, 45

PARIS 9^o



Comme suite à la lettre du 2 juillet courant de mon Administration Centrale à PARIS (cf. affaire des marchandises sarroises N^o 64 bis du bureau d'Hargarten) référence N^o 2507-Contentieux, j'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir me faire connaître si vos services seront bientôt en mesure de m'adresser les justifications de M^o Fr. CAIL concernant les dépens en cassation et droit d'enregistrement, dont le montant est 1.890^{fr} 95.

Par ailleurs, je vous prie de m'indiquer à quel service doit être versée le moment venu la somme de 10.892^{fr} 65 visée par la lettre précitée. /

P. Le Directeur

Le Chef des bureaux

A large, stylized handwritten signature in dark ink, likely belonging to the Chief of Bureaux.

S.G.
Direction Régionale
des Douanes de NANCY
8, Rue Saint-Lambert

NANCY, le 15 Sept. 1943.

Recommandée

3^o Division
3^o Bureau

Comptabilité
et Matériel

D.N^o 9178

Le Directeur Régional des Douanes

à Monsieur le Chef du Contentieux

de la Société Nationale des
Chemins de Fer Français

45, Rue Saint-Lazare

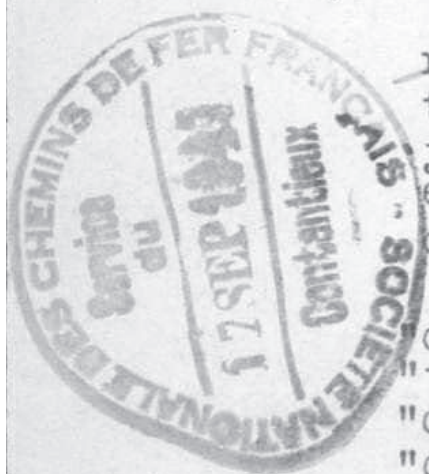
PARIS 9^o

J'ai l'honneur de vous
remettre ci-dessous copie de la let-
tre que je vous ai adressée le 23
juillet dernier (référence N^o 7688)
et qui est restée sans réponse à
ce jour.

" Comme suite à la lettre
du 2 juillet courant de mon Adminis-
tration Centrale à Paris (cf. affaire
"des marchandises sarroises N^o 64bis
"du bureau d'Hargarten), référence
"N^o 2507-Contentieux- j'ai l'honneur
"de vous prier de bien vouloir me
" faire connaître si vos services se-
"ront bientôt en mesure de m'adresser
"les justifications de M. Fr. Cail
"concernant les dépens en Cassation
" et droit d'enregistrement, dont le
"montant est 1.890^{fr} 95.

" Par ailleurs, je vous
"prie de m'indiquer à quel service
"doit être versée le moment venu la
"somme de 10.892^{fr} 65 visée par la
"lettre précitée " ./.

Veuillez agréer, Monsieur,
l'assurance de ma considération dis-
tinguée. ./.



FRANÇOIS CAIL

DOCTEUR EN DROIT

AVOCAT AU CONSEIL D'ÉTAT

& A LA COUR DE CASSATION

SUCCESSEUR DE SON PÈRE

77. AVENUE HENRI-MARTIN (XVII^E)

TROCADÉRO 29-12

St Mayme de Peruyrol

PARIS. LE 1^{er} Sept. 1943

SJ

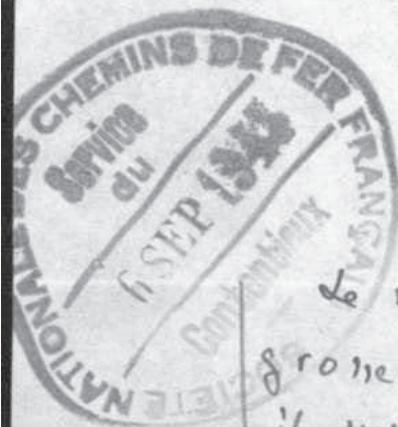
56 48 C^o

SNCF

9

Douanes et

Tréfiloz



Cher Monsieur,

Mon cabinet me transmet votre
lettre du 18 Août, par laquelle vous
me demandez si je puis justifier - pour
répondre au désir de l'Admin^{on} des Douanes -
du chiffre des dépenses exposés (1390,95)
et de l'enregistrement de l'arrêt (500').

Je ne me rappelle plus si je vous ai envoyé la
grosse de l'arrêt de cassation. Dans l'affirmative,
il vous suffirait de vous reporter à cette pièce pour
y lire en marge de la dernière page le détail des
frais exposés. Sinon, il faudrait lever la
grosse de l'arrêt. Dans la pratique, le greffe
se borne à inscrire au crayon en tête de la
simple copie de l'arrêt qu'il délivre, le montant
total des dépenses.

Voulez vous avoir l'obligeance de donner
des instructions à mon cabinet qui, si vous le
désirez, pourra commander au greffe une expédi-
tion de l'arrêt de cassation.

Votre bien dévoué

M. le Chef du Contr^{le} de la SNCF François Cail

YT 17-9

PARIS, le

20 SEPT. 1943

S.N.C.F.
Services Financiers
Division Centrale
des Finances

Fl Tr2 N° 908

Référence - Votre note SJ N° 5648 Co du
16 août dernier.

Objet - Affaire S.N.C.F. c/Douanes et
Tréfilor.

Monsieur le Chef du Service
du Contentieux

Comme suite à votre note citée en
référence, j'ai l'honneur de vous faire
savoir que l'Office des Changes, que nous
avons consulté à cet effet, nous a donné
son accord par lettre dont vous voudrez
bien trouver ci-joint copie, pour que
soit déduite, lors du règlement par son
intermédiaire à la Chambre de Commerce de
Sarrebrück, d'une somme de frs. 901.204,53,
une somme de frs. 6.805 représentant les
frais et honoraires versés par la S.N.C.F.
à son avocat et qui doivent être en défi-
nitive supportés par les bénéficiaires du
règlement susvisé.

P. Le Directeur des Services Financiers,
Le Chef de la Subdivision
de la Trésorerie et des Etudes,

P. Lavi

Office des Changes - Service de la
Compensation
8, rue de la Tour-des-Dames - Paris 9e

S.N.C.F.
17, rue de Londres
PARIS

N.Réf. FA/PBR.Liquidation

V.Réf. Services
Financiers
Fl Tr2N° 889

Paris, le 10 septembre 1943

Messieurs,

Par lettre du 27 août 1943, vous avez bien voulu me demander si lors d'un règlement de : Frs. 901.204,53 que vous devez effectuer à l'Office des Changes pour compte de la Chambre de Commerce de Sarrebruck, il vous serait possible de déduire du montant à verser, une somme de Frs. 6.805, représentant des frais et honoraires relatifs au jugement de cette affaire.

J'ai l'honneur de vous informer que mes services ne voient pas d'objection à ce que le montant de frs. 6.805 soit déduit du montant à transférer.

Veillez agréer, Messieurs, l'expression de ma considération distinguée.

Signature

FRANÇOIS CAIL

DOCTEUR EN DROIT

AVOCAT AU CONSEIL D'ÉTAT
& A LA COUR DE CASSATION

SUCESSEUR DE SON PÈRE

77, AVENUE HENRI-MARTIN (XVI^e)

TROCADÉRO 29-12

PARIS. LE

27 août 1943.

Bureau: SJ
Bossier n° 5648 C°

Aff. S.N.C.F. c/
Douanes et Tréfilor.



Monsieur,

Pour faire suite à votre lettre du 18 août, j'ai l'honneur de vous faire connaître que j'en transmets la teneur à Maître Cail, actuellement en vacances, afin qu'il puisse prendre toutes dispositions utiles.

Recevez, Monsieur, mes salutations très empressées.

A. Grandjean

Monsieur le Chef du Contentieux
de la S.N.C.F.
45, rue Saint-Mazare. Paris.

h Colombel
28.8.43

SJ
5648^CAff. S.N.C.F. c/
Douanes et Tréfilor

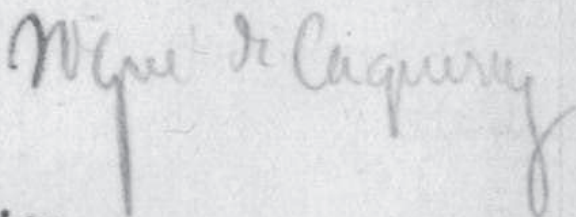
Mon Cher Maître,

Comme suite à votre lettre du 5 Mai dernier par laquelle vous avez bien voulu m'informer que les dépens par vous exposés dans cette affaire se montaient à 1.390 Frs 95, auxquels il y a lieu d'ajouter 500 Frs d'enregistrement, j'ai l'honneur de vous faire connaître que l'Administration des Douanes, invitée à nous les rembourser, réclame à ce sujet vos justifications.

Je vous serais très obligé de vouloir bien me les faire parvenir, afin de me mettre en mesure de donner suite à la demande de la Douane.

Veuillez agréer, Mon Cher Maître, l'assurance de mes sentiments les plus distingués.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,



Maître François CAIL
Avocat à la Cour de Cassation
77, Avenue Henri Martin

PARIS

16 août 43

SJ

5648^{Co}

Af.: S.N.C.F.
c/Douanes et
Tréfilor

Direction des Chemins de fer d'Empire
de Sarrebruck

VR.:14 Lg 32 Ra

Par votre lettre du 16 juillet dernier, vous avez insisté pour que le montant des droits de douane, qui ont fait l'objet, devant les Tribunaux cantonaux de Bouzonville, Forbach et Sarreguemines, de demandes dont le bien-fondé a été admis par l'arrêt de principe rendu par la Cour de Cassation le 5 avril dernier, soit payé à la S.N.C.F. en vue de son reversement à la Chambre de Commerce de Sarrebruck.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que nous allons faire le nécessaire en ce sens auprès de l'Administration des Douanes.

Quant à la somme de 6.805 fr représentant les frais versés à M^e Cail dans l'intérêt des expéditeurs sarrois, nous prenons acte de ce que la Chambre de Commerce accepte de la déduire du principal, lors du versement de ce dernier. Nous devons cependant nous mettre préalablement en rapport avec l'Office de compensation français, pour nous assurer que ce mode de règlement ne soulève pas d'objection de sa part.

Enfin, je crois devoir vous rappeler que, par votre lettre du 24 mai dernier, vous nous aviez informé que M. le D^r Eichraum était en pourparlers avec la Douane au sujet du cours de remboursement des 961.204 fr 53 en cause et vous nous aviez prié de ne demander le paiement de cette somme qu'après entente avec lui. Nous croyons aujourd'hui pouvoir inférer de votre lettre du 16 juillet que les pourparlers susvisés, ne concernant que le taux applicable à la conversion des sommes à transférer à la Chambre de Commerce de Sarrebruck, ne font pas obstacle au règlement de la

Nous ne manquerons pas de vous tenir au courant.

LE CHEF DU CONTENTIEUX

Wm R de Caceres

[illegible]

Pe X

16 août 43

si en action des droits de douane par la Douane de la

Nous ne manquons pas de vous tenir au courant.

SJ
5648^{Co}

LE CHEF DU COMPTABLE

Af.: S.N.C.F.
c/Douanes et
Tréfilor

Direction des Chemins de fer d'Empire
de Sarrebruck

VR.:14 Lg 32 Ra

Par votre lettre du 16 juillet dernier, vous avez insisté pour que le montant des droits de douane, qui ont fait l'objet, devant les Tribunaux cantonaux de Bouzonville, Forbach et Sarreguemines, de demandes dont le bien-fondé a été admis par l'arrêt de principe rendu par la Cour de Cassation le 5 avril dernier, soit payé à la S.N.C.F. en vue de son reversement à la Chambre de Commerce de Sarrebruck.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que nous allons faire le nécessaire en ce sens auprès de l'Administration des Douanes.

Quant à la somme de 6.805 fr représentant les frais versés à M^e Cail dans l'intérêt des expéditeurs sarrois, nous prenons acte de ce que la Chambre de Commerce accepte de la déduire du principal, lors du versement de ce dernier. Nous devons cependant nous mettre préalablement en rapport avec l'Office de compensation français, pour nous assurer que ce mode de règlement ne soulève pas d'objection de sa part.

Enfin, je crois devoir vous rappeler que, par votre lettre du 24 mai dernier, vous nous aviez informé que M. le D^r Eichraum était en pourparlers avec la Douane au sujet du cours de remboursement des 961.204 fr 53 en cause et vous nous aviez prié de ne demander le paiement de cette somme qu'après entente avec lui. Nous croyons aujourd'hui pouvoir inférer de votre lettre du 16 juillet que les pourparlers susvisés, ne concernant que le taux applicable à la conversion des sommes à transférer à la Chambre de Commerce de Sarrebruck, ne font pas obstacle au règlement de la

somme litigieuse par la Douane entre les mains de la
S.N.C.F.

Nous ne manquerons pas de vous tenir au courant.

LE CHEF DU CONTENTIEUX

EX 18 004

FW.

MW. 17.8.1943.

- Übersetzung -

S. N. C. F.

Paris, den 16. August 1943.

Rechtsabteilung

Büro : SJ
Az. Nr. 5648 Co

R.B.D. Saarbrücken

Sache: S.N.C.F.
g/ Zollverwaltung und
Tréfilor

Ihr Az. 14 Lg 32 Ra

In Ihrem Schreiben vom 16. Juli 1943 legen Sie Gewicht darauf, dass der Betrag der Zollgebühren, betreffs derer vor den Amtsgerichten von Bouzonville, Forbach und Sarreguemines Klagen erhoben wurden, die durch die grundsätzliche Entscheidung des Kassationshofes vom 5. April 1943 als wohlbegründet anerkannt wurden, der S.N.C.F. zwecks Weiterzahlung an die Handelskammer von Saarbrücken ausbezahlt werde.

Ich beehre mich, Ihnen mitzuteilen, dass wir bei der Zollverwaltung die nötigen Schritte diesbezüglich unternehmen werden.

Was den Betrag von 6.805.- frs betrifft, der den Herrn Rechtsanwalt Cail im Interesse der saarländischen Versender ausbezahlten Kosten entspricht, nehmen wir davon Kenntnis, dass die Handelskammer einwilligt, denselben von der Hauptsumme bei deren Zahlung abzuziehen. Wir müssen uns jedoch zuvor mit dem französischen Office de compensation (Ausgleichsstelle) ins Benehmen setzen, um uns zu vergewissern, dass diese Zahlungsweise seinerseits zu keinen Einwänden Anlass gibt.

Schliesslich glaube ich, Sie daran erinnern zu müssen, dass Sie uns mit Ihrem Schreiben vom 24. Mai d.J. mitgeteilt haben, dass Herr Dr. Eichraum mit der Zollverwaltung betreffs des auf die Rückerstattung des Betrags von 901.204,53 frs anwendbaren Wechselkurses Verhandlungen angebahnt hat, und Sie hatten uns gebeten, die Zahlung dieses Betrags erst nach Ubereinkunft mit demselben anzufordern. Wir glauben heute aus Ihrem Schreiben vom 16. Juli schliessen zu können, dass die obenerwähnten Besprechungen, die nur den Umwechslungskurs der an die Handelskammer Saarbrücken zu zahlenden Beträge betrafen, die Zahlung des streitigen Betrages durch die Zollverwaltung an die S.N.C.F. nicht hindern.

Wir werden nicht verfehlen Sie auf dem Laufenden zu halten.

Der stellvertretende Leiter der Rechtsabteilung,

signé : de Caqueray.

SJ
5648^{Co}Af.: S.N.C.F.
c/Douanes et
TréfilorDirection des Chemins de fer d'Empire
de Sarrebruck

VR.:14 Lg 32 Ra

Par votre lettre du 16 juillet dernier, vous avez insisté pour que le montant des droits de douane, qui ont fait l'objet, devant les Tribunaux cantonaux de Bouzonville, Forbach et Sarreguemines, de demandes dont le bien-fondé a été admis par l'arrêt de principe rendu par la Cour de Cassation le 5 avril dernier, soit payé à la S.N.C.F. en vue de son reversement à la Chambre de Commerce de Sarrebruck.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que nous allons faire le nécessaire en ce sens auprès de l'Administration des Douanes.

Quant à la somme de 6.805 fr représentant les frais versés à M^e Cail dans l'intérêt des expéditeurs sarrois, nous prenons acte de ce que la Chambre de Commerce accepte de la déduire du principal, lors du versement de ce dernier. Nous devons cependant nous mettre préalablement en rapport avec l'Office de compensation français, pour nous assurer que ce mode de règlement ne soulève pas d'objection de sa part.

Enfin, je crois devoir vous rappeler que, par votre lettre du 24 mai dernier, vous nous aviez informé que M. le D^r Eichraum était en pourparlers avec la Douane au sujet du cours de remboursement des 961.204 fr 53 en cause et vous nous aviez prié de ne demander le paiement de cette somme qu'après entente avec lui. Nous croyons aujourd'hui pouvoir inférer de votre lettre du 16 juillet que les pourparlers susvisés, ne concernant que le taux applicable à la conversion des sommes à transférer à la Chambre de Commerce de Sarrebruck, ne font pas obstacle au règlement de la

somme litigieuse par la Douane entre les mains de la
S.N.C.F.

Nous ne manquerons pas de vous tenir au courant.

LE CHEF DU CONTENTIEUX

Ngue de Caqueray

16 août 43

SJ
5648 Co

Af.: S.N.C.F.
c/ Douanes
et Tréfilor

Monsieur le Directeur des Services Financiers
(Subdivision de la Trésorerie et des Etudes)

Comme suite à la démarche effectuée à ce sujet le 13 courant, par un agent du Contentieux auprès de vos Services, j'ai l'honneur de vous exposer qu'à la suite d'un arrêt de principe rendu par la Cour de Cassation le 5 avril dernier, l'Administration des Douanes a accepté de rembourser à la S.N.C.F. une somme de 901.204 fr 53, représentant des droits avancés par elle pour des marchandises sarroises importées en France avant le 18 février 1935.

Ces droits devront être reversés par nos soins à la Chambre de Commerce de Sarrebruck, mandataire des expéditeurs sarrois qui les ont supportés en définitive. Ce règlement devra avoir lieu dans le cadre de l'accord de compensation franco-allemand.

D'accord avec les Chemins de fer Allemands et la Chambre de Commerce susdite, nous envisageons cependant de déduire, lors de ce règlement, une somme de 6.805 fr, représentant des frais et honoraires que nous avons dû verser à notre Avocat auprès de la Cour de Cassation, afin d'obtenir l'arrêt de principe qui a déterminé la décision de la Douane.

La question se pose de savoir si cette déduction est licite au regard de l'accord de compensation franco-allemand. La Direction des Chemins de fer de Sarrebruck insiste pour qu'il y soit procédé, en faisant valoir que la législation allemande sur les devises ne permet pas d'envisager un autre mode de règlement de ces frais et honoraires.

Je vous serais très obligé de vouloir bien me faire

connaître votre avis à ce sujet, après avoir consulté, si
vous le jugez à propos, l'Office de compensation.

LE CHEF DU CONTENTIEUX

Maurice de Caqueray

J.J. 40 564870

Paris, le

Avril 1948

aff. S&CF et Douanes & Tréfilars

Direction des Chemins de fer Impériaux
de Sarrebrück

U.R. 14 Lg 32 Ra

Par votre lettre

du 16 juillet dernier, vous avez insisté pour
que le montant des droits de douane,
qui ont fait l'objet, devant les Tribunaux
cantonaux de Bionville, Forbach et
Sarreguemines, de demandes dont le bien-
fondé a été admis par l'arrêt de principe
rendu par la Cour de Cassation le 4 avril
dernier, soit payé à la S&CF en vue de
son reversement à la Chambre de Commerce
de Sarrebrück.

J'ai l'honneur de vous faire connaître
que nous allons faire le nécessaire en ce sens
auprès de l'Administration des Douanes.

Quant à la somme de 6 800 fr. représentant
les frais versés à M^e Coit dans l'intérêt des
expéditeurs sarrois, nous prenons acte de ce
que l'accord de la Chambre de Commerce ^{que} ~~pour~~
~~de la dépense~~ ^{en vue de sa déduction} du principal, lors
du versement de ce dernier. Nous devons
cependant nous mettre préalablement
en rapport ^{avec} l'Office de compensation
français, pour nous assurer que ce mode de
réglement ne soulève pas d'objection de
sa part.

Enfin, je crois devoir vous
rappeler que, par votre lettre du 24 Mai dernier,

vous nous aviez informé que M. le D^r Eichmann
était en pourparlers avec la Douane au sujet du
cours de remboursement des 901 204,58 frs en cause
et vous nous aviez prié de ne demander le paiement
de cette somme qu'après entente avec lui. Vous croyez
~~pouvoir~~ aujourd'hui pouvoir inférer de votre lettre du
16 juillet que les pourparlers susvisés ne concernant
que le taux applicable à la conversion des sommes
à transférer à la Chambre de commerce de Sarrebrück,
~~est~~ ne font pas obstacle au règlement de la somme
litigieuse par la Douane entre les mains de la
S.C.F.

Vous ne manquerez pas de vous tenir
au courant.

Le Chef du Contentieux:

S. J. 30564810

Paris, le 26 août 1948

Aff. Syct et. Douanes & Tréfileries

Honorable le Directeur
des Services financiers
(Subdivision de la Trésorerie et des Etudes)

Comme suite à la démarche effectuée à ce
sujet le 13 oct. par un agent du Contentieux auprès
de vos Services, j'ai l'honneur de vous ~~prier~~
vouloir bien me faire connaître, après avoir consulté
si vous le jugez à propos, l'Office de Compensation,
~~votre avis sur la difficulté suivante.~~

exposer qu'à la suite d'un arrêt de principe rendu
par la Cour de Cassation le 5 avril dernier, l'Admini-
stration des Douanes a accepté de rembourser
à la Syct une somme de 901 204,53 frs, représen-
tant des droits avancés ^{par elle} pour des marchandises
sarroises importées en France avant le 18 février
1939.

Ces droits devront être reversés par nos soins à
la Chambre de Commerce de Sarrebrück, mandataire
des exportateurs sarrois qui les ont importés en défini-
tive. Ce règlement devra avoir lieu dans le cadre
de l'accord de compensation franco-allemand.

D'accord avec les Chemins de fer allemands
et la Chambre de Commerce susdite, nous envisa-
geons cependant de déduire, ^{lors de} ~~avant~~ ce règlement,
une somme de 6.805 frs, représentant des frais
et honoraires que nous avons été verser à

notre avocat auprès de la Cour de Cassation, afin
d'obtenir l'arrêt de principe qui a déterminé
la décision de la Cour.

La question se pose cependant de savoir si cette
dérivation ~~compensation à due concurrence~~ est licite au
regard de l'accord franco-allemand de compensation
franco-allemand. ~~me les~~ La Direction des Chemins
de fer de Sarrebrück insiste pour qu'il y soit
procédé, en faisant valoir que la législation
allemande sur les devises ~~interdirait~~ ne permet
pas d'envisager un autre mode de règlement
de ces frais et honoraires.

~~Une prompt~~ Yail Je vous serais très
obligé de vouloir bien me faire connaître
votre avis à ce sujet, après avoir consulté,
si vous le jugez à propos, l'Office de com-
pensation.

Le chef de contentieux :

T. J. 3° 56480°

Paris, le 10 août 1948

Note

relative à l'affaire S&CF / Douane & Tréfilor.

La divergence de vues qu'a soulevée le règlement de cette affaire repose sur un malentendu.

La Douane doit verser à la S&CF 900 000 frs de droits de douane, que la S&CF doit, de son côté, reverser à la Chambre de Commerce de Sarrebrück, mandatée par les experts allemands intéressés. La Chambre de Commerce serait disposée à prendre à sa charge une somme de 6.80 f frs, que nous avons versée à M^r Coil à l'occasion du pouvoir en l'anation qui a traité la question de principe et déterminé la Douane à nous rembourser des 900 000 frs. Ces 6.80 f frs doivent être déduits des 900 000 frs.

Mais, quand la Direction des Chemins de fer de Sarrebrück nous a donné les pièces justificatives des frais, le 24 mai 1948, elle nous a avisés que le Dr. Lichraun, membre allemand de la Délégation économique auprès de la Commission d'Armistice, était en pourparlers avec la Douane française au sujet du cours de remboursement des 900 000 frs. Elle nous a priés, en conséquence, de ne rien faire sans l'accord du Dr. Lichraun.

Nous avons interprété cet avis en ce sens que la Douane et le Dr. Lichraun envisageaient un règlement direct des 900 000 frs à la Chambre de Commerce de Sarrebrück, sans l'intermédiaire de la S&CF. Les 6.80 f frs, dus par la Chambre à la S&CF,

devaient, dans ces conditions, être déduits payés directement par celle-ci à la S4CF ou bien déduits par la Douane lors du versement du principal.

La Douane, à qui nous avions proposé ce dernier mode de règlement, nous a fait connaître qu'il était contraint à ses règles comptables.

La Direction de Sarrebruck, mise au courant, insiste pour que les 6.80f fr soient déduits des 900 000 fr et les raisons qu'elle donne à l'appui diminent le malentendu né de sa première lettre. En réalité, elle envisage bien le versement des 900 000 fr entre nos mains et le reversement par nos soins de cette somme à la Chambre de Commerce de Sarrebruck, après déduction des 6.80f fr qui nous sont dus.

Je propose donc de lui répondre que nous allons entreprendre ~~les~~ auprès de la Douane les démarches utiles pour que la somme de 900 000 fr nous soit versée. Nous en créditerons ensuite la Chambre de Commerce de Sarrebruck, par l'intermédiaire de l'Office de compensation français, en retenant 6.80f fr.

*D'accord
by
10.8.43*
Il faut ^{observer} ~~signaler~~ toutefois que cette ~~deduction~~ ^{ne paraît pas} ~~absolument conforme~~ à l'Accord franco-allemand du 16 novembre 1940 (30 ou 19) ~~lequel ne prévoit pas~~ ^{la possibilité} les ~~une~~ compensations entre particuliers. Peut-être conviendrait-il ^{travalement} de signaler la difficulté aux Services financiers.

*id
by*
Enfin, nous indiquerons à la Direction de Sarrebruck que nous interprétons sa dernière lettre comme ~~nos~~ limitant le rôle et l'intervention du St Reichsausschuss auprès de la Douane à la question du taux de conversion, laquelle intéresse ~~la~~ l'Office franco-allemand et non la S4CF.

id

Deutsche Reichsbahn

Saarbrücken, le 16 juillet 1943

R.B.D. Saarbrücken

14 Lg 32 Ra

à la
S.N.C.F.
Service du Contentieux
Paris (9°)

Objet : Votre lettre S.J. N° 5648/Co.

h. Lefebvre
21-7-43

Nous pensons que cela ne servirait à rien d'interroger le séquestre de Tréfilor au sujet de la prise en charge des frais qui se montent à 1 897,20 frs, car il ne se considère pas comme le successeur légal de Tréfilor.

à mandater

Au sujet des frais qui ne sont pas susceptibles d'être remboursés par l'administration douanière, nous vous avons exposé dans notre lettre du 24.5.1943 le point de vue d'après lequel ces frais devaient être remboursés par la Chambre de Commerce de Saarbrücken en vertu des principes admis pour la commande. Comme nous avons fait parvenir copie de cette lettre à la Chambre de Commerce et que la thèse que nous y exposons n'a pas été contestée, on ne peut douter de l'accord de la Chambre de Commerce. Pour simplifier le décompte, nous avons proposé que vous déduisiez ces frais dans le décompte effectué avec la Chambre de Commerce, et avant de lui faire un versement, quand l'administration douanière vous aurait versé le principal.

Nous ne voyons pas en quoi l'administration douanière pourrait formuler une objection, et nous nous opposerons à une telle prétention.

D'après les principes admis dans les textes et la jurisprudence, l'affaire doit être réglée entre la S.N.C.F. et l'administration douanière. Celle-ci a toujours défendu ce point de vue et refusé aux différents destinataires et expéditeurs le droit d'actionner en justice. En application de ce principe, l'administration douanière a fait rejeter à l'époque toutes les plaintes introduites par les expéditeurs devant les tribunaux cantonaux en Lorraine, par ce que les expéditeurs n'étaient pas investis du droit d'action. Ce procédé avait incité à l'époque les expéditeurs à mandater la Chambre de Commerce pour entrer en contact avec la S.N.C.F., afin d'introduire une plainte collective.

Il nous faut donc absolument exiger que l'intégralité des sommes en question soit payée à la S.N.C.F., qui les mettra à notre disposition après déduction des frais, pour qu'elles soient reversées à la Chambre de Commerce.

Votre proposition de faire verser au préalable, et dès maintenant, le montant des frais par la Chambre de Commerce nous paraît inopportune, voire même impossible, en raison de la législation sur les devises.

.....

20 JUL 43

Pour terminer, nous vous signalons que dans l'affaire D/c 3 - 102 895/L, portée à la page 4, chiffre 2a, de notre lettre du 24.5.43, la S.N.C.F. avait demandé au tribunal pour son propre compte le remboursement d'une somme de 1 432,04 frs avancée par elle, et qu'il faut par conséquent que cette somme, puisqu'elle appartient à la S.N.C.F., reste en dehors du décompte à effectuer avec la Chambre de Commerce.

signé : KARL

Pour copie conforme :

signé : LAUCHER

.....

Deutsche Reichsbahn

Reichsbahndirektion Saarbrücken

Konto bei der Deutschen Verkehrs-Kreditbank A.G.,
Zweigniederlassung Saarbrücken

Fernruf: 292 31

Postcheckkonto der Hauptkasse: Saarbrücken Nr 77
Reichsbank-Girokonto Nr 181

An

Société Nationale des Chemins de
Fer français, Service du Contentieux

Paris (9^e)

durch Vermittlung der HVD

SOCIÉTÉ NATIONALE DES
CHEMINS DE FER FRANÇAIS

18 JUL 1943

LIAISON H. V. D.

Ihre Nachricht vom

Ihre Zeichen

Unsere Zeichen
(in der Antwort anzugeben)

Saarbrücken, Am Bahnhof 4,

14 Lg 32 Ra

den 16.7.1943

Betrifft: Ihr Schreiben S.J. Nr 5648/Co.

Eine Anfrage an den Zwangsverwalter der Tréfilor betr. Übernahme der Kosten in Höhe von 1 897,20 Frs halten wir für aussichtslos, da er sich nicht als Rechtsnachfolger der Tréfilor betrachtet.

Bezüglich der von der Zollbehörde nicht erstattungsfähigen Kosten haben wir in unserem Schreiben an Sie vom 24.5.1943 die Ansicht vertreten, daß diese nach den Grundsätzen über den Auftrag von der Handelskammer Saarbrücken zu erstatten seien. Da wir Abschrift dieses Schreibens der Handelskammer zugeleitet haben und da unsere darin enthaltene Auffassung unwidersprochen geblieben ist, so kann an dem Einverständnis der Handelskammer nicht gezweifelt werden. Zur vereinfachten Abrechnung hatten wir vorgeschlagen, daß Sie diese Kosten nach Zahlung der Hauptsumme an Sie durch die Zollverwaltung bei der Abrechnung mit der Handelskammer und vor Weiterzahlung an diese in Abzug bringen.

Wir sehen nicht ein in wiefern die Zollverwaltung hiergegen Einspruch erheben könnte und verwehren uns gegen einen solchen Anspruch.

Nach den im Schrifttum und Rechtsprechung herrschenden Grundsätzen, ist die Angelegenheit zwischen der S.N.C.F. und der Zollverwaltung zu regeln. Diese hat stets diesen Grundsatz vertreten und hat den einzelnen Empfängern und Versendern jede Aktivlegitimation abgesprochen. In Anwendung dieses Grundsatzes hat die Zollverwaltung s.Zt. jede durch die Versender vor den lothringischen Amtsgerichten eingereichten Klagen wegen mangelnder Aktivlegitimation abweisen lassen. Dieses Vorgehen hatte s.Zt. die Versender veranlaßt, die Handelskammer zu beauftragen mit der S.N.C.F. zwecks Einreichung einer Gesamtklage in Fühlung zu treten.

Wir müssen daher unbedingt darauf bestehen, daß die Gesamtbeträge an die S.N.C.F. gezahlt werden, die sie uns nach Abzug der obengenannten Kosten zur Weiterleitung an die Handelskammer zur Verfügung stellt.

Ihr Vorschlag einer vorherigen schon jetzt zu erfolgenden Zahlung der Kosten durch die Handelskammer halten wir aus Devisenrechtlichen Gründen nicht für zweckmäßig, wenn nicht für unmöglich.

Zum Schluß bemerken wir noch, daß in der auf Seite 4 unter 2a unseres Schreibens vom 24.5.1943 erwähnten Sache D/c 3 - 102 895/L die S.N.C.F. einen Betrag von 1 432,04 Frs als von ihr selbst vorgeschossen auf eigene Rechnung eingeklagt hatte und daß dieser Betrag daher als der S.N.C.F. gehörend außerhalb der Abrechnung mit der Handelskammer bleiben muß.

gez Karl



Beglaubigt:

D.

¶ Juillet

43

S.J.

5648

Co

Aff. Douane-Tréfilor

VR - 14 Lg 32 Ra

Direction des Chemins de fer d' Empire
de SARREBRUCK.

9-7-43
b colonel
Comme suite à votre lettre du 24 mai dernier par laquelle vous nous avez transmis les pièces justificatives des frais judiciaires avancés par notre société à l'occasion des procès intentés à l'Administration des Douanes au sujet des droits ayant frappé les marchandises sarroises importées en février 1935, j'ai l'honneur de vous faire connaître que cette Administration vient de nous communiquer ce qui suit.

Elle est disposée à nous rembourser les frais de justice remboursables engagés dans le litige tranché par la Cour de Cassation et dans les affaires connexes, soit $389,20 + 508,45 + 1.890,95 + 8.104,05 = 10.892$ fr 65. Elle refuse cependant de prendre à sa charge le coût d'affranchissement d'une lettre recommandée, soit 8 fr 15, ainsi que les frais et honoraires de M^{es} Béna, ces débours n'étant pas répérables selon l'article 565 du Code des Douanes.

D'autre part, elle n'admet pas que la somme de 6.805 frs, que nous avons versée à M^e Cail pour son intervention devant la Cour de Cassation, soit déduite du montant des droits remboursables aux expéditeurs sarrois, cette manière de procéder étant contraire à ses règles comptables.

Dans ces conditions, je vous serais obligé de vouloir bien me faire savoir:

1° - s'il ne vous serait pas possible de recouvrer auprès de l'Administrateur-séquestre de la maison Tréfilor

précédemment à Woippy (Moselle) et dont le siège actuel est inconnu, la somme de 1.897 fr 20 représentant les frais de l'appel en garantie;

2° - si la Chambre de Commerce de Sarrebrück est prête à nous rembourser les honoraires et débours versés à M^e Cail, dans l'intérêt des expéditeurs sarrois, soit 6.805 francs.

Dans l'affirmative, nous vous retournerions les pièces justificatives de ces dépenses et vous donnerions les indications utiles pour le versement à notre crédit.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

signé Y. Aureau

FW.

MW. 8.7.1943.

- Übersetzung -

S. N. C. F.

Paris, den 8 Juli 1943.

Rechtsabteilung

Büro S.J.
Az. Nr. 5648^{Co}

R. B. D. Saarbrücken

Sache Zollverwaltung
g. Tréfilor

Ihr Az. 14 Lg 32 Ra

Im Anschluss an Ihr Schreiben vom 24. Mai d. J., mit dem Sie uns die Unterlagen übermittelten betreffend die von unserer Gesellschaft vorgeschossenen Gerichtskosten anlässlich der gegen die Zollverwaltung angestrenzten Prozesse betreffend die Gebühren, denen die im Februar 1935 eingeführten saarländischen Güter unterworfen waren, beehre ich mich Ihnen mitzuteilen, dass diese Verwaltung uns soeben folgendes mitgeteilt hat :

Sie ist bereit, uns die erstattungspflichtigen Gerichtskosten zurückzuerstatten, die in dem von der Cour de Cassation entschiedenen Prozess und in den mit ihm verbundenen Streitsachen bezahlt wurden, also 389,20 frs + 508,45 frs + 1.890,95 frs + 8.104,05 frs = 10.892,65 frs. Sie lehnt es jedoch ab, die Frankaturkosten eines eingeschriebenen Briefes, zu übernehmen, also 8,15 frs, sowie die Kosten und Gebühren von Herrn Béna, da diese Auslagen gemäss Art. 565 der Zollgesetzgebung nicht zurückgefordert werden können.

Ausserdem erkennt sie nicht an, dass der Betrag von 6.805,- frs, den wir an Herrn Cail für seine Intervention bei der Cour de Cassation ausbezahlt haben, vom Betrag der den saarländischen Versendern zu erstattenden Gebühren abgesetzt werde, da dieses Verfahren ihren Rechnungsvorschriften widerspricht.

Unter diesen Umständen wäre ich Ihnen verbunden, mir mitteilen zu wollen :

1. ob es Ihnen nicht möglich wäre, vom Zwangsverwalter der Firma Tréfilor vormals in Woippy (Moselle), deren Sitz unbekannt ist, den Betrag von 1.897,20 frs für Streitverkündungskosten einzuziehen;
2. ob die Handelskammer von Saarbrücken bereit ist, uns die Herrn Cail im Interesse der saarländischen Versender bezahlten Gebühren und Auslagen, also 6.805,- frs zu erstatten.

Bejahendenfalls würden wir Ihnen die Unterlagen betreffend diese Auslagen zurücksenden und die zur Zahlung auf unser Konto nötigen Angaben erteilen.

Der Leiter der Rechtsabteilung,

gez. : Aurenge.

Ex. 8 JUL 1943

L. G. 405648 C°

Paris, le 17 juillet 1945

Off. Douane - Tréfilon

Direction des Douanes de l'Empire
de Sarrebrück

votre réf: 14 Lg 32 Ka

Comme suite à votre lettre du 24 courant

dernier par laquelle vous nous avez transmis, ~~avec~~ ~~fin~~ ~~de~~ ~~recommander~~ les pièces justificatives des frais judiciaires avancés par votre Société à l'occasion des procès ~~garantis~~ ~~intentés~~ à l'Administration des Douanes au sujet des droits ayant frappé les marchandises sarroises importées en février 1935, j'ai l'honneur de vous faire connaître que cette Administration vient de nous communiquer ce qui suit.

Elle est disposée à nous rembourser les frais de justice remboursables engagés dans le litige tranché par la Cour de Cassation et dans les affaires connexes, soit 589,20 + 508,45 + 1890,95 + 8104,95 = 10893,65. Elle refuse cependant de prendre à sa charge le coût d'affranchissement d'une lettre recommandée, soit 8,15, ainsi que les frais et honoraires de ~~M^{rs}~~ ~~Beina~~, ces débours n'étant pas répayables selon l'article ~~505~~ ~~du~~ 505 du Code des Douanes.

D'autre part, elle n'admet pas que la somme de 6.805 fr., que nous avons versé à M^r Cail pour son intervention devant la Cour de Cassation, soit déduite du montant des droits remboursables aux exportateurs sarrois, cette manière de procéder étant contraire à ses règles comptables.

à l'aliqne

Dans ces conditions, je vous raisoblige de vouloir
bien me faire savoir ^{si} il ne vous serait pas possible
de recourir auprès de l'administrateur-séquestre de
la Maison Tréfilor, précédemment à Woippy (Moselle), et
dont le siège actuel est inconnu, la somme de 1898 fr 20
représentant les frais de ~~son~~ l'appel en garantie;

2°) si la Chambre de Commerce de Sarrelouis
est prête à nous rembourser les honoraires et débours
relatifs à M^e Caril, ~~soit~~ dans l'intérêt des exportateurs sarrois,
soit 6.800 frs.

Dans l'affirmative, nous vous retournerions les
pièces justificatives de ces dépenses et vous donnerions
les indications utiles pour le versement à notre crédit.

Le Chef du Contentieux:

P.N./R.G.

(O.6)

MINISTÈRE

DE

L'ÉCONOMIE NATIONALE

ET DES FINANCES.

Direction générale

des Douanes.

1^e Division.

3^e Bureau.

N° 2507

CONTENTIEUX.

Paris, le 2 JUIL

194

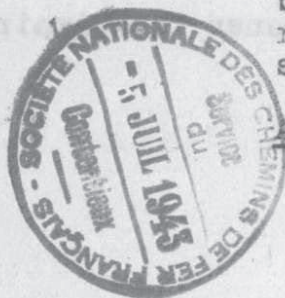
Monsieur,

Objet : Affaire des marchandises sarroises n° 64 bis
d'Hargarten - S.N.C.F. c/Douanes et Tréfilor.

Référence : V/ lettre du 11 Juin 1943 - Bureau S.J. -
Dossier 5648 C°

Objet :

En réponse à votre lettre citée en référence, j'ai
l'honneur de vous faire connaître que mon Administration
est disposée à rembourser les frais de justice suscepti-
bles de répétition engagés par votre Société dans l'affai-
re notée en titre ainsi que dans les litiges connexes,
savoir :



Affaire d'Hargarten

- a) frais de première instance devant le
tribunal cantonal de Bouzonville
(avertissement du 23 Août 1937).....389,20
- b) frais d'appel devant le Tribunal
civil de Metz (même avertissement).....508,45
- c) dépens en cassation et droit d'en-
registrement (sous réserve de justi-
fications de Me François Cail).....1890,95
2788,60

Affaires connexes

frais engagés devant les tribunaux de
Bouzonville, Forbach et Sarreguemines..... 8104,05

soit au total...10892f65

.....

Monsieur le Chef du Contentieux
de la Société Nationale des Chemins de fer
français
45, rue Saint Lazare

PARIS 9°

Mon Administration ne saurait toutefois prendre à sa charge :

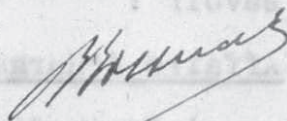
a) les frais s'élevant à 8f,15 suivant pièce ci-jointe en retour qui paraissent se rapporter à l'envoi d'une lettre recommandée.

b) les frais et honoraires de Mes A. et H. BENA s'élevant à 661f,35 suivant état également annexé. Ces débours ne sont pas, en effet, conformément à l'article 565 du Code des Douanes, susceptibles de répétition. (Jurisprudence constante Cf notamment l'Arrêt de la Cour de Cassation Ch Civile du 8 Octobre 1941 se rapportant à un litige né en Alsace-Lorraine).

Quant à la somme de 6.805 francs versée à Me GAIL suivant pièces justificatives renvoyées sous ce pli et qui se rapporte à des frais et honoraires non recouvrables sur la partie succombante, les règles comptables en vigueur s'opposent à ce qu'il vous en soit fait l'avance à charge de déduction sur le montant des droits et taxes remboursables aux ayants-droit.

Des instructions en conséquence sont adressées au Directeur des Douanes 8, rue Saint-Lambert à Nancy de qui vous voudrez bien vous rapprocher en vue du règlement de la présente affaire.

Le Directeur Général des Douanes Intérimaire,



14 juin 43

SJ

5648^{Co}

Aff.: S.N.C.F.
C/Douanes et Tréfilor

Monsieur le Directeur Général,

Par un arrêt en date du 5 avril dernier, la Cour de Cassation a annulé un jugement du Tribunal de première instance de Metz, qui avait validé dix contraintes décernées contre les Chemins de fer d'Alsace et de Lorraine pour paiement des droits afférents à des marchandises importées de Sarre avant le 18 février 1935.

J'ai l'honneur de vous indiquer ci-après le détail des frais de justice déboursés, tant par les Chemins de fer d'Alsace et de Lorraine que par la S.N.C.F., selon les pièces justificatives annexées:

a) frais de première instance devant le Tribunal cantonal de Bouzonville, (avertissement du 23 août 1937).....	389 ^f 20
b) frais d'appel devant le Tribunal civil de Metz (même avertissement).....	508.45
c) frais d'une expédition du jugement de Bouzonville.....	8.15
d) frais et honoraires d'avocat (état de M ^{es} A. et H. Béna du 27 juillet 1937).....	653.20
e) dépens en Cassation et droit d'enregistrement selon lettre de M ^e Cail du 5 mai 1943.....	1890.05
Total.....	3449 ^f 05

Direction Générale des Douanes
(1^{re} Division, Bureau du Contentieux)
Palais du Louvre - Pavillon de Rohan.

a/ 389.20
b/ 508.45
c/ 8.15
d/ 653.20
e/ 1890.05
Total 3449.05

Mais, d'autre part, les Chemins de fer d'Alsace et de Lorraine, après entente avec la Chambre de commerce de Sarrebrück, mandataire des expéditeurs sarrois, avaient demandé, devant les tribunaux cantonaux de Bouzonville, Forbach et Sarreguemines, la restitution des droits de douane qu'ils avaient dû avancer dans des conditions analogues et dont le montant global s'élevait à 901.204 fr 53.

Votre Administration étant disposée, selon les renseignements que nous a fait parvenir à ce sujet la Direction des Chemins de fer d'Empire de Sarrebrück, à rembourser ces droits aux expéditeurs, nous vous indiquons ci-après le détail des frais de la procédure engagée devant les tribunaux cantonaux, selon les pièces justificatives annexées.

a) devant le tribunal cantonal de Bouzonville, selon deux avertissements du 7 mai et du 1 ^{er} octobre 1937.....	5.222 ^f 45
b) devant le tribunal cantonal de Forbach, selon quatre avertissements ci-joints	2.879.60
c) devant le tribunal cantonal de Sarreguemines, selon un avertissement du 2 avril 1938.....	2.
Total.....	8.104 ^f 05

Enfin, nous avons versé à M^e Cail, notre avocat auprès de la Cour de Cassation, pour ses honoraires et ses frais dans la procédure suivie devant la Chambre des Requêtes et la Chambre civile, une somme totale de 6.805 fr, d'après les pièces justificatives ci-jointes.

Ces frais et honoraires, qui ne sont pas recouvrables sur la partie succombante, le sont contre les expéditeurs sarrois, à titre de débours effectués dans l'exécution d'un mandat. Selon les indications des Chemins de fer allemands, la Chambre de Commerce de Sarrebrück ne s'opposerait pas à ce qu'ils soient déduits du montant des droits qui doit lui être reversé.

Nous vous serions très obligés de vouloir bien nous confirmer que vous êtes prêts à nous rembourser les frais sus-indiqués comme étant à votre charge et à retenir la

somme de 6.805 fr, lors du versement à la Chambre de Commerce de Sarrebrück des sommes qui reviennent à ses ressortissants.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur Général,
l'assurance de ma considération distinguée.

LE CHEF DU CONTENTIEUX

Signé: *J. Aureau*

L. G. 205.6486°

Paris, le 11 juin 1948

F

aff. SUCFef. Douanes & Tréfilon

Gouverneur le Directeur Général,

11/6/48

Par un arrêt en date du 5 avril dernier, le
Cour de Cassation a annulé un jugement
du Tribunal de 1^{re} instance de Metz qui avait
validé des contraintes décernées contre les Chemins
de fer d'Alsace et de Lorraine pour paiement des
droits afférents à des marchandises importées de
Sarre avant le 18 février 1935.

J'ai l'honneur de vous indiquer ci-après le
détail des frais de justice déboursés, tant par les
Chemins de fer d'Alsace et de Lorraine que par la
SUCF, selon les pièces justificatives annexées :

a) frais de 1 ^{re} instance devant le Tribunal cantonal de Belfortville, (avertissement du 23 août 1937);	fr 389,20
b) frais d'appel devant le Tribunal civil de Metz (même avertissement);	508,45
c) frais d'une expédition du jugement de Belfortville	8,15
d) frais et honoraires d'avocat	

Direction générale des Douanes

1^{re} Division, Bureau du Contentieux,

Palais du Louvre - Pavillon de Rohan

905.10

frs
905.80

(état de l'usine Bina ~~du~~ du 27 juillet
1937)

e) depuis
en cassation
et droits
d'enregistrement,
selon l'acte d'apaisement
du 7 mai 1948,

Mais, d'autre part, les Chemins de fer
d'Alsace & de Lorraine, après entente avec la Chambre de
commerce de Sarrebrück, mandataire des experts
sarrois, avant d'enquêter, devant le Tribunal
cantonal de Bouzonville, Forbach et Sarreguemines,
la restitution des droits de douane, déjà payés pour
qu'ils aient pu avancer dans des conditions
analogues et dont le montant global s'élevait
à 901.20 frs ps.

6 ps, 20
Total ~~1890.05~~
Total 3449.05

Votre Administration étant disposée, selon
les renseignements que nous a fait parvenir
à ce sujet la Direction des Chemins de fer d'Empire
de Sarrebrück, à rembourser cette somme
des droits aux experts, nous vous indiquons
ci-après le détail des frais de la procédure engagée
devant le Tribunal cantonal, ~~sarregueminois~~,
selon les pièces justificatives annexées.

a) devant le Tribunal cantonal
de Bouzonville, selon deux avertissements
du 7 mai et du 27 octobre 1937;

f. 222⁴ 48

b) devant le Tribunal cantonal
de Forbach, selon quatre avertissements
ci-joints;

2.879.60

c) devant le Tribunal cantonal
de Sarreguemines, selon un
avertissement du 2 avril 1938

2.00

Total 8.104.08

Enfin, ~~sur nous~~ nous avons avancé versé
à M^e Cail, notre avocat auprès de la Cour de
Cassation, pour ses honoraires et ses frais devant
dans la procédure suivie devant la Chambre
des requêtes et la Chambre civile, une somme
totale de 6.80^f fr., d'après les pièces justificatives
ci-jointes.

^{Honoraires}
Ces frais, qui ne sont pas recouvrables
sur la partie succombante, ont été avancés
~~dans l'intérêt des créanciers sarrois et~~
le sont contre les créanciers sarrois, à titre
de débours effectués dans l'exécution d'un
mandat. Selon les indications des Chemins
de fer allemands, la Chambre de commerce
de Sarrebrück ne s'opposerait pas à ce qu'ils
soient déduits du montant des droits qui
doit lui être reversé.

Vous vous seriez très obligés de vouloir
bien nous confirmer que vous êtes prêts à
nous rembourser les frais susindiqués comme
étant à votre charge et à déduire et retenir
la somme de 6.80^f, lors du versement à la
Chambre de commerce de Sarrebrück des
sommes qui reviennent à ses ressortissants.

Je vous prie d'agréer, Monsieur
le Directeur général, l'assurance de ma
considération distinguée.

Très respectueusement
Henri Gauthier

28 p. i.

S.G. 40864850

Aff. c/ Douanes

Paris, le 2 juin 1943

Note pour M. le Chef
du Contentieux

En lui communiquant l'arrêt cassant un jugement de Metz qui avait condamné la S.G.C.F. à payer à la Douane 69 000 frs pour droits d'entrée en France de marchandises d'origine sarroise (Aff. Douanes - Tréfilor), nous avions prié la Direction des Chemins de fer de Sarrebrück de nous transmettre le dossier (autrefois détenu par la S.D. Direction de Strasbourg) aux fins de liquidation.

Cette Direction vient de nous répondre, en conservant le dossier et en exposant ce qui suit.

I

En dehors du litige qui vient de se terminer devant la Cour de Cassation, la S.G.C.F. avait assigné la Douane, devant les Tribunaux cantonaux de Bouzonville, Forbach et Sarreguemines, en restitution de 900 000 frs de droit qu'elle avait dû avancer, pour le compte de maisons sarroises, dans des conditions analogues à celles du litige où la Cour de Cassation vient de nous donner gain de cause. Ces litiges étaient demeurés en suspens en attendant l'arrêt relatif à l'affaire Type.

Selon des assurances verbales données par la Direction générale des Douanes au Regierungsrat Eichmann de la Délégation économique auprès de

la Commission d'armistie, la Douane accepte l'arrêt de Douanes-Tréfilon et renonce à plaider devant le Tribunal de sarrois, celui de Nancy. Elle accepte également de rembourser à l'amiable la somme de 900 000 frs, objet des assignations données devant les Tribunaux de Bonzonville, Forbach et Sarreguemines.

À sujet de ces 900 000 frs, la Direction de Sarrebrück nous apprend que le ^{avec la Douane} ~~M. Eichenbaum~~ discute actuellement les modalités de leur remboursement aux expéditeurs sarrois et notamment le taux applicable à leur conversion en marks. On nous prie, dans ces conditions, de ne ~~pas~~ faire de démarches auprès de la Douane qu'après nous être mis d'accord avec le M. Eichenbaum.

Cela implique évidemment que le Chemin de fer avait fait reprise sur ces expéditeurs des droits de douane dont il avait fait l'avance. Mais, la S. G. F. ayant été seule partie aux instances engagées en Lorraine, elle serait fondée à demander à la Douane que le règlement ait été bien entre ses mains, à charge pour elle de reverser ce qui leur revient aux maisons sarroises, dans les conditions prescrites par l'accord franco-allemand sur les paiements (accord du 14 novembre 1940, § 0 du 19).

Quoi qu'il en soit, il faut constater que la Douane française a accepté de négocier avec la Délégation allemande et ~~si~~ ^{car} ne s'est pas rapprochée, jusqu'ici, de la S. G. F. en vue du règlement de l'affaire.

II

II Recouvrement des frais avancés.

a) frais de la procédure qui vient de se clore en Cassation.

Pour ceux de la demande principale, il n'y a pas de difficulté à prévoir, la Courne acceptant de payer nos frais légaux, qui se montent, d'après les pièces justificatives, à 11.862 frs 1. Quant aux honoraires de M^r l'ail. la Direction de Sarrebrück suggère de les déduire des sommes à verser aux exploitiers sarrois, vis à vis des quels nous avons agi comme des mandataires ou des gérants d'affaires, dans les autres litiges.

Quant aux frais à recouvrer sur la 1^{re} Trifilor, appelée en garantie, ils se montent à 1898 frs 2. Le jugement ayant été cassé par défaut en ce qui concerne l'appel en garantie, nous sommes également fondés à recouvrer ces 1898 frs. et la Direction de Sarrebrück nous engage à reprendre dans ce but l'instance devant le Tribunal de renvoi. Pour cette reprise d'instance, le dossier serait cependant nécessaire. D'ailleurs, nous ignorons si la 1^{re} Trifilor, entreprise privée ayant son siège à Wörp (banlieue de Metz), existe ~~encore~~ en France. ~~et~~ Un litige devant par défaut devant la juridiction de renvoi ne ferait, dans les conditions actuelles, qu'élever le montant des frais irrecevables.

Nous n'avons pas de prescription d'instance à redouter vis à vis de Trifilor, les délais relatifs aux procédures engagées ou à engager contre des sociétés précédemment domiciliées en Alsace-Lorraine et pour des obligations qui y ont été contractées, étant

suspendus par la loi du 14 octobre 1941.

b) frais des procédures engagées à Bouzonville, Forbach & Sarreguemines.

3^e s'élève, selon pièces justificatives en notre possession, à 2.881 fr 6, que la Douane se serait engagée verbalement (vis à vis du St Eclairaumont) à rembourser.

Pour conclure, je propose :

1^o de ne pas reprendre à Nancy la procédure contre la 1^{re} Tréfilor;

2^o d'inviter la Douane à nous régler les frais dont nous sommes à découvert, aussi bien dans l'instance qui vient de se terminer en cassation que dans celles qui avaient été engagées en Lorraine;

3^o de ne pas réclamer à la Douane le paiement des 9000 frs qu'elle doit rembourser aux exportateurs sarrois; mais de lui rappeler que, la S. G. C. F. ayant été seule partie aux litiges, nous la prions de nous tenir au courant du règlement et. Dès maintenant, nous demandons la déduction des frais que nous avons versés à M^{re} Cail, soit 2500 + 2000 + 230 fr 6 = 6800 fr 6.

Holmes

R B D Saarbrücken
14 Lg 32 Ra

Saarbrücken, le 24 Mai 1943.

S.N.C.F. - Service du Contentieux -

Paris
par la H V D

Référence: Votre lettre Bureau S J/aff. Tréfilor N° 5648/Co du 10.5.43.

Objet: Perception injustifiée de droits de douane afférents à des marchandises sarroises introduites en France avant le 18.2.35.

En raison du décompte qui devra être effectué prochainement avec la Chambre de Commerce de Saarbrücken au sujet des sommes réclamées par la voie judiciaire à l'Administration des Douanes française, nous ne pouvons vous céder le dossier. Nous vous donnons cependant ci-après les indications nécessaires en vue du recouvrement des frais avancés et vous transmettons également les pièces justificatives nécessaires.

En son temps, l'Administration des Douanes a fait signifier à la S.N.C.F. dix contraintes en vue du paiement, à titre de droits de douane, d'une somme totale de 69 379,52 frs pour marchandises importées en France déjà avant le 18.2.1935. La S.N.C.F. ayant fait opposition les affaires ont été portées devant le Tribunal Cantonal de Bouzonville. Il s'agit des procès suivants:

Référence	de la S.N.C.F.:	D/C3/3055/L	
"	du Tribunal :	C 29/36	4 689,17 frs
"	de la S.N.C.F.:	D/C3/3056/L	
"	du Tribunal :	C 30/36	9 895,48 "
"	de la S.N.C.F.:	D/C3/3057/L	
"	du Tribunal :	C 31/36	1 795,26 "
"	de la S.N.C.F.:	D/C3/3058/L	
"	du Tribunal :	C 32/36	8 093,58 "
"	de la S.N.C.F.:	D/C3/3059/L	
"	du Tribunal :	C 35/36	1 118,00 "
"	de la S.N.C.F.:	D/C3/3050/L	
"	du Tribunal :	C 36/36	7 280,62 "
"	de la S.N.C.F.:	D/C3/3061/L	
"	du Tribunal :	C 37/36	57,90 "
"	de la S.N.C.F.:	D/C3/3062-3064/L	
"	du Tribunal :	C 33/36, C 34/36 et C 38/36	36 449,51 "
Total :			69 379,52 "

En présence de cette manière d'agir de l'Administration des

Douanes, la S.N.C.F., après accord avec la Chambre de Commerce de Saarbrücken, mandataire des expéditeurs sarrois, a décidé d'intenter une action judiciaire contre l'Administration des Douanes afin d'obtenir le remboursement de tous les droits de douane déjà payés pour marchandises sarroises introduites en France avant le 18.2.1935. En conséquence les demandes suivantes ont été introduites :

- | | |
|--|------------------------------|
| 1) Service de la douane: Gare de Bouzonville
Référence de la S.N.C.F.: D/C 3/103109/L
Demande N° C 130/36 du 12-9-1936
pendante devant le Tribunal cantonal de Bouzonville
Demande supplémentaire N° C 17/37 du 8-2-1937 | 359 236,20 frs
4 955,08 " |
| 2) Service de la douane : gare de Hargarten-Falk
Référence de la S.N.C.F.: D/C 3/103110/L
Demande N° C 129/36 du 12-9-1936
pendante devant le Tribunal cantonal de Bouzonville | 105 735,98 " |
| 3) Service de la douane : gare de Forbach
Référence de la S.N.C.F.: D/C 3/103111/L
Demande N° C 469/36 du 12-9-1936
pendante devant le Tribunal cantonal de Forbach
Demande supplémentaire N° C 59/37 du 4-2-1937 | 292 986,74 "
35 840,62 " |
| 4) Service de la douane : gare de Sarreguemines
Référence de la S.N.C.F.: D/C 3/103 112/L
Demande N° C 362/36 du 12-9-1936
pendante devant le Tribunal cantonal de Sarreguemines | 102 449,91 " |
| Total : | 901 204,53 " |

Il a été convenu ensuite avec l'Administration des Douanes de ne plaider qu'un des procès, à savoir le procès D/C 3/3058/L et de le faire porter, le cas échéant, devant la Cour de Cassation. Les deux parties se soumettraient à l'arrêt définitif à rendre par la Cour de Cassation. De même, M. le Dr. Eichhorn a, lors des conférences à Paris en date du 6-2-1943 fait connaître, que M. Roux, administrateur des Douanes, lui a donné l'assurance que l'Administration des Douanes accepterait comme définitif l'arrêt à rendre par la Cour de Cassation sans plaider à nouveau l'affaire devant le tribunal de renvoi. D'autre part, M. le Dr. Eichhorn est encore en pourparlers avec l'Administration des Douanes au sujet du cours de remboursement de la somme réclamée de 901.204,53 fr. Dans ces conditions, nous vous prions de n'engager, le cas échéant, des pourparlers au sujet du paiement de cette somme qu'après accord avec M. le Dr. Eichhorn (Paris, Délégation allemande de l'armistice pour l'économie, avenue d'Iéna 17).

Il ressort de ce qui précède qu'il ne s'agit pas seulement du recouvrement des frais dans l'affaire D/C3/3058/L - S.N.C.F../. Admi-

nistration des Douanes ./.. Tréfilor, mais également de celui des frais de toutes les affaires dans lesquelles vous avez avancé les frais de justice et qui, par application de l'art. 565 du code des douanes, devront être remboursés en tout cas comme frais légaux.

1. Frais dans l'affaire S.N.C.F. ./.. l'Administration des Douanes ./.. Tréfilor.

a) Frais de justice de la 1 ^{ère} instance. Tribunal Cantonal de Bouzonville avertissement du 23.8.1937	389,20 Frs
b) Frais de justice de la 2 ^{ème} instance Tribunal civil de Metz avertissement du 23-8-1937 (./.. Administration des Douanes)	508,45 "
c) Frais de justice de la 2 ^{ème} instance. Tribunal Civil de Metz avertissement du 23.8.1937 (./.. Tréfilor)	506,05 "
d) Frais du jugement de Bouzonville	8,15 "
e) Frais d'avocat (./.. Administration des Douanes) (Facture de M ^e Béna du 27-7-1937)	661,35 "
f) Frais d'avocat (./.. Tréfilor) (Facture de M ^e Béna du 27-7-1937)	653,20 "
g) Frais de l'avocat de la partie adverse. (Facture de M ^e Zachayus du 6.11.1937).	738,00 "
h) Frais de cassation - Chambre des Requêtes -	2500,00 "
Chambre Civile.	2000,00 "
Total :	7964,00 "

Sur ces frais, on pourra, sans autre formalité, recouvrer sur l'Administration des Douanes les frais mentionnés sous a), b) et d) et, en ce qui concerne ceux indiqués sous h), seulement ceux liquidés par l'arrêt de cassation. Les frais d'avocat ne constituent pas, de l'avis de l'Administration des Douanes, des frais légaux auxens de l'art. 565 du code des douanes.

La différence entre les frais à rembourser par l'Administration des Douanes et ceux effectivement payés se montant à 7964 frs devra être remboursée par la Tréfilor en vertu des conclusions prises devant le Tribunal civil de Metz ^{contre} ladite société. Afin d'éviter la prescription des droits de la S.N.C.F., nous vous laissons le soin de reprendre par une signification par voie de notification publique, l'instance devant le Tribunal de 1^{ère} instance de Nancy dans le délai prescrit de 2 mois.

En outre, suivant les principes du mandat, ces frais non remboursables devront être remboursés par la Chambre de Commerce de Saarbrücken

en sa qualité de mandant. Après paiement de la somme principale par l'Administration des Douanes, lesdits frais pourront être déduits lors des opérations de décompte à effectuer avec la Chambre de Commerce.

2) Frais dans les procès susvisés D/C3/103 109 L - 103 112 L

- a) Frais dans les procès pendants devant le tribunal cantonal de Bouzonville : 5 192,- Frs + 40,95 frs (suivant avertissement ci-joint).

La somme totale payée concerne les procès D/C3/103 109 L, D/C3 103 110 L et D/C3/3055 L - 3064 L (non compris le procès D/C3/3058 L). L'avertissement ci-joint du 745-37 mentionne en outre un procès C 41/36 - D/C3/102 895 L dans lequel la S.N.C.F. a avancé les droits de douane et auquel la Chambre de Commerce de Saarbrücken n'est pas intéressée. Toutes ces sommes, à l'exception de celle de 10.50 frs indiquée sous C 40/36, devront être remboursées par l'Administration des Douanes; cette dernière concerne la demande en garantie intentée contre le destinataire.

- b) Frais dans l'affaire D/C3/103 111/L pendante devant le Tribunal Cantonal de Forbach.

avertissement du 8-12.1936	2 440,50 frs
" du 5- 5.1937	400,50 "
" du 29.7.1937	30,60 "
" du 9.7.1938	8,00 "

Total: 2879,60 "

- c) Frais dans l'affaire D/C3/103 112/L pendante devant le Tribunal cantonal de Sarreguemines.

avertissement du 2.4.1938 2.- frs

Nous vous prions de nous faire connaître le résultat de vos démarches.

signé: D u l l i e n

Certifié conforme :

signé: L a u c h e r



à envoyer

SNCF

M

Chemins de fer
d'Alsace et de Lorraine

Contentieux 3^e Bureau

SG/C3- N° 305872

Strasbourg, le 19/6

1936

Cont. 3^e Bureau
Objet: Cont. 3^e Bureau
Le mandat de dépense ci-joint avec quittance:

1^o Le mandat de dépense ci-joint avec quittance:

bénéficiaire: M. L. Michel, chef de Bureau

objet: frais de jugement avant

montant: 8.25

est à envoyer après signature à la Comptabilité
Générale pour paiement.

- 2^o Avis à M.....
- 3^o Avis au Bureau des Réclamations.
- 4^o A reproduire par.....

Le Chef du Contentieux.
Pour le Chef du Contentieux
L'Inspecteur Principal Adjoint



ORDRE DES AVOCATS DE METZ

Etat des frais et honoraires

dus à M^{aitres} A. & H. BENA, avocats à Metz

pour l'affaire CHEMINS DE FER c/ AD. DES DOUANES

Valeur du litige 8.093,58 (N° I.S.92/36.)

I. Frais et débours entrant en taxe (décret du 7 Août 1926),

1) Droit de conciliation et forfait, art. 37		
2) Droit de procédure, art. 13	247.	--
3) Droit de débats, art. 13	247.	--
4) Droit de preuve, ,, 13		
5) Droit de débats après enquête, art. 13		
6) Droit de Transaction, art. 13		
7) Taxe forfaitaire, art. 76.	148.	20
8) Jugement, arrêt et signification	19.	15
9) Factage, téléph., télégr., timbre de quitt., papier timbré		
10) Droit d'encaissement		
11) Débours (procès-verbal d'enquête, ordonnance, etc.) .		
12) Requête en sursis et forfait		
13) Droits et frais d'exécution (huissier, etc.)		
14) Droits de correspondance et forfait		
15) Voyages, art. 78.		
16)		
17)		
18)		
19)		
20)		
21)		
22)		

II. Honoraires (50 % des droits, etc. conf. décision du Barreau du I. II. 30.)

TOTAL . . . 661.35

METZ, le 27 juillet 1937

Pour état conforme :

N.B. - Le dossier est à votre disposition contre règlement préalable de la présente note et doit être retiré dans l'année.

Avocat.

FRANÇOIS CAIL

DOCTEUR EN DROIT

AVOCAT AU CONSEIL D'ETAT

ET À LA COUR DE CASSATION

SUCCESEUR DE SON PÈRE

S.N.C.F. contre
Administration des Douanes
et Sté TREFILOR

77, AVENUE HENRI MARTIN (XV^e)

7 TROCADÉRO 29-12

PARIS, LE 5 Mai 1943



Cher Monsieur,

Comme suite à ma lettre du 27 Avril, par laquelle je vous adressais copie de l'arrêt de cassation, je tiens à vous indiquer que les dépens qui ont été exposés dans cette affaire, se montent à la somme de 1.390 frs 95, auxquels s'ajoute 500 frs d'enregistrement, soit 1.890 frs 95, que vous pourrez recouvrer sur l'adversaire, et y ajouter, s'il y a lieu, les frais de levée et de signification de grosse, que je n'ai pas encore commandée, conformément aux instructions de votre lettre du 16 Avril.

En ce qui concerne le règlement de mes frais devant la Chambre Civile, ils s'élèvent à la somme de 805 frs, que je vous serais obligé de vouloir bien me rembourser. Quant à mes honoraires, je vous serais reconnaissant de vouloir bien me faire tenir une somme de 3.500 frs qui, compte tenu de la provision de 2.000 frs reçue le 20 Janvier 1940, contribuerait à me faire allouer une somme globale de 2.305 frs.

signifi-
cation

En ce qui concerne le point de départ des intérêts, je vous signale que la date de l'arrêt d'admission à l'Administration des Douanes est du 16 Janvier 1940 et que la signification à la Société TREFILOR a été faite le 17 Janvier 1940.

Votre bien dévoué.

François Cail

Monsieur le Chef du Contentieux
de la SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS
45, Rue Saint-Lazare,
PARIS. (9ème)

SERVICE DU CONTENTIEUX

3ème Bureau

Strasbourg, le 20/9/1932

1°) Le mandat de dépense ci-joint

SG/C3 30587

débit : Cont. de dépenses à ref.

Montant imprécise

bénéficiaire: A. P. Bail - Paris

9/11/9.

objet : Provision (Chambre de Requête)

Mont. 2500.-

montant : 2500.-

est à retirer par Mr. ...

2°) Avis à M

3°) Avis à EX/R1A (Réclamations)

4°) A reproduire le 2/12/1932

Pour le Chef du Contentieux,
L'Inspecteur Principal Adjoint.

FRANÇOIS CAIL

DOCTEUR EN DROIT

AVOCAT AU CONSEIL D'ETAT

ET À LA COUR DE CASSATION

SUCCESSEUR DE SON PÈRE

77, AVENUE HENRI MARTIN (XVII)

☞ TROCADERO 29-12

PARIS, LE 14 septembre 1937

Contentieux
D.C3. 3058/L

Cher Monsieur,

Comme suite à vos lettres des 25 août et 9 septembre, je m'empresse de vous faire connaître que conformément à vos instructions, j'ai saisi aujourd'hui la Cour de Cassation du pourvoi que vous m'avez chargé de former au nom du Réseau d'Alsace Lorraine contre le jugement du Tribunal Civil de Metz du 15 juillet 1937, rendu au profit de l'Administration des Douanes.

Je vous serais obligé de bien vouloir me faire parvenir pour la provision de l'instance devant la Chambre des Requêtes, la somme de 2500 francs.

Votre bien dévoué.

François Cail

*M. Meyer
des chemins de fer
à rappeler réformable*

Monsieur BIEDERMANN
Chef du Contentieux
des Chemins de Fer
d'Alsace et de Lorraine

11579

FRANÇOIS CAIL

DOCTEUR EN DROIT

AVOCAT AU CONSEIL D'ETAT
ET À LA COUR DE CASSATION
SUCCESEUR DE SON PÈRE

Contentieux
D/C³ - 3058 / L.



77, AVENUE HENRI MARTIN (XVI^e)

TROCADÉRO 29-12

PARIS, LE 14 décembre 1939.

Monsieur,

J'ai le plaisir de vous informer que Me CAIL a obtenu à la Chambre des Requêtes l'admission de notre pourvoi contre le jugement du Tribunal de Metz du 25 juillet 1937, rendu au profit de la Société TREFILOR, dont le siège est à Woippy, près de Metz.

Je vais lever la grosse de l'arrêt d'admission et la signifier à l'adversaire avec assignation devant la Chambre Civile .

En ce qui concerne les frais et honoraires de l'instance devant la Chambre civile, Me Cail vous serait obligé de lui faire tenir une somme de 2.000 francs pour honoraires; le montant des frais à exposer ne pourra être établi qu'à la solution de l'instance.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

Paul Cail
W. Roussel

Monsieur le Chef du Contentieux
de la S.N.C.F.
Sous-Direction - Région Est
TROUVILLE (Calvados)

SERVICE DU CONTENTIEUX

23 DEC. 1939

1
C 3 No 3058/2

1. Acte de provision à la Région de l'Est

Donnée Ex. 24/17857/32

2000. - à titre de provision à la loi
(Antenne devant la Chambre Ant.)

2. Le rapport de 1/1/1940

Pour le Chef du Contentieux
L'Inspecteur Principal Adjoint



SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICE DU CONTENTIEUX

BUREAU *2/c 3*

DOSSIER N° *3058/2*

AFFAIRE *cf Lomano*

La Région *de l'Est* (Service *Commercial*)
son dossier N° *7.851/32 - E 2/4* (Direction de *Strasbourg*) est priée de faire payer
à M: *Louis Bail, avocat d'aujourd'hui à la Cour de Cassation*

demeurant à *Paris, 77 av. Henri Martin*

Principal

Intérêts { du au
du au

Frais.. { débours
émoluments

TOTAL.....

2000.-

2000.-

A déduire impôt de 17 % sur la somme due pour intérêts.....

(les timbres fiscaux correspondants sont apposés et oblitérés par le payeur)

SOMME NETTE A PAYER.....

2000.-

Motif du paiement *Provision pour l'instance devant la Chambre
civil de la Cour de Cassation (Poursuite pour contrefaçon
de jugement du Tribunal civil de Metz du 25/2/1934)*

Lieu et mode de paiement *Chèque postal*

Vu : Sans opposition,
Le Chef du bureau des oppositions,

Tronville Paris, le *MM* 193*4*

Le Chef du Contentieux,
Pour le Chef du Contentieux
L'Inspecteur Principal Adjoint

ORDRE DES AVOCATS DE METZ

Etat des frais et honoraires

dus à M^{rs} aîtres A. & H. BÉNA, avocats à Metz

pour l'affaire CHEMINS DE FER c/ TREFILOR

Valeur du litige 8.093,58 (N° I.S.92/36)

I. Frais et débours entrant en taxe (décret du 7 Août 1926),

1) Droit de conciliation et forfait, art. 37	
2) Droit de procédure, art. 13	247.--
3) Droit de débats, art. 13	247.--
4) Droit de preuve, ,, 13	
5) Droit de débats après enquête, art. 13	
6) Droit de Transaction, art. 13	
7) Taxe forfaitaire, art. 76	148.20
8) Jugement, arrêt et signification	11.--
9) Factage, téléph., télégr., timbre de quitt., papier timbré	
10) Droit d'encaissement	
11) Débours (procès-verbal d'enquête, ordonnance, etc.) .	
12) Requête en sursis et forfait	
13) Droits et frais d'exécution (huissier, etc.)	
14) Droits de correspondance et forfait	
15) Voyages, art. 78	
16)	
17)	
18)	
19)	
20)	
21)	
22)	

II. Honoraires (50 % des droits, etc. conf. décision du Barreau du I. II. 30.)

TOTAL . . . 653.20

METZ, le 27 juillet 1937.

Pour état conforme :

N.B. - Le dossier est à votre disposition contre règlement préalable de la présente note et doit être retiré dans l'année.

Avocat.

SERVICE DU CONTENTIEUX

3ème Bureau

SG/CS

2038/2

12/11/38

Strasbourg, le 22/11/1938.

1°) Le mandat de dépense ci-joint

débit : Compt. de le dép. à régulariser

bénéficiaire: M. H. Kaspary, avocat, Metz

objet : Frais d'avocat.

montant : 238.-

est à retirer par Mr. J. H. G.

2°) Avis à M

3°) Avis à EX/R1A (Réclamations)

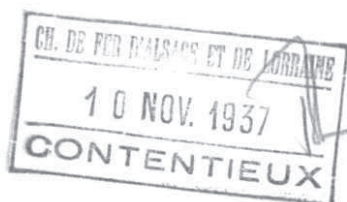
4°) A reproduire le 21/10/38

Pour le Chef du Contentieux,
L'Inspecteur Principal Adjoint,

[Signature]

M. ZACHAYUS
avocat

Metz, le 6 novembre 1937.



Maître Samuel
Avocat à la Cour
Metz

Affaire : Tréfilor ./.. Chemins de Fer

Cher Confrère,

Je serais d'accord de laisser l'affaire en suspens; mais je désire obtenir le règlement de ma note de frais qui aussi reste en suspens.

Vos clients pourront faire ce règlement sans porter préjudice au fonds de la procédure.

Ma note s'élève à 738 Fr et la taxe est en suspens depuis le 23.8.37.

Voici le détail :

1) droit de procédure	247 Fr
2) droit de plaidoirie	247.5
3) émoluments	148.20
4) jugement et signification	19.30
5) 2 voyages du directeur de Woippy ..	50.-
6) téléphone, factage	10.-
7) droit pour la requête en taxe	9.-
8) émolument ad 7	7.50
	<hr/>
	738 Fr.

J'attends votre réponse dans la quinzaine.

Votre bien dévoué confrère,
signé : Zachayus, avocat

Pour copie conforme:


avocat à la Cour.

TREFILOR

COMPTE DE CHÈQUES POSTAUX
STRASBOURG N° 176 30
COMPTES DE BANQUE :
STÉ GÉNÉRALE ALSACIENNE
DE BANQUE — METZ
CRÉDIT INDUSTRIEL D'ALSACE
ET DE LORRAINE — METZ

SOCIÉTÉ A RESPONSABILITÉ LIMITÉE AU CAPITAL DE 100.000 FRANCS

GRILLAGES MÉCANIQUES A SIMPLE ET TRIPLE TORSION
RONCES ET TOILES MÉTALLIQUES EN TOUS GENRES
RUBANS TRANSPORTEURS MÉTALLIQUES

TÉLÉPHONES
METZ 33.77
ROUEMONT N° 4
ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE :
TREFILOR/WOIPPY (MOSELLE)
REGISTRE DU COMMERCE :
METZ B 1224

SIÈGE SOCIAL :

à WOIPPY près METZ
(MOSELLE)

USINES :

WOIPPY (Moselle)
ROUEMONT-LE-CHATEAU
(Terr. de Belfort)

CHEMINS DE FER D'ALSACE LORRAINE

STRASBOURG (Bas-Rhin)

V/Réf.

N/Réf. N/SW

WOIPPY, le 11 février 1938

Messieurs,

Nous vous prions de payer entre les mains
de notre avocat, Maître ZACHAYUS à METZ, la somme de
frs. 738.-, montant de nos frais, sous réserve d'une
taxe ultérieure.

Nous nous engageons formellement à vous
rembourser cette somme sur première réquisition dans le
cas où le jugement du 17.7.37 serait annulé par la Cour.

Veuillez agréer, Messieurs, nos sincères
salutations.

TRÉFILOR

S. à R.

Handwritten signature

D R B
R B D Saarbrücken
14 Lg 32 Ra
=====

Saarbrücken, le 24 Mai 1943.

S.N.C.F. - Service du Contentieux -

P a r i s
par la H V D

Référence: Votre lettre Bureau S J/aff. Tréfilor N° 5648/Co du 10.5.43.

Objet: Perception injustifiée de droits de douane afférents à des marchandises sarroises introduites en France avant le 18.2.35.

En raison du décompte qui devra être effectué prochainement avec la Chambre de Commerce de Saarbrücken au sujet des sommes réclamées par la voie judiciaire à l'Administration des Douanes française, nous ne pouvons vous céder le dossier. Nous vous donnons cependant ci-après les indications nécessaires en vue du recouvrement des frais avancés et vous transmettons également les pièces justificatives nécessaires.

En son temps, l'Administration des Douanes a fait signifier à la S.N.C.F. dix contraintes en vue du paiement, à titre de droits de douane, d'une somme totale de 69 379,52 frs pour marchandises importées en France déjà avant le 18.2.1935. La S.N.C.F. ayant fait opposition les affaires ont été portées devant le Tribunal Cantonal de Bouzonville. Il s'agit des procès suivants:

Référence de la S.N.C.F.:	D/C3/3055/L	
" du Tribunal :	C 29/36	4 689,17 frs
" de la S.N.C.F.:	D/C3/3056/L	
" du Tribunal :	C 30/36	9 895,48 "
" de la S.N.C.F.:	D/C3/3057/L	
" du Tribunal :	C 31/36	1 795,26 "
" de la S.N.C.F.:	D/C3/3058/L	
" du Tribunal :	C 32/36	8 093,58 "
" de la S.N.C.F.:	D/C3/3059/L	
" du Tribunal :	C 35/36	1 118,00 "
" de la S.N.C.F.:	D/C3/3060/L	
" du Tribunal :	C 36/36	7 280,62 "
" de la S.N.C.F.:	D/C3/3061/L	
" du Tribunal :	C 37/36	57,90 "
" de la S.N.C.F.:	D/C3/3062-3064/L	
" du Tribunal :	C 33/36, C 34/36 et C 38/36	36 449,51 "
	Total :	69 379,52 "

En présence de cette manière d'agir de l'Administration des

67.29MAI43

Douanes, la S.N.C.F., après accord avec la Chambre de Commerce de Saarbrücken, mandataire des expéditeurs sarrois, a décidé d'intenter une action judiciaire contre l'Administration des Douanes afin d'obtenir le remboursement de tous les droits de douane déjà payés pour marchandises sarroises introduites en France avant le 18.2.1935. En conséquence les demandes suivantes ont été introduites :

- | | |
|--|------------------------------|
| 1) Service de la douane: Gare de Bouzonville
Référence de la S.N.C.F.: D/C 3/103109/L
Demande N° C 130/36 du 12-9-1936
pendante devant le Tribunal cantonal de Bouzonville
Demande supplémentaire N° C 17/37 du 8-2-1937 | 359 236,20 frs
4 955,08 " |
| 2) Service de la douane : gare de Hargarten-Falk
Référence de la S.N.C.F.: D/C 3/103110/L
Demande N° C 129/36 du 12-9-1936
pendante devant le Tribunal cantonal de Bouzonville | 105 735,98 " |
| 3) Service de la douane : gare de Forbach
Référence de la S.N.C.F.: D/C 3/103111/L
Demande N° C 469/36 du 12-9-1936
pendante devant le Tribunal cantonal de Forbach
Demande supplémentaire N° C 59/37 du 4-2-1937 | 292 986,74 "
35 840,62 " |
| 4) Service de la douane : gare de Sarreguemines
Référence de la S.N.C.F.: D/C 3/103 112/L
Demande N° C 362/36 du 12-9-1936
pendante devant le Tribunal cantonal de Sarreguemines | 102 449,91 " |
| Total : | 901 204,53 " |

Il a été convenu ensuite avec l'Administration des Douanes de ne plaider qu'un des procès, à savoir le procès D/C 3/3058/L et de le faire porter, le cas échéant, devant la Cour de Cassation. Les deux parties se soumettraient à l'arrêt définitif à rendre par la Cour de Cassation. De même, M. le Dr. Eichhorn a, lors des conférences à Paris en date du 6-2-1943 fait connaître, que M. Roux, administrateur des Douanes, lui a donné l'assurance que l'Administration des Douanes accepterait comme définitif l'arrêt à rendre par la Cour de Cassation sans plaider à nouveau l'affaire devant le tribunal de renvoi. D'autre part, M. le Dr. Eichhorn est encore en pourparlers avec l'Administration des Douanes au sujet du cours de remboursement de la somme réclamée de 901.204,53 f. Dans ces conditions, nous vous prions de n'engager, le cas échéant, des pourparlers au sujet du paiement de cette somme qu'après accord avec M. le Dr. Eichhorn (Paris, Délégation allemande de l'armistice pour l'économie, avenue d'Iéna 17).

Il ressort de ce qui précède qu'il ne s'agit pas seulement du recouvrement des frais dans l'affaire D/C3/3058/L - S.N.C.F../. Admi-

nistration des Douanes ./.. Tréfilor, mais également de celui des frais de toutes les affaires dans lesquelles vous avez avancé les frais de justice et qui, par application de l'art. 565 du code des douanes, devront être remboursés en tout cas comme frais légaux.

1. Frais dans l'affaire S.N.C.F. ./.. l'Administration des Douanes ./.. Tréfilor.

a) Frais de justice de la 1 ^{ère} instance. Tribunal Cantonal de Bouzonville avertissement du 23.8.1937	389,20 Frs
b) Frais de justice de la 2 ^{ème} instance Tribunal civil de Metz avertissement du 23-8-1937 (./.. Administration des Douanes)	508,45 "
c) Frais de justice de la 2 ^{ème} instance. Tribunal Civil de Metz avertissement du 23.8.1937 (./.. Tréfilor)	506,05 "
d) Frais du jugement de Bouzonville	8,15 "
e) Frais d'avocat (./.. Administration des Douanes) (Facture de M ^e Béna du 27-7-1937)	661,35 "
f) Frais d'avocat (./.. Tréfilor) (Facture de M ^e Béna du 27-7-1937)	653,20 "
g) Frais de l'avocat de la partie adverse. (Facture de M ^e Zachayus du 6.11.1937).	738,00 "
h) Frais de cassation - Chambre des Requêtes - Chambre Civile.	2500,00 " 2000,00 "
Total :	7964,00 "

Sur ces frais, on pourra, sans autre formalité, recouvrer sur l'Administration des Douanes les frais mentionnés sous a), b) et d) et, en ce qui concerne ceux indiqués sous h), seulement ceux liquidés par l'arrêt de cassation. Les frais d'avocat ne constituent pas, de l'avis de l'Administration des Douanes, des frais légaux auxens de l'art. 565 du code des douanes.

La différence entre les frais à rembourser par l'Administration des Douanes et ceux effectivement payés se montant à 7964 frs devra être remboursée par la Tréfilor en vertu des conclusions prises devant le Tribunal civil de Metz ^{sollicitée} ladite société. Afin d'éviter la prescription des droits de la S.N.C.F., nous vous laissons le soin de reprendre par une signification par voie de notification publique, l'instance devant le Tribunal de 1^{ère} instance de Nancy dans le délai prescrit de 2 mois.

En outre, suivant les principes du mandat, ces frais non remboursables devront être remboursés par la Chambre de Commerce de Saarbrücken

en sa qualité de mandant. Après paiement de la somme principale par l'Administration des Douanes, lesdits frais pourront être déduits lors des opérations de décompte à effectuer avec la Chambre de Commerce.

2) Frais dans les procès susvisés D/C3/103 109 L - 103 112 L

- a) Frais dans les procès pendants devant le tribunal cantonal de Bouzonville : 5 192,- Frs + 40,95 frs (suivant avertissement ci-joint).

La somme totale payée concerne les procès D/C3/103 109 L, D/C3 103 110 L et D/C3/3055 L - 3064 L (non compris le procès D/C3/3058 L). L'avertissement ci-joint du 7-5-37 mentionne en outre un procès C 41/36 - D/C3/102 895 L dans lequel la S.N.C.F. a avancé les droits de douane et auquel la Chambre de Commerce de Saarbrücken n'est pas intéressée. Toutes ces sommes, à l'exception de celle de 10.50 frs indiquée sous C 40/36, devront être remboursées par l'Administration des Douanes; cette dernière concerne la demande en garantie intentée contre le destinataire.

- b) Frais dans l'affaire D/C3/103 111/L pendant devant le Tribunal Cantonal de Forbach.

avertissement	du 8-12.1936	2 440,50 frs
"	du 5- 5.1937	400,50 "
"	du 29.7.1937	30,60 "
"	du 9.7.1938	8.00 "

Total: 2879,60 "

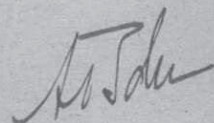
- c) Frais dans l'affaire D/C3/103 112/L pendante devant le Tribunal cantonal de Sarreguemines.
avertissement du 2.4.1938 2.- frs

Nous vous prions de nous faire connaître le résultat de vos démarches.

signé: D u l l i e n

Certifié conforme :

signé: L a u c h e r



Deutsche Reichsbahn

Reichsbahndirektion Saarbrücken

Konto bei der Deutschen Verkehrsbank AG., Zweigniederlassung Saarbrücken	Fernruf: 2 92 31	Postcheckkonto der Hauptkasse: Saarbrücken Nr 77 Reichsbank-Girokonto Nr 181
An die SNCF, Service du Contentieux <u>Paris</u> durch Vermittlung der HVD		<div style="border: 1px solid black; padding: 5px; margin: 0 auto; width: 150px;"> SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHÉMINES DE FER FRANÇAIS 27 MAI 1943 LIAISON H. V. D. </div>
Ihre Nachricht vom 10.5.1943	Ihre Zeichen Bureau S.J./aff. Tréfilor Nr 5648/Co	Unsere Zeichen (in der Antwort anzugeben) 14 Lg 32 Ra
		Saarbrücken, Am Bahnhof 4, den 24.5.1943

Betrifft: Unrechtmäßige Erhebung von Zollgebühren auf vor dem 18.2.1935 in Frankreich eingeführte saarländische Waren.

Wegen der bevorstehenden Abrechnung mit der Handelskammer Saarbrücken der gegen die französische Zollverwaltung eingeklagten Beträge ist es uns nicht möglich, Ihnen die Akten abzutreten. Sie erhalten jedoch nachstehend die zur Einziehung der vorgestreckten Kosten nötigen Angaben, sowie anbei die nötigen Unterlagen.

Die Zollverwaltung hatte seiner Zeit der SNCF 10 Zahlungsbefehle (contraintes) zur Zahlung von insgesamt 69 379,52 Frs Zollgebühren für saarländische Waren, die schon vor dem 18.2.1935 in Frankreich angekommen waren, zugestellt. Auf Einspruch der SNCF wurden die verschiedenen Angelegenheiten vor dem Amtsgericht in Busendorf anhängig. Es handelt sich um folgende Rechtsstreite:

Aktenzeichen der SNCF: D/C3/3055/L

" des Gerichtes: C 29/36		4 689,17 Frs
" der SNCF: D/C 3/3056/L		
" des Gerichtes: C 30/36		9 895,48 "
" der SNCF: D/C 3/3057/L		
" des Gerichtes: C 31/36		1 795,26 "
" der SNCF: D/C 3/3058/L		
" des Gerichtes: C 32/36		8 093,58 "
" der SNCF: D/C 3/3059/L		
" des Gerichtes: C 35/36		1 118,00 "
" der SNCF: D/C 3/3060/L		
" des Gerichtes: C 36/36		7 280,62 "
" der SNCF: D/C 3/3061/L		
" des Gerichtes: C 37/36		57,90 "
" der SNCF: D/C 3/3062-3064/L		
" des Gerichtes: C 33/36, C 34/36 u C 38/36		36 449,51 "

zusammen: 69 379,52 Frs

Auf dieses Vorgehen der Zollbehörde hin, hat sich die SNCF nach Einvernahme mit der Handelskammer Saarbrücken als Vertreterin der saarländischen Versender entschlossen, sämtliche Zollgebühren, die für vor dem 18.2.1935 in Frankreich eingeführte saarländische Waren schon bezahlt worden waren, gegen die Zollbehörde einzuklagen. Dies gab zu folgenden Klagen Anlaß:

1. Zollstelle Bahnhof Busendorf
 Aktenzeichen der SNCF: D/C 3/103109/L
 Klage Nr C 130/36 vom 12.9.1936 anhängig
 am Amtsgericht Busendorf 359 236,20 Frcs
 Zusatzklage Nr C 17/37 vom 8.2.1937 4 955,08 "
2. Zollstelle Bahnhof Hargarten-Falk
 Aktenzeichen der SNCF: D/C 3/103110/L
 Klage Nr C 129/36 vom 12.9.1936 anhängig
 am Amtsgericht Busendorf 105 735,98 "
3. Zollstelle Bahnhof Forbach
 Aktenzeichen der SNCF: D/C 3/103111/L
 Klage Nr C 469/36 vom 12.9.1936
 anhängig am Amtsgericht Forbach 292 986,74 "
 Zusatzklage Nr C 59/37 v 4.2.1937 35 840,62 "
4. Zollstelle Bahnhof Saargemünd
 Aktenzeichen der SNCF: D/C 3/103 112/L
 Klage Nr C 362/36 vom 12.9.1936 anhängig
 am Amtsgericht Saargemünd 102 449,91 "
 zusammen: 901 204,53 Frcs

Seitrand nicht beidrehen

Mit der Zollbehörde wurde nun vereinbart, nur einen der anhängigen Prozesse, und zwar den Prozess D/C 3/3058/L, zur Verhandlung gelangen zu lassen und nötigenfalls bis vor den Kassationshof zu bringen. Beide Parteien würden sich der vom Kassationshof zu fällenden endgültigen Entscheidung unterwerfen. Außerdem hat Herr Dr Eichhorn bei den Besprechungen in Paris am 6.2.1943 bekanntgegeben, daß ihm von Herrn Roux, administrateur des Douanes, die Zusicherung gegeben worden sei, daß die Zollbehörde die vom Kassationshof zu fällende Entscheidung als endgültig annehmen würde, ohne die Angelegenheit erneut vor das Verweisungs-

gericht zu bringen. Herr Dr Eichhorn steht außerdem noch mit der Zollbehörde in Unterhandlungen betr. des Rückzahlungskurses des eingeklagten Betrages von 901 204,53 Frs. Unter diesen Umständen bitten wir, gegebenenfalls über die Zahlung dieses Betrages nur nach Einvernahme mit Herrn Dr Eichhorn (Paris, Deutsche Waffenstillstandsdelegation für Wirtschaft, avenue d' Iéna, 17) zu verhandeln.

Wie aus Vorstehendem hervorgeht, handelt es sich nicht nur um die Wiedereinzahlung der Kosten im Falle D/C 3/3058/L in Sachen SNCF./Zollbehörde ./Trefilor, sondern auch in allen anderen Fällen, in denen Sie die Gerichtskosten vorgeschossen haben und die als gesetzliche Kosten auf Grund des Artikels 565 des code des douanes auf jeden Fall zurückzuerstatten sind.

1. Kosten in Sachen SNCF ./Zollbehörde ./Trefilor

a) Gerichtskosten der 1. Instanz - Amtsgericht Busendorf - avertissement vom 23.8.1937	389,20 Frs
b) Gerichtskosten 2. Instanz - Landgericht Metz- avertissement vom 23.8.1937 (./Zollbehörde)	508,45 "
c) Gerichtskosten 2. Instanz - Landgericht Metz - avertissement vom 23.8.1937 (./Trefilor)	506,05 "
d) Kosten des Urteils Busendorf	8,15 "
e) Anwaltskosten (./Zollbehörde) Rechnung von M ^e Béna vom 27.7.1937	661,35 "
f) Anwaltskosten (./Trefilor) Rechnung M ^e Béna vom 27.7.1937	653,20 "
g) Anwaltskosten des Gegenanwalts Rechnung Zacharyus vom 6.11.1937	738,00 "
h) Kassationskosten - Chambre des Requêtes	2 500,00 "
Chambre Civile	2 000,00 "
zusammen:	7 964,00 "

Von diesen Kosten können von der Zollbehörde die Positionen a), b) und d) ohne weiteres, von den Positionen h) nur die im Kassationsurteil liquidierten Kosten eingezogen werden. Die Anwaltskosten

sind der Zollbehörde gegenüber nach Art. 565 des code des douanes keine gesetzlichen Kosten.

*vor ?
Aktion*
Der Unterschied zwischen den von der Zollbehörde zu erstattenden Kosten und den tatsächlich verausgabten Kosten von 7 964 Frs ist auf Grund der (von) dem Landgericht Metz gegen die Tréfilor gestellten Anträge von dieser zurückzuerstat-
ten. Um die Rechte der SNCF nicht verfallen zu lassen, stel-
len wir anheim, gegen die Tréfilor die Wiederaufnahme der
Klage vor dem Landgericht in Nancy binnen der vorgeschriebe-
nen Frist von 2 Monaten durch öffentliche Zustellung einzu-
leiten.

Ferner wären diese nicht erstattungsfähigen Kosten nach den Grundsätzen über den Auftrag von der Handelskammer Saarbrücken als Auftraggeberin zu erstatten. Sie könnten nach Zahlung des Hauptbetrages durch die Zollverwaltung bei der Abrechnung mit der Handelskammer in Abzug gebracht werden.

2. Kosten in den obengenannten Prozessen D/C 3/103109/L - 103112/L.

a) Kosten in den vor dem Amtsgericht Busendorf anhängigen Prozessen: 5 192,-- Frs + 40,95 Frs lt beil. avertissement.

Die gezahlte Gesamtsumme betrifft die Prozesse D/C 3/103109/L, D/C 3/103110/L und D/C 3/3055/L - 3064/L (nicht einbegriffen D/C 3/3058/L). Das beil. avertissement vom 7.5.1937 vermerkt ferner noch einen Prozess C/41/36 - D/C 3/102 895/L -. in dem die SNCF die Zollgebühren vorgeschossen hatte und an dem die Handelskammer Saarbrücken nicht interessiert ist.

Alle diese Beträge, außer dem unter C/40/36 vermerkten Betrage von 10.50 Frs, sind von der Zollbehörde zu erstatten; dieser letztere betrifft die Garantieklage gegen den Empfänger- .

b) Kosten in Sachen D/C 3/103111/L - anhängig vor dem
Amtsgericht in Forbach:

avertissement vom	8.12.1936	2 440,50	Frcs
"	" 5. 5.1937	400,50	"
"	" 29. 7.1937	30,60	"
"	" 9. 7.1938	8,00	"
zusammen:		2 879,60	Frcs

c) Kosten in Sachen D/C 3/103112/L -
anhängig vor dem Amtsgericht in
Saargemünd:

avertissement vom 2.4.1938 2,-- Frcs

Wir bitten, uns von dem Erfolg Ihrer Bemühungen in Kenntnis
zu setzen.

gez Dullien



Beglaubigt:

RETOUR à *Boul*

10 MAI 1943 43

S.J.
Tréfilor
5648 Co

V.R. 14 Lg 32 Ra

Direction des Chemins de fer d'Empire de
SARREBRUCK

Comme suite à la correspondance que nous avons échangée au sujet de l'affaire Tréfilor et notamment à ma lettre du 5 mai courant vous transmettant copie de l'arrêt rendu par la Chambre civile de la Cour de Cassation, j'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien me communiquer le dossier de cette affaire, afin de me mettre en mesure de recouvrer contre la Douane les frais que nous avons avancés.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

*Le Colonel
11-5-43
g*

Ch
11 MAI 43

JW

Übersetzung LZ/10/5/43

S.N.C.F.
Rechtsabteilung

Paris, den 0 Mai 1943.

--
SJ-Sache Trefilor
Nr. 5648 Co
Bezug: 14.Lg.32 Ra

Reichsbahndirektion

Saarbrücken

Bezugnehmend auf unseren Schriftwechsel
in der Sache Trefilor und insbesondere auf
mein Schreiben vom 5.5., durch welches ich
Ihnen eine Abschrift der Entscheidung der
Zivilkammer des Kassationshofes übermittelt
habe, beehre ich mich Sie zu bitten, mir die
Akten dieser Angelegenheit zu übermitteln,
damit ich von der Zollverwaltung die von
uns vorgestreckten Kosten einziehen kann.

Der Leiter der Rechtsabteilung
gez: Aurenge

84.11.11.11

NW

Übersetzung LZ/10/5/43

S.N.C.F.
Rechtsabteilung

Paris, den Mai 1943.

--
SJ-Sache Trefilor
Nr. 5648 Co
Bezug: 14.Lg.32 Ra

Reichsbahndirektion

Saarbrücken

Bezugnehmend auf unseren Schriftwechsel
in der Sache Trefilor und insbesondere auf
mein Schreiben vom 5.5., durch welches ich
Ihnen eine Abschrift der Entscheidung der
Zivilkammer des Kassationshofes übermittelt
habe, beehre ich mich Sie zu bitten, mir die
Akten dieser Angelegenheit zu übermitteln,
damit ich von der Zollverwaltung die von
uns vorgestreckten Kosten einziehen kann.

Der Leiter der Rechtsabteilung
gez: Aurenge

Mai

43

S.J.
Tréfilor
5648 Co

V.R. 14 Lg 32 Ra

Direction des Chemins de fer d'Empire de
SARREBRUCK

Comme suite à la correspondance que nous avons échangée au sujet de l'affaire Tréfilor et notamment à ma lettre du 5 mai courant vous transmettant copie de l'arrêt rendu par la Chambre civile de la Cour de Cassation, j'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien me communiquer le dossier de cette affaire, afin de me mettre en mesure de recouvrer contre la Douane les frais que nous avons avancés.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

RETOUR à *Gout*

Avril 43

S.J.
Tréfilor
5648 C^a

h. Colombl

V.R.:14 Lg 32 RA

Direction des Chemins de fer d'Empire
de Sarrebrück

- 1 annexe -

Comme suite à la correspondance que nous avons échangée au sujet de l'affaire Tréfilor, j'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, à titre d'information, copie de l'arrêt de la Chambre Civile de la Cour de Cassation, du 5 avril 1943, cassant le jugement rendu le 15 Juillet 1937 par le Tribunal civil de Metz, au profit de l'Administration des Douanes.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

6 6 MAI 43

FW

Übersetzung LZ/5/5/43.

S.N.C.F.

Rechtsabteilung

Paris, den

April 1943

Buro S.Y.

Sache Trefilor

N° 5648 C^o P.V.

I. Az. 14 Lg. 32 Ra

Reichsbahndirektion

1 Anlage

Saarbrücken

Journée du

Im Anschluss an den Briefwechsel betreffend den Prozess Trefilor beehre ich mich Ihnen zur Kenntnisnahme eine Abschrift des Urteils der Zivilkammer des Kassationshofes vom 5. April 1943, das das vom Landgericht Metz zugunsten der Zollverwaltung gefällte Urteil vom 15. Juli 1937 kassiert, zu übersenden.

VAGONS CHARGÉS

Région de

Arrond' de

Gare de

1° Vagons chargés en P.V.

Dans la gare :

Dans le port :

Dans les mines :

TOTAL

dont wagons particuliers

2° Vagons chargés en G.V.

Dans la gare :

3° Vagons entrés chargés

D'une autre Région en P.V. :

D'une autre Région en G.V. :

Des Compagnies Secondaires :

De l'Etranger :

Der Leiter der Rechtsabteilung,
gez: Aurenge

Avril

43

S.J.

Trefilor

5648 C^aV.R.:14 Lg 32 R^a

Direction des Chemins de fer d'Empire
de Sarrebrück

- 1 annexe -

Comme suite à la correspondance que nous avons échangée au sujet de l'affaire Trefilor, j'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, à titre d'information, copie de l'arrêt de la Chambre Civile de la Cour de Cassation, du 5 avril 1943, cassant le jugement rendu le 15 Juillet 1937 par le Tribunal civil de Metz, au profit de l'Administration des Douanes.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

FW

Übersetzung LZ/5/5/43.

S.N.C.F.
Rechtsabteilung

Paris, den April 1943

Buro S.Y.V.
Sache Treflor

N° 5648 C°
Az.14 Lg 32 Ra

Reichsbahndirektion

Saarbrücken

1 Anlage

Journée du

Im Anschluss an den Briefwechsel betreffend den Prozess Treflor beehre ich mich Ihnen zur Kenntnissnahme eine Abschrift des Urteils der Zivilkammer des Kassationshofes vom 5. April 1943, das das vom Landgericht Metz zugunsten der Zollverwaltung gefallte Urteil vom 15. Juli 1937 kassiert, zu übersenden.

VAGONS CHARGÉS

Région de
Arrond' de
Gare de

1° Vagons chargés en P.V.

Dans la gare :
Dans le port :
Dans les mines :

TOTAL
dont vagons particuliers

2° Vagons chargés en G.V.

Dans la gare :

3° Vagons entrés chargés

D'une autre Région en P.V. :
D'une autre Région en G.V. :
Des Compagnies Secondaires :
De l'Etranger :

Der Leiter der Rechtsabteilung,
gez: Aurenge

Zivilgericht Metz

15. Juli 1937

KASSATIONSHOF - ZIVILKAMMER

5. April 1943.

H. FREMICOURT, erster Präsident

S.N.C.F. g/ Zollverwaltung und Firma "TREFILOR"

Der Kassationshof.....

Nach Anhörung in der öffentlichen Gerichtssitzung von heute des Berichts des Beisitzenden Mihura, der Anträge der Anwälte Cail und Beurdeley in Vertretung des Herrn Anwalt Levy-Falco, Rechtsanwälte der Parteien, sowie des H. Carrive, Oberstaatsanwalt, und nach Beratung im Beratungszimmer:

im Abwesenheitsverfahren gegen die Firma Trefilor.

Über das erste Rechtsmittel, erster Teil:

Auf Grund der Artikel 67 und 78 der Zollgesetzgebung.

Es besteht der Grundsatz, dass die als für den Verbrauch dienend erklärten Güter den am Tag der Zollerklärung in Kraft befindlichen Zollgebühren unterliegen. Aber es muss sich dabei um Güter handeln, die unter einem Zollregime eingeführt wurden, das zur Zollerklärung und zur gleichzeitigen Zahlung der diesbezüglichen Gebühren verpflichtet.

Aus dem angefochtenen Urteil geht hervor, dass die am 16. Februar 1935 von der Firma "La Sarroise" in Saarbrücken an die Firma "Trefilor" in Woippy versandten Eisendrahtgitter im Bahnhof Hargarten im Lauf des Sonntags 17. Februar ankamen und, dass die Eisenbahnverwaltung in Elsass-Lothringen sofort gemäss Dekret vom 15. Januar 1915 die vorschriftsmässige Erklärung abgegeben hatte, dass aber der Zolleinnehmer seine Dienstvorschriften befolgte, laut denen das Zollbüro Sonntags geschlossen ist, und diese Erklärung erst am folgenden Tag, 18. Februar in seine Bücher eintrug.

Gemäss Artikel 1 des am 11. Februar in Rom unterzeichneten und in Frankreich durch Dekret vom 15. Februar 1935 in Kraft gesetzten deutsch-französischen Übereinkommens ging am 17. Februar 1935 um 24 Uhr die Eingliederung des Saargebiets in das französische Zollsystem zu Ende, Eingliederung, die durch § 31 der Anlage zum Abschnitt IV des Teils III des Versailler Vertrags vorgesehen worden war. Die Eisenbahnverwaltung behauptete, dass in Anbetracht dieser Eingliederung das Eintreffen der strittigen Gitterwerke in Hargarten am 17. Februar 1935 vor 24 Uhr nicht als eine Einfuhr betrachtet werden könne.

....

Aber das Urteil behauptete, es liege wenig daran zu wissen, ob das Eintreffen der betreffenden Güter in Frankreich am 17. Februar als "Einfuhr" zu betrachten wäre oder nicht, da sie ja doch erst am 18. Februar Gegenstand einer Zollerklärung waren, und es erachtete, dass sie allein aus dem Grund zollpflichtig wären, "da am Tag der Abgabe der Erklärung die saarländischen Güter wie alle anderen fremden Güter den im Tarif vorgesehenen Gebühren unterworfen wären".

Indem es so entschied, ohne Rücksicht auf die Bedingungen und die von den Parteien bestrittenen Rechtswirkungen der, am 17. Februar 1935, erfolgten Einfuhr auf französisches Gebiet eines Guts aus dem Saargebiet das noch an diesem Zeitpunkt in das französische Zollsystem eingegliedert war, entbehrt das angefochtene Urteil in seiner Entscheidung jeder gesetzlichen Grundlage.

Über das zweite Rechtsmittel:

In Anbetracht des Artikel 540 des Zollgesetzbuchs:

Der Garant kann nicht zur Gewährleistung vor das Gericht geladen werden, das nicht durch Gesetz hinsichtlich der Streitsache, auf die sich die Klage auf Gewährleistung bezieht, für zuständig erklärt wurde.

Im vorliegenden Fall hat die Eisenbahnverwaltung gegen die Firma Trefilor vor dem Landgericht Metz Klage auf Gewährleistung erhoben und das angefochtene Urteil hat die so erhobene Klage auf Gewährleistung als unzulässig verworfen.

Da aber das Verfahren auf Grund eines von der Zollverwaltung erlassenen Zwangsbefehls zwecks Eintreibung der angeblich geschuldeten Gebühren eingeleitet wurde, musste die Rekursklage des Transportführers gegen den Empfänger des strittigen Gutes, entgegen der vom Landgericht Metz getroffenen Entscheidung, vor dem Amtsgericht (Tribunal de paix) erhoben werden, das für Zollangelegenheiten allein zuständig ist. Ausserdem konnte die Klage noch vor dem Berufungsgericht erhoben werden, da die strittigen Gebühren im vorliegenden Falle nicht von der Eisenbahn, sondern von der Firma Trefilor geschuldet sind, die in dieser Eigenschaft berechtigt wäre, als Dritter Einspruch zu erheben.

Es ergibt sich daraus, dass das angefochtene Urteil mit der Verwerfung der Klage auf Gewährleistung den im Rechtsmittel angeführten Text verletzt hat.

Aus diesen Gründen und ohne den zweiten Teil des ersten Rechtsmittels prüfen zu müssen, kassiert und hebt der Kassationshof das zwischen den Parteien vom Zivilgericht Metz am 15. Juli 1937 gefällte Urteil auf und verweist sie vor das Zivilgericht Nancy.

Tribunal civil de Metz
15 Juillet 1937

COUR DE CASSATION - CHAMBRE CIVILE
5 Avril 1943

M. FREMICOURT, Premier Président

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS
c/
ADMINISTRATION DES DOUANES
et Sté "TREFILOR"

LA COUR :

Où en l'audience publique de ce jour M. le Conseiller Mihura en son rapport, Me Cail et Me Beurdeley, substituant Me LEVY-FALCO, avocats des parties en leurs observations respectives, ainsi que M. Carrive, avocat général, en ses conclusions, et après en avoir délibéré en la Chambre du Conseil ;
donne défaut contre la Société TREFILOR.

Sur le premier moyen pris en sa première branche :
Vu les articles 67 et 78 du code des douanes ;

Attendu que, s'il est de principe que les marchandises déclarées pour la consommation doivent être assujetties aux droits de douane en vigueur au jour du dépôt de la déclaration, encore faut-il qu'il s'agisse de marchandises entrées sous un régime douanier comportant l'obligation de déclarer avec celle corrélative de payer les droits y afférents ;

Attendu qu'il appert du jugement attaqué que les grillages en fil de fer expédiés le 16 Février 1935 de Sarrebruck par la Sté "La Sarroise" à l'adresse de la Société "TREFILOR" à Woippy arrivèrent en gare d'Hargarten dans la journée du dimanche 17 Février et que, le Réseau d'Alsace-Lorraine ayant établi aussitôt, ainsi que l'y obligeait le décret du 15 Janvier 1915, la déclaration du modèle réglementaire, le Receveur des Douanes se retrancha derrière ses instructions portant fermeture du bureau le dimanche et n'enregistra cette déclaration que le lendemain 18 Février ;

Attendu qu'en vertu de l'article 1er de l'accord franco-allemand signé à Rome le 11 Février 1935, mis en vigueur en France par le décret du 15 Février 1935, prenait fin le 17 Février 1935 à 24 heures l'incorporation du territoire de la Sarre dans le régime douanier français stipulée par le § 31 de l'annexe à la section IV de la partie III du Traité de Versailles et que l'Administration des Chemins de fer soutenait que, du fait de ladite incorporation, l'arrivée des grillages litigieux à Hargarten le 17 Février 1935 avant 24 heures n'avait pas constitué une importation ;

Mais attendu que le jugement a déclaré qu'il importait peu de savoir si l'entrée en France le 17 Février des marchandises dont s'agit avait ou non constitué une "importation" du moment

qu'elles n'avaient fait l'objet d'une déclaration que le 18 Février et a estimé qu'elles devaient être imposées pour ce seul motif "qu'au jour du dépôt de la déclaration les marchandises sarroises étaient comme toutes les autres marchandises étrangères passibles des droits prévus par le tarif" ;

Qu'en statuant ainsi, sans avoir égard aux conditions et effets juridiques contestés par les parties de l'introduction sur le territoire français, le 17 Février 1935, d'une marchandise originaire de la Sarre qui était encore à cette date en union douanière avec la France, le jugement attaqué n'a pas donné de base légale à sa décision.

Sur le second moyen :

Vu l'article 540 du code des douanes :

Attendu que le garant ne peut être appelé en garantie devant le tribunal auquel la loi n'a pas attribué la connaissance de la matière à laquelle se rapporte l'action en garantie ;

Attendu que dans l'espèce la société TREFILOR a été appelée en garantie par le réseau du chemin de fer, en cause d'appel, devant le tribunal civil de Metz et que le jugement attaqué a déclaré irrecevable cette demande en garantie ainsi formée ;

Mais attendu que l'instance ayant été engagée sur une contrainte décernée par l'Administration des Douanes pour le recouvrement des droits qu'elle prétendait être dus, l'action récursoire du transporteur contre le destinataire de la marchandise litigieuse devait être, contrairement à ce qu'a décidé le Tribunal de Metz, portée devant le tribunal de paix, seul compétent pour connaître des affaires de douane et que, ne l'ayant pas été, elle était encore susceptible d'être portée devant la juridiction d'appel, le débiteur des droits contestés étant dans la cause non le Réseau, mais la Société TREFILOR qui à ce titre aurait eu qualité pour faire tierce opposition ;

D'où il suit que le jugement attaqué en prononçant l'irrecevabilité de l'appel en garantie a violé le texte visé au moyen.

PAR CES MOTIFS : et sans qu'il soit besoin d'examiner la seconde branche du premier moyen, casse et annule le jugement rendu entre les parties par le Tribunal civil de Metz le 15 Juillet 1937 et renvoie devant le Tribunal civil de Nancy.

7 mai

43

XXXXXXXXXX

S.J.

5.648 G°

Affaire TREFILOR

N O T E

pour Monsieur le Directeur Général

J'ai l'honneur de soumettre à Monsieur le Directeur Général le texte ci-joint, d'un arrêt rendu le 5 avril dernier par la Chambre civile de la Cour de Cassation dans le litige suivant, qui opposait la S.N.C.F. à l'Administration des Douanes.

En 1935, lors du retour de la Sarre au Reich, un accord franco-allemand, signé à Rome, le 11 février 1935, avait prévu que le régime douanier français, dans lequel le Traité de Versailles avait englobé ledit territoire, cesserait d'y être en vigueur le 17 du même mois, à 24h.

La journée du 17 février étant un dimanche, le bureau douanier de la gare lorraine de Hargarten-aux-Mines se prévalut de cette circonstance pour refuser les déclarations présentées par notre Agent en Douane pour les expéditions entrées ce jour-là. Il est à noter, cependant, que la Douane accepta les déclarations relatives aux denrées périssables et laissa passer sans contrôle et sans perception les marchandises d'origine sarroise entrées le même jour par la route.

Les déclarations, présentées le 17 février, ne furent, dans ces conditions, enregistrées que le 18 par

l'Administration des Douanes, qui s'abstint, à ce moment, de percevoir des droits.

Ce ne fut que le 16 mai suivant, alors que les envois avaient été livrés, que la Douane réclama au Réseau A.L. le paiement de droits d'importation. Les destinataires ayant refusé de payer et le Réseau ayant fait connaître à la Douane que ses exigences ne lui paraissaient pas fondées, des contraintes, applicables à 10 envois destinés à des maisons françaises et se chiffrant au total à 70.000 frs, furent décernées contre les Chemins de fer A.L. pris en qualité de déclarant.

Sur opposition, le Tribunal cantonal de Bouzonville valida les contraintes, décision qui fut confirmée en appel, le 15 juillet 1937, par le Tribunal de 1ère instance de Metz, motif pris de ce qu'il y avait lieu de s'en tenir rigoureusement à la date où les déclarations avaient été effectivement enregistrées, sans s'inquiéter du régime applicable aux envois lors de leur entrée en France.

D'autre part, le Réseau ayant appelé en garantie les destinataires, le jugement déclara ce recours irrecevable.

Le pourvoi formé contre cette décision vient d'aboutir à son annulation. La Cour de Cassation a décidé à ce sujet que "s'il est de principe que les marchandises déclarées pour la consommation doivent être assujetties aux droits de douane en vigueur au jour du dépôt de la déclaration, encore faut-il qu'il s'agisse de marchandises entrées sous un régime douanier comportant l'obligation de déclarer, avec celle corrélatrice de payer les droits y afférents....."; que c'était à tort, dans ces conditions, que le jugement attaqué s'était dispensé d'examiner si cette condition était ou non remplie à l'égard de l'expédition litigieuse.

Quant à l'appel en garantie formé par le Réseau, la Cour de Cassation a décidé qu'il était bien recevable. Nos deux moyens de cassation ont donc été accueillis.

Selon nos renseignements, la Direction Générale des Douanes serait disposée à accepter cet arrêt et ne poursuivrait pas le litige devant le Tribunal de renvoi. Nous sommes donc ainsi libérés vis-à-vis de la Douane.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

N. Gué: Fleury

COMPAGNIE
DU
CHEMIN DE FER
DU NORD

Service Commun du Contentieux

Objet du Rapport

Paris, le _____ 19____

Handwritten signature

Rapport au Comité.

N° 5.648 C^o

PROJET

Affaire TREFILOR

Paris, le Mai 1943

N O T E

pour Monsieur le Directeur Général

J'ai l'honneur de soumettre à Monsieur le Directeur Général le texte ci-joint, d'un arrêt rendu le 5 avril dernier par la Chambre civile de la Cour de Cassation dans le litige suivant, qui opposait la S.N.C.F. à l'Administration des Douanes.

En 1935, lors du retour de la Sarre au Reich, un accord franco-allemand, signé à Rome, le 11 février 1935, avait prévu que le régime douanier

français, dans lequel le Traité de Versailles avait englobé ledit territoire, cesserait d'y être en vigueur le 17 du même mois, à 24 H.

La journée du 17 février étant un dimanche, le bureau douanier de la gare lorraine de Hargarten-aux-Mines se prévalut de cette circonstance pour refuser les déclarations présentées par notre Agent en Douane pour les expéditions entrées ce jour-là. Il est à noter, cependant, que la Douane accepta les déclarations relatives aux denrées périssables et laissa passer sans contrôle et sans perception les marchandises d'origine sarroise entrées le même jour par la route.

Les déclarations, présentées le 17 février, ne furent, dans ces conditions, enregistrées que le 18 par l'Administration des Douanes, qui s'abstint, à ce moment, de percevoir des droits.

Ce ne fut que le 16 mai suivant, alors que les envois avaient été livrés, que la Douane réclama au Réseau A.L. le paiement de droits d'importation. Les destinataires ayant refusé de payer et le Réseau ayant fait connaître à la Douane que ses exigences ne lui paraissaient pas fondées,

des contraintes, applicables à 10 envois destinés à des maisons françaises et se chiffrant au total à 70.000 frs, furent décernées contre les Chemins de fer A.L. pris en qualité de déclarant.

Sur opposition, le Tribunal cantonal de Bouzonville valida les contraintes, décision qui fut confirmée ~~en~~ appel, le 15 juillet 1937, par le Tribunal de 1^{ère} instance de Metz, motif pris de ce qu'il y avait lieu de s'en tenir rigoureusement à la date où les déclarations avaient été effectivement enregistrées, sans s'inquiéter du régime applicable aux envois lors de leur entrée en France.

D'autre part, le Réseau ayant appelé en garantie les destinataires, le jugement déclara ce recours irrecevable.

Le pourvoi formé contre cette décision vient d'aboutir à son annulation. La Cour de Cassation a décidé à ce sujet que "s'il est de "principe que les marchandises déclarées pour "la consommation doivent être assujetties aux "droits de douane en vigueur au jour du dépôt "de la déclaration, encore faut-il qu'il

COMPAGNIE
DU
CHEMIN DE FER
DU NORD

Service Commun du Contentieux

Objet du Rapport

N°

Paris, le 19

Rapport au Comité.

- 4 -

"s'agisse de marchandises entrées sous un régime
"douanier comportant l'obligation de déclarer,
"avec celle corrélative de payer les droits y
"afférents....."; que c'était à tort, dans ces
conditions, que le jugement attaqué s'était
dispensé d'examiner si cette condition était
ou non remplie à l'égard de l'expédition
litigieuse.

Quant à l'appel en garantie formé par le
Réseau, la Cour de Cassation a décidé qu'il
était bien recevable. Nos deux moyens de cassa-
tion ont donc été accueillis.

Selon nos renseignements, la Direction
générale des Douanes serait disposée à accepter
cet arrêt et ne poursuivrait pas le litige
devant le Tribunal de renvoi. Elle serait ainsi
amenée à rembourser un million environ de droits

X
M. 10 mars 1900
à 10 h 15
G. L.

que des maisons françaises^{et}/sarroises ont dû
lui verser/dans des conditions identiques.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

3 Avril

43

S.J.

5648 C^o

V.R. N° 937 C 49

Monsieur le Chef du Service

de l'Exploitation de
la Région de L'EST
(Division Commerciale)

-1 annexe-

Comme suite à la correspondance
que nous avons échangée au sujet de
cette affaire, j'ai l'honneur de vous
adresser, ci-joint, copie de l'arrêt ren-
du le 5 avril dernier par la Chambre
civile de la Cour de Cassation, cassant
un jugement du Tribunal Civil de Metz

du 15 juillet 1937 (aff. S.N.C.F. c/ Admi-
nistration des Douanes et Société Tréfilor)

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

Signature: *[Signature]*

COUR DE CASSATION - CHAMBRE CIVILE

5 Avril 1943

M. PREMICOULT, Premier Président

S.N.C.F. c/ Administration des Douanes et Société "TREFILOR"

La Cour....

Où en l'audience publique de ce jour M. le Conseiller Mihura en son rapport, M^e Cail et M^e Beurdeley, substituant M^e Lévy-Falco, avocats des parties en leurs observations respectives, ainsi que M. Carrive, avocat général en ses conclusions et après en avoir délibéré en la Chambre du Conseil :

Donne défaut contre la Société TREFILOR.

Sur le premier moyen pris en sa première branche :

Vu les articles 67 et 78 du Code des Douanes.

Attendu que s'il est de principe que les marchandises déclarées pour la consommation doivent être assujetties aux droits de douane en vigueur au jour du dépôt de la déclaration, encore faut-il qu'il s'agisse de marchandises entrées sous un régime douanier comportant l'obligation de déclarer avec celle corrélatrice de payer les droits y afférents.

Attendu qu'il appert du jugement attaqué que les grillages en fil de fer expédiés le 16 février 1935 de Sarrebruck par la Société "La Sarroise" à l'adresse de la Société "Tréfilor" à Woippy arrivèrent en gare d'Hargarten dans la journée du dimanche 17 février et que, le Réseau d'Alsace-Lorraine ayant établi aussitôt ainsi que l'y obligeait le décret du 15 Janvier 1915, la déclaration du modèle réglementaire, le Receveur des Douanes se retrancha derrière ses instructions portant fermeture du bureau le dimanche et n'enregistra cette déclaration que le lendemain 18 février.

Attendu qu'en vertu de l'article 1^{er} de l'accord franco-allemand signé à Rome le 11 février 1935 mis en vigueur en France par le décret du 15 février 1935, prenait fin le 17 février 1935 à 24 heures l'incorporation du territoire de la Sarre dans le régime douanier français stipulée par le § 31 de l'annexe à la section IV de la partie III du Traité de Versailles et que l'Administration des Chemins de fer soutenait que, du fait de ladite incorporation, l'arrivée des grillages litigieux à Hargarten le 17 février 1935 avant 24 heures n'avait pas constitué une importation.

Mais attendu que le jugement a déclaré qu'il importait peu de savoir si l'entrée en France le 17 Février des marchandises dont s'agit avait ou non constitué une "importation" du moment qu'elles n'avaient fait l'objet d'une déclaration que le 18 Février et a estimé qu'elles devaient être imposées pour ce seul motif "qu'au jour du dépôt de la déclaration les marchandises sarroises étaient comme toutes les autres marchandises étrangères passibles des droits prévus par le tarif".

Qu'en statuant ainsi, sans avoir égard aux conditions et effets juridiques contestés par les parties de l'introduction sur le territoire français, le 17 février 1935, d'une marchandise originaire de la Sarre qui était encore à cette date en union douanière avec la France, le jugement attaqué n'a pas donné de base légale à sa décision.

Sur le second moyen :

Vu l'article 540 du Code des Douanes :

Attendu que le garant ne peut être appelé en garantie devant le Tribunal auquel la loi n'a pas attribué la connaissance de la matière à laquelle se rapporte l'action en garantie.

Attendu que dans l'espèce la Société TREFILOR a été appelée en garantie par le réseau du chemin de fer, en cause d'appel, devant le Tribunal Civil de Metz et que le jugement attaqué a déclaré irrecevable cette demande en garantie ainsi formée;

Mais attendu que l'instance ayant été engagée sur une contrainte décernée par l'Administration des Douanes pour le recouvrement des droits qu'elle prétendait être dus, l'action récursoire du transporteur contre le destinataire de la marchandise litigieuse devait être, contrairement à ce qu'a décidé le Tribunal de Metz, portée devant le Tribunal de paix, seul compétent pour connaître des affaires de douane et que, ne l'ayant pas été, elle était encore susceptible d'être portée devant la juridiction d'appel, le débiteur des droits contestés étant dans la cause non le Réseau, mais la Société TREFILOR qui à ce titre aurait eu qualité pour faire tierce opposition.

D'où il suit que le jugement attaqué en prononçant l'irrecevabilité de l'appel en garantie a violé le texte visé au moyen.

PAR CES MOTIFS : et sans qu'il soit besoin d'examiner la seconde branche du premier moyen, casse et annule le jugement rendu entre les parties par le Tribunal Civil de Metz le 15 Juillet 1937 et renvoie devant le Tribunal Civil de Nancy.

FRANÇOIS CAIL

DOCTEUR EN DROIT

AVOCAT AU CONSEIL D'ÉTAT
& A LA COUR DE CASSATION

SUCCESSEUR DE SON PÈRE

77, AVENUE HENRI-MARTIN (XVI^e)

TROCADÉRO 29-12

PARIS, LE 27 Avril 1943

S. N. C. F.
c/
Administration des
DOUANES
et
Sté "TREFILOR"



Cher Monsieur,

Je m'empresse de vous faire
parvenir ci-inclus la copie de l'arrêt
de la Chambre Civile du 5 Avril 1943
cassant le jugement du Tribunal Civil de
Metz du 15 Juillet 1937 rendu au profit
de l'Administration des DOUANES et de la
Société "TREFILOR".

Veuillez agréer, cher Monsieur,
l'assurance de mes sentiments très distin-
gués et dévoués.

Pour Me CAIL :

A. Maucourt

M. le Chef du Contentieux de la S.N.C.F.
45, rue Saint-Lazare
PARIS 9^e

FRANÇOIS CAIL

DOCTEUR EN DROIT

AVOCAT AU CONSEIL D'ÉTAT
& A LA COUR DE CASSATION

SUCCESSEUR DE SON PÈRE

77, AVENUE HENRI-MARTIN (XVI^e)

TROCADÉRO 29-12

PARIS, LE 19 Avril 1943

S. J.
DOUANE C/ TREFILOR
5648 C°

*h. Colombel
20-4-43
14*

Cher Monsieur,

Je vous remercie de votre aimable
lettre du 16 avril.

Il n'y a aucun inconvénient à retar-
der la commande -que je n'ai pas encore
faite- de la grosse de l'arrêt d'admission.
Je pense que le Greffe me remettra à la
fin de cette semaine la copie de l'arrêt.
Mais il est possible que les vacances ju-
diciaires de Pâques amènent quelque retard,
car le Conseiller Rapporteur doit, comme vou
vousle savez, libeller l'arrêt de sa main,
et le présenter à la signature du Président.
La Cour ne rentre que le 3 Mai.

Quoiqu'il en soit, je m'informerais et
vous tiendrai au courant.

Votre bien dévoué.

François Cail

M. le Chef du Contentieux
de la S.N.C.F.



PI BON

16 Avril

SJ
DOUANE c/TREFILOR
5648C°

Mon Cher Maître,

Je vous remercie du succès que vous avez obtenu auprès de la Chambre civile de la Cour de Cassation dans l'affaire Douane c/TREFILOR.

Ainsi que vous le soulignez, l'arrêt intervenu présente un grand intérêt. Selon une information qui nous a été donnée par les Chemins de fer allemands, la Douane aurait, d'ailleurs, donné l'assurance, lors d'une démarche faite auprès de MM. ROUX et ALLAUD par des représentants de la Direction de Sarrebruck, qu'elle renoncerait à poursuivre l'instance devant un Tribunal de renvoi et réglerait l'affaire sur la base de l'arrêt de la Cour de Cassation.

Si cette information vous était confirmée par l'avocat de

Monsieur François CAIL
Avocat au Conseil d'Etat et
à la Cour de Cassation,
77, Avenue Henri Martin - PARIS (16°)

la Douane, on pourrait renoncer à faire lever la grosse de l'arrêt. Cependant, nous aurions le plus grand intérêt à en connaître la teneur pour liquider définitivement cette affaire.

Veuillez agréer, Mon cher Maître, l'assurance de mes sentiments les plus distingués.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

Signé: Plancher

FRANÇOIS CAIL

DOCTEUR EN DROIT

AVOCAT AU CONSEIL D'ÉTAT
& A LA COUR DE CASSATION

SUCCESSEUR DE SON PÈRE

C A 2
WALLAN & TRÉFILOR
S. N. C. F. 5648



77, AVENUE HENRI-MARTIN (XVI^e)

TROCADÉRO 29-12

PARIS, LE 6 Avril 1943

*Extrait des
minutes de
M. Lemoine*

Cher Monsieur,

*Reçu
le 10/4/43*

J'ai le plaisir de vous informer que j'ai obtenu, après de longs débats à la Chambre Civile, et malgré les conclusions contraire de l'Avocat général, la cassation du jugement du Tribunal de Metz du 15 juillet 1937, rendu au profit de l'Administration des Douanes et de la Société Tréfilor.

L'affaire présentait un grand intérêt de principe, du fait que plus d'un million de droits ont été mis en recouvrement par les Douanes, dans cette seule journée du 17 février 1935, qui a marqué les termes de l'Union douanière entre la France et la Sarre. Bien que la cassation soit totale, elle l'a été surtout pour manque de base légale et parce que les juges d'appel ne s'étaient pas expliqués sur le point de savoir si les marchandises constituaient ou non une importation. La Cour a également accueilli notre second moyen concernant l'action récursoire du réseau d'Alsace-Lorraine contre la Société Tréfilor.

Je vais avancer, selon l'usage, les frais d'enregistrement de l'arrêt et je surseois à la commande de la grosse de l'arrêt dans l'attente de vos instructions.

Votre bien dévoué.

M. le Chef du Contentieux
de la S.N.C.F.

Tréfilor

RETOUR à

Soubout

22 Février 43

S.J.

5648^{Co}

Direction des Chemins de fer d'Empire de Sarrebruck

par l'intermédiaire de la H.V.D. - PARIS

Par lettre du 12 février courant, vous avez bien voulu me demander à propos du pourvoi formé par la S.N.C.F. contre un jugement du Tribunal de Première Instance de Metz du 15 juillet 1937, déclarant exécutoires, des contraintes décernées par la Douane à l'occasion de différentes expéditions en provenance de la Sarre, si la Cour de Cassation ne serait pas empêchée de statuer par le fait que les dispositions légales en vigueur l'obligeraient à renvoyer l'affaire, le cas échéant, devant un Tribunal situé en Alsace et en Lorraine.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que la loi du 27 ventôse an VIII prescrit dans son article 87 le renvoi après cassation à une juridiction voisine de même ordre et de même degré. Cependant, l'article 21 du décret du 6 décembre 1918, relatif à l'organisation provisoire de la justice en Alsace-Lorraine, avait dérogé à cette règle en prévoyant le renvoi à la même juridiction composée d'autres juges.

Cette dérogation s'expliquait par l'intérêt qu'il y avait à l'époque à ne pas renvoyer un litige relatif au droit local devant une juridiction qui n'avait pas l'expérience de ce droit, alors maintenu en vigueur. Mais, l'introduction de l'ensemble de la législation française en Alsace et en Lorraine n'a pas tardé à faire disparaître la valeur de ce motif. Aussi, dans la pratique, la Cour de Cassation a-t-elle fréquemment renvoyé les affaires après annulation de la décision attaquée devant une Cour d'Appel autre que celle de Colmar. En ce qui concerne particulièrement les décisions rendues en matière douanière, on peut citer le renvoi devant la Cour de Nancy après cassation de l'arrêt du 10 mars 1937 de la Cour d'Appel

RETOUR À

de Colmar (Chambre de Metz) qui avait acquitté le Chef de train WALLIAN du Réseau A.L.

Dans ces conditions, aucune difficulté ne paraît devoir surgir dans la présente espèce en ce qui concerne la juridiction de renvoi.

J'ajoute que l'Administration des Douanes pourrait, une fois le renvoi prononcé, au cas où la Cour de Cassation n'admettrait pas la thèse qu'elle soutient, renoncer à saisir le Tribunal de renvoi.

Par ailleurs, les parties n'ont pas la possibilité de désigner d'un commun accord le Tribunal de renvoi.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

Rene Jaurès

- Übersetzung -

S. N. C. F.

Paris, den 22. Februar 1943.

Rechtsabteilung

Büro S.J.

Vorgang Nr. 5648 C°

R. B. D. Saarbrücken

durch die HVD Paris

Mit Schreiben vom 12. Februar d.J. betreffend den von der S.N.C.F. gegen ein Urteil des Landgerichts Metz vom 15. Juli 1937 eingelegten Kassationsrekurs - dieses Urteil erklärte die von der Zollverwaltung betreffs verschiedener Sendungen aus dem Saargebiet erlassenen Zwangsbefehle als gerichtlich vollstreckbar - haben Sie mich gefragt, ob der Kassationshof nicht verhindert wäre eine Entscheidung zu fällen dadurch, dass die in Kraft befindlichen Gesetzesbestimmungen ihn zwingen; den Prozess gegebenenfalls an ein in Elsass und Lothringen gelegenes Gericht zu verweisen.

Ich beehre mich, Ihnen mitzuteilen, dass das Gesetz vom 27. Ventose des Jahres VIII in seinem Artikel 87 die Verweisung, nach Kassierung, vor ein benachbartes Gericht derselben Ordnung und desselben Grades anordnet. Jedoch enthielt der Artikel 21 des Dekrets vom 6. Dezember 1918 betreffend die vorläufige Organisation des Gerichtswesens in Elsass-Lothringen eine Abweichung von dieser Bestimmung, insofern als er die Verweisung vor dasselbe Gericht, das aber aus anderen Richtern zusammengesetzt ist, vorsieht.

Diese Abweichung erklärt man dadurch, dass man damals Interesse daran hatte, einen Prozess betreffend das lokale Recht nicht vor ein Gericht zu verweisen, das des damals aufrechterhaltenen Rechts unkundig war. Die Einführung der gesamten französischen Gesetzgebung in Elsass und Lothringen hat jedoch sehr bald dieser Begründung jeden Wert entzogen. Daher hat auch der Kassationshof in der Praxis häufig die Prozesssachen, nach Aufhebung des angefochtenen Urteils, vor einen anderen Appellhof als denjenigen von Colmar verwiesen. Was insbesondere die in Zollangelegenheiten gefällten Entscheidungen betrifft, kann man z.B. die Verweisung vor den Appellhof von Nancy, nach Kassierung des Urteils des Appellhofs von Colmar (Kammer in Metz) vom 10. März 1937 anführen, Urteil das den Zugführer Wallian von den elsass-lothringischen Bahnen freigesprochen hatte.

Unter diesen Umständen scheint vorliegende Angelegenheit zu keinem Schwierigkeiten Anlass geben zu sollen, was das Gericht anbetrifft, vor das die Angelegenheit verwiesen werden soll.

Ich möchte noch bemerken, dass falls nach dem Rückverweisungsbeschluss der Kassationshof den Standpunkt der Zollverwaltung nicht anerkennen sollte, letztere darauf verzichten könnte, das Verweisungsgericht mit der Angelegenheit zu befassen.

Im Übrigen haben die Parteien nicht die Möglichkeit nach
Übereinkunft das Verweisungsgericht zu bezeichnen.

Der Leiter der Rechtsabteilung,

gez.: Aurenge.

Durch das KVP Berlin

GRANDS RÉSEAUX DE CHEMINS DE FER FRANÇAIS

(Est, État, Nord, P.L.M., P.O.-Midi)

SERVICE COMMUN DU CONTENTIEUX

Bureau _____

Dossier N° _____

(Prière de rappeler dans la réponse
les indications ci-dessus)

PARIS, LE _____ 193__

45, rue Saint-Lazare (9°)
TÉLÉPH. : Pigalle 95-85

(P R O J E T)

SJ

N° 5648 C°

DIRECTION DES CHEMINS DE FER D'EMPIRE DE SARREBRUCK

Par l'intermédiaire de la H.V.D., PARIS

Par lettre du 12 février courant, vous avez bien voulu me demander à propos du pourvoi formé par la S.N.C.F. contre un jugement du Tribunal de 1ère instance de Metz du 15 juillet 1937, déclarant exécutoires des contraintes décernées par la Douane à l'occasion de différentes expéditions en provenance de la Sarre, si la Cour de Cassation ne serait pas empêchée de statuer par le fait que les dispositions légales en vigueur l'obligeraient à renvoyer l'affaire, le cas échéant, devant un tribunal situé en Alsace et en Lorraine.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que la loi du 27 ventôse an VIII prescrit dans son article 87 le renvoi après cassation à une juridiction voisine de même

1812

ordre et de même ~~xxxxxx~~ degré. Cependant, l'article 21 du décret du 6 décembre 1918, relatif à l'organisation provisoire de la ~~juridiction~~ ^{juridiction} en Alsace-Lorraine, avait dérogé à cette règle en prévoyant le renvoi à la même juridiction composée d'autres juges.

Cette dérogation s'expliquait par l'intérêt qu'il y avait à l'époque à ne pas renvoyer un litige relatif au droit local devant une juridiction qui n'avait pas l'expérience de ce droit, alors maintenu en vigueur. Mais, l'introduction de l'ensemble de la législation française en Alsace et en Lorraine n'a pas tardé à faire disparaître la valeur de ces motifs. Aussi, dans la pratique, la Cour de Cassation a-t-elle fréquemment renvoyé les affaires après annulation de la décision attaquée devant une Cour d'appel autre que celle de Colmar. En ce qui concerne particulièrement les décisions rendues en matière douanière, on peut citer le renvoi devant la Cour de Nancy après cassation de l'arrêt du 10 mars 1937 de la Cour ^{d'appel} de Colmar (Chambre de Metz), qui avait acquitté le Chef de train WALLIAN du Réseau A.L.

Dans ces conditions, aucune difficulté ne paraît devoir surgir dans la présente espèce en ce qui concerne la juridiction de renvoi.

Le chef du contentieux

- Traduction -

D.R.B.
R.B.D. Saarbrücken

14 Lg 32 Ra

Saarbrücken, le 12 février 1943.

S. N. C. F.
Service du Contentieux
M. H. COLOMBEL, Inspecteur Principal,
45, rue St. Lazare

PARIS
par la HVD Paris

+ Ainsi qu'il a été précisé lors de la conférence en date du 5.2.43, l'Administration des Douanes a donné l'assurance que, dans le cas où le jugement attaqué serait cassé, elle renoncerait à plaider devant le tribunal de renvoi et réglerait l'affaire sur la base de l'arrêt de la Cour de Cassation.

Suivant une allusion faite au cours de la conférence, la Cour pourrait cependant, pour des considérations de pure procédure être empêchée de rendre son arrêt à bref délai.

En vertu des dispositions légales en vigueur, l'arrêt de la Cour de Cassation cassant l'arrêt attaqué devra désigner un tribunal de renvoi situé en Alsace ou en Lorraine. Un renvoi créant des difficultés, la Cour de Cassation pourrait hésiter à rendre son arrêt.

Nous vous prions, par conséquent, de nous renseigner sur les questions suivantes :

- 1) Une difficulté de cette nature existe-t-elle au point de vue de la procédure ?
- 2) Dans l'affirmative, pourrait-elle être résolue par une déclaration de l'administration des Douanes comportant renonciation au renvoi ?
- 3) Un décret prévoyant le renvoi de l'affaire devant un tribunal français quelconque a-t-il été pris ? Dans l'affirmative, nous vous prions de nous en faire parvenir une copie.
- 4) Dans le cas, où il serait possible de désigner le nouveau tribunal d'un commun accord des deux parties, nous serions d'accord pour le renvoi devant le Tribunal Civil de la Seine.

signé : Dullien.

Pour copie conforme,
signé : Laucher.

+
*Conforme avec la Douane
la S.N.C.F. n'étant pas représentée*

ATL

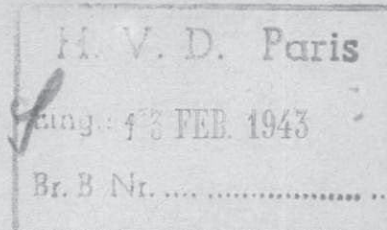
Ex 16 FEV 43

Deutsche Reichsbahn

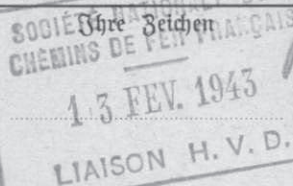
Reichsbahndirektion Saarbrücken

Konto bei der Deutschen Verkehrsbank AG., Zweigniederlassung Saarbrücken	Fernruf: 292 31	Postcheckkonto der Hauptkasse: Saarbrücken Nr 77 Reichsbank-Girokonto Nr 181
---	-----------------	---

An die
Société Nationale des Chemins de
fer Français - Service du Con-
tentieux -
z.Hd. von Herrn H.Colombel, Insp.ppl.
45, rue St.Lazare, 45
P a r i s (9)
durch Vermittl. der H.V.D. Paris



Ihre Nachricht vom



Ihre Zeichen

Unsere Zeichen
(in der Antwort anzugeben)

14 Lg 32 Ra

Saarbrücken, Am Bahnhof 4,

den 12. 2. 1943

Betrifft:

Bei der Besprechung am 5.2.1943 ergab sich, daß die Zollverwal-
tung die Zusicherung gegeben hat, daß sie im Falle der Annulie-
rung des angefochtenen Urteils auf eine neue Verhandlung vor dem
von dem Cassationshof zu bezeichnenden neuen Bericht verzichten
und die Angelegenheit aufgrund der Entscheidung des Kassations-
hofes regeln werde.

Durch ein rein prozeßrechtliches Bedenken des Gerichts könnte
jedoch, wie auch bereits bei der Besprechung angedeutet wurde,
eine baldige Entscheidung gehindert sein.

Aufgrund der bestehenden Gesetzgebung muß die ein angefochtenes
Urteil annullierende Entscheidung des Kassationshofes ein im
Elsaß-Lothringen liegendes Gericht bezeichnen, vor welchem die
Angelegenheit erneut zur Verhandlung kommt. Da eine Zurückver-
weisung Schwierigkeiten machen wird, könnte der Kassationshof
zögern, eine Entscheidung zu fällen. Wir bitten daher um Aus-
kunft über folgende Punkte:

1. Besteht eine derartige prozeßrechtliche Schwierigkeit ?
2. Bejahendenfalls könnte sie gelöst werden durch eine Erklärung
der Zollverwaltung, daß sie auf eine Verweisung verzichtet ?
3. Ist vielleicht für derartige Fälle ein Dekret ergangen, auf-
grund dessen die Angelegenheit an irgend ein franz. Gericht
verwiesen wird ? Bejahendenfalls bitten wir um Abschrift des
in Betracht kommenden Wortlautes.
4. Sollte es möglich sein, mit Einverständnis der Parteien
das neue Gericht zu bezeichnen, so wären wir mit einer Ver-

weisung vor das Tribunal Civil de la Seine einverstanden.

gez Dullien



Beglaubigt:

[Handwritten signature]

Gefrand nicht beghreiben

FRANÇOIS CAIL

DOCTEUR EN DROIT

AVOCAT AU CONSEIL D'ÉTAT
& A LA COUR DE CASSATION

SUCCESSEUR DE SON PÈRE

77, AVENUE HENRI-MARTIN (XVII^E)

TROCADERO 29-12

PARIS, LE

7 juillet 1942

S. J.
5648 C
Aff. Vallian & Grandvaux



*renvoi
du p. d'avis*

Monsieur,

En l'absence de Me Cail, actuellement à Royat devant le Conseil d'Etat, je m'empresse de vous informer que M. le Conseiller Mihura a déposé son rapport et que le dossier a été distribué à M. L'avocat Général Carrive.

Cette affaire est susceptible d'être appelée à une assez prochaine audience.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

Pr Me Cail,

L. Grutemann

Monsieur le CHEF DU CONTENTIEUX
de la S N C F

5 novembre

42

CA²

Wallian et Tréfilor
5648

Créances de la S.N.C.F.
en l'espèce sur l'Admini-
stration des Douanes
VR.: 145/573 TbdR (Els)

Direction des Chemins de fer d'Empire
de Carlsruhe
(Service Auxiliaire à Strasbourg)

par l'intermédiaire de la H.V.D.
Division des Chemins de fer, à Paris

En réponse à votre lettre du 6
octobre courant, nous vous informons que
la Cour de Cassation n'a pu encore statué
dans l'affaire TREFILOR.

D'autre part, nous n'avons jusqu'ici
reçu aucune réclamation de l'Administration
des Douanes.

LE CHEF DU CONTENTIEUX

Signé Aubange

MF

22
SOCIÉTÉ NATIONALE
DES
CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICE DU CONTENTIEUX

Bureau S.J.

Dossier N° 5.648 C°

(Prière de rappeler dans la réponse
les indications ci-dessus)

Affaire TREFILOR

11 MAI 1943

10 MAI 1943

PARIS, LE 7 Mai 1943

45, rue Saint-Lazare (9°)

Téléphone Pigalle 95-85

Tél. TRinité 29-94

DES CH	
DIREC	
11 MAI 1943	
Dossier	N°
D 579	0 -

NOTE

pour Monsieur le Directeur Général

8° DU CONTENTIEUX

J'ai l'honneur de soumettre à Monsieur le Directeur Général le texte ci-joint, d'un arrêt rendu le 5 avril dernier par la Chambre civile de la Cour de Cassation dans le litige suivant, qui opposait la S.N.C.F. à l'Administration des Douanes.

En 1935, lors du retour de la Sarre au Reich, un accord franco-allemand, signé à Rome, le 11 février 1935, avait prévu que le régime douanier français, dans lequel le Traité de Versailles avait englobé ledit territoire, cesserait d'y être en vigueur le 17 du même mois, à 24H.

La journée du 17 février étant un dimanche, le bureau douanier de la gare lorraine de Hargarten-aux-Mines se prévalut de cette circonstance pour refuser les déclarations présentées par notre Agent en Douane pour les expéditions entrées ce jour-là. Il est à noter, cependant, que la Douane accepta les déclarations relatives aux denrées périssables et laissa passer sans contrôle et sans perception les marchandises d'origine sarroise entrées le même jour par la route.

Les déclarations, présentées le 17 février, ne furent, dans ces conditions, enregistrées que le 18 par

8.12 MAI 43

l'Administration des Douanes, qui s'abstint, à ce moment, de percevoir des droits.

Ce ne fut que le 16 mai suivant, alors que les envois avaient été livrés, que la Douane réclama au Réseau A.L. le paiement de droits d'importation. Les destinataires ayant refusé de payer et le Réseau ayant fait connaître à la Douane que ses exigences ne lui paraissaient pas fondées, des contraintes, applicables à 10 envois destinés à des maisons françaises et se chiffrant au total à 70.000 frs, furent décernées contre les Chemins de fer A.L. pris en qualité de déclarant.

Sur opposition, le Tribunal cantonal de Bouzonville valida les contraintes, décision qui fut confirmée en appel, le 15 juillet 1937, par le Tribunal de 1ère instance de Metz, motif pris de ce qu'il y avait lieu de s'en tenir rigoureusement à la date où les déclarations avaient été effectivement enregistrées, sans s'inquiéter du régime applicable aux envois lors de leur entrée en France.

D'autre part, le Réseau ayant appelé en garantie les destinataires, le jugement déclara ce recours irrecevable.

Le pourvoi formé contre cette décision vient d'aboutir à son annulation. La Cour de Cassation a décidé à ce sujet que "s'il est de principe que les marchandises déclarées pour la consommation doivent être assujetties aux droits de douane en vigueur au jour du dépôt de la déclaration, encore faut-il qu'il s'agisse de marchandises entrées sous un régime douanier comportant l'obligation de déclarer, avec celle corrélatrice de payer les droits y afférents....."; que c'était à tort, dans ces conditions, que le jugement attaqué s'était dispensé d'examiner si cette condition était ou non remplie à l'égard de l'expédition litigieuse.

Quant à l'appel en garantie formé par le Réseau, la Cour de Cassation a décidé qu'il était bien recevable. Nos deux moyens de cassation ont donc été accueillis.

Selon nos renseignements, la Direction Générale des Douanes serait disposée à accepter cet arrêt et ne poursuivrait pas le litige devant le Tribunal de renvoi. Nous sommes donc ainsi libérés vis-à-vis de la Douane.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

J. Guerry

S.

Paris, *A* Mai 2
45 rue St-Lazare

S.J.
5648 C°

Monsieur le Chef du Service de l'Exploitation
de la Région de l'Est
(Division Commerciale)

V.R. n° 937 C 49

1 annexe

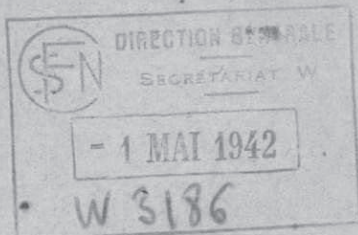
Comme suite à votre lettre du 16 Mars écoulé me communiquant le résultat de la démarche que vous avez fait faire auprès de la Direction régionale des Douanes à Nancy au sujet des Affaires Wallian et Gradvaux-Tréfilor, j'ai l'honneur de vous adresser ci-joint copie d'une lettre en date du 27 Avril dernier, par laquelle notre avocat à la Cour de Cassation me renseigne sur l'état actuel de ces deux litiges.

Il en ressort que, si l'affaire Wallian est terminée par une décision ayant force de chose jugée, le jugement rendu dans l'affaire TREFILOR a fait, par contre, l'objet d'un pourvoi en Cassation sur lequel il n'a pas encore été statué.

J'ai avisé en ce sens les Chemins de fer allemands et vous serais obligé de me faire connaître le point de vue de la Direction des Douanes de Nancy, après lui avoir communiqué les renseignements ci-dessus.

20/2
LE CHEF DU CONTENTIEUX,

Signé: de Cuyun



- 1 MAI 1942

~~42~~

42

VR.: 1 H 5b

Direction des Chemins de fer d'Empire de Carlsruhe
(Bureau auxiliaire 1 H à Strasbourg)

par l'intermédiaire de la Wehrmachtverkehrsdirektion
(Division des Chemins de fer) PARIS

Par votre lettre du 14 avril dernier, vous nous avez demandé si les décisions judiciaires rendues entre la S.N.C.F. et l'Administration des Douanes, dans les affaires WALLIAN et TREFILOR, avaient acquis force de chose jugée et, dans l'affirmative, vous nous avez prié de vous faire parvenir copie de ces décisions.

1 annexe

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'en ce qui concerne l'affaire WALLIAN, l'arrêt de la Chambre criminelle de la Cour de Cassation en date du 1^{er} mai 1940, visé par votre lettre, a cassé l'arrêt de la Cour d'appel de Nancy en tant que cet arrêt avait prononcé contre le chef de train WALLIAN une peine d'emprisonnement; mais l'arrêt de Nancy n'a été annulé que sur ce point, par voie de retranchement et sans renvoi, toutes ses autres dispositions demeurant expressément maintenues, ainsi qu'il ressort de la copie ci-jointe. La demande de l'Administration des Douanes en paiement des droits et amendes est donc fondée.

Par contre, en ce qui concerne l'affaire TREFILOR un pourvoi a bien été formé le 13 septembre 1937 contre le jugement du Tribunal de première instance de Metz du 15 juillet 1937. Ce pourvoi, admis le 5 décembre 1939, est pendant devant la Chambre civile de la Cour de Cassation.

S: Vagogne

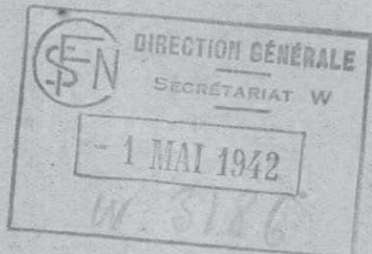
ÜBERSETZUNG

S.N.C.F.

Der Generalsekretär

Ihr Aktenzeichen : 1 H 5b

Paris, den 1. Mai 1942.

Reichsbahndirektion Karlsruhe
Hilfsarbeiter 1 H in STRASBOURGdurch die W.V.D. - Abteilung Eisenbahnen - PARIS

Durch Ihr Schreiben vom 14.4.1942 haben Sie uns ersucht, Ihnen mitzuteilen, ob die zwischen der S.N.C.F. und der Zollverwaltung in den Sachen WALLIAN und TREFILOR ergangenen gerichtlichen Entscheidungen rechtskräftig geworden sind, und Sie haben uns gebeten, Ihnen bejahendenfalls eine Abschrift der Entscheidungen zukommen zu lassen.

Ich beehre mich Ihnen mitzuteilen, dass, was die Sache WALLIAN betrifft, die in Ihrem Schreiben erwähnte Entscheidung der Strafkammer des Kassationshofes das vom Oberlandesgericht von Nancy ergangene Urteil insofern aufgehoben hat, als dieses Urteil den Zugführer WALLIAN zu einer Gefängnisstrafe verurteilt hatte; aber das Urteil von Nancy wurde nur in diesem einen Punkte aufgehoben; hingegen wurden alle anderen Bestimmungen des Urteils, wie aus beiliegender Abschrift hervorgeht, als nicht durch die Entscheidung berührt und ohne Rückverweisung förmlich aufrechterhalten. Die Forderung der Zollverwaltung auf Zahlung der Gebühren und Strafen ist also berechtigt.

Was hingegen die Sache TREFILOR betrifft, so wurde wohl am 13.9.1937 ein Kassationsrekurs gegen das Urteil des Landgerichtes von Metz vom 15.7.1937 eingelegt. Dieser Rekurs, der am 5.12.1939 zugelassen wurde, ist vor der Zivilkammer des Kassationshofes anhängig.

gez. VACOGNE.

FRANÇOIS CAIL

DOCTEUR EN DROIT

AVOCAT AU CONSEIL D'ÉTAT

& A LA COUR DE CASSATION

SUCCESSEUR DE SON PÈRE

77, AVENUE HENRI-MARTIN (xvi^e)

TROCADÉRO 29-12

PARIS, LE 27 avril 1942

Aff. WALLIAN & Grandvaux

S. J.

5 6 4 8 0°



Cher Monsieur,

En réponse à votre lettre du 25 avril, je m'empresse de vous faire connaître l'état des affaires WALLIAN et TREFILOR.

Affaire WALLIAN - Le pourvoi formé c/ l'arrêt de la Cour de Nancy du 1^{er} décembre 1938 a fait l'objet d'un arrêt de cassation de la Chambre criminelle, Le 1^{er} mai 1940. La cassation a été prononcée sans renvoi. Je vous adresse, ci-inclus, une copie de cet arrêt.

Affaire TREFILOR - J'ai formé un pourvoi le 13 septembre 1937 c/un jugement du tribunal de Metz du 15 juillet 1937. J'ai signifié l'arrêt d'admission du 5 décembre 1939 à la fois à l'Administration des Douanes et à la Société Tréfilor. Les Douanes ont défendu devant la Chambre civile le 30 septembre 1940. En ce qui concerne la Sté Tréfilor, dont Me de LAPANOUSE est l'avocat, celui-ci n'a pu obtenir aucune réponse de la Sté dont le siège est à Metz-Woippy. Il est probable que l'instance sera prononcée contre elle par défaut. J'ai saisi la Chambre civile le 16 février 1942. Aucun rapporteur n'est encore désigné devant cette Chambre. Mais je sais que l'avocat des Doua-

Monsieur le CHEF DU CONTENTIEUX
de la S N C F.

nes a fait des démarches pour que cette
affaire soit promptement jugée.

Votre bien dévoué.

Paul Wallian

P.S. Je suis à votre disposition pour vous
retourner le dossier Wallian, si vous me don-
nez des instructions à cet égard.

WEHRMACHTVERKEHRS DIREKTION

Abteilung Eisenbahnen

7 V2 V2

Rue de Berri 29

P A R I S

Az SNCF D/C 3/3058/L

3 Avril 1941

M.

En l'absence de Me François CAIL, j'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre du 28 Mars par laquelle vous lui demandez si une solution est intervenue dans l'instance en cassation introduite au nom de la Sous-Direction de Strasbourg de la S.N.C.F. contre le jugement du tribunal civil de Metz du 15 Juillet 1937 rendu au profit de l'Administration des Douanes et le sieur TREFILOR.

La Chambre Civile n'a pas encore statué sur ce pourvoi. La procédure est actuellement tenue en suspens, l'un des défendeurs, le sieur TREFILOR n'ayant pas encore signifié sa défense.

Veuillez agréer, Monsieur, mes salutations distinguées.

Pour Me CAIL :

J.B.

WEHRMACHTVERKEHRSDIREKTION
P A R I S
ABTEILUNG EISENBAHNEN
7 V 2 Vz

Paris, den 28 März 1941
Rue de Berri, 29

Betrifft : Klage der Rechtsabteilung der Sous-Direktion
der S.N.C.F. in Strassburg gegen die
französische Zollverwaltung wegen Rückzah-
lung zu Unrecht erhobener Zollgebühren.

(Az der SNCF : D/C 3/3058/L)

An :

Herrn Francois Cail
Avocat au Conseil d'Etat
et à la Cour de Cassation

P a r i s (16^e)

Avenue Henri Martin 77

Wie der WVD Paris mitgeteilt wird, hat die Recht-
sabteilung der früheren Sous-Direktion der SNCF in Strass-
burg s Z im Auftrag und für Rechnung der Handelskammer
Saarbrücken gegen die französische Zollverwaltung auf
Rückzahlung von zu Unrecht erhobenen Zollgebühren geklagt.
Die Angelegenheit ist z Z bei dem Kassationshof (Chambre
Civile) in Paris anhängig.

Es wird um gefl Mitteilung gebeten, ob inzwischen
in dieser Angelegenheit eine Entscheidung ergangen ist.
Gegebenenfalls wird um übersendung einer Abschrift des
Urteils gebeten.

Signé : ILLISIBLE

S. N. C. F.

P. D. /

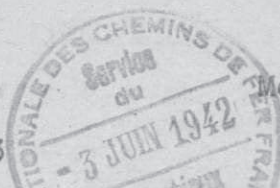
Région EST

EXPLOITATION

Division Commerciale

N° C49-7332-91-3

Paris, le 2 JUIN 1942



Monsieur le Chef du Contentieux,

Votre lettre "bureau SJ-Dossier N° 5648 C" du 4 mai écoulé concernant les affaires Wallian et Grandvaux-Tréfilor.

J'ai l'honneur de vous faire connaître ci-après le point de vue du Receveur Principal des Douanes à Nancy à la suite des renseignements contenus dans votre lettre susvisée et que nous lui avons communiqués :

a) Affaire Wallian - La question de procédure est définitivement réglée. En effet, l'arrêt de la Cour de Cassation du 1^{er} mai 1940 confirme celui de la Cour d'Appel de Nancy du 1^{er} décembre 1938, sauf à l'égard de la peine d'emprisonnement prononcée contre Wallian qu'il annule.

b) Affaire Grandvaux-Tréfilor - Les recherches entreprises par le fonctionnaire susvisé parmi les dossiers des anciennes affaires de la Principauté de Metz, lui ont permis de retrouver une décision administrative portant la date du 28 janvier 1938, aux termes de laquelle, en raison de la situation particulière du redevable (la S.N.C.F.) il serait possible de surseoir au recouvrement des droits (69.379f52) jusqu'à décision de la Cour de Cassation, saisie du litige.

Dans ces conditions et la Cour Suprême n'ayant pas encore statué sur cette affaire, celle-ci ne peut que rester en suspens.

Je vous serais très obligé de me faire connaître la suite qui doit être donnée pour le règlement de l'affaire Wallian.

P. Le Chef du Service Ex.
Le Chef de la Division O.

M. DOUDRICH
Ingénieur en Chef

Mr. Colombel
M. Leprieux
3-6-42

Paris, le 16 MARS 1942

Monsieur le Chef du Contentieux.

Comme suite à votre lettre "bureau S J-Dossier n° 5648 C" du 3 février écoulé, concernant l'affaire Douanes c/Wallian et Grandvaux, une démarche a été effectuée par un Inspecteur Divisionnaire de notre Division auprès du Directeur régional des Douanes à Nancy.

J'ai l'honneur de vous faire connaître ci-après le résultat de cette démarche qui indique le point de vue du Directeur des Douanes susvisé sur ces affaires:

- a) Affaire Wallian - L'arrêt du 1er mai 1940 de la Cour de Cassation a condamné le chemin de fer à payer les droits et taxes de douane exigibles pour l'importation, via Forbach, d'un wagon 17.400 Kos d'acier laminé en barres.
- b) Affaire Grandvaux - Pour des marchandises déclarées au bureau de douanes de Margarten, le chemin de fer a refusé de payer les droits ultérieurement réclamés par ce bureau qui, à l'origine, avait laissé passer en franchise les marchandises arrivées avant le 18 février 1935 à 0 heure; la douane a décerné 10 contraintes contre le chemin de fer.

Sur opposition formée par ce dernier, l'affaire a été plaidée devant le Tribunal Cantonal de Bouzonville le 25 mars 1936 qui, par jugement du 11 juin suivant, a donné gain de cause à la douane.

Sur appel interjeté par le chemin de fer, le Tribunal de Première Instance de Metz a, par jugement du 15 juillet 1937 dont ci-joint la copie d'un extrait, confirmé le jugement de Bouzonville et déclaré exécutoires les contraintes délivrées le 4 février 1936 par la douane contre le chemin de fer.

L'attendu principal de ce dernier jugement est le suivant: les déclarations en douane n'étaient pas recevables le 17 février 1935 (dimanche); elles ne pouvaient donc être enregistrées que le lundi 18 février, après le déplacement du cordon douanier le long de la frontière franco-sarroise, c'est-à-dire que, pour les envois en cause, les droits et taxes de douane sont dus.

A la connaissance de la douane, aucun appel n'a été interjeté contre ce dernier jugement; pour elle, il est exécutoire.

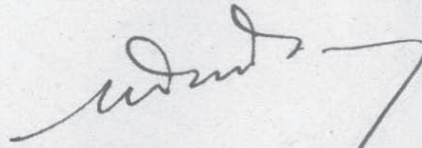
Dans ces deux affaires, le Directeur des Douanes n'a qu'un désir: exécuter les sentences rendues. Il ne veut connaître, dans

.../....

le règlement des droits et taxes de douane dus, que le chemin de fer qui a souscrit les soumissions et contre lequel les sentences ont été rendues. Il ne peut donc pas, à son avis, être question d'un règlement transactionnel et il ne voit pas la nécessité d'admettre une tierce personne dans ce règlement entre la douane et la S.N.C.F.

En fait, la douane ne demande que le paiement des droits et taxes dus d'après le tarif douanier; aucune transaction n'est envisagée.

P. Le Chef du Service de l'Exploitation
Le Chef de la Division commerciale,



M. DOUDRICH
Ingénieur en Chef

Douanes
Recette Principale de Nancy
Contentieux

Extrait d'un jugement prononcé par
le Tribunal de lère Instance de Metz
dans son audience du 15 juillet 1937.

Contraintes décernées
à Hargarten contre le
réseau d'Alsace-Lorraine

Attendu que sur opposition du réseau l'affaire vint à la barre du Tribunal Cantonal de Bouzonville qui statua comme suit par jugement du 11 juin 1936:

" Déclare régulière et exécutoire la contrainte délivrée le
" 4 février 1936 par Monsieur le Receveur des Douanes à Hargarten-
"aux-Mines et visée le même jour par Monsieur le Juge Cantonal
" de Bouzonville.

" Déclare l'Administration des Chemins de fer mal fondée
" en son opposition, l'en déboute et la condamne en tous les
" frais."

Attendu que ce bénéfice (admission en franchise de droits des produits d'origine sarroise) ayant pris fin le 17 février 1935 à 24 heures et la convention de Rome n'ayant prévu aucune clause transitoire en faveur des marchandises dirigées sur la France avant le 18, c'est-à-juste titre que le service des Douanes a soumis à l'impôt les envois en cause.

Qu'il est en effet de jurisprudence constante que, hors le cas de clause transitoire le tarif applicable est déterminé non par la date de l'arrivée des marchandises, mais par celle de l'enregistrement.

Attendu que peu importe que l'entrée en France, le 17 février 1935, des marchandises dont s'agit ait constitué ou non une "importation" du moment qu'elles n'ont fait l'objet d'une déclaration au bureau des douanes que le 18 février 1935, alors que depuis la veille, à vingt quatre heures, le bénéfice de la franchise avait pris fin, que désormais les marchandises sarroises étaient comme toutes les autres marchandises étrangères, passibles des droits prévus par le tarif et qu'il est de principe en matière de droits de douane que les marchandises introduites doivent être imposées, quelle que soit la date de leur expédition de l'étranger ou de leur arrivée en France, aux droits du tarif en vigueur le jour où la déclaration de mise à la consommation a été déposée au bureau de douane d'entrée (Cf Trib. Civil Rouen 1^o juillet 1888, Cass. Civ. 12 décembre 1934).

Par ces motifs:

Déclare l'Administration des Chemins de fer d'Alsace et de Lorraine recevable mais mal fondée en son appel, l'en déboute;

En conséquence, confirme le jugement du Tribunal Cantonal de Bouzonville du 11 juin 1936 et condamne l'appelante aux dépens de l'instance d'appel;

.../....

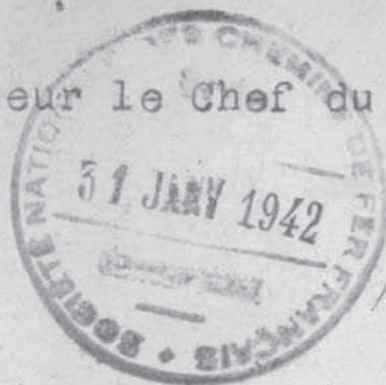
GB/
S.N.C.F.
Région EST
Exploitation

Paris, le 30 JANV 1942

Division
Commerciale

N° 29/8 C/49

Monsieur le Chef du Contentieux



Votre lettre "Bureau SJ-Dr. N°5648 Co-affaires Waillan à Sarreguemines et Grandvaux à Hergarten-Falck" du 15 décembre 1941.

J'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, les copies des lettres Nos 4315, 71 & 122 des 31 décembre 1941, 6 & 10 janvier courant du Receveur Principal des Douanes à Nancy.

Le Chef de la Division Commerciale

A large, stylized handwritten signature in dark ink, likely belonging to M. Doudrich.

M. DOUDRICH
Ingénieur en Chef

Le Colonel

2-1-42

A handwritten signature or mark at the bottom right of the page.

DOUANES

Nancy le 31 décembre 1941

COPIE

Contentieux Le Receveur principal à
N°4315. M.le Contrôleur Technique Principal de
la S.N.C.F. à Nancy.

En réponse à votre lettre du 29 décembre courant, j'ai l'honneur de vous exposer que dans l'affaire Waillen mon administration ne demande que le paiement des droits: 2.900 f.80 & le remboursement des frais et que la transaction devant solutionner définitivement cette affaire doit de toute évidence être passée avec la S.N.C.F.

Veuillez agréer,

signature.

N°D.122

affaire Waillen

Nancy le 10 janvier 1942

Le Receveur Principal des
Douanes à M.le Contrôleur Technique Ppal
de la S.N.C.F. à Nancy,

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint, ma lettre du 31 décembre dernier, concernant l'affaire rappelée en marge (comme suite à votre dernière communication téléphonique avec M.le Directeur).

Veuillez agréer,

signature

Nancy le 6 janvier 1942.

DOUANES
 Recette Principale
 de Nancy
 Affaires Grandvaux
 Waillan

Le Receveur Principal des douanes à Nancy
 à Monsieur l'Inspecteur Principal,
 28 quai Claude le Lorrain.

Monsieur,

Comme suite au désir que vous avez manifesté au cours de notre dernier entretien, j'ai l'honneur de vous adresser ci-joint le relevé des droits exigibles dans l'affaire Grandvaux et pour le recouvrement desquels le receveur à Hergarten avait décerné 10 contraintes à l'encontre de l'ancien réseau A.L.

Je vous rappelle d'autre part, les termes de ma lettre du 31 décembre dernier, dans laquelle je précisais que dans l'affaire Waillan mon Administration ne demandait que le paiement des droits, soit 2.900.80 et le remboursement des frais avancés, soit 449.45 et que, d'autre part, la transaction devant solutionner définitivement cette affaire devait de toute évidence être passée avec la S.N.C.F.

signature.

AFFAIRE GRANDVAUX.

Noms et adresses des destinataires.	Marques & Nos :	Désignation des marchandises	Montant des droits
	: des colis ou :		
	: wagons		
Sté Tréfilor-Woippy, gare	: 3 wag. 6518,	: grillages fer ou acier, fil de fer	: 8.093,58
	: 80753, 44732,	: en laiton	
Sté Reppert, Bouzonville	: 2 wag. 4146, 14	: fer ou acier laminé en barres	: 4.689,17
	: I4863		
Et. J.A.P. Landivision	: 1 wag. 301092	: grillage fil de fer, tubes en acier	: 1.795,26
Walbaum, Paris	: - 45183	: s, soudure raccord ^{en} acier, objets en :	
		: carton laqués, tous articles ^{en} fer	
		: non dénommés	: 15.620,23
Henri Walbaum Paris	: wag. 6565	: Tubes acier, pièces pour l'électri-	
		: cité, objets carton ^{en} laqués, pièces	
		: détachées de machines	: 6.578,63
V. Bauer, Sarreguemines	: wag. 6464	: 2 colis art. ménage en fer	: 57,90
H. Walbaum, Paris	: 3963, 1 colis	: pièces pour l'électricité	
	: 3675 de	: pièces détachées ^{de} machines	
	: I593, I595, I624	: app. pour la coup. du courant élec-	
	: I666/7, I670(6	: ctrique de 5 Kgs	
	: I594, I607,		
	: I618, I620,	: de de plus de 5 Kgs	
	: I625, I664/5,		
	: I668/9, I671		
	: (11 colis)		: 14.250,65
Wilmart Hautmont	: wag. 65188	: fils fer ou acier	: 9.895,48
Mines de Noeux	: - 33604	: pièces dét. de machines	: 7.280,62
UCPMI. Hagondange	: - ?	: poulies de transmission	: 1.118,
Total des droits exigibles (affaire Grandvaux).....			: 69.379,52

AFFAIRE WAILLAN

Ivry-s/Seine	: wag. 30284	: I7400 Kg acier laminé en barres	: 2.800,76
	:		
Total pour les deux affaires.....			: 72.180,28

M. Roux adieu³ quel des bonnens
Alland, chef de content³

Abn. Granvans

enff. Trepilas so regastre -

Bonne nuit

= chef de la buddeur
des comptes Divers
Ni Dabid -

Affaire Grandvaux -

Es handelt sich um Waren welche der Bahnhof Hargarten bei dem dortigen Zollamt verzollt hat. Am Anfang ^{wurden} die vor dem 18ten Februar 1938 ~~verzollten~~ Waren eingetroffenen Waren ^{zollfrei} freigelegt. Später hat doch die Zollverwaltung die Waren als zollpflichtig erklärt und Zahlungsbefehle gegen die Bahn erlassen. Letztere hat Einspruch erhoben. Am 11ten Juni 38 hat das Amtsgericht Borsdorf die Sache zu Gunsten der Zollverwaltung entschieden.

Gegen dieses ^{Beschluss} ~~Entscheidungs~~ hat die Bahn Berufung eingelegt. Das angefochtene Urteil würde jedoch am 18ten Juli 1938 ~~abgelehnt~~ erhalten. Die Entscheidung ist wie folgt begründet:

Am 17ten Februar 1938 waren die eine ~~Verzollung~~ Zollabfertigung überhaupt ^{ausgeschlossen} ~~unmöglich~~, da genannter Tag ein Sonntag war. Damit dürften die Zollabfertigung erst am folgenden Tage d. h. am 18ten Februar stattfinden, ^{Als} ~~Damals~~ ^{schon} ~~war~~ ^{die} ~~die~~ Zollgrenze ^{an der} die französische Grenze verlegt war. Damit ^{wäre} ~~waren~~ für die strittigen Sendungen die Zollgebühren ^{wohl} ~~geschuldet~~. der Zoll gezahlt werden.[†]

Es hat Revision ^{Rekurs} ist gegen dieses Urteil eingelegt worden. Dieser Rekurs wurde durch Urteil der Beschlusskammer ^{am 5.12.39 zugelassen} und ist jetzt vor der Zivilkammer anhängig. ^{Schon 1942 hat} der Berichterstatter ~~hat~~ ^{schon} ~~seinen~~ ^{seinen} Bericht abgelegt und der Staatsanwalt die ~~alten~~ ^{alten} zur Stellungnahme ^{nicht} ~~dem~~ Staatsanwalt zur Stellungnahme mitgeteilt worden. Damit ^{wäre} ~~würde~~ ^{eine} ~~das~~ ^{glatte} ~~Abklärung~~ ^{des} ~~Prozesses~~ ^{zu} ~~zu~~ erwarten sein.

[†] Im Abkommen von Rom war keine Bestimmung für die Übergangsperiode vorgesehen

Séance du 6 février 1943
à la H.V.D. rue de Berri

Garnistien Régierungsrat Seibert
du Service économique auprès de
la Commission allemande
de l'armistice,

un délégué de la Chambre de commerce
de Sarrebrück,

deux fonctionnaires de la R.B.D. de
Sarrebrück (Dullien & Lamber,
Colonel, Gruppenführer 1943)

Les fonctionnaires allemands m'ont fait
connaître qu'une démarche faite ~~long~~ par eux
la veille auprès de la Direction des Affaires
françaises (M. Fourn, Administration générale,
M. Albert de Contant) n'avait eu aucun
succès.

Je leur ai expliqué que l'affaire devait être
très prochainement jugée par la Chambre civile,
puisque elle est en état. Notre plaidoirie n'aurait
d'attendre l'arrêt. D'autre part, nos instruc-

chions précédentes sont assez complètes pour ne
plus avoir besoin d'être complétées. Pas d'argum^{ts}
nouveau.

Je leur ai promis de les tenir au courant.

A savoir que le propriétaire de la maison
Tréfilon, un Juif de Metz, a disparu et que son
entreprise est sous séquestre. Je leur ai dit
que l'arrêt serait rendu par défaut en ce
qui concerne cet appelle en garantie.

La dame renouvellerait à plaisir devant
un Tribunal de renvoi, si le jugement de
Metz était cassé. Et cette inévitabilité, elle
nous rembourserait également les droits
versés par la S^{te} C^{te} F dans des cas analogues,
soit 1 million environ.

Robinson
g/r

Lj. 30 564800

Paris, le

mai 1943

MP

Off. Tréfilor

Note pour M. le Directeur général.

J'ai l'honneur de soumettre à M. le Directeur général le texte ci-joint d'un arrêt rendu le 5 avril dernier par la Chambre civile de la Cour de Cassation dans la litige suivant, qui opposait la S.F.E.A. à l'Administration des Douanes.

En 1935, lors du retour de la Sarre au Reich, un accord franco-allemand, signé à Rome le 11 février 1935, avait prévu que le régime douanier français, dans lequel le traité de Versailles avait englobé ledit territoire, cesserait d'y être en vigueur le 17 du même mois, à 24h.

La journée du 17 février étant un dimanche, le bureau douanier de la gare lorraine de Sarregarten-aux-Mines se prévalut de cette circonstance pour refuser les déclarations présentées par notre Agent en douane pour les expéditions entrées ce jour-là. Il est à noter cependant que la Douane accepta les déclarations relatives aux dernières périssables et laissa ^{passer} ~~sortir~~ sans contrôle et sans perception les marchandises d'origine sarroise entrées le même jour par la route.

Les déclarations, présentées le 17 février, ne furent, dans ces conditions, enregistrées que le 18 par l'Administration des Douanes, qui s'abstint cependant, à ce moment de percevoir des droits.

Ce ne fut que le 16 mai suivant

alors que les envois avaient été libérés, que la Douane réclama au Réseau AL le paiement de droits d'importation. Les destinataires ayant refusé de payer et le Réseau ayant fait connaître à la Douane que ses exigences ne lui paraissaient pas fondées, des contraintes, applicables à 10 envois et destinés à des maisons françaises et s'élevant au total à 70000 frs, furent décernées contre les Chemins de fer AL, pris en qualité de déclarant.

Sur opposition, le Tribunal cantonal de Bonzouville valida les contraintes, décision qui fut confirmée sur appel, le 11 juillet 1987, par le Tribunal de première instance de Lège, motif pris de ce qu'il y avait lieu de s'en tenir rigoureusement à la date où les déclarations avaient été effectivement enregistrées, sans s'inquiéter du régime applicable aux envois lors de leur entrée en France.

D'autre part, le Réseau ayant appelé en garantie les destinataires, le jugement déclara ce recours irrecevable.

Le pourvoi formé contre cette décision vint aboutir à son annulation. La Cour de Cassation a décidé à ce sujet que "s'il est de principe que les marchandises déclarées pour la consommation doivent être assujetties aux droits de douane en vigueur au jour du dépôt de la déclaration, encore faut-il prouver qu'il s'agit de marchandises entrées sous un régime douanier comportant l'obligation de déclarer, avec elle corrélatrice de payer les droits y afférents...", que c'était à tort, dans ces conditions, que le jugement attaqué s'était dispensé d'examiner si cette condition était ou non remplie à l'égard de l'importation litigieuse.

Quant à l'appel en garantie formé

H. 30564800 Paris, le 14 mai 1943 ^{MF}

aff. Tréfilon

v. rif: 14 Lg 32 Ra

Direction

des Chemins de fer
d'Empire

de Sarrebrück

Trouver

3 lettres

à W. 614/5

Comme suite à ~~ma lettre~~ la
correspondance que nous avons
échangé au sujet de l'affaire Tréfilon
et notamment à ma lettre du
5 mai et. vous transmettant copie
de l'arrêt rendu par la Chambre
civile de la Cour de Cassation, j'ai
l'honneur de vous prier de vouloir
bien me communiquer le dossier
de cette affaire, afin de me mettre
en mesure de recouvrer contre
la Douane les frais que nous avons
avancés.

Le Chef du Contentieux

Provision à chef de Constantin

Par sa lettre ci-jointe M^e Cail nous prie de
fixer à J. Joseph ses honoraires pour l'affaire
D^r C F d. J. & D^r canes & Tréfilos. Compte tenu de
l'importance et des difficultés de l'affaire, ce chiffre
paraît approprié.

Holmes

F. J. 9

7 mai 49

Mandats transmis à J. & D^r canes
à Paris

par le Pèreau, le Cour de Cassation a décidé ~~qu'il~~ qu'il
était bien recevable. Ces deux moyens de cassation
ont donc été accueillis.

Selon nos renseignements, la Direction
générale des Domaines serait disposée à accepter cet
arrêté et ne poursuivrait pas le litige devant
le Tribunal de renvoi. Il serait ainsi amené
à rembourser un million environ de droits, que
des maisons françaises sarraises ont dû lui verser
dans des conditions identiques.

Le Chef du Contrôle.

J. J. 40938 C0

v. r. 40938 C49




Paris, le 3 Jan. 1948

MF

Monsieur le Chef
du Service des Exploitations
de la Région de l'Est
(Division commerciale),

Comme suite à la correspondance
que nous avons échangée au sujet de
cette affaire, j'ai l'honneur de vous adresser
ci-joint copie de l'arrêt rendu le 5 avril
dernier par la Chambre civile de la Cour
de Cassation, cassant ^{un} ~~le~~ jugement
du Tribunal civil de Metz du 1^{er} juillet
1937 (aff. M. et F. et Administration des
Douanes et Sts Tréfilos).

Le Chef du Contentieux
Signé: 

1 annexa

P. J. 30 P. 64800

Paris, le 3 Mai 1948 ^{MF}

Off. Tréfilor

3 feuillets

Direction des Chemins de fer

V. réf: 14 Lg 32 Ra

Empire de Sarrebrück

Comme suite à la correspondance
que nous avons échangée au sujet de
l'affaire Tréfilor, j'ai l'honneur de vous
adresser ci-joint, copie de l'arrêt de
la Chambre civile de la Cour de Cassation du
5 avril 1948, cassant le jugement
rendu le 15 juillet 1938 par le
tribunal civil de Metz au profit
de l'Administration des Domaines.

1 annexe

Le Chef du Contentieux
signé: Lawrence

A titre d'information,

H. G. Schickel

Paris, le 16 Avril 1948

App. Douane / Tréfilon

Vu

ly

m. w. h. s.

Mon Cher Maître,

Je vous remercie du succès que vous
avez obtenu auprès de la Chambre civile
de la Cour de Cassation dans
l'affaire Douane / Tréfilon.

Ainsi que vous le soulignez, cette
est l'arrêt intervenu présente un grand
intérêt. Selon une information qui
vous a été donnée par les Chemins de
fer allemands, la Douane aurait, d'ailleurs,
donné l'assurance, lors d'une démarche
faite auprès de M. Roux et Allard par des
représentants de la Direction de Sarrebruck, que
qu'elle renoncerait à poursuivre l'instance
devant un Tribunal de renvoi et réglerait
l'affaire sur la base de l'arrêt de la Cour de
Cassation.

Si cette information vous était confirmée
par l'avocat de la Douane, on pourrait
renoncer à faire lever la grosse de l'arrêt.
Cependant, nous aurions le plus grand
intérêt à en connaître la teneur pour
liquider définitivement cette affaire.

Reuilly a gris, mon cher Maître, l'assurance
de mes sentiments les plus distingués.

Le Chef du Contentieux
signé: J. Auvray

Maître François Cail
Avocat au Conseil d'Etat & à la Cour de Cassation
73, Avenue Henri Martin Paris (16^e)

JEUDI

4

FÉVRIER

FÉVRIER

L	M	M	J	V	S	D
1	2	3	4	5	6	7
8	9	10	11	12	13	14
15	16	17	18	19	20	21
22	23	24	25	26	27	28

1943

ST GILBERT

35-330



7 H. 20 - 16 H. 51

LUNE

LE 4

LE 12

Regat Eichraun C^{te} d'arm^e
1937. S.C.F. et Douane
H.V.D. aff. Tréfilon
M Binet. de la Liaison H.V.D.
dimanche

Laviole 4 Mai 1942

S

J.G. 90 J.64890

Monsieur le Chef de Service de l'Exploitation
de la Région de l'Est
(Division commerciale)

v. ref 40937C49



Comme suite à votre lettre du 16 Mars ci-dessus
me communiquant le résultat de la démarche que vous
avez fait faire auprès de la Direction régionale des Douanes
à Nancy au sujet des Affaire Willian et Grandjean-
Trélelor, j'ai l'honneur de vous adresser ci-joint copie
~~de~~ d'une lettre en date du 27 Avril dernier, par laquelle
notre avocat à la Cour de Cassation me renseigne sur
l'état actuel de ces deux litiges.

Remarque

Il en ressort que, si l'affaire Willian ^{est terminée} ~~est terminée~~
par ~~admission~~ fait l'objet d'une décision ayant force de chose

20/4

le jugement rendu dans
l'arrêt, l'affaire Tréfilos a fait, pas contre, l'objet d'un
pourvoi en Cassation sur lequel il n'a pas encore été
statué. ~~Il ne peut donc être le jugement du Tribunal de~~
Paris avisé en ce sens les chemins de fer allemands et
vous serais obligé de me faire connaître le point de vue
de la Direction des Bureaux de Hanau, après lui avoir
communiqué les renseignements ci-dessus.

~~à la Direction des Bureaux de Hanau~~

de

20/12

Le Chef du Contentieux

Signé: de Laguerre

la déclaration de détail prescrite par l'art. 67 du Code des Douanes.

Cependant, lorsque l'agent chargé des opérations se présenta au bureau de M. Bourgoïn, receveur des douanes à Hargarten, celui-ci déclara avoir reçu des instructions de sa direction à Forbach pour ne pas accepter et enregistrer les déclarations qui pourraient être présentées le dimanche 17 février 1935, à moins qu'il ne s'agit de déclarations relatives à des marchandises périssables.

C'est ainsi que cette administration et, comme nous le démontrerons plus loin, par inobservation de ses propres règlements n'enregistra la déclaration que le lendemain 18 février 1935.

Preuve : Témoignage de M. Jean Grandjeaux, s/cherf de bureau de gare à la gare de Thionville.

La marchandise fut, néanmoins, admise en franchise par la douane et acheminée sur sa destination définitive Woippy, où le destinataire prit régulièrement livraison.

Mais ultérieurement, par lettre du 16 novembre 1935, - et non, comme le prétend la douane dans son mémoire du 9 avril 1936 produit en 1ère instance, seulement quelques jours après - la douane réclama au réseau le paiement des droits d'importation au montant de 8.093^f58. Ne pouvant satisfaire aux exigences de la douane, le destinataire refusant lui-même de reconnaître le bien-fondé de la demande de la douane, cette administration fit signifier au réseau une contrainte avec commandement de payer la somme de 8.093^f58 (Contrainte du 4 février 1936 visée le même jour par le juge cantonal sous le N° 2. 9/36 et signifiée le 5 février 1936.)

.....

Sur opposition formée par le réseau, le Tribunal Cantonal de Bouzonville, par jugement du 11 juin 1936, a donné gain de cause à la douane en déclarant la contrainte régulière et exécutoire.

Par ce jugement que nous estimons fort critiquable, le Tribunal se met en contradiction avec un autre jugement rendu le 15 mai 1936 par le Tribunal Cantonal de Forbach. La question principale à trancher est celle de savoir si des marchandises sarroises arrivées en France avant le 17 février 1935 à minuit (18 février 1935 à 0 heures) c'est à dire avant que l'incorporation de la Sarre dans le régime douanier français ait pris fin, doivent être ou non considérées comme des importations et si la douane était fondée à percevoir des droits d'importation.

Tandis que le Tribunal Cantonal de Forbach s'est rallié à la thèse du réseau en répondant à cette question par la négative, celui de Bouzonville a entendu soumettre les marchandises en question au paiement des droits.

Le réseau fait remarquer qu'à la suite d'un incident similaire, la douane a déposé contre le réseau et ses agents prétendus l'autif une plainte au Parquet de Sarreguemines pour importation en fraude de marchandises prohibées. Cette affaire a, cependant, été classée par une ordonnance de non-lieu N° T 136/35 rendue le 10 février 1936 par M. le Juge d'Instruction de Sarreguemines. Il est exact qu'il y a eu reprise de l'information contre le réseau, mais la douane pour obtenir cette reprise a dû se constituer partie civile.

La thèse du réseau consiste à soutenir purement et simplement qu'il n'y a pas eu importation de la marchandise en question et que,

.....

par suite, la douane était mal fondée à exiger l'accomplissement de formalités douanières et le paiement des droits d'importation.

I- Une importation suppose, en tout cas, le franchissement, par la marchandise, d'une frontière douanière. Dans "Larousse" on trouve sous le mot "importation" l'explication suivante :

"Action d'importer, de faire entrer dans un pays des produits "soumis ou non aux tarifs douaniers".

On retrouve la même définition dans l'art. 67 du code des douanes (art. 8 du titre II de la loi des 6/ 22-8-1791 invoqué par la douane qui dit :

"Les voituriers ou conducteurs de marchandises entrant ou sortant par terre sont tenus ... de faire, à leur arrivée "dans les lieux où les bureaux sont établis, déclaration, etc".

Il est inexact de vouloir dire, comme l'a fait la douane, que, par interprétation de ce texte, la marchandise n'est considérée comme importée qu'au moment où elle arrive au bureau. Cette interprétation se trouve contredite par l'art. 36 du code des douanes selon lequel :

"toutes les marchandises et denrées importées par terre doivent "être conduites directement au premier bureau d'entrée de la "frontière etc".

Dès lors, on ne saurait déclarer synonymes " importation " et " arrivée au bureau " lorsque la première opération doit précéder la seconde.

Dans le cas d'espèce, il ne pouvait y avoir importation dans le sens expliqué ci-dessus.

On sait que l'incorporation de la Sarre dans le régime douanier français a eu lieu en vertu du paragraphe 31 de l'annexe à la section IV de la partie III du Traité de Paix de Versailles ratifié par une loi. Par suite, une décision unilatérale du Gouvernement

:.....

- 2 -

français ne pouvait mettre fin à cet état de choses qui, normalement, devait durer jusqu'au 1^{er} mars 1935, date de la rétrocession de la Sarre à l'Allemagne.

Il a fallu l'accord franco-allemand conclu à Rome le 11 février 1935 ratifié par décret du 15 février 1935 (J.O. du 17-2-1935) par application de l'art. 8 de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875, pour mettre fins à l'incorporation du territoire de la Sarre dans le régime douanier français le 17 février 1935 à minuit.

Pour conclure, dans le cas d'espèce, la marchandise arrivée à Forbach déjà le 17 février 1935 n'a pas franchi une frontière douanière, n'est pas entrée dans le territoire douanier français et n'était, par suite, pas soumise aux formalités douanières et au paiement des droits.

Il convient d'observer qu'au point de vue douanier les marchandises circulant dans le territoire douanier peuvent être divisées en trois catégories :

- 1^{re}- les marchandises nationales, c'est à dire celles qui ont été récoltées ou fabriquées dans le territoire douanier;
- 2^{re}- les marchandises étrangères placées sous le régime douanier suspensif des droits de douane - transit, entrepôt, dépôt etc.-
- 3^{re}- les marchandises étrangères, nationalisées par le paiement des

.....

droits, c'est à dire les marchandises étrangères pour lesquelles les droits de douane ont été acquittés.

Avant la Révolution, la France était divisée, au point de vue douanier, en trois catégories de provinces:

- a) l'étendue des cinq grosses fermes,
- b) les provinces réputées étrangères,
- c) les provinces dites à l'instar de l'étranger effectif.

Par décret des 20 et 31 octobre 1790, sanctionné par le Roi le 5 novembre 1790, l'Assemblée constituante a réalisé l'unité douanière du territoire en abolissant toutes les douanes intérieures.

Depuis cette époque les marchandises nationales ou nationalisées par le paiement des droits peuvent circuler librement sur toute l'étendue du territoire douanier, c'est à dire sans que le voiturier ou transporteur soit tenu de remplir des formalités quelconques vis à vis de la Douane.

Il n'y a d'exception à cette règle, que pour certaines marchandises circulant dans le rayon des douanes qui, sur les frontières de terre, comprend le territoire qui, de la limite séparative de l'étranger, s'étend vers l'intérieur jusqu'à une autre ligne parallèle distante de la première de 20 kilomètres. Les formalités spéciales auxquelles sont soumises les marchandises circulant dans ce rayon sont celles prévues aux articles 455 et suivants du Code des Douanes.

Il résulte des dispositions ci-dessus qu'une marchandise nationale ou nationalisée par le paiement des droits peut être transportée librement, c'est à dire sans que le voiturier soit tenu de remplir, pour cette marchandise, une formalité quelconque vis-à-vis de la Douane, de Paris à Bordeaux, de Nancy à Metz, de Mulhouse à Lyon, etc... De même, durant toute la période où le Territoire de la

.....

Sarre était en union douanière avec la France, les marchandises pouvaient être transportées librement de France en Sarre ou inversement de Sarre en France, c'est à dire que la Douane ne pouvait percevoir aucun droit sur ces marchandises au moment de leur passage à la frontière franco-sarroise et que le voiturier n'avait à remplir, pour ces marchandises, aucune formalité vis-à-vis de la Douane.

En effet, il n'existe dans nos lois douanières aucune disposition stipulant que le Gouvernement pourra, même à titre transitoire, établir des lignes de douane à l'intérieur du territoire douanier pour le diviser ainsi en plusieurs régions, et soumettre à des formalités de déclaration et de vérification douanières les marchandises au moment où elles franchiraient ces lignes de douane à l'intérieur du territoire douanier.

Ainsi, dans l'état actuel des textes, le Gouvernement n'a pas le pouvoir d'établir une ligne douanière qui, par exemple, séparerait les départements recouverts (Haut-Rhin, Bas-Rhin et Moselle) du reste du territoire national. De même, il n'avait pas le droit, avant le 18 février 1935, d'établir un cordon douanier à la limite méridionale de la Sarre et de prescrire que les marchandises expédiées de France en Sarre ou inversement seront déclarées et vérifiées aux bureaux de douane installés à la frontière franco-sarroise.

Les marchandises expédiées de Sarre en France et inversement de France en Sarre avant le 18 février 1935 et qui ont franchi la frontière franco-sarroise avant le 17 février à 24 heures ne constituent donc pas des "importations" et des "exportations" au point de vue douanier et elles étaient, par suite, affranchies de tous droits et taxes, même du fait que le voiturier, pour satisfaire aux

.....

exigences de la douane, a déclaré ces marchandises au bureau de douane soit avant, soit après le 18 février à 0 heure. Le seul fait que les marchandises sarroises sont arrivées en France avant le 18 février, c'est à dire à une époque où la Sarre était encore en union douanière avec la France, leur ouvrait droit à la franchise. La Douane a donc également entrecoupé ses droits en percevant - postérieurement au 17 février - sur les marchandises sarroises arrivées dans les bureaux de la frontière méridionale de la Sarre le dimanche 17 février, les droits et taxes prévus au Tarif pour les ^{pro}duits similaires d'origine étrangère. Le fait que les bureaux de douane se prétendaient fermés le dimanche 17 février sans l'être effectivement et que, par suite, le voiturier, pour pouvoir disposer des marchandises - a dû les déclarer postérieurement au 17 février ne justifie pas ces perceptions; elles sont donc irrégulières. En conséquence la Douane devrait rembourser toutes les sommes que le Chemins de fer^{de} a dû lui payer pour des marchandises sarroises arrivées en France avant le 18 février 1935.

La douane cherche à combattre la thèse du réseau en invoquant un décret du 15-1-1935 paru au J.O. du 17-1-1935 et intitulé "Etablissement d'une ligne de douane à la frontière franco-sarroise".

Le réseau, cependant, considère ce décret comme illégal et, par suite, le Tribunal ne devrait pas en tenir compte pour apprécier le bien fondé de notre demande.

Avant d'exposer les motifs de cette manière de voir et pour devancer des objections éventuelles de la douane, le réseau fait observer qu'en matière de douane (perception d'une taxe), les Tribunaux ordinaires peuvent et doivent examiner la validité des actes administratifs qui se trouvent invoqués par les parties (Voir

.....

Haurion, Précis de droit administratif, tome I, p. 69
et plus spécialement en matière de douane, Dalloz Rép. Pratique, sous
Douanes, N° 1156 - 1157 et 1160).

La douane voudra-t-elle peut-être justifier la légalité du
décret du 15-1-1935 en invoquant les textes suivants ?

Loi du 17-12-1814 - art. 34 - chiffre 4 :

des ordonnances du Roi pourroient provisoirement, et en cas d'ur-
gence

" limiter à certains bureaux de douane l'importation ou l'expor-
tation de certaines marchandises permises à l'entrée et à la
sortie du royaume en telle sorte que ladite importation ou
exportation ne puisse s'effectuer par aucun autre bureau "

Art. 29 du code des douanes :

" Les décrets peuvent déterminer les bureaux de douanes qui
sont ouverts à l'importation, à l'exportation ou au transit
de certaines marchandises de telle sorte que ces opérations
ne puissent s'effectuer par aucun bureau autre que ceux
ainsi désignés ".

Le réseau estime que cette argumentation ne peut être retenue.

Il faut observer, en premier lieu, que le décret incriminé crée
une ligne douanière, alors que les textes susvisés ne permettent
que la création de certains bureaux pour certaines marchandises .
Ainsi se trouve rejetée la thèse développée par la douane à la page
6 de son mémoire du 9 avril 1936.

L'alinéa final de l'art. 34 de la loi du 17-12-1814 exige en
outre, que les dispositions ordonnées soient présentées, en forme
de projet de loi aux 2 chambres, avant la fin de leur session, for-

.....

milité qui n'a pas été remplie.

Le pouvoir réglementaire du Gouvernement qui s'exerce par voie de décret ne peut intervenir, d'après les principes du droit administratif, que dans la limite d'une délégation donnée par un texte législatif. C'est ainsi que les décrets sont précédés de considérants avec visa des textes (Hagrieu, op.cité, p. 189).

Dans la présente espèce, cependant vainement, on cherchera au Journal Officiel, en tête du décret, les considérants et l'énumération des textes légaux en exécution desquels il est pris; le décret n'a même pas été soumis, ni au conseil des Ministres, ni au Conseil d'Etat.

La thèse du réseau se trouve confirmée par Dalloz, Rép.Pratique sous douanes, N° 282 qui en faisant état d'une situation analogue, dit :

"d'après l'art. Ier du titre XIII de la loi des 6-22/8 1791, il ne pouvait être établi ou supprimé, aucun bureau sans un décret du Corps législatif. Ce texte a été interprété en ce sens qu'une loi était nécessaire seulement pour transporter une ligne de douane d'un département qui cesse d'être frontalière dans un autre département qui commence à l'être (V. en ce sens: sect. réun. 18 thermidor an XI. R. 58)".

D'ailleurs, nous avons vu ci-dessus que le seul fait que la ligne douanière avait été, par le Traité de Versailles (C.à.d. par une loi), fixée à la frontière Sarre-Allemagne, ne permettait une modification de ce régime avant le 1-3-1935 que par un accord des parties co-contractantes intéressées.

A cette occasion, il convient de faire ressortir une grave contradiction que contiennent les motifs du jugement dans sa première partie.

En effet, bien que le jugement reconnaisse que, par le Traité de Versailles c'est à dire par une loi, il y a eu unification du territoire au point de vue douanier. Le premier juge se plaint à

.....

admettre, sans cependant donner une base à cette thèse, que cette unification n'a pas entraîné la suppression, entre la France et la Sarre de la ligne douanière. La thèse développée par le Tribunal est d'autant plus surprenante, que ce dernier ne cherche pas à expliquer pourquoi la douane a jugé nécessaire de créer une nouvelle ligne de douane par le décret du 15-1-1935.

En résumé, la théorie de la douane aboutirait à un abus de pouvoir. Si elle était exacte, le Gouvernement pourrait p.ex. créer une ligne de douane de la frontière suisse à la frontière belge allant par Belfort, Epinal, Nancy etc. Cet exemple démontre à lui seul, que cette théorie est insoutenable.

Vainement, la douane objecte encore, comme elle l'a fait dans l'instance pénale, qu'une situation analogue existe en ce qui concerne les bureaux de douane créés p.ex. à Paris, Lyon, Metz, Nancy etc.

Il importe de faire remarquer à l'égard de cette objection qu'il ne s'agit là point d'une ligne de douane comme dans le cas d'espèce, mais de simples bureaux institués par arrêté du Gouvernement du 25 ventose an VIII (art. 440 du code des douanes - Delloz Rép. Pratique sous douanes N° 281) et destinés principalement à recevoir les déclarations pour l'exportation. Ces marchandises sont expédiées après vérification sur le bureau de sortie effective, soit sous plomb, soit avec passavant; elles sont, ensuite, exemptes de visite aux bureaux de sortie. Mais cette manière de procéder n'est pas obligatoire. A l'inverse des marchandises importées peuvent être mises sous plomb au passage par le bureau d'entrée pour être déclarées et dédouanées à destination.

D'une façon générale, la douane cherche à combattre la thèse du réseau par des arguments à l'appui desquels elle ne peut citer

.....

ni textes ni documents.

La douane prétend qu'on ne saurait admettre, en présence des termes du Traité de Versailles : " Le Territoire de la Sarre sera soumis au régime douanier français", que le Gouvernement français durant le régime du mandat de la S.N. n'estip pas le droit de placer, à la frontière politique France-Sarre, une ligne douanière et de soumettre l'échange des marchandises Sarre-France au régime douanier ordinaire. En d'autres termes, la douane soutient que les termes " soumis au régime douanier français" ne sauraient être interprétés en ce sens qu'il y a eu incorporation complète et sans restrictions de la Sarre dans le régime douanier français ; le terme "soumis" signifierait, selon la douane, ce que l'on désigne en langue allemande par "unterworfen".

Cette interprétation ne résiste pas à un examen approfondi de la question. En recherchant l'intention des parties contractantes (France-Allemagne) on constate

a) que le texte allemand du Traité de Versailles n'emploie point le mot "unterworfen" mais "eingeorndet" en langue française synonyme à "incorporé".

b) le même terme " eingeorndet " est employé par la " Verordnung" N° 326 betr. das Zollwesen im Saargebiet vom 15-7-1924" (Ansbblatt der Regierungskommission des Saargebietes, 1924, p.306), Verordnung qui, incontestablement, a été élaborée par la Direction des Douanes à Sarrebruck, actuellement à Forbach.

c) Cette même "Verordnung" ne contient aucune restriction dans le sens soutenu par la douane en ce qui concerne l'échange de marchandises en provenance de la Sarre à destination de la France,

d) Le Gouvernement français lui-même a reconnu qu'il y a eu

.....

incorporation complète de la Sarre dans le régime douanier français, et non, ainsi que le prétend la douane, simple application de ce régime en Sarre. En effet, l'art. Ier de l'accord franco-allemand de Rome du 11-2-1935 approuvé par décret du 15-1-1935 (J.O. du 17-2-1935, p. 2012 et 2013) est ainsi conçu :

" L'incorporation du territoire de la Sarre dans le régime douanier français prendra fin le 17-2-1935, à vingt quatre heures".

D'ailleurs, la douane elle-même, dans les " Observations Préliminaires" au tarif douanier, p. 764 reconnaît que:

" Le Bassin de la Sarre ne forme avec la France qu'un seul et même territoire douanier".

Nous verrons ci-dessous, lorsque nous discuterons la valeur légale des O.P., que cette disposition suffit à elle seule pour faire rejeter les revendications de la douane.

Au surplus, toute la doctrine française et allemande sur la question est unanime pour se ranger à la manière de voir du réseau.

Edgar Allix, "Les droits de douanes, tome II p.56".

"La frontière française est, au contraire, librement ouverte à tous les produits sarrois et le cordon douanier de la ligne Sud a disparu "

Angel Carvaud " Le Territoire de la Sarre 1933 :

"Il résultera, en particulier, qu'aucune barrière ne séparera plus ce bassin de la Lorraine "

Wiegand, "Währung und Zoll im Saargebiet " :

"Bei den Ende März 1935 stattfindenden Besprechungen des

...

"französischen Ministerialdirektors Serruys mit saarlandischen Wirtschaftskreisen erklärte Serruys, dass ein Teil des französischen Zollgebietes (Saargebiet) nicht von einer auswärtigen Macht nicht zuungunsten eines anderen Teiles begünstigt werden kann".

Dr. Fritz Eichhorn "die zollrechtliche Stellung des Saargebietes auf Grund des Versailler Vertrages" 1928 :

"das bedeutet, dass die bisherige Zollgrenzen zwischen Frankreich und dem Saargebiet grundsätzlich beseitigt wird, sodass beide Gebiete ein gemeinschaftliches Zollgebiet bilden, das mit einer einheitlichen Zollgrenze umgeben ist."

L'attitude actuelle de la douane est d'autant moins compréhensible qu'à l'époque en question la direction générale des Douanes à Paris, par une dépêche N°1/1 N°169 du 12/1/1935 répondant à une lettre de la Direction de Sarrebruck N°190 du 6/1/1935, fit connaître à cette dernière, qu'en tout cas l'union douanière entre la France et la Sarre reste en vigueur jusqu'à la rétrocession à l'Allemagne et que la ligne douanière créée (d'une façon illégale) n'avait qu'un but de contrôle. Voir ci-joint la Saarwirtschaftszeitung qui, dans son N°3 du 18/1/1935, p.67 donne toutes les explications sur la situation douanière.

Pour étayer sa thèse, la douane cherche à tirer argument du fait que divers accords franco-allemands avaient institué en faveur de la Sarre un traitement privilégié en ce sens que certaines marchandises allemandes destinées à la consommation locale sarroise étaient admises en Sarre en franchise ou ~~en~~ bénéfice de droits réduits, mais ne devaient pas être versées sur le marché intérieur français.

Le réseau estime que ce régime spécial ne revêt point un caractère extraordinaire. La législation douanière française prévoit bien un régime analogue qui est celui de l'admission temporaire du blé qui est exonéré du paiement des droits à condition qu'une quan-

....

tité (fixée par décret) de farine correspondant au blé importé soit exportés. A défaut d'exportation dans un délai déterminé, l'importateur est passible de fortes pénalités (art.206 et sv. du Code des Douanes).D'ailleurs, il n'appartient ni au réseau ni au Tribunal d'apprécier les motifs qui ont amené le Gouvernement à accorder un régime spécial pour certaines marchandises.

La douane fait, en outre, état de ce que certains produits étaient passibles en France de taxes de licences ou étaient monopolisés, ce qui, en droit strict, l'aurait autorisé à créer une ligue de douane à la frontière politique franco-sarroise.Nous lui répondrons qu'il s'agit là de taxes de contributions indirectes et non de droits d'importation.

Le Tribunal ne saurait retenir, d'autre part, le fait également avancé par la douane, que les produits des droits de douanes devaient, aux termes du Traité de Versailles, être attribués au budget sarrois.Nous ne voyons ni l'utilité, ni la valeur de cette objection.En effet, les droits de douane constituent pour un pays un élément de premier ordre au point de vue ressources budgétaires et il est tout naturel qu'on n'ait pas voulu priver un pays sous mandat de la S.N. d'un impôt nécessaire pour maintenir l'équilibre budgétaire.

La manière de voir de la douane aboutirait à cette situation tout-à-fait inconcevable d'après laquelle la Sarre, sans contre partie, se serait vu imposer par la France une importation en franchise de produits français sans pouvoir bénéficier de la réciprocité, en important également en France en franchise ses produits.Or, on sait que durant le régime de mandat de la S.N., il y a eu incorporation complète de la Sarre dans le régime douanier

...

français et qu'à aucun moment, un régime tel qu'il a été préconisé par la douane n'a été envisagé.

Au surplus, le fait seul que le réseau a, pour les marchandises en question, produit les certificats justifiant de leur origine sarroise, ne devrait pas permettre à la douane de s'engager sur le terrain visé ci-dessus. Ces certificats se trouvent au dossier du Tribunal Cantonal transmis par ce dernier au Tribunal Civil.

La Douane a accusé le réseau de vouloir interpréter le Traité de Versailles à l'aide du texte allemand, le texte français devant seul faire foi en France.

Cette Administration ne peut, cependant, fournir d'explications sur les motifs pour lesquels, dans la Verordnung N°326 betr. das Zollwesen im Saargebiet vom 15/7/1924, dont elle est l'auteur, elle a fait siens les termes allemands en employant le mot "eingeordnet" c'est-à-dire incorporé.

Il convient, de faire remarquer, en outre, que, dans le cas, où, comme le prétend la douane, la Sarre aurait été simplement soumise au régime douanier français, le service aurait été assuré par le personnel sarrois comme tous les autres services (police, chemin de fer, etc.) Or, dans le cas d'espèce, le Gouvernement français a créé à Sarrebruck une direction des douanes française (transférée à Forbach après la rétrocession de la Sarre à l'Allemagne et supprimée depuis le 1/7/1936). D'autre part, le service était assuré principalement par des douaniers français en uniforme français. Ces faits démontrent, sans contestation possible, qu'il y a eu incorporation et union douanière complète entre la Sarre et la France.

Vainement, la douane cherche à tirer argument du fait que,

pendant cinq ans à dater de l'entrée en vigueur du Traité de Versailles, la Sarre a bénéficié d'un régime transitoire, régime qui a été expressément prévu par les deux derniers alinéas du par.31 de l'annexe à la section IV - partie III du Traité de Versailles. En effet, on ne voit pas comment ce régime transitoire pourrait faire échec à l'application entière de l'union douanière à l'expiration de cinq années.

Vainement, aussi, la douane invoque à l'appui des deux conventions des 15/1/1925 ratifiées par la loi du 19/7/1925 (J.O. du 21/7/1925 p.6830 et 6831).

Ces deux conventions, en effet, loin de confirmer la thèse de la douane, ne font que renforcer celle du réseau.

En premier lieu, l'article 5 de la II^e Convention parle de la réalisation complète, à partir du 10/1/1925 c'est-à-dire à l'expiration des cinq années précitées, de l'union douanière entre la Sarre et la France.

La douane est mal fondée à se prévaloir des termes "importation et exportation" employés par la I^{ère} Convention. Ces termes ne peuvent, en effet, avoir qu'une portée technique pour parler de l'échange, entre deux pays en union douanière, de marchandises sous régime de monopole en France ou soumises à des taxes de contribu-

.....

tions indirectes. Etant donné qu'il n'y avait unification qu'au point de vue douanier, mais non en matière de contributions indirectes, il est évident que les deux conventions étaient une nécessité.

La douane reproche aussi au réseau d'avoir, à un moment où il s'agit surtout de protéger l'industrie française, soulevé la question de la légalité du décret du 15-1-1935 et alors surtout qu'aucun commerçant français ou sarrois ne l'a fait. Nous sommes obligés de rappeler à la douane que, dans ces affaires, le réseau agit, en fait, comme mandataire et porte parole des destinataires des marchandises; or ceux-ci contestent la légalité de la perception des droits de douane.

II - Nous examinerons ci-après l'affaire, également, sous le point de vue de la douane et nous démontrerons ci-après que, même dans l'hypothèse d'une importation, la douane était mal fondée à percevoir des droits.

Ainsi qu'il a été exposé ci-dessus, la marchandise est arrivée à Hargarten déjà le 17-2-1935.

Il convient de rappeler à cette occasion les déclarations faites *lors* les débats devant le Tribunal Cantonal de Bouzonville le 23/4/1936 par le représentant de la douane (M. BOURGOIN, receveur à Hargarten) qui a reconnu avoir reçu des instructions de service pour ne pas accepter et enregistrer des déclarations qui auraient pu lui être présentées le dimanche 17/2/1935 et avoir fait connaître ces instructions au personnel de l'agence en douane du réseau mettant ainsi ce dernier dans l'impossibilité de régulariser la situation des marchandises arrivées avant le 17/2/1935 à minuit.

M. BOURGOIN a, en outre, reconnu avoir été présent à son bureau pour la réception et l'enregistrement des déclarations relatives à des

marchandises périssables.

En invoquant l'article 14 - titre II et l'art.30 - titre XIII de la loi des 6/22 - 8 - 1791 et les art.73 et 92 du code des douanes, cette administration soutient que l'application du droit à percevoir est déterminée par le moment où la déclaration de détail est enregistrée (18-2-1935).

Le réseau répond à cet argument que l'enregistrement tardif de la déclaration est due à une faute grave des services de la douane, faute grave consistant dans l'nonobservation par la douane de ses propres règlements c.à d. de l'article 24 des "Observations préliminaires du tarif des douanes" approuvées par un décret du 28-4-1934 (J.O. du 28-4-1934) pris par application de l'article 6 de la loi du 29-3- 1910 ainsi conçu :

"Si le dernier jour ouvrable pour appliquer un tarif est un jour férié, les bureaux de douane doivent rester ouverts pour recevoir et enregistrer les déclarations relatives à l'application de ce tarif, pendant toute la durée des heures fixées, soit par l'article 5 du titre XIII de la loi du 22-8-1791 (art.451 du code des douanes) soit par les décrets rendus en exécution des lois des 14-6-1850, du 30-1-1907, art.9 et du 29-4-1926, art.122(art.433 du code des douanes)."

Ces dispositions ont été complétées comme suit par un carton interprétatif, non approuvé par décret.

"Cette disposition n'est applicable qu'en cas de relèvement ou de création de droits de douane, de surtaxes d'entrepôt ou d'origine, de surtaxes de change ou de surtaxes douanières (surtaxes de retorsion ou surtaxes anti-dumping).

(Voir en ce sens Dalloz Rép.Pratique sous douanes N°288 et 184 - Delandré Traité alph.des Douanes,tome I, N°6 p.10).

La douane, pour se disculper de la faute reprochée, fait valoir que c'est en vain que l'on rechercherait dans le Code des Douanes un article ou passage rappelant cette disposition que cette disposition n'est pas d'ordre légal, mais d'ordre administratif

seulement et qu'il en résulte que son application relève purement du domaine administratif et échappe à la compétence judiciaire."

Nous ne sommes pas de cet avis.

En effet, les Observations Préliminaires du Tarif des Douanes constituent un ouvrage officiel que l'Administration adresse à ses agents et qu'elle les oblige à appliquer, en vertu de son pouvoir disciplinaire. Mais elles ne s'imposent pas aux redevables qui peuvent se pourvoir devant les Tribunaux. Ce point est clairement précisé dans le décret qui a approuvé cet ouvrage. Il est d'ailleurs confirmé dans divers arrêts, tel que celui du 21 juillet 1926 de la Chambre Civile de la Cour de Cassation.

Parmi ces arrêts, plusieurs ont aussi précisé que les contribuables sont fondés à invoquer le texte des Observations Préliminaires, lorsque ce texte leur est plus favorable que celui de la loi. C'est ce qu'a jugé la Cour de Cassation (Req. 10 décembre 1907) dans un cas où les O.P. exemptaient de droits un objet que la loi aurait permis de taxer. En équité, ces arrêts peuvent s'appuyer sur cette considération que, si les règlements de douane n'ont pas force de loi, il est juste d'appliquer à l'Administration des règles et interprétations qu'elle donne. (Les Droits de Douane - page 261 - par Edgar Allix, professeur de science financière à la Faculté de Droit de Paris).

Par ailleurs, il convient d'observer que par "Tarif des Douanes" on doit entendre l'ensemble des dispositions légales et réglementaires qui ont fixé le régime des marchandises.

Les documents officiels désignés autrefois sous le nom de "Tarif des Douanes" et qu'on entend appeler aujourd'hui les "Ouvrages officiels du Tarif des Douanes" sont :

- le Tableau des Droits;
- le Répertoire Général du Tarif ;
- les Notes explicatives du Tableau des droits;
- les Observations Préliminaires du Tarif des Douanes.

Le Tableau des Droits comprend le tableau des droits de douane d'entrée et de sortie, fixés par les lois douanières.

Sur le Répertoire Général sont inscrites, dans l'ordre alphabétique, toutes les marchandises dénommées au Tableau des Droits, ainsi que celles qui ont fait l'objet, de la part de l'Administration des Douanes, d'un classement général.

Les Notes explicatives fournissent le commentaire du Tableau des Droits.

Les Observations Préliminaires représentent un corps de règlements contenant les principales dispositions de la législation et des décisions administratives, relatives soit à l'application des droits de douane, soit aux autres perceptions et opérations qui rentrent normalement dans les attributions du service de la douane ou pour lesquelles ce service prête son concours à d'autres Administrations.

Ce sont donc ces "Ouvrages officiels du tarif des Douanes" qu'il faut consulter pour connaître exactement le régime d'une marchandise, c'est-à-dire pour connaître les droits et taxes exige-

...

bles, ainsi que les formalités à remplir.

Le réseau ne conteste pas que la thèse de la douane soit exacte lorsqu'il s'agit d'imposer les Obs.prél.au public. La jurisprudence a, en effet, décidé que les notes explicatives du tarif des douanes ne sont plus obligatoires pour les tribunaux que les circulaires ou instructions des diverses administrations (Cass. 21-7-1926 D.H. 1926, p.435; Cass.15-5-1923 et 7-4-1923 et la note au pied de ces deux arrêts D.1926-1-68).

Par contre, les dispositions réglementaires invoquées par le réseau sont obligatoires pour la douane et s'imposent à cette administration, autrement elles n'auraient pas de raison d'être.

Le réseau tient, d'ailleurs, à attirer l'attention du Tribunal sur une singulière contradiction qui existe dans l'argumentation de la douane, contradiction qui démontre le peu de valeur qu'il y a lieu d'attacher à cette argumentation.

Nous avons vu ci-dessus que la douane invoque l'art.14 du titre II et l'article 30 du titre XIII de la loi des 6/22 -8-1791 pour soutenir que les droits à appliquer sont à déterminer d'après le moment où la déclaration/entregistrée. On cherchera en vain dans ces textes et dans le code des Douanes une disposition en ce sens. La thèse de la douane se base uniquement sur l'article 22 des Observations préliminaires ainsi conçu :

"Dans tous les cas de modifications ou de changements au tarif d'entrée ou de sortie, la quotité des droits est déterminée par la date à laquelle les déclarations pour l'acquiescement des droits ont été inscrites, pendant les heures d'ouverture légale, au registre du bureau des douanes du port ou de la localité où les marchandises sont déjà arrivées et peuvent être présentées aux services."

En résumé, la douane invoque en sa faveur les dispositions des obs.prél.lorsqu'il s'agit de déterminer le tarif appli-

...

cable, mais elle refuse d'en reconnaître le bénéfice au réseau en ce qui concerne l'obligation d'enregistrer les déclarations un dimanche.

La douane argue, en outre, de ce que les dispositions susvisées sont d'ordre purement administratif; leur application relèverait donc du domaine purement administratif et échapperait à la compétence de l'autorité judiciaire.

Selon Pallain "Les Douanes françaises" tome III, N° 2600 à 2602, le juge de paix est le juge de droit commun en cette matière. Sa compétence ne souffre aucune exception en ce qui concerne la connaissance des litiges relatifs au paiement des droits et notamment à l'application du tarif. C'est ainsi qu'il peut être appelé à examiner la légalité d'un décret portant modification au tableau des droits (dans le cas d'espèce le décret du 15-1-1935 - voir les décisions suivantes citées par Pallain : Cass.Civ.4-7-1827 - Cons.d'Etat 10-12-1857 et 17-2-1864). Le principe général en vertu duquel les tribunaux de l'ordre judiciaire sont incompétents pour statuer sur les demandes tendant à constituer l'Etat débiteur, est également inapplicable en matière de douane, et cette dérogation à la règle s'étend non seulement aux demandes en remboursement de droits qui supposent application ou interprétation du tarif, mais aussi aux demandes d'indemnité fondées sur une application erronée ou abusive de la loi. C'est ainsi que les juges de paix ont à connaître les actions intentées à la douane pour saisies non fondées, pour visites domiciliaires infructueuses et pour retard apporté dans l'expédition d'une marchandise par suite du refus de délivrer un acquit à caution, passavant, congé ou autre titre de transport (voir l'analogie avec la présente affaire - Cass.Civ.25-8-1845 D.1845-1-370 cité par Pallain).

Pour conclure, le juge de paix a compétence pour se prononcer sur

toutes les actions qui ont pour objet une contestation relative à l'impôt ou en sont l'accessoire; il serait, par contre, incompétent, lorsque l'action procède d'une autre cause.

Il résulte de ce qui précède que la douane, à l'époque en question a appliqué un régime purement arbitraire. Alors qu'elle refusait d'enregistrer les déclarations relatives aux marchandises ordinaires, elle a enregistré régulièrement le 17-2-1935, les déclarations relatives aux marchandises périssables. Cette circonstance démontre à elle seule que la douane se rendit bien compte qu'en principe, elle avait l'obligation d'enregistrer les déclarations déposées le 17-2-1935.

On ne saurait s'arrêter un seul instant à l'explication donnée par la douane qui prétend qu'en agissant ainsi, elle n'a fait que se conformer aux usages séculaires qui veulent que les opérations relatives aux voyageurs et aux produits agricoles et alimentaires sujets à altération rapide soient effectuées sans délai. Or, ces errements applicables à défaut de dispositions expresses, ne sauraient faire échec aux règles précises rappelées ci-dessus et qui concernent le cas d'espèce.

En outre, comment la douane veut-elle expliquer que sa carence ait été limitée aux bureaux installés dans les gares. Nous sommes, en effet, en mesure de prouver par le témoignage de M. Fischer, gérant de la Sté du Bois d'Industrie, 1, rue d'Alsace à St-Dié, que le dimanche 17-2-1935 on pouvait importer par les bureaux de route de la frontière franco-sarraise des marchandises sarroises de toute nature, ces bureaux ayant tout laissé passer sans déclaration, ni perception. Pourquoi cette différence de traitement en faveur de la route ?

Il résulte de ce qui vient d'être exposé que cette affaire a pour origine une série d'agissements fautifs de la douane, fautes consistant à vouloir, en violation de la législation existante, pres-

crire l'accomplissement de formalités douanières pour des marchandises arrivées avant le 18-2-1935; puis à refuser l'enregistrement d'une déclaration au moment de la demande faite par le réseau, et, enfin, à appliquer un régime arbitraire, violant le principe de l'égalité, régime appliqué à l'époque en question.

Nous insistons, enfin, sur un fait que nous paraît ne pas devoir être négligé dans l'appréciation de cette affaire.

Nous avons vu que la douane invoque, pour justifier la perception des droits, l'article 22 des O.P. qui constitue l'interprétation officielle de l'article 14 du titre II et l'article 30 du titre XIII de la loi des 6/22 août 1791. Ce texte parle des cas de modifications ou de changements au tarif d'entrée ou de sortie.

Or, étant donné que selon les principes soutenus par la douane elle-même, principes qui prescrivent l'application littérale des textes, et étant donné qu'on ne se trouve pas en présence d'une modification ou d'un changement au tarif, mais de la création, par le décret du 15/2/1935 ratifiant l'accord franco-allemand du 11/2/1935, d'une nouvelle frontière douanière, le paiement des droits ne doit pas être déterminé par la date de l'enregistrement de la déclaration, mais par celle du passage de la marchandise à la frontière douanière.

Veuillez me faire parvenir une copie de vos conclusions et agréer, Maître, l'assurance de ma considération distinguée.

P. Le Chef du Contentieux,
L'Inspecteur Principal Adjoint,

Signé: COLOMBEL

le 20 février 1943.

Affaire Wallian

Il y a lieu maintenant d'insérer l'arrêt
de la Ch. corr. de la Cour de Nancy, en tant qu'il a
condamné les S y C P à payer, comme
civilement responsable, le montant des droits
compris et des frais, soit au total : 3.350'3.

H. Bouvier

S. N. C. F.

Région EST

EXPLOITATION

Division Commerciale

N° C4/J

142 cl- 91-3

M.L.

Paris, le

4 FEV 1943

Monsieur le Chef du

CONTENTIEUX

J'ai l'honneur de vous faire connaître que par lettre D 549 du 28 Janvier écoulé, le Receveur Principal des Douanes à Nancy nous informe que son Administration Centrale a décidé de terminer l'affaire Waillan (circulation dans le rayon de marchandises contingentes) aux conditions suivantes :

- 1°) paiement des droits, soit 2900 frs 8
- 2°) Remboursement des frais avancés, soit 449, 5.

En vertu de l'arrêt de la Cour d'Appel de Nancy en date du 1er décembre 1938, confirmé en partie par l'arrêt du 1er Mai 1940, de la Cour de Cassation (qui annule l'arrêt de la Cour d'Appel de Nancy seulement en ce qui concerne la peine d'emprisonnement de 24 heures infligée au sieur Wallian) la S.N.C.F. en tant que civilement responsable des condamnations pécuniaires prononcées à l'encontre du Chef de train Waillan est tenue au paiement de la somme de 2900,8 + 449,5 = 3.350 f.3.

Le Receveur Principal des Douanes susvisé nous demande le paiement de la somme dont il s'agit qui permettra de clore le dossier de cette ancienne affaire -

Cette affaire ayant été suivie par votre référence "bureau S.J. -Dossier N° 5648 C" je vous serais très obligé de bien vouloir me faire savoir si nous pouvons effectuer le paiement en question -

P. Le Chef du Service de l'Exploitation
et le Chef de la Division Commerciale,
Inspecteur Principal Le Chef de la 1ère Subdivision,

JW.

MV. 23.5.1942.

- Traduction -

D. R. B.
R.B.D. Karlsruhe

Strasbourg, le 20.5.1942.

Hilfsarbeiter LH
à Strasbourg.

1 H 5^b/573 Tbdm
(Els)

Société Nationale des
Chemins de fer Français
88, rue St. Lazare
P a r i s

V/lettre du
1.5.42.

par la W.V.D. - Division
des Chemins de fer
29, rue de Berri - Paris

Objet : Créances sur la S.N.C.F.,
en l'espèce : S.N.C.F. ./.. Adminis-
tration de la Douane.

V/réf. : Secrétariat W 3186.

Après avoir pris connaissance de
l'arrêt de la Cour de Cassation du 1.5.40
maintenant la responsabilité civile de la
S.N.C.F. telle qu'elle résulte de l'arrêt
de la Cour d'Appel de Nancy du 1.12.38 et
vu que les intérêts des maisons sarroises
ou de la Chambre de Commerce de Saarbrücken
ne sont pas en jeu la condamnation étant
motivée par une infraction commise
par le Chemin de fer aux règlements de la
Douane, nous vous transmettons en annexe
le dossier complet du procès Wallian
(ancienne référence : Sous-Direction de
1 dos- Strasbourg-Contentieux - DC 3 - 3069) et
sier. vous prions de nous en accuser réception.

Vu:

W.V.D. Paris, Div.E

22.5.42

3 S A 1 S.N..C.F.

signé : Dr.Scherschmidt.

Bx 26 MAI 42

*18 de 3 au
19 6 27 15
f*

Mai

42

V.R.: 1H5^b/573 Tbdn (Els)

Direction des Chemins de fer d'Empire de Carlsruhe
(Service Auxiliaire à STRASBOURG)

-par l'intermédiaire de La Wehrmachtverkehrsdirection-
(Division des Chemins de fer)

P A R I S

Comme suite à la demande exprimée par votre lettre
du 19 Mai courant, j'ai l'honneur de vous accuser réception
du dossier concernant le procès WALLIAN (ancienne
référence D/G³ - 3069 du Contentieux de la Sous-Direction
de STRASBOURG) qui était joint à cette lettre.

MF

-CHIFFRE-123456-

7.2.42

1 JUIN 1942

Mai

42

V.R.: 1H5^b/573 Tbd (Els)

-1 JUIN 1942

W 3278

Direction des Chemins de fer d'Empire de Carlsruhe
(Service Auxiliaire à STRASBOURG)

-par l'intermédiaire de La Wehrmachtverkehrsdirektion-
(Division des Chemins de fer)

P A R I S

Comme suite à la demande exprimée par votre lettre
du 19 Mai courant, j'ai l'honneur de vous accuser réception
du dossier concernant le procès WALLIAN (ancienne
référence D/C³ - 3069 du Contentieux de la Sous-Direction
de STRASBOURG) qui était joint à cette lettre.

S. F. [Signature]

Übersetzung umseitig.

recu AV
mon AR
recu AT
rim
ris
S648C
a/b
au dossier
9

L.R.

L.B. 2.6.42

-ÜBERSETZUNG-

S.N.C.F.

Paris, den 1. Juni 1942

Der Generalsekretär

W 3278

REICHESBAHNDIREKTION KARLSRUHE

Hilfsarbeiter 1 H

in S t r a s b o u r g

durch die W.V.D. Paris, Abteilung Eisenbahnen

Ihr Zeichen : 1 A 5^b/573 Tbdx (Els)

Entsprechend dem in Ihrem Schreiben vom 19. Mai d.J. ge-

stellten Ersuchen, bestätige ich Ihnen den Empfang der diesem

Schreiben beigefügten Akten des Prozesses WALLIAN (ehemaliges

Aktenzeichen : Sous-Direction de Strasbourg, Contentieux, D C ³-
3069)

gez : Filippi

Übersetzung

L.R.

L.B. 2.6.42

-ÜBERSETZUNG-

S.N.C.F.

Paris, den 1. Juni 1942

Der Generalsekretär

STUMM

W 3278

REICHSBAHNDIREKTION KARLSRUHE

Hilfsarbeiter 1 H

in S t r a s b o u r g

durch die W.V.D. Paris, Abteilung Eisenbahnen

Ihr Zeichen : 1 H 5^b/573 Tbdx (Els)

Entsprechend dem in Ihrem Schreiben vom 19. Mai d.J. gestellten Ersuchen, bestätige ich Ihnen den Empfang der diesem Schreiben beigefügten Akten des Prozesses WALLIAN (ehemaliges Aktenzeichen : Sous-Direction de Strasbourg, Contentieux, D C³-3069)

gez : Filippi

Übersetzung aus dem Französischen

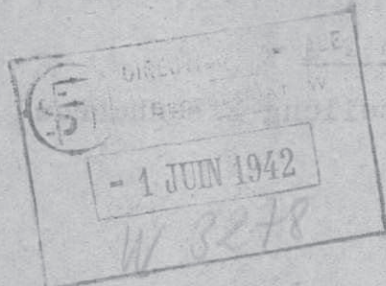
MINUTE
S

- 1 JUIN 1942

Mai

42

V.R.: 1H^b/573 Tdtr (Els) & 1-5731251111



Direction des Chemins de fer d'Empire de Carlsruhe
(Service Auxiliaire à STRASBOURG)

- par l'intermédiaire de La Wehrmachtverkehrsdirektion-
(Division des Chemins de fer)

P A R I S

Comme suite à la demande exprimée par votre lettre
du 19 Mai courant, j'ai l'honneur de vous accuser réception
du dossier concernant le procès WALLIAN (ancienne
référence D/C³ - 3069 du Contentieux de la Sous-Direction
de STRASBOURG) qui était joint à cette lettre.

S. Filippi

Übersetzung umseitig.

JW.

MV. 23.5.1942.

23 MAI 1942

- Traduction -

DIRECTORAT W. ALLE

SECRETARIAT W.

D. R. B.
R.B.D. Karlsruhe

Strasbourg, le 19.5.1942.

23 MAI 1942

Hilfsarbeiter LH
à Strasbourg

Pièce N°

W 10685e

1 H 5^b/573 Tbd
(Els)

Société Nationale des
Chemins de fer Français
88, rue . Lazare
Paris

par la W.V.D. - Division
des Chemins de fer
29, rue de Berri - Paris

V/lettre du
1.5.42.

S^r DU CONTENTIEUX
POUR ATTRIBUTIONS

Objet : Créances sur la S.N.C.F.,
en l'espèce : S.N.C.F. ./ . Adminis-
tration de la Douane.

V/réf. : Secrétariat W 3186.

Après avoir pris connaissance de
l'arrêt de la Cour de Cassation du 1.5.40
maintenant la responsabilité civile de la
S.N.C.F. telle qu'elle résulte de l'arrêt
de la Cour d'Appel de Nancy du 1.12.38 et
vu que les intérêts des maisons sarroises
ou de la Chambre de Commerce de Saarbrücken
ne sont pas en jeu la condamnation étant
motivée par une infraction commise
par le Chemin de fer aux règlements de la
Douane, nous vous transmettons en annexe
le dossier complet du procès Wallian
(ancienne référence : Sous-Direction de
1 dos- Strasbourg-Contentieux - DC 3 - 3069) et
sier. vous prions de nous en accuser réception.

Vu:

signé : Dr.Scherschmidt.

W.V.D. Paris, Div.E

22.5.42

5 S A 1 S.N..C.F.

26 MAI 42

Abschrift LZ/23/5/42
Deutsche Reichsbahn
RBD Karlsruhe
Hilfsarbeiter 1 H
Strasbourg

23 MAI 1942

W 106854

An die SNCF- Paris
88, rue St Lazare

durch die WVD Paris Abt. Eisenbahnen

Ihre Nachricht	Unsere Zeichen	Tag
vom 1.5.42	1 H5 ^b /573 Tldr(Elc)	

Betreff: Forderungen gegen die SNCF
H.1. SNCF/ Zollverwaltung
Ihr Zeichen: Secrétariat W 3186

Nach Kenntnisnahme des Urteils des Obersten französischen Gerichtshofes vom 1.5.40, welches die zivilrechtliche Haftung der SNCF, wie sie sich aus dem Urteil des OLG Nancy vom 1.12.38 ergibt, aufrechterhalten hat, und in Anbetracht ~~dass~~ dessen, dass die Interessen der saarländischen Firmen, bzw der Handelskammer Saarbrücken in vorliegender Angelegenheit nicht berührt werden, da sich die Verurteilung auf ein von der Eisenbahn begangenes zollrechtliches Vergehen stützt, übersenden wir anbei die gesamten, den Prozess Wellian betreffenden Akten (ehem. Aktenzeichen: Sous-Direction de Strasbourg, Contentieux DC3-3069) und bitten um Empfangsbestätigung.

1 Aktenbündel

gez: Dr. Scherschmidt

Gesehen

WVD Paris Abt.E 22.5.42

3 SA1 - SNCF

J. G.

Papier à en-tête
du Secrétariat Général

N. réf: 1456/S73 Tldr
(Els)

Paris, le

10 juin

1902

MF

Direction des Chemins de fer d'Empire
de Karlsruhe

(Service auxiliaire à Strasbourg)

par l'intermédiaire de

la Wehrmachtverwaltung

(Division des Chemins de fer) Paris

[Signature]

Comme suite à la demande exprimée par
votre lettre du 19 mai est, j'en ai l'honneur de
vous adresser réception des copies concernant
le projet Walliam (anciennement référence D/C 3-
2069 de Contention des Lrs. Direction de Strasbourg),
qui était joint à cette lettre.

[Signature]

FRANÇOIS CAIL

DOCTEUR EN DROIT

AVOCAT AU CONSEIL D'ÉTAT
& A LA COUR DE CASSATION

SUCCESEUR DE SON PÈRE

77, AVENUE HENRI-MARTIN (XVII^E)

TROCADÉRO 29-12

PARIS, LE 10 Mai 42

SJ

Wallian
5648 Co

Cher Monsieur,

Comme suite à votre lettre du 7
Mai, je m'empresse de vous retourner le
Dossier de cette affaire.

Il ne m'est rien dû dans cette affaire
puisque vous m'avez versé le 20 Août
1940 la somme de 2.440' pour mes
frais et honoraires. Je vous remercie
néanmoins d'avoir bien voulu y songer

Votre bien dévoué

François Cail

M. le Chef du Contentieux
de la SNCF

9 mai

42

SJ
Wallian
5648 Co

Mon cher Maître,

Comme suite à votre lettre du 27 avril écoulé, par laquelle vous avez bien voulu me faire parvenir copie de l'arrêt de la Chambre criminelle rendu le 1^{er} mai 1940 sur le pourvoi formé dans l'affaire WALLIAN, j'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien me retourner le dossier, en y joignant la note de vos honoraires.

Veuillez agréer, mon cher Maître, l'assurance de mes sentiments les plus distingués.

adly
LE CHEF DU CONTENTIEUX

Adelap...
Monsieur François CAIL,
Avocat au Conseil d'Etat
et à la Cour de Cassation,
77 avenue Henri Martin, PARIS 16^e.

Paris, 6 Mai 1962 F

V. G.

N° P. 6648 C°

Monsieur Maître,

Comme suite

M. Wallian

à votre lettre du 27 avril écoulé, par laquelle vous auriez voulu me faire parvenir copie de l'arrêt de la Chambre criminelle rendu le 10 mai 1960 sur la poursuite formée dans l'affaire Wallian, j'ai l'honneur de vous prie de vouloir bien me retourner le dossier, en y joignant la note de vos honoraires.

Je vous prie d'agréer, Monsieur Maître, l'assurance de mes sentiments les plus distingués.

Maître François Caill

Le Chef adjoint du Contentieux :

Cours au Conseil d'Etat & à la Cour de Cassation

27, Avenue Henri Martin Paris (16°)

Signé : R. de Laguerre

1/ papier
à en-tête
du Secrétaire général

Paris, le

Mardi

1442

F

Direction des Chemins de fer Impériale de Carlsruhe
(Bureau auxiliaire I II à Strasbourg)

v. n. p. : 1442

par l'intermédiaire de la Wehrmacht et de la direction
(Division des Chemins de fer, Paris)

1442

1442

1442

1442

Par votre lettre du 14 avril dernier vous nous avez
demandé si les décisions judiciaires rendues, entre la
S. C. F. et l'Administration des Domaines, dans les affaires
Wallian et Tripfeler, avaient acquis force de chose jugée
et, dans l'affirmative, vous nous avez prié de vous faire
parvenir copie ~~de~~ de ces décisions.

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'en ce qui
concerne l'affaire Wallian, l'arrêt de la Chambre criminelle
de la Cour de Cassation en date du 14 mai 1940, visé par votre lettre,

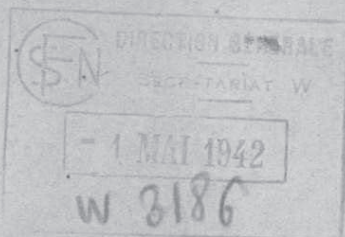
1442

que cet arrêt,
n'a cassé l'arrêt de la Cour d'appel de Nancy qui en tant qu'il avait
prononcé contre le Chef de train Walliam une peine d'emprisonnement,
mais l'arrêt de Nancy n'a été ~~cassé~~ annulé que sur ce point,
par voie de retranchement et sans renvoi, toutes les autres
dispositions demeurant expressément maintenues, ainsi qu'il
resulte de la copie ci-jointe. La demande de l'Administration des
Finances en paiement des droits et amendes est donc fondée.

Par contre, en ce qui concerne l'affaire Trétiator, un
pourvoi a bien été formé le 13 septembre 1938 contre le jugement
du Tribunal de 1^{re} instance de Metz du 17 juillet 1938. Le pourvoi,
admis le 9 décembre 1939, est pendante devant la Chambre
civile de la Cour de Cassation.

Original Vaguer.

MINUTE



- 1 MAI 1942

avril

42

S

VR.: 1 H 5b

Direction des Chemins de fer d'Empire de Carlsruhe
(Bureau auxiliaire 1 H à Strasbourg)

par l'intermédiaire de la Wehrmachtverkehrsdirektion
(Division des Chemins de fer) PARIS

Par votre lettre du 14 avril dernier, vous nous avez demandé si les décisions judiciaires rendues entre la S.N.C.F. et l'Administration des Douanes, dans les affaires WALLIAN et TREFILOR, avaient acquis force de chose jugée et, dans l'affirmative, vous nous avez prié de vous faire parvenir copie de ces décisions.

1 annexe

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'en ce qui concerne l'affaire WALLIAN, l'arrêt de la Chambre criminelle de la Cour de Cassation en date du 1^{er} mai 1940, visé par votre lettre, a cassé l'arrêt de la Cour d'appel de Nancy en tant que cet arrêt avait prononcé contre le chef de train WALLIAN une peine d'emprisonnement; mais l'arrêt de Nancy n'a été annulé que sur ce point, par voie de retranchement et sans renvoi, toutes ses autres dispositions demeurant expressément maintenues, ainsi qu'il ressort de la copie ci-jointe. La demande de l'Administration des Douanes en paiement des droits et amendes est donc fondée.

Par contre, en ce qui concerne l'affaire TREFILOR un pourvoi a bien été formé le 13 septembre 1937 contre le jugement du Tribunal de première instance de Metz du 15 juillet 1937. Le pourvoi, admis le 5 décembre 1939, est pendant devant la Chambre civile de la Cour de Cassation.

S. Vagogne

ÜBERSETZUNG

S.N.C.F.

Der Generalsekretär

Ihr Aktenzeichen : 1 H 5b

Paris, den 1. Mai 1942.

Reichsbahndirektion Karlsruhe
Hilfsarbeiter 1 H in STRASBOURGdurch die W.V.D. - Abteilung Eisenbahnen - PARIS

Durch Ihr Schreiben vom 14.4.1942 haben Sie uns ersucht, Ihnen mitzuteilen, ob die zwischen der S.N.C.F. und der Zollverwaltung in den Sachen WALLIAN und TREFILOR ergangenen gerichtlichen Entscheidungen rechtskräftig geworden sind, und Sie haben uns gebeten, Ihnen bejahendenfalls eine Abschrift der Entscheidungen zukommen zu lassen.

Ich beehre mich Ihnen mitzuteilen, dass, was die Sache WALLIAN betrifft, die in Ihrem Schreiben erwähnte Entscheidung der Strafkammer des Kassationshofes das vom Oberlandesgericht von Nancy ergangene Urteil insofern aufgehoben hat, als dieses Urteil den Zugführer WALLIAN zu einer Gefängnisstrafe verurteilt hatte; aber das Urteil von Nancy wurde nur in diesem einen Punkte aufgehoben; hingegen wurden alle anderen Bestimmungen des Urteils, wie aus beiliegender Abschrift hervorgeht, als nicht durch die Entscheidung berührt und ohne Rückverweisung förmlich aufrechterhalten. Die Forderung der Zollverwaltung auf Zahlung der Gebühren und Strafen ist also berechtigt.

Was hingegen die Sache TREFILOR betrifft, so wurde wohl am 13.9.1937 ein Kassationsrekurs gegen das Urteil des Landgerichtes von Metz vom 15.7.1937 eingelegt. Dieser Rekurs, der am 5.12.1939 zugelassen wurde, ist vor der Zivilkammer des Kassationshofes anhängig.

gez. VAGOGNE.

WALLIAN
S.N.C.F.
P.

-:-:-:-:-

Audience du 1er mai 1940.

M. CAOUS, Président.

-:-:-:-:-

Cour d'Appel de Nancy
1er Décembre 1938.

LA COUR,

Sur le rapport de M. le Conseiller GENAC, les observations de Me
CAIL et de Me LEVY FALCO, avocats en la Cour, les conclusions de M.
l'avocat-général CASSAGNAU ;

Statuant sur le pourvoi de WALLIAN Victor, Nicolas, et de la Société
Nationale des Chemins de Fer Français contre un arrêt rendu le 1er
Décembre 1938 par la Cour d'Appel de Nancy qui a condamné WALLIAN à 24
heures d'emprisonnement avec sursis et à des amendes fiscales pour
transport frauduleux de marchandises étrangères dans le rayon douanier
et a déclaré la Société des Chemins de Fer civilement responsable ;

Vu les mémoires produits ;

Sur le moyen tiré de la violation des articles 63, 64, 182 du
Code d'instruction criminelle, 69 et 70 du code de procédure civile, de
la maxime "nul ne plaide en France par procureur" et de l'article 7 de la
loi du 20 avril 1810, défaut de motifs et manque de base légale en ce que
l'arrêt attaqué a considéré comme régulière une citation délivrée au
réseau d'Alsace-Lorraine à la requête du receveur des douanes de Sarre-
guemines pour le motif que l'infraction ayant été commise dans le ressort
du Tribunal correctionnel de Sarreguemines, le receveur de cette localité
avait qualité pour instruire au même titre que celui de Forbach et qu'en
admettant qu'il y eut nullité elle n'a pas nui à celui qui l'invoque,
alors que la citation devait être libellée au nom du Directeur Général
que le ressort du Bureau de la Douane ne pouvait se confondre avec celui
du tribunal correctionnel et que l'arrêt applique à tort une règle concer-
nant la nullité des exploits à des cas de citations délivrés par des
autorités incompétentes ;

Attendu que le chef de train WALLIAN a été traduit devant la juri-
diction correctionnelle par ordonnance du juge d'instruction de Sarre-
guemines pour transport de marchandises en contrebande dans le rayon dou-
anier et que la Compagnie des Chemins de Fer a été assignée comme civile-
ment responsable de son préposé ;

Qu'il est énoncé dans l'arrêt attaqué que l'ouverture de l'infor-
mation avait été requise sur la plainte de l'Administration des Douanes,
partie civile, représentée par le Receveur de Sarreguemines mandaté à cet

et par son Directeur; que la Compagnie des Chemins de Fer avait été citée à la requête de ce même receveur et qu'elle n'avait pas pu se méprendre sur la qualité du réquerant ;

Attendu que l'arrêt ajoute que, dans l'acte d'appel, le receveur a spécifié qu'il agissait au nom de l'Administration des Douanes ;

Attendu qu'en l'état de ces constatations les juges du fait étaient fondés à décider que le représentant local des douanes avait qualité, en l'espèce, pour faire délivrer assignation et pour interjeter appel au nom de cette Administration et que dès lors le moyen n'est pas fondé ;

Sur le moyen pris de la violation des articles 455, 456, 459, 539 et suivants, 647 et suivants, 547 et suivants, 596 et 604 du Code des Douanes et 7 de la loi du 20 avril 1810, défaut de motifs et manque de base légale, en ce que l'arrêt attaqué a qualifié de délit de douane la circulation sans titre régulier dans le rayon douanier de la marchandise litigieuse et a attribué ainsi compétence au tribunal correctionnel pour le motif que la marchandise étant contingentée devait être assimilée à une marchandise prohibée dont la circulation dans de telles conditions constitue un délit, alors que cette assimilation ne repose sur aucune base légale et que les peines du délit ne peuvent s'appliquer à la marchandise contingentée que si le prévenu a fait usage de déclarations mensongères destinées à dissimuler la prohibition dont est frappée une partie de la marchandise importée ;

Attendu que, par décret du 26 mars 1932, l'importation de l'acier laminé en provenance d'Allemagne, a été contingentée et figure sous les numéros 207 et 207bis au tableau des marchandises pour lesquelles une licence d'importation est exigée ;

Attendu que la loi n'établit aucune différence sous le rapport des sanctions de la prohibition entre les marchandises prohibées d'une manière générale et celles dont l'admission ne peut avoir lieu qu'en des quantités fixées par les règlements ;

Que dès lors, les dispositions répressives visant les marchandises prohibées s'étendent nécessairement aux importations irrégulières ou frauduleuses de produits ou d'objets contingentés ;

D'où il suit qu'en déclarant le prévenu coupable d'avoir transporté frauduleusement en chemin de fer dans le rayon frontière 17.400 kilogs d'acier laminé en barre d'origine et de provenance Sarroise contingentés, et en lui faisant application des peines édictées par les articles 603, 604 et 605 du Code des Douanes visés au moyen, l'arrêt attaqué n'a commis aucune violation de la loi ;

Sur le moyen tiré de la violation des articles 455, 456, 459 à 462, 597, 598, 600, 603, 604 du Code des Douanes, du § 31 de l'annexe à la section IV de la partie III du traité de Versailles, des articles 22 et 34 des observations préliminaires du tarif des douanes, du décret du 15 janvier 1935 ratifiant les accords de Rome du 15 février 1935, de l'article 1382 du Code civil et de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810,

En l'absence de motifs et manque de base légale, en ce que l'arrêt attaqué a condamné la réseau d'Alsace-Lorraine comme civilement responsable de son préposé WALLIAN à une amende égale à la valeur des marchandises et représentant le paiement des droits de douane, pour le motif qu'une déclaration était nécessaire même sous le régime de l'union douanière en raison de la situation spéciale de la Sarre et que la déclaration en douane du réseau n'a été enregistrée que le 21 février 1935, postérieurement au rattachement de la Sarre à l'Allemagne alors que, d'une part, la nécessité d'une déclaration ne s'imposait pas pour des marchandises qui, entrées en France sous le régime de l'union douanière, n'ont franchi qu'une frontière politique et devaient en principe bénéficier de la franchise comme le reconnaissait d'ailleurs la Douane par sa circulaire du 12 janvier 1935 et alors que, d'autre part, en admettant qu'une déclaration fut nécessaire, ce n'était pas la date d'enregistrement de cette déclaration mais celle du passage des marchandises à la frontière qui conditionnait l'exigibilité des droits, qu'en l'espèce les marchandises ayant pénétré en France le 1er Février ne pouvaient être frappées d'aucun droit d'importation;

Attendu qu'il résulte des énonciations de l'arrêt que si, en fait, aucun cordon douanier n'avait été établi avant le décret du 15 janvier 1935 entre la Sarre et le territoire français, il existait cependant avant cette disposition une différence de régime et qu'à la date de la déclaration en douane du 21 février 1935 les marchandises sarroises étaient soumises, comme les marchandises allemandes, à un contingentement.

Qu'il suit de là, qu'en déclarant WALLIAN coupable d'avoir transporté frauduleusement dans le rayon douanier le 28 février 1935, au mépris d'une déclaration de réexportation faite le 21 février 1935, 17.400 kilos d'acier laminé en barres, marchandise contingentée et en retenant la responsabilité civile de la Cie Nationale des Chemins de fer français substituée à l'ancien réseau d'Alsace et de Lorraine, la Cour d'Appel a fait une exacte application de la loi;

Mais, sur le moyen pris de la violation des articles 163 et 202 du code d'instruction criminelle, 550, 603 et 604 du code des douanes 1351 du code civil, 7 de la loi du 20 avril 1810, défaut de motifs et manque de base légale, en ce que l'arrêt attaqué statuant sur l'appel du procureur Général a condamné WALLIAN à une peine d'emprisonnement, alors que l'action publique était éteinte par suite d'un précédent arrêt d'acquiescement qui n'a été cassé et annulé que sur le chef des intérêts civils et est devenu au contraire définitif, faute de pourvoi du ministère public, sur le chef relatif à la culpabilité ;

Vu lesdits articles ;

Attendu que, par arrêt en date du 10 mars 1937, la Cour d'Appel de Colmar, Chambre de Metz, avait relaxé WALLIAN de l'inculpation de transport de marchandises étrangères dans le rayon douanier sans passavant

Que l'Administration des Douanes, partie civile, s'était pourvue en cassation contre cette décision sans que le Ministère public ait formé pourvoi; qu'ainsi l'action publique était définitivement éteinte;

Attendu que l'arrêt du 10 mars 1937 ayant été cassé, la Cour de renvoi ne se trouvait dès lors saisie que de la connaissance de l'action civile, que c'est donc en violation des articles de loi susvisés que la Cour de Nancy a prononcé contre WALLIAN une peine d'emprisonnement ;

Par ces motifs :

Casse et annule l'arrêt de la Cour d'Appel de Nancy du 1er décembre 1938 mais par voie de retranchement et sans renvoi et seulement en ce qu'il a prononcé contre WALLIAN une peine de 24 heures d'emprisonnement avec sursis, toutes autres dispositions de l'arrêt demeurant expressément maintenues ;

Ordonne l'impression du présent arrêt; dit qu'il sera transcrit sur les registres du Greffe de la Cour d'Appel de Nancy et que mention en sera faite en marge de l'arrêt annulé ;

Ordonne la restitution de l'amende consignée.

Monsieur Clain

N° 6.083

WALLIAN et la S.N.C.F.

c/ M.P.

COUR DE CASSATION - Chambre Criminelle

Cour d'Appel de Nancy

1^{er} décembre 1938.Audience du 1^{er} mai 1940

M. CAOUS, Président

LA COUR,

Sur le rapport de M. le Conseiller CENAC, les observations de Me CAIL et de Me LEVY-FALCO, Avocats en la Cour, les conclusions de M. l'Avocat général CASSAGNAU.

Statuant sur le pourvoi de WALLIAN Victor, Nicolas, et de la Société Nationale des Chemins de fer français contre un arrêt rendu le 1^{er} décembre 1938 par la Cour d'Appel de Nancy qui a condamné WALLIAN à 24 heures d'emprisonnement avec sursis et à des amendes fiscales pour transport frauduleux de marchandises étrangères dans le rayon douanier et a déclaré la Société des Chemins de fer civilement responsable;

Vu les mémoires produits :

Sur le moyen tiré de la violation des articles 63, 64, 182 du Code d'Instruction Criminelle, 69 et 70 du Code de Procédure Civile, de la maxime "nul ne plaide en France par procureur" et de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810, défaut de motifs et manque de base légale en ce que l'arrêt attaqué a considéré comme régulière une citation délivrée au réseau d'Alsace-Lorraine à la requête du receveur des douanes de Sarreguemines pour le motif que l'infraction ayant été commise dans le ressort du Tribunal correctionnel de Sarreguemines, le receveur de cette localité avait qualité pour instrumenter au même titre que celui de Forbach et qu'en admettant qu'il y eut nullité elle n'a pas nui à celui qui l'invoque, alors que la citation devait être libellée au nom du Directeur Général; que le ressort du Bureau de la Douane ne pouvait se confondre avec celui du Tribunal correctionnel et que l'arrêt applique à tort une règle concernant la nullité des exploits à des cas de citations délivrées par des autorités incompétentes;

Attendu que le chef de train WALLIAN a été traduit devant la juridiction correctionnelle, par ordonnance du Juge d'instruction de Sarreguemines pour transport de

marchandises en contrebande dans le rayon douanier et que la Compagnie des Chemins de fer a été assignée comme civilement responsable de son préposé;

Qu'il est énoncé dans l'arrêt attaqué que l'ouverture de l'information avait été requise sur la plainte de l'Administration des Douanes, partie civile, représentée par le Receveur de Sarreguemines mandaté à cet effet par son Directeur; que la Compagnie des Chemins de fer avait été citée à la requête de ce même receveur et qu'elle n'avait pas pu se méprendre sur la qualité du requérant;

Attendu que l'arrêt ajoute que, dans l'acte d'appel, le receveur a spécifié qu'il agissait au nom de l'Administration des Douanes;

Attendu qu'en l'état de ces constatations les Juges du fait étaient fondés à décider que le représentant local des douanes avait qualité, en l'espèce, pour faire délivrer assignation et pour interjeter appel au nom de cette Administration et que dès lors le moyen n'est pas fondé;

Sur le moyen pris de la violation des articles 455, 456, 459, 539 et suivants, 647 et suivants, 547 et suivants, 596 et 604 du Code des Douanes et 7 de la loi du 20 avril 1810, défaut de motifs et manque de base légale, en ce que l'arrêt attaqué a qualifié de délit de douane la circulation sans titre régulier dans le rayon douanier de la marchandise litigieuse et a attribué ainsi compétence au Tribunal correctionnel pour le motif que la marchandise étant contingentée devait être assimilée à une marchandise prohibée dont la circulation dans de telles conditions constitue un délit, alors que cette assimilation ne repose sur aucune base légale et que les peines du délit ne peuvent s'appliquer à la marchandise contingentée que si le prévenu a fait usage de déclarations mensongères destinées à dissimuler la prohibition dont est frappée une partie de la marchandise importée;

Attendu que, par décret du 26 mars 1932, l'importation de l'acier laminé en provenance d'Allemagne, a été contingentée et figure sous les numéros 207 et 207 bis au tableau des marchandises pour lesquelles une licence d'importation est exigée

Attendu que la loi n'établit aucune différence sous le rapport des sanctions de la prohibition entre les marchandises prohibées d'une manière générale et celles dont l'admission ne peut avoir lieu qu'en des quantités fixées par les règlements;

Que dès lors, les dispositions répressives visant les marchandises prohibées s'étendent nécessairement aux importations irrégulières ou frauduleuses de produits ou d'objets contingentés;

D'où il suit qu'en déclarant le prévenu coupable d'avoir transporté frauduleusement en chemin de fer dans le rayon frontière 17.400 Kgs d'acier laminé en barre d'origine et de provenance Sarroise contingentés et en lui faisant application des peines édictées par les articles 603, 604 et 605 du Code des Douanes visés au moyen, l'arrêt attaqué n'a commis aucune violation de la loi.

Sur le moyen tiré de la violation des articles 455, 456, 459 à 462, 597, 598, 600, 603, 604 du Code des Douanes, du § 31 de l'annexe à la Section IV de la partie III du traité de Versailles, des articles 22 et 34 des observations préliminaires du tarif des douanes, du décret du 15 janvier 1935 ratifiant les accords de Rome du 15 février 1935, de l'article 1382 du Code Civil et de l'article 7, de la loi du 20 avril 1810, défaut de motifs et manque de base légale, en ce que l'arrêt attaqué a condamné le réseau d'Alsace-Lorraine comme civilement responsable de son préposé WALLIAN à une amende égale à la valeur des marchandises et représentant le paiement des droits de douane, pour le motif qu'une déclaration était nécessaire même sous le régime de l'union douanière en raison de la situation spéciale de la Sarre et que la déclaration en douane du réseau n'a été enregistrée que le 21 février 1935, postérieurement au rattachement de la Sarre à l'Allemagne alors que, d'une part, la nécessité d'une déclaration ne s'imposait pas pour des marchandises qui, entrées en France sous le régime de l'union douanière, n'ont franchi qu'une frontière politique et devaient, en principe, bénéficier de la franchise comme le reconnaissait d'ailleurs la Douane par sa Circulaire du 12 janvier 1935 et alors que, d'autre part, en admettant qu'une déclaration fut nécessaire, ce n'était pas la date d'enregistrement de cette déclaration mais celle du passage des marchandises à la frontière qui conditionnait l'exigibilité des droits; qu'en l'espèce les marchandises ayant pénétré en France le 1er février, ne pouvaient être frappées d'aucun droit d'importation;

Attendu qu'il résulte des énonciations de l'arrêt que si en fait, aucun cordon douanier n'avait été établi avant le décret du 15 janvier 1935 entre la Sarre et le territoire français, il existait cependant avant cette disposition une différence de régime et qu'à la date de la déclaration en douane du 21 février 1935, les marchandises sarroises étaient soumises, comme les marchandises allemandes, à un contingentement.

Qu'il suit de là, qu'en déclarant WALLIAN coupable d'avoir transporté frauduleusement dans le rayon douanier le 28 février 1935, au mépris d'une déclaration de réexportation faite le 21 février 1935, 17.400 Kgs d'acier laminé en barres, marchandise contingentée et en retenant la responsabilité civile de la Compagnie Nationale des Chemins de fer français substituée à l'ancien réseau d'Alsace et de Lorraine, la Cour d'Appel a fait une exacte application de la loi;

Mais, sur le moyen pris de la violation des articles 163 et 202 du Code d'Instruction Criminelle, 550, 603 et 604 du Code des Douanes, 1351 du Code Civil, 7 de la loi du 20 avril 1810, défaut de motifs et manque de base légale en ce que l'arrêt attaqué statuant sur l'appel du Procureur Général a condamné WALLIAN à une peine d'emprisonnement, alors que l'action publique était éteinte par suite d'un précédent arrêt d'acquittement qui n'a été cassé et annulé que sur le chef des intérêts civils et est devenu, au contraire, définitif, faute de pourvoi du ministère public, sur le chef relatif à la culpabilité;

Vu les dits articles :

Attendu que, par arrêt en date du 10 mars 1937, la Cour d'Appel de Colmar, Chambre de Metz, avait relaxé WALLIAN de l'inculpation de transport de marchandises étrangères dans le rayon douanier sans passavant;

Que l'Administration des Douanes, partie civile s'était pourvue en Cassation contre cette décision sans que le Ministère public ait formé pourvoi; qu'ainsi l'action publique était définitivement éteinte;

Attendu que l'arrêt du 10 mars 1937 ayant été cassé, la Cour de renvoi ne se trouvait, dès lors, saisie que de la connaissance de l'action civile; que c'est donc en violation des articles de la loi susvisée que la Cour de Nancy a prononcé contre WALLIAN une peine d'emprisonnement;

PAR CES MOTIFS :

Casse et annule l'arrêt de la Cour d'Appel de Nancy du premier décembre 1938, mais par voie de retranchement et sans renvoi et seulement en ce qu'il a prononcé contre WALLIAN une peine de 24 heures d'emprisonnement avec sursis, toutes autres dispositions de l'arrêt demeurant expressément maintenues;

Ordonné l'impression du présent arrêt; dit qu'il sera transcrit sur les registres du Greffe de la Cour d'Appel de Nancy et que mention en sera faite en marge de l'arrêt annulé;

Ordonne la restitution de l'amende consignée.

ÜBERSETZUNG

Nr 6.083

WALLIAN und S.N.C.F.

./.. M.P.

KASSATIONSHOF - Strafkammer

Oberlandesgericht Nancy

1. Dezember 1938.

Verhandlung vom 1. Mai 1940

Herr CADUS, Präsident.

DER KASSATIONSHOF,

Nach Anhören des Berichtes des Herrn GENAG, Rat am Kassationshof, der Ausführungen der Herren CAIL und LEVY-PALCO, Rechtsanwälte am Kassationshof, der Anträge des Herrn CASSAGNAU, Oberstaatsanwalt,

entscheidet über den Rekurs des Herrn WALLIAN, Victor, Nicolas und der S.N.C.F. gegen das Urteil des Oberlandesgerichtes von Nancy vom 1.12.1938, das Herrn WALLIAN zu einer Gefängnisstrafe von 24 Stunden mit Aufschub und zu den Fiskalstrafen wegen Beförderung von fremden Schmuggelwaren im Zollbereich verurteilt und die S.N.C.F. zivilrechtlich haftbar erklärt hat;

Nach Einsichtnahme der vorgelegten Schriftsätze :

In bezug auf das geltend gemachte Rechtsmittel, das abgeleitet ist aus dem Verstoß gegen die Bestimmungen der Artikel 63, 64, 182 der Strafprozessordnung, gegen die Artikel 69 und 70 der Zivilprozessordnung, gegen den Rechtsgrundsatz "Nul ne plaide en France par procureur" und gegen den Artikel 7 des Gesetzes vom 20.4.1810 : Fehlen von Urteilsgründen und Fehlen einer rechtlichen Grundlage, insofern als das angefochtene Urteil eine auf Antrag des Zolleinnehmers von Sarreguemines der AL-Bahnen zugestellte Vorladung mit folgender Begründung als rechtsgültig anerkannt hat : Der Zolleinnehmer von Sarreguemines könne mit demselben Rechte wie derjenige von Forbach gegen jemand vorgehen, weil das Vergehen im Bereich der Strafkammer von Sarreguemines begangen wurde; selbst wenn man die Nichtigkeit dieser Vorladung zugeben würde, so hätte derjenige darunter keinen Schaden gelitten, der sie geltend macht, obgleich sie auf den Namen des Generaldirektors hätte lauten sollen. Nun könnte sich aber der Amtsbezirk des Zollbüros nicht mit dem Gerichtsbezirk der Strafkammer decken und das Urteil hätte zu Unrecht die Regel über die Ungültigkeit der Ladungen auf die Fülle von Ladungen angewandt, die von unzuständigen Behörden ausgestellt wurden.

In Erwägung, dass der Zügführer WALLIAN auf Grund einer Verfügung des Untersuchungsrichters von Sarreguemines wegen Beförderung von Schmuggelwaren im Zollbereich vor die Strafkammer gestellt und die Eisenbahngesellschaft als zivilrechtlich haftbar für ihren Bediensteten vorgeladen wurde;

- dass in dem angefochtenen Urteil angegeben ist, dass die Aufnahme der Untersuchung auf Grund der Klage der Zollverwaltung als Zivilpartei gefordert wurde, die durch den von seinem Direktor ermächtigten Zolleinnehmer von Sarreguemines vertreten ist;

In Erwägung, dass das Urteil hinzufügt, dass der Zolleinnehmer in der Berufungsschrift angibt im Namen der Zollverwaltung zu handeln;

In Erwägung, dass auf Grund dieser Feststellungen die Richter berechtigt waren zu entscheiden, dass der örtliche Vertreter der Zollverwaltung befugt war, im gegenwärtigen Falle im Namen dieser Verwaltung die Zustellung der Vorladung zu verlangen und Berufung einzulegen, dass daher dieses Rechtsmittel nicht begründet ist;

Auf das geltend gemachte Rechtsmittel, das abgeleitet ist aus dem Verstoß gegen die Bestimmungen der Artikel 455, 456, 459, 539 und folgende, 547 und folgende, 596 und 604 der Zollgesetzgebung und 7 des Gesetzes vom 20.4.1910 : Fehlen von Urteilagründen und einer rechtlichen Grundlage, insofern dass das angefochtene Urteil die Beförderung der streitigen Ware ohne regelmäßige Papiere in dem Zollbereich als Zollvergehen bezeichnet und so die Strafkammer aus folgendem Grunde für zuständig erklärt hat : Da die Ware kontingentiert ist, wäre sie einer verbotenen Ware gleichzustellen, deren Beförderung unter solchen Bedingungen als ein Vergehen anzusehen wäre. Nun würde aber diese Gleichstellung auf keiner gesetzlichen Grundlage beruhen und die Strafen für das Vergehen könnten bloß auf die kontingentierten Waren angewandt werden, wenn der Angeklagte wahrheitswidrige Erklärungen abgegeben hätte, um so das bestehende Einfuhrverbot für einen Teil der Ware zu verheimlichen;

In Erwägung, dass durch Dekret vom 26.3.1932 die Einfuhr von Walzstahl aus Deutschland kontingentiert wurde und unter der Nummern 207 und 207bis der Liste der Waren aufgeführt ist, für die eine Einfuhrgenehmigung nötig ist;

In Erwägung, dass das Gesetz, was die Strafen für die unbefugte Einfuhr anbehtrifft, keinen Unterschied macht zwischen den Waren, deren Einfuhr allgemein verboten ist, und denen, deren Einfuhr nur in den durch die Verordnungen festgesetzten Mengen statthaft ist.

Dass daher die Strafbestimmungen betreffend Einfuhr verbotener Waren, sich notwendigerweise auch auf die rechtswidrige Einfuhr und den Schmuggel von kontingentierten Erzeugnissen und Gegenständen erstrecken;

Dass darauf folgt, dass wenn das angefochtene Urteil den Angeklagten für schuldig erklärt hat, mit der Behn im Grenzbereich 17.400 Kg Walzstahl in Originalbarren aus der Saar geschmuggelt zu haben und auf ihm die von den oben genannten Artikeln 603, 604 und 605 der Zollgesetzgebung vorgesehenen Strafen angewandt hat, genanntes Urteil keinen Verstoß gegen die gesetzlichen Bestimmungen begangen hat.

Auf das geltendgemachte Rechtsmittel abgeleitet aus dem Verstoß gegen die Bestimmungen der Artikel 455, 456, 459 bis 462, 597, 598, 600, 603, 604 der Zollgesetzgebung, des Paragraphen 31 der Anlage zum Kapitel IV des III Teiles des Vertrages von Versailles, der Artikel 22 und 34 der einleitenden Bestimmungen des Zollltarifs, des Dekretes vom 15.1.1935, das das Übereinkommen von Rom vom 15.2.1935 berichtigt, des Artikels 1382 des Zivilgesetzbuches und des Artikels 7 des Gesetzes vom 20.4.1910 : Fehlen von Urteilagründen und einer gesetzlichen Grundlage, insofern als das angefochtene Urteil die A.L.-Bahnen als zivilrechtlich haftbar für ihren Bediensteten WALLIAN aus folgendem Grund zu einer Geldstrafe in Höhe des Wertes der Waren und des Betrages der Zollgebühren verurteilt hat : Eine Zollerklärung wäre infolge der besonderen Lage der Saar selbst unter

der Zollgemeinschaft notwendig und die Zollerklärung der Bahn wurde erst am 21.2.1935, das heisst nach dem Anschlusse der Saar an Deutschland, entgegengenommen. Nun wäre aber einerseits eine Erklärung für Waren nicht notwendig gewesen, die unter der Zollgemeinschaft über eine rein politische Grenze in Frankreich eingeführt wurden und die so grundsätzlich Zollfreiheit hätten gemessen sollen wie es übrigens die Zollverwaltung in ihrem Rundschreiben vom 12.1.1935 anerkannt hat. Andererseits aber und wenn man zugibt, dass eine Zollerklärung nötig war, so wäre nicht das Datum der Entgegennahme der Zollerklärung, sondern das des Überschreitens der Grenze durch die Waren für die Erhebung der Gebühren massgebend; da nun im gegenwärtigen Falle die Waren am 1.2. in Frankreich eingeführt wurden, so konnten sie keiner Einfuhrgebühr unterworfen werden.

In Erwägung, dass aus den Ausführungen des Urteils hervorgeht, dass, wenn in Wirklichkeit vor dem Dekret vom 15.1.1935 zwischen dem Saargebiet und Frankreich keine Zollgrenze errichtet wurde, vor dieser Verfügung doch eine verschiedenartige Regelung bestand und dass am Tage der Zollerklärung am 21.2.1935 die aus der Saar stammenden Waren wie die deutschen Waren kontingentiert waren.

Dass daraus folgt, dass das Oberlandesgericht die gesetzlichen Bestimmungen richtig angewandt hat, wenn es WALLIAN als schuldig erklärt, am 28.2.1935, unter Missachtung einer am 21.2.1935 gemachten Erklärung über Wiederausfuhr, 17.400 Kg Walzstahl in Barren, das heisst eine kontingentierte Ware, im Zollbereich in betrügerischer Absicht befördert zu haben und wenn es die zivilrechtliche Haftung der an die Stelle der ehemaligen AL-Bahnen tretenden S.N.C.F. festhält.

Was jedoch das geltendgemachte Rechtsmittel betrifft, das abgeleitet ist aus dem Verstoß gegen die Bestimmungen der Artikel 163 und 202 der Strafprozessordnung, der Artikel 550, 603 und 604 der Zollgesetzgebung, des Artikels 1351 des Zivilgesetzbuches, des Artikels 7 des Gesetzes vom 20.4.1810, Fehlen von Urteilsgründen und einer gesetzlichen Grundlage, insofern als das angefochtene Urteil auf die Berufung des Oberstaatsanwaltes hin WALLIAN zu einer Gefängnisstrafe verurteilt hat, nachdem das Recht zur Strafverfolgung auf Grund eines vorhergehenden Urteils mit Freispruch erloschen war, da letzteres nur in zivilrechtlicher Hinsicht aufgehoben und für ungültig erklärt wurde und im Gegenteil infolge nicht erfolgter Berufung seitens der Staatsanwaltschaft in strafrechtlicher Hinsicht rechtskräftig geworden war;

Nach Einsichtnahme obiger Artikel :

In Erwägung, dass das Oberlandesgericht von Colmar, Kammer von Metz, durch Urteil vom 10.3.1937 WALLIAN von der Anklage wegen Transport von fremden Waren im Zollbereich ohne Zollbegleitschein freigesprochen hat;

dass die Zollverwaltung, als Zivilpartei, gegen dieses Urteil einen Kassationsrekurs eingelegt hat, ohne dass die Staatsanwaltschaft einen Rekurs eingelegt hat; dass so das Recht zur Strafverfolgung endgültig erloschen war;

In Erwägung, dass nach der Aufhebung der Urteils vom 10.3.1932 das Oberlandesgericht, an das die Sache zurückverwiesen wurde, nur in zivilrechtlicher Hinsicht befasst wurde; dass also das Oberlandesgericht von Nancy unter Verletzung der Bestimmungen der Artikel des obengenannten Gesetzes WALLIAN zu einer Gefängnisstrafe verurteilt hat;

Aus diesen Gründen entscheidet der Kassationshof wie folgt: das Urteil des Oberlandesgerichtes von Nancy vom 1.12.1938 wird aufgehoben und als ungültig erklärt, aber ohne Rückverweisung und nur insofern als es WALLIAN zu einer Gefängnisstrafe von 24 Stunden mit Aufschub verurteilt hat, wobei alle anderen Bestimmungen des Urteils förmlich aufrecht erhalten bleiben;

der Druck der gegenwärtigen Entscheidung wird angeordnet; es wird bestimmt, dass sie in den Akten der Gerichtsschreiberei des Oberlandesgerichts von Nancy eingetragen und am Rande des aufgehobenen Urteils vermerkt wird;

die Rückerstattung der hinterlegten Geldstrafe wird angeordnet.

25 Avril

42

S.J.
5648^{Co}

Affaire WALLIAN & GRANDVAUX

Mon Cher Maître,

J'ai l'honneur de vous faire connaître que la Direction des Douanes de Metz, repliée à Nancy, nous a invité à régler deux litiges relatifs à l'exploitation des lignes d'Alsace-Lorraine, les affaires WALLIAN et GRANDVAUX-TREFILOR. Selon les indications de la Douane, la première de ces deux affaires aurait été terminée par un arrêt du 1^{er} mai 1940 de la Cour de Cassation, la seconde par un jugement définitif du Tribunal de Première Instance de Metz en date du 15 juillet 1933.

La Direction des Chemins de fer d'Empire de Carlsruhe à laquelle nous avons dû demander communication des dossiers de ces deux litiges, nous a objecté que les affaires en cause ne paraissaient pas avoir été terminées par les décisions susvisées. Elle se réfère, à ce sujet, à deux lettres émanant de vous, l'une en date du 6 mai 1940 pour l'affaire WALLIAN, l'autre en date du 31 mai 1941, pour l'affaire GRANDVAUX-TREFILOR.

Mon Service ne possédant, à défaut des dossiers que la Direction de Carlsruhe ne lui a pas transmis, aucun élément d'information au sujet de cette affaire, je vous serais extrêmement obligé de vouloir bien me faire connaître si, en ce qui concerne l'affaire WALLIAN, il y a bien eu renvoi devant une Cour d'Appel et si l'affaire GRANDVAUX-TREFILOR a fait l'objet d'un pourvoi en cassation actuellement pendant.

Ci-joint copie de la correspondance échangée avec les Chemins de fer allemands.

Veuillez agréer, Mon Cher Maître, l'assurance de mes sentiments les plus distingués.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

signé: Gauthier

Monsieur François CAIL
Avocat au Conseil d'Etat
et à la Cour de Cassation
77, Avenue Henri Martin - PARIS

Sg.

30 S. 64810

Ass. Wallian & Grandvaux

Paris, le 25 Avril 1942

pf

Mon cher Maître,

Car. L. Gouveneur

de vous faire connaître que la Direction des Domaines de M&S.
relève à Nancy, nous a ~~soigné~~ invités à régler deux litiges
relatifs à l'exploitation des lignes d'Alsace-Lorraine, les affaires
Wallian et Grandvaux-Tréfilor. Selon les indications de la
Dorane, la première de ces deux affaires aurait été terminée
par un arrêt du 1^{er} mai 1940 de la Cour de Cassation, la seconde
par un jugement définitif du Tribunal de première instance de
M&S. en date du 19 juillet 1938.

La Direction des Chemins de fer Impériale de Carlsruhe,
à laquelle nous avons dû demander communication des
dossiers de ces deux litiges, nous a répondu que les affaires en
cause ne paraîtraient pas avoir été terminées par les
décisions susvisées. Elle se réfère à ce sujet à ~~ses~~ deux
lettres émanant de vous, l'une en date du 6 mai 1940,

Paul

23/4

pour la ~~première~~^{1re} affaire Walliam, l'autre, en date
du 31 mai 1941, pour l'affaire Grandvaux-Tripilior.
Mon Service ne possédant, à défaut des
données que la Direction de Carlsruhe me lui a pa-
rues, aucun élément d'information au sujet
de cette affaire, je vous serais extrêmement obligé
de vouloir bien me faire connaître si, en ce qui
concerne l'affaire Walliam, il y a bien eu recours devant
un ~~cour~~ Cour d'appel et si l'affaire Grandvaux-
Tripilior a bien fait l'objet d'un pourvoi en
cassation actuellement pendante.

Ci-joint copie de la correspondance échangée
avec les Chemins de fer allemands.

Peuillly après. Avec des regrets. L'assurance
de mes sentiments les plus distingués.

Mme Fraizon Cal
Chancelier au Conseil d'Etat
82 à la Cour de Cassation
77, avenue Henri Martin Paris

Delchambre

Delchambre

12/ F.W.

D.R.B.
R.B.D.Karlsruhe
Hilfsarbeiter 1 H
Strasbourg

N.réf.: 1 H 5b

v.lettre:du 25-3-42

Traduction 22 AVR 1942

J.F.21.IV.1942. 21 AVR 1942

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS	
DIRECTION GÉNÉRALE	
Dossier D 92331 / 0	Pièce N°

le 14 avril 1942.

DIRECTION GÉNÉRALE SÉCRÉTARIAT W
21 AVR. 1942
W 60201a

S.N.C.F. Paris

par la W.V.D., Division des Chemins de fer
Paris

Objet: Créances sur la S.N.C.F. en l'occurrence: affaire S.N.C.F./Administration des Douanes.
Votre réf: Direction Générale, Secrétariat W 3080.

S^r DU CONTENTIEUX
Pour Attributions

Nous avons eu devoir conclure de la correspondance antérieure qu'il était dans les intentions de l'Administration des Douanes de régler les litiges par voie de transaction. Or, il résulte de votre dernière lettre que l'Administration des Douanes insiste pour que les décisions rendues dans ces affaires et ayant acquis force de chose jugée soient exécutées.

Mais nos dossiers ne font nullement ressortir que des décisions ayant force de chose jugée aient été rendues.

- a) Affaire WALLIAN : Il résulte d'une lettre de l'avocat Cail du 6-5-1940 que la Chambre Criminelle de la Cour de Cassation a casé l'arrêt de la juridiction d'appel de Nancy en date du 1-12-38,
- b) Affaire GRANDVAUX-TREFILOR : Le 31-5-1941 l'avocat Cail a fait connaître à la W.V.D.:
Dans l'affaire ayant fait l'objet de la lettre de Me F.Cail du 3-4-41, l'Administration des Douanes a constitué avocat. Mais le p.p.Tréfilor qui a également été assigné devant la Chambre Civile de la Cour de Cassation n'a pas encore constitué avocat.

Nous vous prions en conséquence de nous faire connaître les décisions ayant force de chose jugée ont été rendus entre temps et, le cas échéant, de nous faire parvenir une copie des décisions dont il s'agit, afin que nous puissions renseigner la Chambre de Commerce de Sarrebrück sur la situation juridique nouvelle.

Dr. Stuck

Vu:
W.V.D. Paris
Division des Chemins
de fer
20.4.1942
3 S A I (S.N.C.F.)

Handwritten signature

24 AVR 42

ABSCHRIFT

Deutsche Reichsbahn
Reichsbahndirektion Karlsruhe
Hilfsarbeiter 1 H
in Strassburg (Els)

An die S.N.C.F.
in PARIS
88, rue St Lazare

21 AVR 1942
W 106012

durch die W.V.D. PARIS (Abt. Eisenbahnen)

Ihre Nachricht vom 25.3.42.

Unsere Zeichen : 1 H 5b

Tag : 14.4.42.

Betr. : Forderungen gegen die S.N.C.F.
H.i. : Sachen S.N.C.F. ./ . Zollverwaltung.
Ihr Zeichen : Direction Générale -
Secrétariat W 3080.

Aus dem bisherigen Schriftwechsel glaubten wir entnehmen zu dürfen, dass die Zollverwaltung beabsichtige, die Streitfälle auf dem Vergleichswege zu regeln. Aus Ihrem letzten Schreiben geht nun hervor, dass die Zollverwaltung auf der Vollstreckung der in diesen Sachen ergangenen und nunmehr rechtskräftigen Entscheidungen besteht.

Aus unseren Akten geht nunmehr keineswegs hervor, dass rechtskräftige Entscheidungen ergangen sind.

- a) Sache WALLIAN : Aus einem Schreiben des Rechtsanwalts Cail vom 6.5.40 ergibt sich, dass der Streitsenat des Obersten Gerichtshofes (Chambre Criminelle de la Cour de Cassation) das Urteil der Berufungsinstanz von Nancy vom 1.12.38 aufgehoben hat.
- b) Sache GRANDVAUX-TREFILOR : Unterm 31.5.41 hat der RA Cail der WVD mitgeteilt : In der Sache, die den Gegenstand des Schreibens vom Me F. Cail vom 3.4.41 gebildet hat, hat die Zollverwaltung ihre Verteidigung benannt. Aber der p.p. Tréfilor, der ebenfalls vor die Zivilkammer des Kassationshofes geladen ist, hat noch nicht

seinen Rechtsanwalt bezeichnet, der beauftragt ist, ihn zu verteidigen."

Demgemäss bitten wir um Mitteilung ob in der Zwischenzeit rechtskräftige Entscheidungen ergangen sind und ggf um eine Abschrift der in Betracht kommenden Urteile, damit wir ebenfalls die Handelskammer Saarbrücken über die neue Rechtslagen in Kenntnis setzen können.

gez. Dr. Stück.

Gesehen :

W.V.D. PARIS

Abt. E

20.4.42.

3 S A 1 SNCE

F.7.

Traduction

J.F.21.IV.1942.

D.R.B.
R.B.D.Karlsruhe
Hilfsarbeiter 1 H
Strasbourg

N.réf.: 1 H 5b

v.lettre:du 25-3-42

X
a titre de préavis

le 14 avril 1942.

S.N.C.F. Paris

par la W.V.D., Division des Chemins de fer
Paris

21 AVR. 1942

W 102010

Objet: Créances sur la S.N.C.F. en l'occurrence: affaire S.N.C.F./Administration des Douanes.

Votre réf: Direction Générale, Secrétariat W 3080.

Nous avons eu devoir conclure de la correspondance antérieure qu'il était dans les intentions de l'Administration des Douanes de régler les litiges par voie de transaction. Or, il résulte de votre dernière lettre que l'Administration des Douanes insiste pour que les décisions rendues dans ces affaires et ayant acquis force de chose jugée soient exécutées.

Mais nos dossiers ne font nullement ressortir que des décisions ayant force de chose jugée aient été rendues.

- a) Affaire WALLIAN : Il résulte d'une lettre de l'avocat Cail du 6-5-1940 que la Chambre Criminelle de la Cour de Cassation a casé l'arrêt de la juridiction d'appel de Nancy en date du 1-12-38,
- b) Affaire GRANDVAUX-TREFILOR : Le 31-5-1941 l'avocat Cail a fait connaître à la W.V.D.:
Dans l'affaire ayant fait l'objet de la lettre de Me F.Cail du 3-4-41, l'Administration des Douanes a constitué avocat. Mais le p.p.Tréfilor qui a également été assigné devant la Chambre Civile de la Cour de Cassation n'a pas encore constitué avocat.

si//
Nous vous prions en conséquence de nous faire connaître des décisions ayant force de chose jugée ont été rendus entre temps et, le cas échéant, de nous faire parvenir une copie des décisions dont il s'agit, afin que nous puissions renseigner la Chambre de Commerce de Sarrebrück sur la situation juridique nouvelle.

Dr. Stuck

Vu:
W.V.D. Paris
Division des Chemins
de fer
20.4.1942
3 S A I (S.N.C.F.)

H. Gumbel

8642

Copie pour le S^r DU CONTENTIEUX

D 91331-0

S.N.C.F. c/ Douane

VR.: 1 H 50

W 3080

25 mars 42

Direction des Chemins de fer d'Empire à Carlsruhe
(Auxiliaires 1 H à Strasbourg)

par l'intermédiaire de la Wehrmachtverkehrsdirektion
(Division des Chemins de fer)

29 rue de Berri, à Paris

En réponse à notre lettre du 20 octobre 1941 N° W 2962 par laquelle nous vous avons prié de nous communiquer les dossiers relatifs à différents litiges douaniers précédemment suivis par la Sous-Direction de Strasbourg, vous aviez bien voulu nous faire savoir, à la date du 3 décembre, que vous étiez disposé à nous céder ces dossiers, mais que ces litiges ne devaient être réglés qu'en accord complet avec la Chambre de Commerce de Sarrebrück.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que la Direction Générale des Douanes de Nancy, avisée de ce qui précède, vient de nous donner au sujet de ces litiges les précisions suivantes:

a) Affaire WALLIAN. Par arrêt du 1^{er} mai 1940, la Cour de Cassation a condamné le chemin de fer à payer les droits et taxes de douane exigibles pour l'importation via Forbach d'un wagon chargé de 17.400 kg d'acier laminé, soit 2.800 francs; 76;

b) Affaire GRANDVAUX. Par jugement du Tribunal de première instance de Metz du 15 juillet 1937, qui serait passé en force de chose jugée, le chemin de fer a été condamné à payer les droits et taxes relatifs à l'importation via Hargarten de marchandises originaires de la Sarre, soit au total 69.379 fr 52.

La Douane demande aujourd'hui l'exécution de ces décisions judiciaires et se refuse à admettre l'intervention d'un tiers, en l'espèce, la Chambre de Commerce de Sarrebrück, dans ce règlement.

Il nous paraît difficile de contester ce point de vue.

D'autre part, s'agissant de règlements relatifs à l'exploitation du réseau Alsacien-lorrain par la S.N.C.F., il nous appartient, aux termes des instructions des autorités françaises, d'apprécier s'il y a lieu de payer les droits et de les recouvrer ensuite sur les expéditeurs ou destinataires des marchandises importées.

Comme la possession des dossiers en cause nous est nécessaire pour cela, nous nous voyons obligés de vous prier à nouveau de bien vouloir nous les communiquer.

Signé : LE BESNERAIS

Paris, le 25 Mars 1962

F

Objet: S.M.C.F. cf. Douane

V. ref: 1 H 50

Direction de l'Union de l'Empire à Carlsruhe
C. Amis L. 1 H à Strasbourg,

par l'intermédiaire de la Wehrmachtverkehrsdirection Paris

24 rue de Berri

(Division des chemins-fer)

Je réponds à votre lettre du 20 octobre 1961 30 W. 2962
par laquelle vous nous aviez prié de vous communiquer les
données relatifs à différents litiges douaniers précédemment traités
par la Sous-Direction de Strasbourg, vous aviez bien voulu nous faire
savoir, à la date du 3 décembre, que vous étiez disposé à nous céder
ces données, mais que ces litiges ne devaient être réglés qu'en
accord complet avec la Chambre de Commerce de Sarrebrück.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que la Direction
générale des Douanes de Nancy, avisée de ce qui précède, vient de nous
donner au sujet de ces litiges les précisions suivantes:

a) Aff. Wulliam. Par arrêt du 17 Mai 1940 la Cour de Cassation a condamné le Chemin de fer à payer le droit et taxes de douane exigibles pour l'importation via Norbach d'un wagon chargé de 13.400 kgs d'acier laminé, soit 2.800 frs 36;

b) Aff. Grandvaux. Par jugement du Tribunal de 1^{re} instance de Metz du 17 juillet 1937, qui serait passé en force de chose jugée, le Chemin de fer a été condamné à payer le droit et taxes relatifs à l'importation via Hargarten de marchandises originaires de la Sarre, soit au total 69.379 frs 52.

La Courane demande au J^{ur}ispr^{ud}ct^{eur} l'exécution de ces décisions judiciaires et se refuse à admettre l'intervention d'un tiers, en l'espèce, la Chambre de Commerce de Sarrebrück, dans ce règlement.

Il nous paraît difficile de contester ce point de vue.

D'autre part, s'agissant de règlements relatifs à

à l'exploitation du réseau alsaacien-lorrain par la SACF, il nous appartient, aux termes des instructions des autorités françaises, d'apprécier s'il y a lieu de payer les droits et de les recouvrer ensuite sur les expéditeurs ou destinataires des marchandises importées.

Comme la possession des Dorniers en cause nous est nécessaire pour cela, nous nous voyons obligés de vous prier à nouveau de bien vouloir nous les communiquer.

Veuillez agréer,
Mme: Le Berner

S. "

3 Février 2

S.J.

5.648^{C°}

Aff^e Douanes c/ WALLIAN
et GRANDVAUX

Monsieur le Chef de la Division Commerciale
de la Région de l'Est

V. Réf: n° 298 C/49

Par lettre du 30 Janvier dernier, vous avez bien voulu me communiquer copie de lettres de l'Administration des Douanes, relatives au règlement transactionnel des affaires WALLIAN et GRANDVAUX.

Il est bien entendu, comme le soulignent ces lettres, que la transaction proposée devra être, le cas échéant, passée entre la S.N.C.F. et l'Administration des Douanes. Cependant, afin de me mettre en mesure de répondre à la question précise posée par les Chemins de fer allemands, je vous serais obligé d'inviter l'Administration des Douanes à faire savoir, comme le demandait ma lettre du 15 décembre dernier, si elle accepte ou si elle refuse d'admettre la Chambre de commerce de Sarrebrück, chargée de la défense des intérêts des expéditeurs, à lui présenter ses observations avant la conclusion de l'accord transactionnel. Il y aurait lieu de faire remarquer à l'Administration des Douanes qu'à défaut de cette participation aux pourparlers, la Société Nationale éprouvera de grandes difficultés pour le recouvrement des droits dont elle aura dû faire l'avance, notamment du fait que les Chemins de fer allemands ne paraissent disposés à se dessaisir des dossiers qu'à cette condition.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

Signé: J. Aureau

14

Paris, le 3 février 1942

140 f. 64890

M. Dornes cf. Wallien

88 Grandvaux

V. ref. 40 248 C/49

140 f. 64890

Monsieur le Chef de la Division communale
de la Région de l'Est

Sancti de

30 janvier dernier vous avez bien voulu
me communiquer copie de lettres de
l'Administration des Domaines relatives au
réglement transactionnel des affaires Wallien et
Grandvaux.

Il est bien entendu, comme le soulignent ces
lettres, que la transaction proposée devra être, le
cas échéant, passé entre la S.C.F. et l'Adminis-
tration des Domaines. Cependant, afin de me mettre
en mesure de répondre à la question précise posée
par les Chemins de fer allemands, je vous serais
obligé de ~~démontrer~~ d'inviter à l'Administration

2/2

des Votants à ^{faire savoir,} ~~présenter~~, comme le demandait

ma lettre du 1^{er} décembre dernier, si elle accepte ou
si elle refuse l'adoption ^{de} la Chambre de commerce de Sarrebrück,
chargée de la défense des intérêts des capi-

talistes, ~~notamment~~ ^{lui} à ~~présenter~~ ses observations
avant la conclusion de l'accord transactionnel.

Il garantirait bien de faire ^{remarquer} ~~absent~~ à l'Assemblée
Nationale des Votants qu'il a dû faire de cette participation
aux pourparlers, la Société Nationale éprouvera
les ^{de} ~~plus~~ grandes difficultés pour le recouvrement des
droits dont elle aura dû faire l'avance, notamment
du fait que les Chemins de fer allemands ne *

* paraissent disposés
à se démettre des droits
qu'a cette convention.

de l'Assemblée Constituante

Signé: J. J. J. J.

L. 4.

Paris, le 15 décembre 1848

S

N° 64870

Obj: Aff. Wallian et Douanes

v. ref. 1971 C/49

Honorable le Chef du Service de l'Exportation
de la Région de l'Est
(Division commerciale)

Par lettre du 9 octobre dernier vous avez bien voulu
m'aviser que la Direction des Douanes de Metz, repliée à
Nancy, proposait de régler les affaires Wallian et Grandvaux
par le paiement des droits et d'une amende de principe
et me demander s'il y avait lieu d'accepter cette proposition.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que la Direction
des Chemins de fer d'Empire de Carlsruhe, à laquelle nous
aurions demandé de nous céder les droits relatifs à ces litiges,
nous a répondu qu'elle y était disposée, mais que la Chambre
de Commerce de Sarrebrück demandait à représenter les
intérêts des expéditeurs sarrois. D'autre part, il nous est

12/12

parvenu

demande de ne conclure d'arrangement avec la Douane qu'en plein accord avec ladite Chambre de Commerce.

Il est évident que vous avez intérêt à rendre la transaction opposable aux expéditeurs, contre lesquels un recours en remboursement des droits avancés ~~se présenterait~~ soulèverait sans cela des difficultés évidentes, je ne vois pas d'inconvénient à ce que vous demandiez à la Douane si elle accepte l'intervention de la Chambre de Commerce de Sarrebrück dans la transaction envisagée. Mais, bien entendu, nous ne pouvons nous engager, comme la demandent les Chemins de fer d'Empire, à subordonner notre attitude dans cette affaire à celle de la Chambre de Commerce.

Je vous serais très obligé de vouloir bien me communiquer la réponse que vous recevrez de la Direction de la Douane.

V. Chef du Contentieux;
Nique: Glaucens

15 Décembre 1

S.J.

5.648^{CO}

Aff^e: WALLIAN c/
Douanes

v.réf. 1971 C/.49

Monsieur le Chef du Service de l'Exploitation
de la Région de l'Est
(Division commerciale)

Par lettre du 9 Octobre dernier, vous avez bien voulu m'aviser que la Direction des Douanes de Metz, rattachée à Nancy, proposait de régler les affaires WALLIAN et GRANDVAUX par le paiement des droits et d'une amende de principe et me demander s'il y avait lieu d'accepter cette proposition.

1 annexe

J'ai l'honneur de vous faire connaître que la Direction des Chemins de fer d'Empire de Karlsruhe, à laquelle nous avons demandé de nous céder les dossiers relatifs à ces litiges, nous a répondu qu'elle y était disposée, mais que la Chambre de Commerce de Sarrebrück demandait à représenter les intérêts des expéditeurs sarrois. D'autre part, il nous est demandé de ne conclure d'arrangement avec la Douane qu'en plein accord avec ladite Chambre de Commerce.

Etant donné que nous avons intérêt à rendre la transaction opposable aux expéditeurs, contre lesquels un recours en remboursement des droits avancés soulèverait sans cela des difficultés évidentes, je ne vois pas d'inconvénient à ce que vous demandiez à la Douane si elle accepte l'intervention de la Chambre de commerce de Sarrebrück dans la transaction envisagée. Mais, bien entendu, nous ne pouvons nous engager, comme le demandent les Chemins de fer d'Empire, à subordonner notre attitude dans cette affaire à celle de la Chambre de Commerce.

Je vous serais très obligé de vouloir bien me communiquer la réponse que vous recevrez de la Direction de la Douane.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

Mme: G. Aureau

10 DEC 1941

Traduction

LZ/8/12/41

8 DEC 1941

Chemins de fer
allemands

92381.0

3.12.41

Direction de Carlsruhe
Hilfsarbeiter 1 H
à Strasbourg (Els)
1 H 50

A la S.N.C.F.
88, rue St Lazare
Paris

W8211a

s/c de la WVD Paris

Référence: votre lettre du 20.10.41.

Objet: Créances contre la SNCF. En l'espèce
SNCF/Administration des Douanes.

Nous sommes prêts à vous céder les
dossiers D/C 3-3058-3069 et 103109 et nous
vous prions de donner votre accord à ce que
la chambre de commerce et de l'Industrie de
Sarrebruck qui sauvegarde les intérêts des
maisons sarroises assiste aux pourparlers.
Par ailleurs, nous vous prions de ne faire,
le cas échéant, une transaction avec l'admi-
nistration des douanes qu'en accord complet
avec la Chambre de Commerce de Sarrebruck.

Nous vous faisons remarquer que nous
nous chargeons d'être l'intermédiaire entre
vous et la Chambre de commerce de Sarrebruck.

signé: Dr. Stuck

Vu: WVD Paris

Handwritten signature

5^e DU CONTENTIEUX
Pour Attributions

Handwritten signature
8648

Handwritten signature

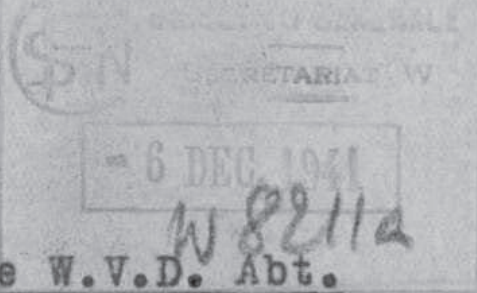
Ex 31 MAR 42

L.B. 6.12.41

6 Uhr

-Abschrift-

Deutsche Reichsbahn
Reichsbahndirektion Karlsruhe
Hilfsarbeiter 1 H
in Strassburg (Els)



An die
S.N.C.F.

durch die W.V.D. Abt.
Eisenbahnen, Paris,
29, rue de Berri.

Paris
88, rue St. Lazare

Ihre Nachricht vom : 21.10.41

Unsere Zeichen : 1 H 5^o

Tag : 3.12.41

Betrifft : Forderungen gegen die S.N.C.F.
H.i. S.N.C.F. /Zollverwaltung.

Wir sind bereit, die gewünschten Akten D/C3-3058-3069 und 103109 zu übermitteln und bitten Sie sich bereit zu erklären, die Industrie- und Handelskammer zu Saarbrücken, welche die Interessen der saarländischen Firmen wahrnimmt, zu den Verhandlungen zuzuziehen und einen möglichen Vergleich mit der Zollverwaltung nur im vollen Einverständnis mit der Handelskammer Saarbrücken abzuschliessen.

Wir bemerken, dass wir die Vermittlung zwischen Ihnen und der Handelskammer Saarbrücken übernehmen.

ges : Dr. STUCK.

Gesehen : W.V.D. Paris

Abt. E 16.12.41

3.S.A.1 (S.N.C.F.)

Unterschrift.

20 Octobre 41

S.J.

Douane
5.648Co

N O T E

pour Monsieur le Directeur Général

J'ai l'honneur de soumettre à la signature de Monsieur le Directeur Général la lettre ci-jointe, demandant aux Chemins de fer allemands l'envoi de divers dossiers concernant des litiges entre la Sous-Direction de Strasbourg et la Douane, pendants devant les Tribunaux français, litiges que la Douane se déclare disposée à terminer par des transactions.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

Maurice G. Auvray

H
20/10

Copie pour le 8^e DU CONTENTIEUX

PARIS,

21

Octobre

41

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS	
DIRECTION GÉNÉRALE	
Dossier D 92331 / 0	Pièce N°

Objet :
S.N.C.F.
c/ Douane

N/ 2462

W. Lohr

Direction des Chemins de fer d'Empire à Carlsruhe
(Auxiliaire I H à Strasbourg)

par l'intermédiaire de la Wehrmachtverkehrsdirektion,
29 rue de Berri, à PARIS.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que nous venons d'être saisis par la Douane d'une proposition tendant à régler différents litiges précédemment suivis par la Sous-Direction de Strasbourg et pendants devant les Tribunaux.

Je vous serais très obligé de vouloir bien me communiquer les dossiers relatifs à ces affaires, qui font partie des archives de la Sous-Direction et portent les références suivantes :

D.C.3/3058 L - D.C.3/3059 L - D.C.3/103.109 L.

signé Le Benaïd

22 OCT 41

J. G. 30.5.88 C^o

J. M. C. 11.

Obj: Aff. Williams et autres

cf. Drouane

Paris, le 25 octobre 1908

#

Nota pour Monsieur le Directeur général

car l'homme de remettre à la signature de

Monsieur le Directeur général la lettre ci-jointe

demandant aux Chemins de fer allemands

~~de~~ l'envoi de divers documents concernant

des litiges ~~pendants~~ entre la Soc. Direction de Strasbourg

et la Prusse, devant les Tribunaux français, litiges

que la Prusse se déclare disposée à terminer par

des transactions.

Le Chef du Contentieux

VP 17.8.10
VP 10.10.10
VP 10.10.10

18110

Paris, le

Octobre 1941

17

M. J. G. c. v. d. r. d. r. d. r.

Direction des Chemins de fer d'Alsace à Strasbourg
c/ Auxiliaires I H a Strasbourg,

par l'intermédiaire des Wehrmachtverwaltungsstellen

29, rue de Berri à Paris

J'ai l'honneur de vous faire connaître que nous
venons d'être saisis par la Direction d'une proposition
tendant à régler différents litiges ~~pendants~~ ~~entre la~~
précédemment suivis par la Sous-Direction de Strasbourg
et pendant devant les Tribunaux.

Je vous serais très obligé de vouloir bien me adresser
les données relatives à ces affaires, qui font partie des archives
de la Sous-Direction et portent les références suivantes:

D.C. 3/3058 L. - D.C. 3/3069 L. - D.C. 3/103.109 L.

1810

20 Octobre 41

MINUTE

X.

S.J.

Douane
5.648^{Co}

N O T E

pour Monsieur le Directeur Général

J'ai l'honneur de soumettre à la signature de Monsieur le Directeur Général la lettre ci-jointe, demandant aux Chemins de fer allemands l'envoi de divers dossiers concernant des litiges entre la Sous-Direction de Strasbourg et la Douane, pendants devant les Tribunaux français, litiges que la Douane se déclare disposée à terminer par des transactions.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

M. G. Gauray

S. N. C. F. SP.

Région EST
EXPLOITATION

Division Commerciale

N° 1971 C./49

PARIS, le

9 OCT 1941



Monsieur le Chef du Contentieux.

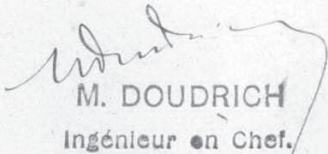
Vos références Dossier n°305.8/L, Dr n°DC/3.3069/L et DC3/IO3.I09/L " affaires WAILLAN à Sarreguemines et GRANDVAUX à Hargarten-Falck " .

A la suite de l'arrêt de la Cour de Cassation du 1er Mai 1940, rendu dans l'affaire WAILLAN, le Directeur des Douanes de Metz, replié à Nancy, nous adresse le relevé (dont ci-joint copie) des droits et taxes exigibles de l'ex-réseau A.L. pour l'affaire Waillan et pour l'affaire GRANDVAUX .

Le Directeur des Douanes va proposer à son Administrateur de terminer ces affaires par le paiement des droits et taxes régulièrement dus, et d'une amende de principe, en raison de la situation particulière où se trouvait le personnel déclarant à l'époque considérée. Il nous demande à ce sujet de lui adresser une lettre d'explications, à présenter en vue de la décision contentieuse à intervenir .

J'ai l'honneur de vous prier de me faire connaître si nous pouvons accepter la proposition du Directeur des Douanes en ce qui concerne le versement des droits et taxes exigibles, et lui demander d'intervenir auprès de son Administration pour que celle-ci veuille bien passer outre à l'amende, en égard aux conditions dans lesquelles se sont passées les affaires en cause .

Le Chef de la Division Commerciale


M. DOUDRICH
Ingénieur en Chef.

S. N. C. F.

GB/

Région EST

EXPLOITATION

Division Commerciale

N° C.

Affaire GRANDVAUX.

COPIE

Noms & adresses des destinataires.	Marques & N° des colis ou wagons	Désignation des marchandises	Montant des droits
Sté Tréfilor-Woippy, gare	3 wagons 6518, 80753, 44732,	grillages en fer ou acier fil de fer en laiton	8.093,58
Sté Reppert, Bouzonville	2 wagons, 4146, 14863.	fer ou acier laminé en barres	4.689,17
Et. JAM. Landivisiou, Walbeum, Paris	1 wagon, 301092, 45.183	grillage en fil de fer, tubes en acier s. soudure, raccord en acier, objets en carton laqués, tous articles en fer non dénommés	15.620,23
Henri Walbeum	wagon 6565	Tubes en acier, pièces pour l'électricité, raccords en acier, objets en carton laqués. Pièces détachées de machines.	6.578,63
V. Bauer, Sarreguemines	wagon 6464	2 colis articles de ménage en tôle	57,90
Henri Walbeum, Paris	3863- 1 colis 3675 d ^e 1593, 1595, 1624 1666/7, 1670(6c) 1594, 1607, 1618 1620, 1625, 1664/ 5-1668/9, 1671 11 colis	pièces pour l'électricité pièces détachées de machines appareils pour la coup. du courant électrique de 5 Kg d ^e de plus de 5 Kgs	14.250,65
Wilmert, Hautmont Mines de Stour U.C.F.N.I. Hagondange	wagon 65.188 (33.604 ?)	Fils de fer ou d'acier pièces dét. de machines poulies de transmission	9.895,48 7.280,62 1.118.
Total des droits exigibles (aff. Grandvaux).....			69.379,52
<u>Affaire WAILLAN</u>			
Ivry-sur-Seine	wagon 30.284	17.400 Kg acier laminé en barres	2.800,76
Total pour les deux affaires			72.180,28

L. F.

Paris, le 11 décembre 1894

F

40 J. 689 C^o

M. Fichet

Monsieur,

Comme suite à votre lettre du 19 novembre ci-dessus
et à la nôtre du 22 du même mois, j'ai l'honneur
de vous faire connaître que la lettre de caution de 40.000 fr.
souscrite en votre faveur a été restituée à la ~~gale~~ ~~admission~~
~~de Banque~~ par nos services Financiers à la Pri générale
alsacienne de Banque, qui en a accusé réception le 29
octobre.

[Signature]

Vous considérez cette affaire comme étant ainsi terminée
et vous êtes d'accord, Monsieur, nos salutations distinguées.

Le Chef du Contentieux

Signé: J. Laurence

Stallinements Fichet fils

29, rue de Tanger Paris 19^e

[Signature]

F

Paris, 11 décembre 1941
45 rue St-Lazare

SJ
Fischel
5649 Co

Messieurs

Comme suite à votre lettre du 19 novembre écoulé et à la nôtre du 22 du même mois, j'ai l'honneur de vous faire connaître que la lettre de caution de 40.000 fr souscrite en votre faveur a été restituée par nos Services Financiers à la Société Générale Alsacienne de Banque, qui en a accusé réception le 25 octobre.

Nous considérons cette affaire comme étant ainsi terminée et vous prions d'agréer, Messieurs, nos salutations distinguées.

LE CHEF DU CONTENTIEUX

signé: J. Aureau

Etablissements FISCHEL fils,
39 rue de Tanger,
PARIS 19^e.

S. N. C. F.

SERVICES FINANCIERS

TITRES

17, R. de Londres - IX.

PARIS, le 8 Décembre 1941.



Fl T 23287

Dr : n° 541 B

M. le Chef du Contentieux
45 rue Saint-Lazare
à Paris

Comme suite à votre lettre du 22 novembre dernier (Réf. Bureau Sj Dr n° 5649 Co), j'ai l'honneur de vous faire savoir que l'engagement bancaire de Frs 40.000, souscrit en faveur de la Maison FISCHER Fils 39 rue de Tanger à Paris, a été restitué ~~à la Sté Générale Alsacienne de Banque~~ à la Sté Générale Alsacienne de Banque à HAGUENAU, ainsi que vous en avez été informé par notre lettre du 16 même mois (Réf. Fl T 23.970).

L'établissement garant nous en a accusé réception le 25 Octobre 1941.///

Le Chef de la Subdivision des Titres

22 novembre 41

=====

SJ

5649 Co

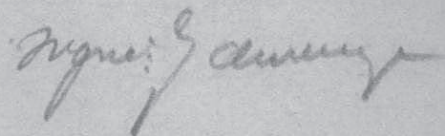
Af. Fischel

Monsieur le Directeur des Services Financiers
(Subdivision des Opérations Bancaires et
des Titres)

Par lettre du 13 octobre écoulé, je vous ai adressé une lettre de la Maison FISCHEL à Paris, demandant l'annulation de la caution bancaire souscrite en garantie d'un compte de frais de transport ouvert à la gare de Wissembourg, ainsi qu'un chèque de 12.775 fr 45 représentant le solde du dit compte.

La Maison intéressée venant de me rappeler cette affaire, je vous serais très obligé de me faire connaître les raisons qui s'opposent à ce que satisfaction lui soit donnée.

LE CHEF DU CONTENTIEUX



22 novembre 41

=====

SJ

5649^{Co}

Af. Fischel

Messieurs,

En réponse à votre lettre du 19 novembre courant, j'ai l'honneur de vous faire connaître que le chèque de 12.775 francs 45 joint à votre lettre du 9 octobre dernier, a été transmis, le 13 du même mois, à nos Services Financiers pour encaissement et mainlevée de la caution.

Nous rappelons par le même courrier cette affaire à nos Services Financiers et nous vous tiendrons au courant.

Veillez agréer, Messieurs, nos salutations les plus distinguées.

LE CHEF DU CONTENTIEUX

W. G. G. G. G.

Encaissements FISCHEL fils,
39 rue de Tanger,
PARIS 19^e.

Paris, le 22 novembre 1891

F

Lg.

40 J. 649 c^o

App. Fischel

Messieurs,

Je réponds à votre lettre du 14 novembre et.
J'ai l'honneur de vous faire connaître que le chèque de
12.225 fr. 45, joint à votre lettre du 9 octobre dernier, a été
transmis, le 13 du même mois, à nos services financiers
pour encaissement et main-levé de la caution.

Vous rappelons par le même courrier cette affaire à
nos services financiers et nous vous tiendrons au courant.
Veuillez agréer, Messieurs, nos salutations les
plus distinguées.

Stalbinement Fischel & Co

39, rue de Langer

Paris, 19^o

Le Chef de Service

21/11

L. G.

20 p. 649 C.

App. Fischel

W. J. J. J.

Paris, le 22 novembre 1898

F

Messieurs le Directeur des Services Financiers
(Subdivision des Opérations Bancaires et des Titres,

Par lettre du 13 octobre écoulé j'ai eu l'honneur de vous adresser
une lettre de la Maison Fischel à Paris, demandant
l'annulation de la caution bancaire souscrite en garantie
d'un compte de frais de transports ouvert à la gare de Wissembourg,
civini qui me chèque de 12.338 fr. 45 représentant le solde
dudit compte.

La Maison intéressée venant de me rappeler cette affaire,
je vous serais très obligé de me faire connaître les raisons qui
s'opposent à ce que satisfaction lui soit donnée.

Je vous prie d'agréer,
Monsieur, l'assurance de ma haute considération.

2111

NOUVELLE ADRESSE :

39, Rue de Tanger
Téléph. BOT. 75-04 PARIS-19

SIÈGE SOCIAL

15, RUE DE TANGER - PARIS 19°
TÉLÉPHONE : BOTZARIS 75-04 - 75-05
ADR. TÉLÉGR. DEGEFISCHEL 92 PARIS
C / C. POSTAUX PARIS 27-137
USINE A WISSEMBOURG (BAS-RHIN)

Société Anonyme au Capital de 5.400.000

MAISONS DE VENTE

LYON (VI) 17, RUE CURIE
MARSEILLE 20 R. NEUVE S^{te} CATHERINE
ALGER 33, RUE MARÉCHAL SOULT
LILLE - NANTES - BORDEAUX
TOULOUSE - ETC...

R. C. Seine B 261.310
R. P. 5391 Seine CA

D.G. FISCHEL FILS



S . N . C . F .

45, Rue St-Lazare, 45

PARIS

V/Référence

N/Référence BZ/BB

Service du Contentieux -
Dossier 104.254 L.

PARIS, le 19 Novembre 1941

Monsieur le Chef du Contentieux,

Nous nous permettons de vous rappeler notre lettre du 9 Octobre vous remettant un chèque de Fr 12.775,45 pour vous régler d'un montant de transport qui nous était réclamé par la gare de Wissembourg (Alsace-Lorraine), et ceci pour nous permettre de récupérer le montant d'un cautionnement de 40.000 Fr que nous avons à la Société Générale Alsacienne de Banque à HAGUENEAU en garantie des transports que nous effectuions à cette époque à notre usine de Wissembourg.

Nous attendons toujours que vous nous accusiez d'abord réception de notre chèque de 12.775,45, et ensuite que vous nous disiez si vous avez fait le nécessaire au sujet de notre cautionnement à la Banque précitée. Voici en effet la fin de l'année qui approche et nous ne voulons pas payer des intérêts débiteurs pour le nouvel exercice de 1942, puisque depuis fort longtemps déjà nous n'avons plus de rapport avec notre usine de l'Alsace-Lorraine.

Dans l'attente de votre réponse, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Chef du Contentieux, nos salutations distinguées.

Le Directeur Général

[Signature]

Quel que soit le mode de vente et le lieu de livraison, la marchandise doit être considérée comme prise dans PARIS. Nos traites ne font pas dérogation aux conditions de paiement dans cette Ville. En cas de crédit échelonné, le montant total de la créance devient exigible immédiatement à défaut de paiement d'une seule échéance. En cas de contestation, le Tribunal de commerce de PARIS est seul compétent.

15 Octobre 41

S.J.
Fischel
5.649Co

Monsieur le Chef
de la Division Commerciale
de l'Exploitation
de la Région de l'EST

2 p.j.

J'ai l'honneur de vous adresser
ci-joint, à titre d'information, copie
d'une lettre de la Maison FISCHEL de
Paris, relative à l'annulation de la
caution fournie par cette Maison en
garantie du compte qui lui avait été
ouvert en gare de Wissembourg, ainsi
qu'une copie de la lettre par laquelle
j'ai saisi de cette affaire les Services
Financiers.

Pr LE CHEF DU CONTENTIEUX,

J. F. 4.5.6490. Paris, le 15 oct. 48.

M. Fischel
Monsieur le chef
de la Division Commerciale
de l'Exploitation de la
Région de l'Est

J'ai l'h. de vous adresser ci-joint
à titre d'information copie d'une lettre
de la Maison Fischel de Paris, relative
à l'annulation de la caution fournie
par cette maison en garantie des comptes
qui lui avait été ouvert en gare de
Wiessembourg, ainsi qu'une copie de
la lettre par laquelle j'ai saisi de cette
affaire les Services Financiers.

Je la chef des Contentieux.

Sty. 80.64900

Paris, 6 173 août 1939

H

Monieur le Directeur des Services Financiers

2 décalques

(Subdivision des opérations bancaires & des titres)

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint après l'une
lettre de la Maison Fischel à Paris demandant l'annu-
lation de la caution souscrite ~~en~~ faveur par la SOGEMAL
à Hagneman en garantie du compte d'atermissement
de frais de transport ouvert à la dite Maison en gare de
Hagneman.

La Maison Fischel vous adressant, en règlement du
solde de ce compte courant, arrêté le 31 août 1939, un chèque
de 12.728 fr 45 ~~ans~~ (300.630) sur la 1^{re} Générale p. / à Paris,
je ~~ne~~ n'ai pas d'objection que je vous fais parvenir également
annexé à la présente lettre, je n'ai pas d'objection à ce qu'il

11/10

ont procédé à l'opération demandée.

Je donnerai cours de la dimanche de la maison Fischel à
la Région E.S.T. et je vous serai obligé de me tenir au courant
de la suite donnée.

Le Chevre Louis Fournier.

13 Octobre x 41

S.J.

5.649^{Co}

Monsieur le Directeur des Services Financiers
(Subdivision des Opérations bancaires et des Titres)

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint copie d'une lettre de la Maison FISCHER à Paris, demandant l'annulation de la caution souscrite par la S.O.G.E.N.A.L. à Haguenau, en garantie du compte d'attribution de frais de transport ouvert à ladite Maison en gare de ~~Wittenberg~~.

2 annexes

La Maison FISCHER nous adressant, en règlement du solde de ce compte courant, arrêté le 31 Août 1939, un chèque de 12.775 fr.45 (n° 0,670) sur la Société Générale, payable à Paris, que je vous fais parvenir également annexé à la présente lettre, je n'ai pas d'objection à ce qu'il soit procédé à l'opération demandée.

Je donnerai avis de la démarche de la maison FISCHER à la Région Est et vous serai obligé de me tenir au courant de la suite donnée.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

Signé: Laurey

Bureau O.P.

Existe-t-il une opposition
contre la maison en cause ?
(V. dossier ci-joint)

Reboul

10/10. 41.

St^e N^o des Chemins de Fer Français

CONTENTIEUX

VU sans oppositions

Le Chef du Bureau OP

Jh. Fichet

NOUVELLE ADRESSE :

39, Rue de Tanger 19
Téléph. BOT. 75-04 PARIS-19

SIÈGE SOCIAL

15, RUE DE TANGER - PARIS 19
TÉLÉPHONE : BOTZARIS 75-04 - 75-05
ADR. TÉLÉGR. DEGEFISCHEL 92 PARIS
C / C. POSTAUX PARIS 27-137
USINE A WISSENBURG (BAS-RHIN)

Société Anonyme au Capital de 5.400.000

MAISONS DE VENTE

LYON (VI) 17, RUE CURIE
MARSEILLE 20 R. NEUVE S^{te} CATHERINE
ALGER 33, RUE MARÉCHAL SOULT
LILLE - NANTES - BORDEAUX
TOULOUSE - ETC...

R. C. Seine B 261.310
R. P. 5391 Seine CA

D.G. FISCHEL FILS



Société Nationale

des chemins de fer Français

45 rue St Lazare

Paris

V/Référence

N/Référence cont. BZ

Service Contentieux

dossier 104.254 /L

in Colombel

PARIS, le 9 octobre 1941

Monsieur le Chef du Contentieux,

Comme suite à notre visite de ce jour, et suite également à votre lettre du 20 mai 1940 adressée de Trouville, au sujet du règlement d'un solde de frs 12.775,45 que nous restions vous devoir sur un Etat de transports du 16 aout 39 au 31 aout 1939 établi par la gare de Wissembourg (Bas Rhin) nous vous prions de trouver inclus ce montant en un chèque à l'ordre de la S N C F sur la Société Générale de Paris, en vous priant de bien vouloir faire le nécessaire près de la Société Générale Alsacienne de Banque à Haguenau, qui nous avait garanti une caution de frs : 40.000 en vu de ces transports.

Il importe en effet, que nous soyons libérés le plus tot possible, des frais que nous occasionnent cette garantie qui n' a plus lieu d'exister, puisque notre usine ne nous appartient plus, faisant partie de l'Alsace Lorraine.

Dans l'attente de votre réponse, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Chef du Contentieux, nos salutations distinguées,

Le Directeur Général

[Signature]

pièces jointes

Quel que soit le mode de vente et le lieu de livraison, la responsabilité de la marchandise doit être considérée comme prise par le vendeur. Nos traites ne font pas dérogation aux conditions de paiement dans cette Ville. En cas de crédit rétroactif, le montant total de la créance devra être réglé immédiatement à défaut de paiement d'une seule échéance. En cas de contestation, le Tribunal de commerce de PARIS est seul compétent.

SERVICE DU CONTENTIEUX

AFFAIRES GÉNÉRALES

N° 5650 Vin.

Service Central :

Région :

OBJET DE LA CONSULTATION

Consultation d'expert

Baux à long. Fait de preuve - trouble
de jouissance -

Le trouble de jouissance dû à un
fait de preuve peut-il ~~entraîner~~
justifier-t-il, une dissolution de baux ?

Références :

Observations :

D^r N° 5620

; Aff. :

50 D 01

Le 4 octobre 1941

Copie

Monsieur

Je vous informe que M^r
Brecht Hubert à Paris tient à
votre disposition la somme de six
cent cinquante francs montant du
Semestre échue de mon loyer, qui
vous sera remis contre quittance
et sous réserve de dommages et
intérêts que je me propose de
vous réclamer pour trouble de
jouissance de mon logement. De
plus je vous informe que si
au plus tard le 13 octobre les
réparations indispensables à la
toiture, au portail d'entrée et
aux façades ne sont pas
commencées pour être achevées



au plus tard le 1^{er} novembre,
je n'hésiterai pas à m'adresser
à la justice je devrai ainsi
exposer des faits qui seront
à votre charge.

Veuillez agréer, Monsieur - etc. -
Sincèrement

Ch. Loubaut, 37 Rue au Colombier

Garay le 07-10-1944



Monsieur

Je vous prie de solliciter vos conseils au sujet de ce qui suit.

Je suis propriétaire d'une maison que j'ai louée à un fonctionnaire de l'Etat, M. le vérificateur des poids et mesures de Garay le Monial. Au cours du bombardement aérien du 16 juin 1940, la maison a causé a été fortement endommagée, les galeries ont été fendues et trouées, les portes toutes cassées, ce qui a occasionné la réparation complète intérieure des sept pièces de l'immeuble, travaux que j'ai fait exécuter dès que possible et qui étaient terminés trois mois après l'incident. Suite à faire les réparations extérieures que je n'aurais pas fait faire tout de suite, ayant voulu attendre les décisions de la loi au sujet des subventions de l'Etat, il est actuellement très difficile de les faire faire par suite du fléchissement du prix, d'œuvre et de matériaux premiers.

Mon locataire n'a pas déménagé et a continué à habiter les lieux pendant les réparations, il m'a versé jusqu'à maintenant payé son loyer mais m'a demandé au dernier denier de lui délivrer un certificat attestant qu'il n'avait pas pu jouir normalement de son logement pendant les réparations, je lui avais donné satisfaction, m'ayant déclaré que cette dernière pièce lui servirait pour réclamer comme dommages de guerre.

Mon locataire devrait me payer son dernier loyer le premier courant, il m'a fait prêter le 30 des mois dernier par l'intermédiaire qu'il refusait de me payer et qu'il m'en réclamait le montant à titre de dommages, soit moitié pour avoir été mal logé pendant trois mois le reste en prétendant que la toiture n'est pas suffisamment étanche, le couvreur m'a délivré un certificat attestant

Question
se fait

(qu'elle a été refaite suivant les usages du pays et
es bien touchée -

Le matin j'ai reçu de ce Monsieur la lettre recommandée
dont copie ci jointe, je n'ai pas touché mon boy et
j'attends vos conseils pour savoir comment je dois faire
pour toucher mon due sans m'engager.

Depuis dix ans que j'ai loué j'ai toujours
eu des canons et mon locataire a toujours cherché des
raisons pour ne pas payer, il ne voulait déjà pas payer le
premier d'année prétendant que je devais régler la cour-

Il ne me semble pas que je dois payer des dommages
de guerre à mon locataire aussi je sollicite vos conseils,
aurais je le droit et la possibilité de lui envoyer un
congé pour le renvoyer, je n'ai avec lui qu'un bail
verbal à l'année et je suis bien desirieux de le
renvoyer, pourriez vous me dire si vous pourriez vous
occuper de cette affaire et me dire le fait que cela me
conviendrait.

Je vous serais très reconnaissant d'une prompte
réponse et je vous prie d'agréer Monsieur mes
salutations les plus empressées -

Pro Fide

Courtois du 2 d'octobre MCF au garde de Paray le Monial
Godot Maurice et le colonel à Paray le Monial
Sonne et Ligne.

M. Viner

10-10-44
70

H
Une qui regarde votre question, relative
au congé que vous voudriez donner à votre
locataire, je vous signale que l'art 12 du
décret-loi du 26 septembre 1939, modifié par
décret du 10^{er} juil. 1940, dispose que "sont maintenus
de plein droit en possession des lieux loués jusqu'au
terme d'usage qui suivra le décret de cessation
des hostilités les locataires de bonne foi, qui
bénéficient d'une réduction de leurs loyers par
application de l'art 9, à charge par eux : 1^o d'occuper
effectivement les lieux, sauf motif légitime par eux-même
ou par les personnes vivant habituellement à leur foyer
antérieurement au 2⁴ sept^{re} 1939 ; 2^o de se conformer
aux décisions de justice ou accords amiables intervenus
tant en ce qui concerne les réductions qu'en ce qui concerne
le cas échéant, les termes et délais." Si votre
locataire recevait congé, il ne manquerait pas
d'invoquer cet article, car la réduction ^{pour toute la durée} ^{de la guerre} ^{de la possession}
entend vos incapacités sera vraisemblablement basée
sur l'art 9, comme je vous l'ai indiqué plus haut.
Au surplus, votre locataire pourrait encore s'appuyer
sur la loi du 24 juil. 1941, même indépendamment d'une
réduction en vertu de l'art 9, en vue de rester dans les
lieux, cette loi permet, en effet, ^{d'une manière générale,} ^à ^{des} ^{locataires}
de bonne foi, d'obtenir leur maintien en possession

année par année, sans toutefois que la durée
de ce maintien puisse excéder de six mois la
Date du terme d'usage qui suivra ~~la fin~~
la cessation des hostilités.

Enfin, il est possible que le locataire
bénéficie également de la ^{légalité de} prorogation. ~~Il est~~
~~par la loi du 15 avril 1926, modifiée~~, je ne
pourrais vous renseigner sur ce point que si
je connaissais la date de construction de
l'immeuble, le prix du loyer en 1914, la
Date d'entrée en jouissance du locataire et si
vous m'indiquiez le régime des loyers applicable à
Percy-le-Monial ~~par~~ pour les prorogations,
pours par la loi du 15 avril 1926, modifiée
par les lois du 21 dec, 1937 et du 24 juil, 1941.

BUREAU

N°

Service Commun du Contentieux

GRANDS RÉSEAUX DE CHEMINS DE FER FRANÇAIS

(Est, État, Midi, Nord, P.L.M., P.O.)

SERVICE COMMUN DU CONTENTIEUX

Bureau

Dossier N°

(Prière de rappeler dans la réponse
les indications ci-dessus)

PARIS, LE

193

45, rue Saint-Lazare (9^e)

TÉLÉPH. : Pigalle 95-85

Der 5.630 HV

17 10.41

Monsieur GODOT

21, le Colombier

PARAY-LE-MONIAL (Saône & Loire)

Mme Bourchi
17-10-41

En réponse à votre lettre du 7 Octobre, je vous informe que les textes ^{actuellement} relatifs à la réparation des dommages de la guerre, ~~actuelle~~ n'accordent au locataire de l'immeuble entièrement ou partiellement détruit aucun droit propre à l'indemnité de l'État, pour trouble de jouissance.

Mais le preneur peut se prévaloir des dispositions de l'article 1722 du Code Civil pour demander, suivant les circonstances, une diminution du loyer ou la résiliation de son bail (Cass. Req. 12 Janvier 1910, 26 Octobre 1925).

En outre, aux termes de l'article 9 du décret-loi du 26 Septembre 1939 modifié par le décret du 16 Octobre 1939, 1^{er} Juin 1940 et la loi du 21 Juin 1941 :

" Des réductions pouvant aller jusqu'aux trois quarts du montant du loyer pourront être accordés aux locataires qui justifieront, par suite de circonstances résultant de l'état de guerre et survenues postérieurement au contrat, soit avoir cette de jouir

de l'usage de tout ou partie des locaux, soit être privé d'une notable partie de ressource... etc.

A défaut d'accord amiable, le juge fixera le point de départ de la réduction, qui pourra être antérieur à la date de la demande en justice formée par le locataire... » +

Ainsi, dans l'affaire qui vous concerne, en admettant que votre locataire ait fait à vous, demandeur, une réduction de loyer, tant par application du droit commun qu'en vertu de la loi du 26 septembre 1939, ce n'est pas à lui qu'il appartient de fixer le taux de la réduction.

+ Mais, qu'il s'agisse de l'application de la loi de 1939, il n'appartient pas à votre locataire de déterminer son loyer et de proposer au juge d'appliquer la loi de 1939, qu'il puisse lui être fait pour privation de jouissance normale, si vous ne pouvez parvenir à une entente, le tribunal devra être saisi.

Je vous signale, d'autre part, que des dégrèvements fiscaux sont prévus par la loi du 22 octobre 1940 (J. officiel du 8 novembre 1940) en faveur des propriétaires qui ont subi un préjudice par suite du non encaissement de loyers, pendant l'année 1940, du fait de circonstances résultant de l'état de guerre : — si les pertes éprouvées représentent au moins le 1/3 du loyer total de l'immeuble, le propriétaire peut ^{autre part} surseoir au paiement de la contribution foncière bâtie et de taxes annexes correspondant aux loyers non encaissés. Ce sursis doit cesser, de plein droit, en cas d'encaissement de loyers arriérés et ne pourra s'étendre au-delà du 31 décembre 1941.

Pour obtenir le bénéfice de ces dispositions, le bailleur doit adresser au percepteur de contributions directes une demande appuyée de toutes justifications utiles.

++

Enfin, en vue de vous permettre d'apprécier —

D. 5. 630 H. V.
Godeau.

Monsieur Godeau

21, Le Colombier

Paray-le Monial

Saône et Loire

Monsieur,

J'ai reçu votre lettre du 7 octobre.
Je vous informe que les lois sur la ré-
paration de l'immobilier de guerre 3240
n'accroissent en locataire de l'im-
meuble de tout ^{ou partiellement} aucun droit propre
à indemnité. et tout pour l'indemnité.

En cas de destruction partielle,
Le preneur qui n'a pas demandé
la réhabilitation du bail, et ^{partiellement} ~~entièrement~~
faute d'obtenir, le son propriétaire,
une diminution du prix de
son loyer, en vertu de l'art. 1722
C. civ. +

Mais si le point d'accord entre
les parties, il appartient au juge
n'est de fixer le montant de cette
réduction, et le ^{propriétaire} ~~locataire~~ doit
acquiescer, le montant intégral
de son loyer, jusqu'à décision
contraire du tribunal compétent.
Faute de quoi, le propriétaire
aurait le droit de mettre en
œuvre la procédure prévue par
l'art. 819 et suiv. du Code de
procédure civile qui permet

Un seul pas suffisant

M. Follin
Voulez-vous
compter
15-10-41

+ voir aussi le décret
du 1939 modifié
art 9

+ voir aussi pour la location

au bailleur de biens ruraux, pour
ministère d'huissiers, et nous permet-
tend de sup. les meubles, pariers sur
le lieu locis.

Afin de ^{me} permettre d'apprécier
si vous avez la possibilité de sau-
ver l'ouvrage, il me serait utile
de savoir :

1° Quelle est la date de construc-
tion de l'immeuble ?

2° Si celle-ci est antérieure au
1^{er} janvier 1915, quel était le prix de
l'ouvrage au 1^{er} août 1914 ?

3° Si la loi du 1^{er} août 1926,
mod. par la loi du 29 juin 1929 et
du 31 décembre 1937, est-elle
applicable à Paris le Manuel, tout
en ce qui concerne la proposition
pour la reprise de la limitation des
prix ? Vous ^{pour} réviser ^{à ce sujet} l'ouvrage du
Prêtre de la Justice de Paris ou
du Secrétaire de la Marine.

4° Quelle est la date d'entrée
dans les lieux de votre location ?

5° Celui-ci est-il été mobilisé
pendant quelle période ?

5630 HV

Monsieur GODOT

21, Le Colombier - PARAY-LE-MONIAL (Saône-et-Loire)

En réponse à votre lettre du 7 Octobre, je vous informe que les textes actuellement publiés relatifs à la réparation des dommages de guerre, n'accordent au locataire de l'immeuble entièrement ou partiellement détruit aucun droit propre à indemnité de l'Etat, pour trouble de jouissance.

Mais le preneur peut se prévaloir des dispositions de l'article 1722 du Code Civil pour demander, suivant les circonstances, une diminution du loyer ou la résiliation de son bail (Cass. Req. 12 Janvier 1910; 26 Octobre 1925).

En outre, aux termes de l'article 9 du décret-loi du 26 Septembre 1939 modifié par les décrets des 16 Octobre 1939, 1er Juin 1940 et la loi du 21 Juin 1941:

"Des réductions pouvant aller jusqu'aux trois quarts du montant du loyer pourront être accordées aux locataires qui justifieront, par suite de circonstances résultant de l'état de guerre et survenues postérieurement au contrat, soit avoir cessé de jouir de l'usage de tout ou partie des locaux, soit être privé d'une notable partie des ressources...etc.
 "A défaut d'accord amiable, le juge fixera le point de départ de la réduction, qui pourra être antérieur à la date de la demande en justice formée par le locataire...."

Mais, qu'il s'agisse de l'application de l'article 1722 C.civ. ou du décret-loi de 1939, il n'appartient

...

évidemment pas à votre locataire de réduire son loyer de sa propre autorité ou de fixer d'office les dommages-intérêts, qu'il prétend lui être dus pour privation de jouissance normale. Si vous ne pouvez parvenir à une entente, le tribunal devra être saisi.

Je vous signale, d'autre part, que des dégrèvements fiscaux sont prévus par la loi du 22 Octobre 1940 (J.O. du 8 Novembre 1940) en faveur des propriétaires qui ont subi un préjudice par suite du non encaissement de loyers, pendant l'année 1940, du fait de circonstances résultant de l'état de guerre.—Si les pertes éprouvées représentent au moins le 1/3 du loyer total des immeubles, le propriétaire peut, en outre, surseoir au paiement de la contribution foncière bâtie et des taxes annexes correspondant aux loyers non encaissés. Ce sursis doit cesser de plein droit, en cas d'encaissement des loyers arriérés et ne pourra s'étendre au delà du 31 Décembre 1941. Pour obtenir le bénéfice du sursis, le bailleur doit adresser au percepteur des contributions directes une demande appuyée de toutes justifications utiles.

En ce qui regarde votre question, relatif au congé que vous voudriez donner à votre locataire, je vous signale que l'article 12 du décret-loi du 26 Septembre 1939, modifié par décret du 1er Juin 1940, dispose que "sont maintenus de plein droit en possession des lieux jusqu'au terme d'usage qui suivra le décret de cessation des hostilités les locataires de bonne foi, qui bénéficient d'une réduction de leurs loyers par application de l'article 9, à charge par eux : 1° d'occuper effectivement les lieux, sauf motif légitime, par eux-mêmes ou par les personnes vivant habituellement à leur foyer antérieurement au 2 Septembre 1939; 2° de se conformer aux décisions de justice ou accords amiables intervenues tant en ce qui concerne les réductions qu'en ce qui concerne, le cas échéant, les termes et délais! Si votre locataire recevait congé, il ne manquerait pas d'invoquer cet article, car la réduction pour trouble de jouissance qu'il entend vous imposer sera vraisemblablement basée sur l'article 9, comme je vous l'ai indiqué plus haut. Au surplus, votre locataire pourrait encore s'appuyer sur la loi du 24 Juin 1941, même indépendamment d'une réduction en vertu de l'article 9, en vue de rester dans les lieux. Cette loi permet, en effet, d'une manière générale, aux locataires de bonne foi, d'obtenir leur maintien en

possession année par année, sans toutefois que la durée de ce maintien puisse excéder de six mois la date du terme d'usage qui suivra la cessation des hostilités.

Enfin, il est possible que le locataire bénéficie également de la prorogation légale de droit commun. Je ne pourrais vous renseigner sur ce point que si je connaissais la date de construction de l'immeuble, le prix du loyer en 1914, la date d'entrée en jouissance du locataire et si vous m'indiquiez le régime des loyers applicable à PARAY-LE-MONIAL pour les prorogations, prévues par la loi du 1er Avril 1926, modifiée par les lois du 31 Décembre 1937 et du 24 Juin 1941.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

Signé : Aurenge

SERVICE DU CONTENTIEUX

AFFAIRES GÉNÉRALES

N° 5651 RAB

Service Central :

Région : Sud - E.S.T. - Exploitation
et agent Guérin
homme d'affaires à Châteauneuf

Pension alimentaire
allocation familiale

OBJET DE LA CONSULTATION

Pension alimentaire - modification du bout de la pension
à raison de la suppression de l'allocation familiale dont le
titulaire avait tenu compte pour fixer le montant de
la pension.

Références : Lettre de l'agent Guérin parvenue par l'intermédiaire S.E.

Observations :

D^{re} N° 5.651 RAB; Aff. : Pension alimentaire - allocation familiale

Paris,

16 Octobre 1941

SJ

5651 Rab.

Monsieur Henri GUERIN
aux Brésillats

Commune de Cercy la Tour (Nièvre)

Comme suite à votre lettre du 5 courant, je vous informe qu'en vertu des dispositions du Code de la Famille, votre enfant ~~n'~~ n'ouvre pas droit à une allocation familiale, celle-ci n'étant due qu'à partir du deuxième enfant à charge.

D'autre part, si votre ex-femme ne travaille pas, elle n'a pas droit non plus à l'allocation de salaire unique, instituée depuis le 1er avril 1941.

Mais votre ex-femme est toujours fondée à réclamer le versement de la pension alimentaire que vous avez été condamné à lui verser, bien que le tribunal ait tenu compte, pour en fixer le montant, du fait que vous perceviez, à l'époque, une allocation familiale pour votre fille.

Il ne vous appartient pas, en effet, de diminuer de votre propre

...

21
autorité, ladite pension du montant de l'allocation familiale, que vous perceviez antérieurement à l'application du Code de la Famille.

Vous avez seulement la faculté de demander, en justice, la réduction du chiffre de cette pension, en faisant valoir que vous ne touchez plus d'allocation familiale et que, par ailleurs, vos ressources n'ont pas augmenté.

Toutefois, je vous indique que, de son côté, votre ex-femme peut réclamer une augmentation de la pension en invoquant l'aggravation du coût de la vie et la modicité du montant de 150 fr. par mois dans les circonstances actuelles.

adpt
LE CHEF DU CONTENTIEUX,

Signé : de CAQUERAY

S.J 5651 Rab

Monsieur Jean Guéin
aux Bésillats

Commune de Cerey le Boer
(nièvre)

Comme suite à votre lettre du 5 courant, je vous informe
qu'en vertu des dispositions du Code de la Famille, votre enfant
n'aura pas droit à une allocation familiale, celle-ci n'étant
due qu'à partir du deuxième enfant à charge.

D'autre part, si votre ex-femme ne travaille pas,
elle n'a pas droit non plus à l'allocation de salaire unique,
celle-ci ayant été supprimée depuis le 15 avril 1941.

Mais votre ex-femme est toujours fondée à réclamer
le versement de la pension alimentaire que vous avez été condamné
à lui verser, bien que le tribunal ait tenu compte, pour en
fixer le montant, du fait que vous perceviez, à l'époque,
une allocation familiale pour votre fille.

Il ne vous offrait pas, en effet, de diminuer
de votre propre autorité, ledite pension du montant de l'allo-
cation familiale, que vous perceviez antérieurement à l'application
du Code de la Famille.

Vous avez seulement la faculté de demander, en
justice, la réduction du chiffre de cette pension, en faisant
valoir que vous ne touchez plus d'allocation familiale et
que, par ailleurs, vos ressources n'ont pas augmenté.

Cependant, je vous indique que, de mon côté, votre
ex-femme ~~seul, comme~~ ^{peut, comme} réclame une augmentation
de la pension, en ~~raison~~ ^{en invoquant} ~~de son état de chômage~~ ^{l'augmentation de ses}
~~ressources ou d'une augmentation de ses besoins.~~ ^{besoins et la modification du montant de 1500 francs versés}
~~en vertu de la loi~~ ^{en vertu de la loi}

Le Chef du Contentieux.

Il est fort à craindre
que le tribunal ne réduise
la pension et, en
conséquence, ne la porte à 2000.

Cercy. la. Faure le 5. 10. 41.

4882

- 7 OCT 1941

Guérin Henri
Agent D.M.C.F.
Aux Bressillats
Cne de Cercy. la. Tour
{Nièvre}

Exploitation

Maître ..

Pris un timbre de
DIRECTION

Étant divorcé et ayant un enfant, j'ai été condamné par le tribunal civil de Nevers dans sa séance du 15 février 1939 à verser une somme de 150^{fr} par mois à ma femme, pour la pension alimentaire de mon enfant.

D'après le jugement, la pension alimentaire a été fixée à 150^{fr} par mois, somme dans laquelle se trouvent comprises les allocations familiales.

Jusqu'au 1^{er} mai dernier j'ai donc touché 56^{fr} par mois pour mon enfant et depuis cette date les allocations familiales me furent supprimées, ce que d'après le nouveau régime, je n'y ai plus droit mais ma femme avait le droit de réclamer l'allocation de la mère au foyer.

L'a-t-elle fait; je l'ignore.

Sitôt la suppression des 56^{fr} auxquels j'avais droit avant l'application du nouveau régime du code de la famille, c'est à dire à partir du 1^{er} mai 1941 je me suis empressé d'aller consulter mon avocat (Maître Cointe 5 Place de la République à Nevers), pour lui demander qu'elle marche je devais suivre ?

Il me conseilla donc de soustraire 56^{fr} (somme que je touchais pour mon enfant et m'ayant été supprimée à la date du 1^{er} mai 41) et d'envoyer le reste à mon ex-femme c'est à dire 94^{fr}, ce que je fis et aujourd'hui je m'entends inter-peller à comparaître au Palais de justice de Nevers le 11 courant pour cette affaire.

L'avocat de mon ex-femme prétend me faire compléter les termes de pension depuis le mois de juin dernier, faire porter à 250^{fr} par mois la pension alimentaire et me faire condamner aux dépens dont distractions à son profit.

Mon gain est de 1200^{fr} par mois; je paye 900^{fr} de pension plus 94^{fr} que j'envoie à mon ex-femme pour l'enfant, il me reste donc 200^{fr} pour mon entretien personnel.

Si l'on me porte à 250^s par mois la pension alimentaire de mon enfant
il me restera que 50^s pour mon entretien.

Me trouvant très ennuyé au sujet de cette affaire je m'adresse à
vous Maître dans l'espoir que vous pourriez me donner un petit conseil ?
Cette affaire devant ce juge prochainement je vous demanderai de bien vouloir me
donner une réponse dans les plus brefs délais.

Avec tous mes remerciements d'avance Recevez Maître mes salutations
empresées.

Guérin

Guérin Henri

H. Équipe gare de Lucy-la-Tour
{Même}

ci-joint un timbre pour réponse.

A/3

Transmis à M. le Chef du
2^e Arrondissement-Ex, à NEVERS.

Voulez-vous bien examiner et
me renseigner le plus tôt possible.

Paris, le

J.D.
S. N. C. F.

RÉGION DU SUD-EST

EXPLOITATION

Division du
Service Général
4^{ème} Section A

A/3
C.F.

-
4882

Paris, le - 9 OCT 1941



Je vous communique ci-jointe une lettre de
M. GUERIN, Homme d'équipe à la gare de Cercy-
la-Tour.

Cet Agent est divorcé et a eu, de son maria-
ge avec Mme MONNIER, un enfant, Anne, née le
21 février 1937; il a été condamné, en 1939, à
verser à son ex-épouse une pension alimentaire
de 150 f par mois.

En application des dispositions du Code de
la Famille, M. GUERIN ne reçoit plus les alloca-
tions familiales et nous avons pour règle de ré-
pondre aux agents qui se trouvent dans cette si-
tuation qu'il leur appartient d'intervenir auprès
des Autorités judiciaires compétentes si, pour
tenir compte de cette particularité, ils désirent
obtenir une réduction de la pension alimentaire
qu'ils versent déjà par ailleurs.

M. GUERIN sollicitant un avis autorisé à
l'occasion des poursuites dont il est l'objet,
je vous serais très obligé de bien vouloir le
renseigner.

P^r LE CHEF DU SERVICE DE L'EXPLOITATION :

P^r LE CHEF DE LA DIVISION DU SERVICE GÉNÉRAL,

Le Chef de Section,

Le Rabat
10-10-41
Q

16 Octobre x 41

S.J.

5.652^{Me}

Monsieur Gabriel GUILBAUD,
10 rue Carnot, TAVERNY. (Seine-et-Oise)

En réponse à votre lettre du 10 Octobre courant, je vous informe que le Service du Contentieux ne donne, en principe, de consultations écrites qu'aux agents résidant en province.

Pour le personnel habitant Paris ou la banlieue, il a été créé un service spécial de consultations verbales, où, sur présentation de leur carte d'identité, les intéressés peuvent obtenir tous renseignements juridiques utiles.

Il vous suffira donc de vous rendre à mon Service, Bureau S.J. le jour de votre choix (samedis après-midi, dimanches et fêtes exceptés), soit le matin de 8 h. à 11^h45 soit l'après-midi de 13^h45 à 18h30.

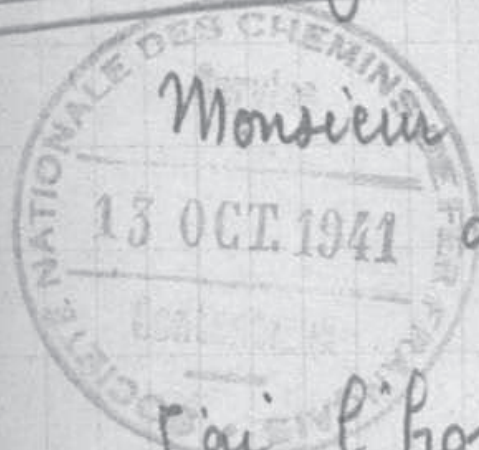
Il conviendra de vous munir de toutes les pièces relatives à votre location : engagement de location, quittances de loyer, correspondance, etc.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

Signé : Amiet.

5652 MR

Caerny Le 10 Octobre 1941



Monsieur Le Chef de service
du Contentieux

J'ai l'honneur de solliciter de
votre bienveillance une consultation
qui concerne un terrain loué

J'ai loué au mois d'Avril dernier
un terrain en friche à raison de 0^{fr}50
le m² jusqu'au mois de Novembre. Le
terrain étant bien nettoyé a été vendu.
Le nouveau propriétaire vient exiger
la reprise de son terrain
En a-t-il le droit ?

si non quelles sont les formalités à rem-
plir pour que je puisse le conserver.

Recevez Monsieur Le Chef de Service
tous mes remerciements et mes sincères

sabulations

~~subans~~

Guilband Gabriel

Équipe en Gare de Paris-Nord - Bagages

adresse Postale : 10 Rue Carnot
Garenne Seine et Oise

SERVICE DU CONTENTIEUX

AFFAIRES GÉNÉRALES

N° 5653 Vin.

Service Central :

Région :

Thomas

OBJET DE LA CONSULTATION

Certificat de service — Apres ^{reçu} ~~reçu~~ ^{discute}
pour absence irrégulière demande un certificat
mentionnant qu'il a été congédié pour un
motif n'entrachant pas sa responsabilité

Références :

Observations :

Dⁿ N° 5653 ; Aff. : Thomas.

Octobre x 41

SJ

5635 HV

af
Monsieur le Chef du Service de l'Exploitation
-Division du Service Général-D^r 6338547-

En réponse à votre note du 7 octobre, j'ai l'honneur de vous faire connaître que, lors de la rupture du contrat de travail, le patron n'est tenu de délivrer à l'ouvrier que le certificat prévu par l'article 24 du Livre Ier du Code du Travail. Ce certificat doit, selon la loi, contenir exclusivement la date de l'entrée du salarié dans l'entreprise, celle de sa sortie et l'espèce de travail auquel il a été employé.

Le certificat, que vous avez remis à l'ex-homme d'équipe THOMAS, répond aux exigences de la loi. Il n'a pas à être complété.

Toutefois, en l'espèce, je ne verrais pas d'objection, pour ma part, à ce qu'en retournant le certificat à l'intéressé, vous indiquiez dans votre lettre que sa radiation des cadres a été prononcée pour un motif n'entachant pas son honorabilité.

LE CHEF DU CONTENTIEUX.

S-7.

D^s 5.635 H. V.

Thomas

2 pièces

Vu

by
17. 10. 41

mon Bruch
17 10-41

Requis

M. le chef du service de l'Exploitation. Division du service pénal.
vol. D^s 6338 84 7

En réponse à votre note du 9 octobre, j'ai l'honneur de vous faire connaître que, lors de la rupture du contrat de travail, le patron n'est tenu de délivrer à l'ouvrier que le certificat prévu par l'art. 24 du L.T.² du Code du travail. Ce certificat ^{selon la loi} ^{exclusivement} ~~est~~ doit contenir ~~pour~~ la date de l'entrée du salarié dans l'entreprise, celle de sa sortie et l'espèce de travail auquel il a été employé.

Le chef d'entreprise ~~est~~, ~~libre~~ libre de remettre, en outre, à son ex-propre toute attestation relative à sa manière de ~~son~~ ~~travail~~, et, enfin, et sous certaines circonstances peut même ~~la~~ ~~rupture~~ la rupture du contrat. ~~de~~ Mais, en représentant le patron, il ne pourrait enfreindre

~~Il n'est pas possible de répondre~~
~~à votre lettre.~~

Le certificat que vous m'avez en-
voyé à l'ex. homme d'épouse
Thomson, se ~~présentant~~ ^{Il n'a pas à être complet} aux ex-
penses de la loi, ~~je ne puis pas~~
~~vous laisser le soin d'apprécier~~
~~soit le motif d'aucun des deux~~
~~sur la demande.~~

En retour, la pièce ~~concernant~~
~~un autre~~ ^{l'ouï-dire} ~~est~~ ^{en l'espèce} ~~la~~ ^{la} ~~pièce~~ ^{la} ~~concernant~~
d'objection, pour une part, et
ce qui est la loi ^{le certificat à l'intention} ~~retourner~~ ^{à l'intention}
indiquée dans votre lettre pour
sa radiation le cas échéant et
c'est prononcée pour un motif
n'entraînant pas son honneur ^{le}

SOCIÉTÉ NATIONALE CM.

DES
CHEMINS DE FER FRANÇAIS

RÉGION DE L'EST

EXPLOITATION

Division du Service Général

N° 6338 G4-7

Rappeler dans la réponse le numéro
de la présente lettre.

OBJET :
Certificat de service
THOMAS

2 pièces

Lot 1 - Ac 18651 - Fricotel, Epinal - 8-39 - N° 955

Paris, le 9 Octobre 19 41

URGENT

13 OCT. 1941

Contentieux

COMMUNIQUE à

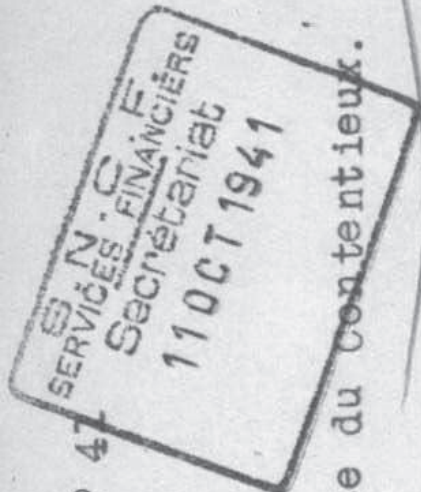
Monsieur le Chef du Service du Contentieux.

en le priant de vouloir bien nous faire connaître ce qu'il convient de répondre à l'ex-homme d'équipe, THOMAS Pierre, René, de Vaires-Torcy, rayé des cadres, avec indemnité, au vu de l'avis du Conseil de discipline, à compter du 20 Mai 1941, pour absences irrégulières.

9^e Le Chef du Service de l'Exploitation

Le Chef de la Division du Service Général

le Virent
13-10-41



C. h. m. d. - T²

Art 24 - mod. loi 18 juillet 1913 -

Tout personnel qui engage le service public,
à l'expiration du contrat, exerce de celui
à partir de lui, sans plein de dommages-intér.
règle, un certificat contenant exclusivement
la date de son entrée, celle de son sortie
et l'espèce de travail auquel ^{elle} a été
employée.

Le

Campagnes jusqu'en fin mai 1941 et tout de terminer après ces
deux-les de la nuit et la lune en l'ordonner du 31 mai 1941

SERVICE DU CONTENTIEUX

AFFAIRES GÉNÉRALES

N° 5654 *leg*

Service Central: *fon*

Région: *ouest*

*Concours
Indemnité
de résiliation*

OBJET DE LA CONSULTATION

*Cas de M^r Binet Paul, Nanterre
Dépot de Lille*

277

Références :

*V. 6310 68
6519 48*

Observations :

*D^r N° 5654 *leg* ; Aff. : Concours Indemnité de résiliation*

M. Chesnoy

Mais n'avons pas reçu le décalque
de cette affaire - A-t-elle été
expédiée ? Recherche

27-12-41



M^{re} Chesnoy
n'a plus le décalque.
Il pense que la
lettre est bien partie
Berguis

ch. Legros
V
ly
20/12/41
SJ
N° 5654 Leg

F
Monsieur le Chef de la Subdivision
de la Comptabilité du Matériel et de la Traction
de la Région de l'Ouest

Comme suite à votre lettre M.T.O. -cl/840
du 8 courant, j'ai l'honneur de vous faire connaître qu'il
n'est pas douteux, à mon avis, que le propriétaire de
M. BINET est en droit de se refuser à fournir, à son
ex-locataire, un certificat attestant que l'immeuble
n'a pas été reloué avant le 30 septembre 1941.

Le contrat que vous m'avez communiqué stipule,
en effet, que "dans le cas où M. BINET serait dans l'obli-
" gation de quitter Dieppe par ordre de son administration,
" le présent bail serait résilié pour l'expiration du
" trimestre en cours, à charge par lui ~~xxx~~ d'acquitter,
" en sus du terme en cours, un trimestre de loyer à titre
" d'indemnité de résiliation".

Un telle indemnité, qui a un caractère forfaitaire, ne représente pas le prix d'une jouissance; elle est stipulée conventionnellement en contre-partie d'une faculté, accordée au locataire, de mettre fin au bail par anticipation. Elle est, dès lors, définitivement acquise au propriétaire, sans que celui-ci soit tenu de rendre aucun compte au locataire, en ce qui regarde la disposition des lieux pendant le trimestre, sur lequel a été calculée l'indemnité.

Ci-joint, en retour, les pièces communiquées.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

20/12

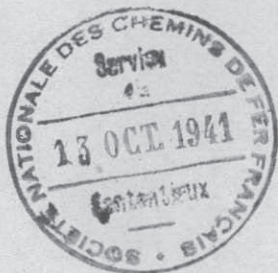
JB/mD

SOCIÉTÉ NATIONALE
DES
CHEMINS DE FER FRANÇAIS

MATÉRIEL ET TRACTION

RÉGION DE L'OUEST

OBJET :



Paris le 11 octobre 1941.

Monsieur le Chef du CONTENTIEUX,

N° MTO cl 840

A rappeler dans la réponse

Timbre de l'Arrondissement

J'ai l'honneur de soumettre à votre examen la lettre qui vient de nous être adressée par M. STEHELIN avoué à DIEPPE, au sujet d'une demande de renseignements sur une indemnité payée pour résiliation de bail.

Cette affaire vise le paiement d'une indemnité de changement de résidence à M. BINET, Paul, M^e 12.476, ex-ouvrier au dépôt de DIEPPE, muté en qualité de chauffeur au dépôt de SOTTEVILLE par décision du 18.4.41 qui comprenait le versement d'une somme de 700 f pour résiliation de bail pour la période du 10 juillet 1941 (date du déménagement) au 30 septembre 1941 (date extrême du préavis).

Nous ne pensons pas que les termes de cette lettre puissent être acceptés et qu'il soit possible ainsi à un propriétaire de percevoir pour une même période 2 loyers.

Il a été d'usage jusqu'ici qu'au cas de nouvelles locations avant l'expiration des délais prévus de rembourser aux intéressés la part des loyers payés ainsi en trop et dont le reversement nous était ensuite effectué.

Le Chef de la Subdivision de Comptabilité

2207 mly



lu Lepès
13-10-41
g

Paris,

20 Octobre 1941

SJ

5654 Leg

Monsieur le Chef de la Subdivision
de la Comptabilité
du Matériel et de la Traction
de la Région de l'Ouest

Comme suite à votre lettre
MTO cl. 840 du 11 courant, je
vous informe que pour examiner
en connaissance de cause la ques-
tion que vous me posez, il est
nécessaire d'être en possession
du bail ou de l'engagement de
location de M. BINET, ainsi que
de la correspondance qui a pu
être échangée entre notre agent
et son propriétaire au sujet de
la location.

Il conviendrait notamment
de posséder une copie de la noti-
fication de congé faite par
M. BINET et de connaître la date
à laquelle ce congé a été donné.

...

Il sera alors possible de définir si la somme de 700 francs réclamée par le propriétaire correspond à des loyers dus jusqu'à la date extrême et légale du préavis de congé ou, au contraire, à une indemnité forfaitaire de résiliation qui serait acquise dans tous les cas au bailleur.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

Signé : de CAQUERAY

JC.6



Paris, le 8 DEC 1941



MTO C1/840

Monsieur le Chef du Contentieux

Suite à votre lettre n°5654 Leg
Bureau S.J. du 20 octobre dernier concernant
l'indemnité de résiliation de bail payée
à M. BINET, Mle 12476 chauffeur de route
à Sotteville.

J'ai l'honneur de vous transmettre
le bail consenti en juin 1937 à notre agent
et une copie de sa lettre du 20 mai dernier
adressée à M^e STEHELIN, Avoué, 15 rue de
Sygogne, à Dieppe.

(Le Chef de la Subdivision de Comptabilité)

voir n° 12

hi. voir n° 12

Paul S. C. 9 -

Sur 24 Juin 1987 - donc

Volonté respectueuse -

Précis de 6 mois

(24-6-1987)

(24-6-1987)

(24-6-1987)

Indemnité de restriction

en cas de changement de

résidence

1^{re} Division

Nº 5655^F

V. B. S. E.
(Service Section Du Domaine)

V. B. d - 1799 - Su 10-X/41

OBJET DE LA CONSULTATION

BATIMENTS DU CHEMIN DE FER - endommagés par suite
de l'explosion d'une poudrière dans l'atelier de S.^t FLORENTIN
occupé par les Allemands.

La législation sur le commerce de guerre est-elle applicable?

Moyens à employer pour que la D.N.C.F. soit renforcée.

References :

Observations :

D^{re} N^o 5655^F; Aff. : DOMMAGES DE GUERRE -
BÂTIMENTS DU CHEMIN DE FER - Exploitation d'une
Poudrière à

Monsieur le Chef du Service de la Voie
de la Région SUD-EST
(Section du Domaine)

Par votre communication V.B.d-1.799 du 10 octobre, vous m'avez demandé mon avis relativement à l'application de la législation sur les dommages de guerre pour la réparation des dégâts occasionnés aux bâtiments du chemin de fer détériorés par suite de l'explosion d'une poudrière dans l'atelier de chargement de Saint-Florentin.

Ainsi que vous le savez, le règlement des dépenses engagées pour la remise en état de ces bâtiments doit intervenir conformément aux dispositions arrêtées par Monsieur le Directeur Général et contenues dans la lettre circulaire V/t v 41-020-4 de M. le Directeur du Service Central des Installations Fixes, en date du 3 janvier 1941 et actuellement en vigueur.

Ces règles prévoient que les bâtiments partiellement ou totalement détruits par faits de guerre doivent être rangés en deux catégories : l'une concernant les

bâtiments indispensables à la stricte exploitation du chemin de fer en période de guerre, c'est-à-dire les bâtiments affectés à la circulation, à la formation, à la déformation, au garage ou à la traction des trains, à l'entretien courant du matériel fixe et roulant, aux installations de production, de transport et de distribution d'énergie électrique, aux installations de sécurité; l'autre comprenant les bâtiments non strictement indispensables à l'exploitation du chemin de fer, telle qu'elle est définie ci-dessus.

Les travaux concernant les bâtiments de la première catégorie font l'objet d'une imputation aux articles de la nouvelle nomenclature de guerre; quant aux bâtiments de la seconde catégorie, ils sont considérés comme relevant de la législation des dommages de guerre.

Or, vous visez dans votre communication les sinistres survenus à des immeubles "autres que ceux d'habitation et non indispensables à la circulation et à la sécurité des trains". Ces immeubles doivent évidemment rentrer dans la seconde catégorie.

La lettre circulaire précitée donne la liste des textes essentiels applicables à ces immeubles rentrant dans le droit commun des dommages de guerre.

Ce sont principalement les lois des 5 août et 11 octobre 1940.

La première autorisait la prise en charge par l'Etat de la moitié des frais de réparation des immeubles qui ont subi, du fait des hostilités, des dommages limités et dont la remise en état peut être effectuée rapidement, et cela, jusqu'à concurrence de 50.000 francs. Aux termes de la circulaire relative à son application, cette loi s'étend à tous les immeubles, aucune distinction n'étant faite d'après leur usage.

Le second texte est la loi du 11 octobre 1940 dont l'objet était : "la reconstruction des immeubles d'habitation partiellement ou totalement détruits par suite de faits de guerre". Son application s'étend, non seulement aux immeubles d'habitation, mais encore aux locaux à usage industriel ou commercial compris dans les immeubles ou leurs dépendances ainsi qu'aux bâtiments accessoires à l'habitation ou à l'exploitation agricoles, aux bâtiments des collectivités publiques autres que l'Etat à l'exclusion de ceux qui seraient destinés exclusivement à un usage industriel ou commercial, enfin aux bâtiments des établissements privés d'enseignement et d'assistance.

Postérieurement à la circulaire V/t v 41-020-4₂
de nouvelles dispositions légales sont intervenues en
la matière :

- une loi, en date du 9 février 1941, qui a eu pour principal effet de proroger les dispositions de la loi du 5 août 1940;

- deux lois, des 10 février et 12 juillet 1941 qui ont complété, modifié et codifié celle du 11 octobre 1940;

- enfin, deux autres lois datées également du 12 juillet 1941 ayant pour but :

- l'une, de permettre la reconstruction des bâtiments et ouvrages publics appartenant à des établissements publics ou d'utilité publique ou à des collectivités publiques autres que l'Etat et partiellement ou totalement endommagés par actes de guerre;
- l'autre, tendant à assurer la réparation des monuments historiques endommagés par actes de guerre.

Il y a lieu de remarquer, - en ce qui concerne tout particulièrement les causes des dommages pouvant donner lieu à réparation, ^{que} la législation a marqué une évolution très nette du 5 août 1940 au 9 février 1941.

Cette évolution apparaît dans la différence de terminologie désignant les dites causes, entre les diverses lois :

- celle du 5 août 1940 parlait de : "dégâts

subis du fait des hostilités";

- celle du 11 octobre 1940 visait les destructions
"par suite de faits de guerre";

- enfin, dans les lois des 9 et 10 février et 12
juillet 1941, il est question des dommages résultant
"du fait d'actes de guerre".

En une étude publiée dans les "Lois Nouvelles"
avant la législation de 1941, M. le Professeur SOLUS
faisait observer que "la formule" de la loi du 11
octobre 1940 "destruction par suite de "faits de guerre"
était plus restrictive que celle des textes antérieurs,
(expressions: "faits de la guerre", utilisée par la loi de 1919,
"fait des hostilités", inscrite dans la loi du 5 août 1940). L'auteur concluait ainsi:

" Devront donc être considérées comme susceptibles d'entraîner la mise en oeuvre de la loi du 11 octobre 1940, toute les destructions d'immeubles que les armées, aussi bien alliées qu'ennemies, auront effectuées dans l'exécution ou la préparation de l'attaque et de la défense, comme une nécessité de la lutte.

" Mais on ne devra pas y comprendre les destructions et détériorations qui, bien qu'étant le fait des armées, sont sans lien avec le combat lui-même; tel serait, par exemple, le cas d'un incendie provoqué par la troupe dans ou hors le cantonnement, ou de la destruction d'immeuble causée par l'explosion d'un dépôt de munitions due à une imprudence ou à un accident".

Toutefois, une opinion différente est émise par M. le Professeur ESMEIN qui écrit dans la "Gazette du Palais", du 5 novembre 1940 :

" Nous pensons qu'en ce qui concerne les
" dommages causés aux constructions, les mots
" "faits de guerre" doivent être entendus aussi
" largement que dans la loi du 17 avril 1919, c'est-
" à-dire comprennent toutes les destructions accom-
" plies par les soldats, ennemis, français ou alliés
" soit avant, soit pendant, soit après les combats,
" ou même par des non-militaires agissant de concert
" avec les armées, mais à l'exception des incendies
" provoqués par l'imprudence des soldats français
" ou alliés en cantonnement".

Cette seconde opinion est conforme à celle
exprimée par CARPENTIER dans le "Répertoire Général
de Droit Français" (v° Guerre n°s 26 et 36).

" Nous ferons rentrer parmi les faits de
" guerre, - dit cet auteur -, tous les dommages
" provenant du fait de l'ennemi, et cela alors
" même qu'ils sont le résultat des opérations pré-
" paratoires

.....
" Le doute peut exister sur le point de
" savoir si telle opération constitue un fait de
" guerre. La question s'est surtout posée pour les
" faits prémédités par l'Autorité militaire et ac-
" complis par elle en dehors de toute contrainte
" immédiate de l'ennemi.

" Il ne faut pas interpréter l'expression
" fait de guerre, - disait M. LAFERRIERE - dans les
" conclusions présentées devant le Conseil d'Etat
" dans une affaire célèbre, - comme s'il y avait
" fait de combat. Le combat est l'incident le plus
" saillant de la guerre, mais il n'est pas la guer-
" re tout entière; laissons de côté les actes pure-
" ment préparatoires qui ne sont pas encore l'action
" mais retenons l'action pendant toute sa période
" militaire et stratégique. Cette période d'action,
" qui n'est pas encore le combat, mais qui est cer-
" tainement la guerre comprend nécessairement
" des choix de positions sur le front de
" l'armée, des dispositions de prévoyance sur
" les derrières : réserves, parcs d'artillerie,
" etc..... Ce sont là des parties d'un même tout.

.....
(Conclusions du Commissaire du Gouvernement sous Cons.
d'Etat 9 mai 1873 - D.P. 1874-3-9).

Ainsi donc, dans une législation qui accorde une réparation pour les conséquences des "faits de guerre", l'on peut admettre, en se basant sur la théorie qui vient d'être énoncée, que l'explosion d'une poudrière non occasionnée par un combat, puisse donner lieu à indemnisation.

Mais pourrait-il en être de la sorte depuis que le législateur de 1941 n'a plus en vue que la réparation des suites d' "actes de guerre" ? La négative ne paraît pas douteuse.

Dans sa brochure "Conseils aux sinistrés", éditée le 1^{er} avril 1941, le Secrétariat d'Etat aux Communications s'exprime ainsi (Titre I, § 1^{er} pages 5 et 6) :

" La loi du 11 octobre 1940 (modifiée par
" celle du 10 février 1941) parle "d'actes de guer-
" re".

" L'interprétation qu'il convient de donner
" à ces mots est sensiblement plus large pour les
" sinistres antérieurs au 25 juin 1940, que pour
" ceux qui sont intervenus postérieurement à cette
" date.

" Pour la première période, en effet, se-
" ront considérés, comme la conséquence d'actes de
" guerre tous sinistres immobiliers provenant de

" l'état de guerre où se trouvait la France (p. ex:
" les travaux de défense effectués par les troupes
" au combat, les destructions ou les incendies par
" obus ou par bombes.....)

" Pour la période postérieure au 25 juin
" 1940, ne seront retenus comme résultant d'actes
" de guerre, que les sinistres provoqués au cours
" de combats et résultant essentiellement du fait
" que d'autres nations se livrent bataille sur
" notre sol.

Tel ne serait le cas de l'explosion de Saint-Florentin que si elle avait été provoquée par un bombardement ennemi. La S.N.C.F. pourrait alors se prévaloir, pour les dommages causés aux bâtiments de la 2ème catégorie, de la loi du 9 février 1941 (réparation des immeubles non visés par les autres textes).

Mais quoi qu'il en soit, des pourparlers sont actuellement en cours entre le Service Central des Installations Fixes de la S.N.C.F. et le Commissariat technique à la reconstruction, qui doivent aboutir prochainement à un accord en suite duquel interviendra une circulaire qui règlera, d'une manière plus précise et plus complète les conséquences des dommages subis par le Chemin de fer.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

S.N.C.F.

V.B. - S.E.

Section du Domaine

V.B.d-1799

PARIS, 1e

10 OCT 1941
Octobre 1941.

5655 F S.M.

11 OCT 1941

Monsieur le Chef du Contentieux

J'ai l'honneur de vous faire savoir que le 20 Août dernier une poudrière a explosé dans l'atelier de chargement de St-Florentin, aux abords du kil. 7 de la ligne de Monéteau à St-Florentin, à une distance de 600 ml environ de la voie ferrée. Cet atelier est actuellement occupé par les troupes allemandes. La cause de l'explosion est inconnue.

Plusieurs bâtiments du chemin de fer ont souffert de la déflagration. Notamment une maisonnette de P. à N. et le bâtiment d'une station sont très endommagés.

La question qui se pose est de savoir qui est responsable des dommages.

Je vous serais obligé de bien vouloir me faire connaître votre avis à ce sujet, ainsi que sur les moyens à employer pour que la SNCF soit indemnisée. Il semble que nous pourrions demander le bénéfice de la législation règlementant l'aide de l'Etat aux sinistrés par suite d'actes de guerre, les dommages actuels résultant essentiellement du fait que d'autres nations se livrent bataille sur notre sol (ce qui semble prévu dans les commentaires officiels de la loi du 11 Octobre 1940 contenus dans la brochure "Conseils aux sinistrés").

D'autre part, la dite loi du 11 Octobre 1940 ne s'applique qu'aux immeubles d'habitation. Cependant, la brochure précitée indique qu'une loi spéciale du 9 Février 1941 apporte une aide financière de l'Etat pour des réparations limitées d'immeubles non compris dans la liste de ceux visés par la loi du 11 Octobre 1940. Faut-il comprendre que nous pouvons, par application des dispositions de la loi du 9 Février 1941, demander l'aide de l'Etat pour des immeubles autres que ceux d'habitation et non indispensables à la circulation et à la sécurité des trains, ces derniers étant soumis à un régime particulier?

P. LE CHEF DU SERVICE V. B.

P. Le Chef de la Division du Service Général
L'INGÉNIEUR

Monnet

*non 1000
pas pour
fait pour
V.B. 5655
quand le 10-10-41*

*h. Folliant
13-10-41*

Copie à V.B. Toutes Régions

S.N.C.F

Service Central
des
Installations Fixes

V/tv 41.020-4
2

Monsieur le Directeur de l'Exploitation
de la Région (Toutes)

Les travaux de réparation ou de reconstruction des bâtiments de la S.N.C.F. partiellement ou totalement détruits par faits de guerre, ont posé la question de savoir si les dépenses qui en résultent doivent être remboursées en tout ou partie par l'Etat.

Ces bâtiments peuvent être classés en deux catégories.

1°- l'une comprenant les bâtiments indispensables à la stricte exploitation du chemin de fer en période de guerre, c'est-à-dire les bâtiments affectés à la circulation, à la formation, à la déformation, au garage ou à la traction des trains, à l'entretien courant du matériel fixe et roulant, aux installations de production de transport et de distribution d'énergie électrique, aux installations de sécurité.

2°- l'autre, comprenant les bâtiments non strictement indispensables à l'exploitation du chemin de fer, telle qu'elle vient d'être définie ci-dessus.

Une note, en préparation dans les Services Centraux intéressés, concernant l'imputation aux articles de la nouvelle nomenclature de guerre, résoudra la question pour ce qui concerne les bâtiments de la première catégorie.

Par contre, les bâtiments de la 2ème catégorie rentrent dans le droit commun des "Dommages de Guerre". Deux lois, quant à présent, au bénéfice desquelles nous pouvons, dès maintenant, avoir recours ont paru :

1°- la loi du 5 août 1940 (J.O. du 10 août 1940) complétée par une Circulaire d'application du 16 août 1940 (J.O. du 19 août 1940), relative aux mesures conservatoires s'appliquant aux Immeubles à usage d'habitation, comme aux Immeubles à usage industriel, commercial ou agricole.

...

2°- la loi du 11 octobre 1940 (J.O. du 25 octobre 1940) relative à la reconstruction des immeubles d'habitation partiellement ou totalement détruits par faits de guerre antérieurs au 25 juin 1940. Cette loi, plus restrictive que celle du 5 août ne s'applique qu'aux :

Immeubles d'habitation.

Locaux à usage industriel ou commercial compris dans les immeubles d'habitation.

Bâtiments accessoires à l'habitation.

Bâtiments des collectivités publiques, autres que l'Etat, à l'exception de ceux destinés exclusivement à un usage industriel et commercial.

Bâtiments des établissements privés d'enseignement et d'assistance.

Sous réserve des observations que pourrait éventuellement faire M. le Secrétaire d'Etat aux Communications, saisi de la question par la S.N.C.F., M. le Directeur Général est d'accord pour que, suivant le droit commun et conformément aux lois précitées, vous adressiez aux autorités compétentes les déclarations qui pourraient nous permettre d'obtenir une participation de l'Etat.

Je vous prie, en conséquence, de vouloir bien faire d'urgence le nécessaire dans ce sens.

Accessoirement pouvait aussi se poser la question du tarif à appliquer aux transports des matériaux correspondant aux dites réparations.

Dans un but de simplicité et d'opportunité, M. le Directeur Général est d'accord pour que, comme les transports relatifs aux travaux de réparation ayant trait aux bâtiments indispensables à la circulation des trains, ceux qui concernent les réparations de bâtiments rentrant dans le droit commun, soient également effectués "en service".

Le 3 janvier 1941

Le Directeur

Signé: Porchez.

GRANDS RÉSEAUX DE CHEMINS DE FER FRANÇAIS

(Est, État, Midi, Nord, P.L.M., P.O.)

SERVICE COMMUN DU CONTENTIEUX

Bureau S.J. 5655 F

Dossier N°

(Prière de rappeler dans la réponse
les indications ci-dessus)

PARIS. LE

193

45, rue Saint-Lazare (9°)

TÉLÉPH. : Pigalle 95-85

Monsieur le Chef du Service de la Voie
de la Région SUD-EST (Section du Domaine)

Comme suite à votre communication V.B. d. 1.
du 10 Octobre, j'ai l'honneur de vous faire connaître que la
législation sur les dommages de guerre ne saurait s'appliquer à
la réparation des dégâts occasionnés aux bâtiments du chemin
de fer ~~Sud-Est~~ par suite de l'explosion d'une poudrerie dans
l'Atelier de charpement de SAINT-FLORENTIN.

Cette législation ne prévoit d'indemnisation que pour
les conséquences d'actes de guerre.

En l'état actuel de textes, l'expression "actes de guerre"
remplace les mots : "faits de guerre", employés par les lois
antérieures à Février 1941.

Dans sa brochure : "Conseils aux sinistrés", éditée le
1er Avril 1941, le Secrétariat d'Etat aux Communications
s'exprime ainsi (titre I, § 1er, pages 5 et 6) :

" Pour la période postérieure au 25 Juin 1940, ne
" seront retenus comme résultant d'actes de guerre, que les
" sinistres provoqués au cours de combats et résultant essentiel-
" lement du fait que d'autres nations se livrent batailles

"sur notre sol..."

Ceci est d'ailleurs conforme à l'opinion exprimée par M. le Professeur Solus (Lois Nouvelles, n° 5-25 Décembre 1940):

" Devront être considérées comme susceptibles d'entraîner
" la mise en œuvre de la loi du 11 Octobre 1940, toutes les destructions
" d'immeubles que les armées, aussi bien alliées qu'ennemies, auront
" effectuées dans l'exécution ou la préparation de l'attaque et de
" la défense, comme une nécessité de la lutte.

" Mais on ne devra pas y comprendre les destructions et
" détériorations qui, bien qu'étant le fait de armées, sont sans
" lien avec les combats lui-même, tel serait, par exemple, le cas
" d'un incendie provoqué par la troupe dans ou hors le cantonnement
" - ment, ou de la destruction d'immeuble causée par l'explosion
" d'un dépôt de munitions due à une imprudence ou à

"un accident..."

officieusement

Enfin, ce point de vue nous a été confirmé lors d'une
démarche effectuée au Commissariat Technique à la Reconstruction.

Or, ainsi que vous me l'indiquez dans votre communi-
cation, les causes de l'explosion survenue dans l'atelier
occupé par les troupes allemandes, sont inconnues.

Il n'est nullement démontré ^{allégué} que le sinistre ait été occa-
sionné par un bombardement aérien. Il résulte vraisembla-
blement d'une imprudence ou d'un accident et non point
d'un acte de combat.

~~Dans ces conditions~~ ^{Ainsi}, il est inutile de présenter une
demande de dommages de guerre, dans les conditions prévues
par la lettre circulaire V/C n° 41.020-4 de M. le Directeur
du Service Central de l'Installation Fixe, en date du 3 Janvier
1941, demande qui, en raison de ce qui a été exposé, ~~paraît~~

serait l'objet d'une fin de non recevoir.

En réalité, la question fait partie du problème général de réparation des dommages entraînés par l'occupation allemande en France.

J'estime donc qu'il est préférable de nous borner actuellement à inscrire le montant des travaux effectués pour la remise en état des locaux ^{et ustensiles} dont il s'agit, au compte spécial de dommages résultant pour le chemin de fer de l'occupation allemande, dommages dont il appartiendra au Gouvernement Français de déterminer le mode de réparation.

et d'apprécier si elles
doivent être portées au
débit du Reich dans
les repléments d'impôts à intervenir.

Le Chef du Centre:

J'ajoute, pour répondre à
votre question, que la loi du 9 février
1941 peut être invoquée pour la réparation
d'immeubles non affectés à l'habitation; l'art. 2 de la loi
vise, en effet, les immeubles bâtis dont la réparation n'est pas
réglementée par un texte de loi. Mais il convient d'observer
que la loi du 9 février 1941 ne tend à faciliter que des
remises en état pouvant être effectuées rapidement et que le
montant des allocations susceptibles d'être accordées aux propriétaires
ne peut excéder 500 000 francs. La mort des frais de réparation
d'un abattoir dont le montant est fixé par arrêté du Secrétaire
d'Etat aux Communications, ni la somme de 500 000 francs ne couvrent pas
que cette loi prévoit un grand intérêt pour la S.N.C.F. ^{Je ne crois pas}
les ateliers ne paraissant pas avoir voulu voter les immeubles ^{testament}
appartenant au domaine public des chemins de fer
immobiliers sur lesquels nous n'avons
pas un droit de propriété

Qu'on ne peut donc être
 vu en vertu d'un accord ^{avec T. Aden}
 Supérieur, que la S. N. C. F. devrait fonder par es
 imenculte, à invigiler la loi du 9 février 1961, la fraction
 de dépenses existant l'allocation légale devant être alors
 convertie par les mots ^{antérieurs} spirituels, car on ne s'expliquant pas
 que la S. N. C. F. put ^{antérieurs} supporter une part personnelle de
 dépenses, de ~~remise~~ remise en état.

(Prière de rappeler dans la réponse
 les indications ci-dessus)

Dossier N°

Bureau

SERVICE COMMUN DU CONTENTIEUX

(Est, Etat, Midi, Nord, P.L.M., P.O.)

GRANDS RÉSEAUX DE CHEMINS DE FER FRANÇAIS

PARIS, LE 193

45, rue Saint-Lazare (9°)
 Télec. : Pigalle 95-85

Paris, 13 Décembre 0

S.J.

5096 Ln

Monsieur le Directeur
du Service Central du Mouvement,

En réponse à votre lettre N°11414.7/1 (1ère Division) du 30 novembre, j'ai l'honneur de vous faire connaître que le montant des travaux, nécessités par les déprédations commises dans nos voitures par les permissionnaires allemands, ne me paraissent pas pouvoir rentrer dans les "frais d'entretien" des troupes d'occupation, visés dans la lettre de la Commission d'Armistice en date du 8 août 1940.

En effet, si les dépenses proprement dites de transport se rattachent normalement à l'entretien de l'Armée d'occupation, il ne saurait, par contre, en être de même pour les détériorations, causées par les soldats en cours de voyage. Celles-ci -qui en droit commun relèveraient de la responsabilité quasi-délictuelle- donnent sans doute ouverture à un droit à réparation au profit de la S.N.C.F.; mais l'indemnité, due en la circonstance, est absolument étrangère, par sa nature même, aux frais d'entretien compris dans l'acompte de 20 millions de RM par jour, prévu à la lettre susvisée de la Commission d'Armistice.

En réalité, la question fait partie du problème général de réparation des dommages aux personnes et aux choses, entraînés par l'occupation allemande en France -problème dont a été saisie la Délégation française à Wiesbaden.

Dans cette situation, nous ne pouvons, à mon avis, que nous borner actuellement à inscrire le montant des travaux effectués au compte spécial des dommages résultant pour le Chemin de fer de l'occupation allemande, dommages dont il appartiendra au Gouvernement Français de déterminer le mode de réparation.- Il semble, d'ailleurs, logique que celle-ci soit admise au débit du Reich dans les règlements définitifs

à intervenir; mais, en tout cas, nous ne pouvons utilement, pour le moment, ni exiger un paiement direct des Autorités allemandes, ni demander une imputation d'office sur l'acompte journalier, fixé par la Commission allemande d'Armistice.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

Signé: Amberg

SERVICE DU CONTENTIEUX

SECRÉTARIAT JURIDIQUE

N° 5656 C

Service Central : *Financiers*

Région : _____

OBJET DE LA CONSULTATION

*Circulation des Capitaines juifs.
Application de l'Instruction du 27 Août 44 du Commiss^{re}
général aux questions juives.
Note aux services de la S.C.F.*

Références : 6595 L

6677 L

6601 L

Observations :

D^{re} N°

J. 6556 C

; Aff. :

Circulation des Capitaines juifs :

Application de l'Instruction

du 27 Août 44 du Commiss^{re}

général aux questions juives.

14 Octobre x41

SJ

5.656 G°

Objet: Paiements
aux créanciers juifs

V/Réf. N°3.494

Monsieur le Directeur des Services Financiers,

Vous avez bien voulu me communiquer, le 13 courant, pour examen et avis, un projet de lettre, ayant pour objet l'application par les Services de la S.N.C.F. de l'Instruction du 25 août 1941 du Commissariat général aux questions juives sur la circulation des capitaux juifs.

p.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que le texte de cette note ne soulève pas d'objection de ma part. Je crois devoir attirer cependant votre attention sur l'opportunité d'y prévoir, au cas où les Services auraient des doutes sur la sincérité des déclarations d'aryanisme qui leur seront fournies, l'obligation pour le créancier de présenter la carte d'identité réglementaire, qui constitue, à cet égard, la justification imposée par l'Instruction du 25 août 1941.

Dans l'affirmative, le § Ier de la lettre pourrait être complété par un 3ème alinéa ainsi conçu:

"Au cas où les Services intéressés auraient des doutes sérieux sur la sincérité de la déclaration d'aryanisme fournie par le créancier, ils seraient fondés d'exiger, conformément à la note susvisée, la production de la carte d'identité réglementaire, délivrée par la Préfecture de la Seine ou par les Préfectures des Départements. S'il s'agit d'un Juif, ces cartes en portent, en effet, la mention."

Ci-joint en retour les pièces communiquées.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

Signé: J. Aureau

S.G. 405.680 c°

dy:

Paiements

aux créanciers juifs

V. Réf. 303.494.

Urgent

Paris, le

17 octobre 1904

Monsieur le Directeur des Services Financiers

Vous avez bien voulu me communiquer,

pour le 13 ult., pour examen et avis, un projet de lettre, ayant pour objet l'application par les Services de la S.G.C.F. de l'instruction du 24 août 1904 du Commissariat général aux questions juives sur la circulation des Capitaux juifs.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que l'attente de cette note ne vouldra pas l'objection de ma part. Je crois devoir attirer cependant votre attention sur l'opportunité d'y prévoir, au cas où les Services auraient des doutes sur la sincérité des déclarations d'organismes qui leur seront fournies, l'obligation pour le créancier de présenter la carte d'identité réglementaire, qui

Vu
le 10.10.04

Fin

constitutive, à cet égard, la justification imposée par la loi l'instruction
du 2 août 1941.

Si dans l'affirmative, le § 1^{er} de la lettre pourrait être
complété par un 3^e alinéa ainsi conçu :

" Au cas où les services intéressés auraient des doutes sérieux
sur la sincérité de la déclaration d'organisme fournie par le
créancier, ils seraient fondés à exiger, conformément à la note
survisée, la production de la carte d'identité réglementaire, délivrée par
la Préfecture de la Seine ou par les Préfectures des Départements. S'il s'agit
d'un juif, ces cartes en portent, en effet, la mention. "

Ci-joint en retour les pièces communiquées.

Le Chef du Service.

SS

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICES FINANCIERS

DIVISION CENTRALE
DE LA COMPTABILITÉ GÉNÉRALE

17, rue de Londres, 17

Tél. : Trinité 73-00

N° 3-494

A rappeler en cas de réponse

Paris, le 13 OCT 1941 19

Monsieur le Chef du
Service du Contentieux

J'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, un projet de lettre relatif à l'application pour les Services de la S.N.C.F. de l'Instruction du 25 août 1941 du Commissariat Général aux questions juives sur la circulation des capitaux juifs (exemplaire annexé en communication).

J'annexe à la présente, également en communication, copie de la correspondance échangée avec le Commissariat Général aux questions juives en vue d'obtenir certains assouplissements à l'Instruction précitée.

Je vous serais obligé de bien vouloir me faire savoir, d'urgence, si le texte qui vous est communiqué soulève des objections de votre part.

Le Directeur des Services Financiers

Ac 8967 M. R. (357)

*urgent**H. Colombet**14-10-41**[Signature]*

S.N.C.F.
Services Financiers

Paris, le Octobre 1941

F² n° 3.433 M.P.

Projet

M.M. les Directeurs de l'Exploitation des Régions,
M.M. les Directeurs des Services Centraux,

Payement des
fournisseurs
juifs

Une note du 25 août 1941 du Commissariat Général aux Questions juives fixe les restrictions apportées à la circulation des capitaux appartenant aux juifs domiciliés en zone occupée.

Il est notamment prescrit au Chapitre X :

"Les débiteurs de créanciers juifs devront obligatoirement s'acquitter de leurs dettes par versement à l'un des comptes bloqués du juif. Toutefois, ces versements à un compte bloqué ne sont pas obligatoires pour les honoraires, pour les traitements et salaires payés par les employeurs, quel qu'en soit le montant pour les pensions servies par l'Etat français aux enfants et veuves des militaires morts pour la France, ni pour les dettes inférieures à 1.000 frs".

Par lettre du 26 septembre 1941, M. le Directeur de l'aryanisation au Commissariat Général aux Questions juives, faisant droit à une demande de la S.N.C.F., a bien voulu, à titre exceptionnel et révocable, relever le chiffre de 1.000 frs ci-dessus à 3.000 frs, au maximum.

En conséquence, les règles suivantes seront à appliquer par les Subdivisions de Comptabilité régionales, en ce qui concerne les paiements de fournitures et prestations de services.

I - Interdiction de mandater des paiements, à partir de 3.000 frs au profit des créanciers domiciliés en zone occupée sans avoir au préalable reçu de ces derniers une déclaration d'aryanisme ou de non aryanisme.

Les Subdivisions de comptabilité régionales devront exiger de tous leurs fournisseurs habituels et de tout nouveau créancier, domiciliés en zone occupée, s'il s'agit de personnes physiques, ou dont le siège social est en zone occupée, s'il s'agit de personnes morales, la remise d'une déclaration d'aryanisme, conforme à l'annexe 1, ou de non

aryanisme, conforme à l'annexe 2. La demande de déclaration sera faite par l'envoi d'une circulaire du modèle de l'annexe 3.

Tant que la déclaration demandée n'aura pas été reçue il ne pourra être effectué aucun mandatement au profit du créancier défaillant, sauf les règlements inférieurs à 3.000 frs.

2 - Indications à porter sur les mandats de paiement au profit de créanciers juifs.

Au vu des déclarations d'aryanisme ou de non aryanisme, les Comptabilités régionales tiendront attachement des fournisseurs et créanciers en indiquant leur qualité d'aryens ou de non aryens et, pour ces derniers, la désignation du compte bancaire bloqué auquel l'intéressé demande le virement de ses créances.

Tout mandat de paiement à partir de 3.000 frs, établi au profit d'un juif, devra porter la mention suivante :

"Créancier juif. Virement à effectuer au compte bloqué

"N° à (Etablissement bancaire..)

apposée de façon bien visible à l'encre rouge.

Je vous serais reconnaissant des instructions que vous voudrez bien donner à vos Services pour la mise en application immédiate des dispositions ci-dessus.

Le Directeur des Services Financiers,

Déclaration à souscrire
par tout créancier aryen

Je soussigné, M.

agissant { en mon nom personnel (1)
 { en qualité de (désignation de l'entre-
 de l prise (1)

déclare { ne pas être juif (1)
 { que la dite entreprise n'est pas juive (1)

au sens des ordonnances allemandes en vigueur.

A, le
(signature)

(1) Rayer la mention inutile.

Déclaration à souscrire
par tout créancier juif

Je soussigné M.....

agissant

en mon nom personnel (1)

en qualité de (désignation de l'entreprise)
de l'..... (1)

déclare

être juif (1)

que la dite entreprise est juive (1)

au sens des Ordonnances allemandes en vigueur et demande,

en conséquence, que les sommes qui

sont dues par la S.N.C.F. soient versées à son compte

N° ouvert à

A , le

(Signature)

(1) Rayer la mention inutile.

M

En exécution de l'ordonnance allemande du 28 Mai 1941 et de la note du 25 Août 1941 du Commissariat Général aux questions juives, les débiteurs de créanciers juifs doivent obligatoirement s'acquitter de leurs dettes par versement à l'un des comptes bloqués du dit créancier.

Pour nous permettre d'appliquer ces directives, nous avons l'honneur de vous prier de nous adresser d'urgence une déclaration conforme à celui des deux modèles ci-joints qui s'applique à votre cas.

Pour les entreprises, la déclaration doit être signée par une personne qui a qualité pour donner quittance au nom de leur raison sociale.

Nous vous prions de prendre note qu'aucun paiement ne pourra être mandaté à votre profit tant que nous n'aurons pas reçu la déclaration ci-dessus.

Veillez agréer, M., l'assurance de notre considération distinguée.

SERVICE DU CONTENTIEUX

SECRÉTARIAT JURIDIQUE

N° 5657 C^o

Service Central : *Secrétariat Général*

Région : _____

OBJET DE LA CONSULTATION

Déclaration des immeubles & biens immobiliers appartenant à des sujets de l'Empire britannique, de l'Egypte, de l'Irak, du Soudan et de l'U. R. S. S. ou à des firmes de ce pays. (Ordonnance de l'autorité d'occupation.)

La French Railways Limited à Londres est-elle soumise à cette déclaration ?

Références : *v. 5657 C^o*

Observations :

D^{re} N° 5657

C^o ;

Aff. :

Déclaration des immeubles des sujets britanniques (French Railways Limited)

J. G. 90.1.617 C.

Objet: French Railways Limited
V. H. P. Participations Financières

4093.2/82

2269

Paris

Paris, le 18 octobre 1941

Note pour Monsieur le Secrétaire Général.
(Participations Financières)

Par lettre du 14 oct 1941

avec bien voulu me demander si la nouvelle Hermann
des autorités d'occupation, qui oblige à déclarer, avant
le 31 octobre prochain tous immeubles et droits immobiliers
appartenant à des sujets britanniques, devait s'appliquer
à la "French Railways Limited", dont le siège est à Londres
^{de la capitale}
et qui représente en Grande Bretagne la J. H. C. F.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que l'Hermann
allemande du 20 septembre 1941 (V.O. B. I. F. page 288) ^{vis} vise
que les immeubles et les droits sur les immeubles situés en France
occupée et appartenant à des ressortissants britanniques ou
à des personnes habitant la Grande-Bretagne.

Si la Société en cause ne possède ~~en France occupée~~ ni immeuble, ⁿⁱ ni droit sur des immeubles situés en France occupée, il n'y a pas ^{donc} lieu à cette Ordonnance. Au surplus, l'obligation de déclarer les biens et droits ennemis ne pèse, aux termes du § 5^b de l'Ordonnance précitée et du § 4 (2) de l'Ordonnance du 18 Novembre 1920 que sur les personnes ayant ces biens et droits en leur possession ou sous leur garde (à titre de bailleur, locataire, gérant, dépositaire, etc.).

Garnier

Je vous prie de trouver ci-jointes les pièces communiquées.

Je Chef de la Contenance

18 Octobre x 41

SJ

3.5.657 G°

N O T E

pour Monsieur le Secrétaire Général
du Conseil d'Administration.

Objet: French Railways
Limited

V/Réf: Participations
financières

N° 93.2/82
2269

Par lettre du 14 courant, vous avez bien voulu me demander si la Nouvelle Ordonnance des Autorités d'Occupation, qui oblige à déclarer, avant le 31 octobre prochain tous immeubles et droits immobiliers appartenant à des sujets britanniques, devait s'appliquer à la "French Railways Limited", société anglaise dont le siège est à Londres.

3 annexes

J'ai l'honneur de vous faire connaître que l'Ordonnance allemande du 20 septembre 1941 (V.O.B.I.F. page 288) ne vise que les immeubles et les droits sur les immeubles situés en France occupée et appartenant à des ressortissants britanniques ou à des personnes habitant la Grande-Bretagne.

Si la Société en cause ne possède ni immeubles, ni droits sur des immeubles situés en France occupée, il n'y a donc pas lieu à déclaration du chef de cette Ordonnance. Au surplus, l'obligation de déclarer les biens et droits ennemis ne pèse, aux termes du § 3b de l'Ordonnance précitée et du § 4 (2) de l'Ordonnance du 18 Novembre 1940, que sur les personnes ayant ces biens et droits en leur possession ou sous leur garde (à titre de bailleur, locataire, gérant, dépositaire, etc..)

Je vous prie de trouver ci-jointes les pièces communiquées.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

M. J. J. J. J.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

88 RUE SAINT-LAZARE . PARIS IX . TEL. TRINITÉ 73-00

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

Participations Financières

93.2/82

2269

*M. Colombet
Zepes*

Monsieur AURENGE

Chef du Service du Contentieux

14 Octobre

1941

56572

La presse du 11 octobre 1941 a publié l'essentiel de la nouvelle Ordonnance des autorités d'occupation aux termes de laquelle tous les immeubles et droits immobiliers appartenant à des sujets de l'Empire Britannique, de l'Egypte, de l'Irak, du Soudan et de l'U.R.S.S. ou à des firmes de ces pays, doivent faire l'objet d'une déclaration avant le 31 octobre prochain.

Je vous serais obligé de bien vouloir me faire connaître si, à votre avis, la "French Railways Limited" dont le siège est à Londres et qui n'est autre que la représentation de la S.N.C.F. en Angleterre, transformée en 1937 en Société anglaise, doit faire l'objet de la déclaration prévue dans l'Ordonnance susvisée.

Ci-joint, en communication, le Mémoire d'Association de la French Railways Limited, qui constitue les statuts de cette Société, et une note exposant le fonctionnement financier de la F.R.L.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Rodier